## Supplément Radio-Télévision

Sery ou sexiste

– DIMANCHE 27 – LUNDI 28 OCTOBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

nvoyés à Kinshasa après les

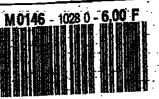
des jours, ne permettait plus de tergiverser davantage. Les tar-dives déclarations, officielles de la France in faveur de la démocratisation n'ent pas été entendues. Le « gouvernement de consensus » que Paris — comme Bruxelles et Washington — appelait de ses vœux n'a pu voir le jour. L'intransigeance et la roue-rie du président zerois ont fini par désespèrer les plus patients

APRÈS avoir limogé «son» Abouillant premier ministre, M. Etienne Tshisekedi, principal chef de file de l'opposition, le maréchal Mobutu, un moment tenté de le remplacar par un général, a cru pouvoir sauver la face et abuser l'Occident. Le nouveau chef du gouvernement, M. Mungui Diaka, est certas un civil et lui aussi membre de l'opposition, mais il semble beau-coup plus accommodant que son prédécesseur à l'égard du prési-dent. Ce « choix », en vérité, n'en est pas un. Les capita occidentales n'ont pas i dupes. Les Zaïrois non plus. n'en est pas un. Les capitales occidentales n'ont pas été

La nouvelle vague d'émeutes et de pillages qui a presque aussitôt suivi constitue un désaveu cingiant pour le chef de l'Etat. Mais elle souligne aussi la faiblesse d'une opposition balbutiante, peu organisée et profon-dément divisée. Cette dérive politique est lourde de dangers Le souvenir sanglant des guerres de sécession du Shaba est encore dans toutes les mémoires. Le retrait des troupes étrangères, grâce auxquelles, jusque-ià, les « dégâts » ont été limités et un bain de sang évité. risque de laisser le Zaire dans un meurtrier buis-clos, semblable à celui qu'ont connu la Libèria ou

> Décidément, la démocratie a du mai à s'acclimater à certains pays d'Afrique. Le message du président Mitterrand, lancé lors du sommet francophone de La Baule, en juin 1990, a toujours du mei à passer. Pas plus au Zaïre qu'à Madagascar ou au Cameroun, les appels à l'ouver-ture n'ont convaincu les dirigeants de se rendre à la «raison démocratique».....

Lire nos informations page 6



## Les préparatifs de la conférence de Madrid

## Washington presse Israël et le monde arabe Le docteur Garretta réclame d'adopter un comportement « responsable »

d'Etat, M. James Baker, a demandé à toutes du monde arabe et des Palestiniens.

M. George Bush a souligné, vendredi les parties d'«agir» et de «parler» «de façon 25 octobre, la « nature historique » de la aussi responsable que possible ». La délégaconférence sur le Proche-Orient qui s'auvrira à tion israélienne à la conférence de Madrid, Madrid le 30 octobre. Le président américain dont la liste a été rendue publique vendredi, s'est toutefois refusé à tout commentaire pré- comprend une majorité de « durs » - soit cis afin de ne pas « compliquer malencontreu- membres du parti Likoud, soit hauts fonctionsement le processus de paix. Le secrétaire naires - peu suspects de faiblesse à l'égard

Les vieux mots d'ordre de la

toute leur force : « Il n'y a pas de

### Terre et paix

par Jean-Pierre Langellier

A Madrid, mercredi 30 octobre, le rideau se lèvera sur un nouvel acte de l'interminable drame proche-oriental. Pour la première fois, enfin, depuis quarante-trois ans, tous les acteurs seront en scène : Israël, ses voisins arabes et les Palestiniens. N'étant d'emblée d'accord sur rien, chacun dira son texte, écoutant l'autre sans l'entendre. Mais, quelques jours plus tard, si la pièce se poursuit loin

des sunlights, s'ouvrira le grand qu'Israël se retire de Cisjordanie jeu, celui de la terre et de la paix. être plus lointaines. Chaque camp se cramponne de longue date à sa propre interprétation de la célèbre résolution 242 du Conseil de sécurité, référence acceptée de tous. Israël estime s'être mis en règle avec l'ONU en restituant à l'Egypte le Sinaï, soit 90 % des territoires acquis en 1967. Pour la

communauté internationale, tout règlement du conflit suppose

catholique aura eu une stratégie ambiguë

de notre envoyé spécial

«L'avortement? Les partis politiques en partent suffisamment pour avoir le sautien de l'Eglise, mais pas trop non plus car ils savent que Cette réflexion d'une étudiante de laquelle se trouve toute la Pologne, surtout en cette période électorale, des que l'on évoque le rôle de l'Eglise. Une ambiguité que les prises de position de la hiérarchie catholique ne cesse d'ailleurs d'ali-

Certes, il est difficile de s'oppo-ser à une institution qui irrigue tout le pays et a été un des sers de lance du combat contre la dictature communiste. A de rares exemples près, aucun homme politique, journaliste, caricaturiste même, n'ose ainsi attaquer de front Mgr cace pour les candidats aux élecpart des administrations. Mis à part les anciens communistes et certains groupes de gauche, tous se réfèrent aux valeurs fondamentales

# La l'ologne et son Eglise

Jusqu'à la veille des législatives, la hiérarchie

la majorité des Polonais ne sont Glemp et ses quailles. La photo pas d'accord avec les positions trop d'une personnalité prise à côté du tranchées de l'Eglise sur ce sujet.» pape reste encore un sésame effi-Varsovie résume l'ambiguîté dans tions et des crucifix ornent la plu-

JOSÉ-ALAIN FRALON

## Le Monde NUMÉRO SPÉCIAL

## PROCHE-ORIENT: de la guerre à la paix?

Un numéro spécial du Monde pour mieux comprendre les enjeux politiques, économiques et religieux.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

## L'affaire de la transfusion sanguine

# un « jury d'honneur »

Inculpé le 21 octobre dans l'affaire de la contamination d'hémophiles par le virus du sida, le docteur Michel Garretta, qui s'était refusé à toute déclaration depuis sa démission en juin du poste de directeur général du Centre national de transfusion sanguine (CNTS) a accordé un entretien au Monde, dans lequel il réclame, notamment, la constitution d'un « jury d'honneur international » et invoque la responsabilité partagée de personnalités politiques, administratives et médicales.

entretien alimente de nouvelles polémiques. Je ne pouvais plus faire face au lynchage médiatique dont j'étais la cible. La décision mentaire, de permettre à l'institution de fonctionner dans la dignité et le respect des malades, fessionnels de la transfusion sanguine. Il se trouve qu'un certain nombre d'informations fausses Lire la suite et l'article de PATRICE CLAUDE page 4

lynchage médiatique. Je crois dès lors qu'il est nécessaire de rectifier ces informations.

JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCH Lire la suite page 15

# 2.831.800 Bougies N'A PAS CHÔMÉ!

Lire page 22 l'article d'ALAIN LEBAUBE sur l'aggravation du chômage

page 7

Les dépenses de l'enseignement privé Un arrêt du Conseil d'Etat sur la financement

Le débat sur le mode de scrutin Le chef de l'Etat s'interroge sur l'opportunité d'une réforme

Le G7 et l'économie soviétique Américains et Européens divisés sur le remboursement de la dette de l'URSS pag

Retrouvailles Chine-CEE Normalisation commerciale et « cadeau politique »

deux ans et demi après le « Printemps de Pékin ».

#### HEURES LOCALES

Bourgogne: un carrefour au bord des vignes Poursuivant son tour de France des régions, le Monde présente aujourd'hui la Bourgogne et ses quatre départements.
Pays de haute réputation vinicole et gastronomique, la région cherche à tirer profit d'un réseau de transports exceptionnel et de la proximité de la capitale pour attirer les chers d'entre-

Lire page 12 et 13 l'enquête d'ANNE CHAUSSEBOURG

Egalement au sommaire

■ Une âme dans le béton. ■ Construction : retour à la rigueur. ■ Le casse-tête des déchets ménagers. Pages 9 à 11

M. Bernard Kouchner, invité dimanche à 18 h 30

Le sommeire complet se trouve page 22

### Deux filières pour les ingenieurs A l'occasion du congrès

de la Conférence des grandes écoles, le ministre de l'éducation nationale, M. Lionel Jospin, a précisé, vendredi 25 octobre à Toulouse, sa volonté de réduire à quatre ans la durée de formation des ingénieurs. Ce niveau, inférieur d'un an au standard » actuel, serait accessible soit par les écoles, soit par des formations universitaires, et en particulier par les nouveaux instituts universitaires professionnalisés (IUP) lancés

Un diplôme d'ingénieurdocteur pourrait être délivré après deux années supplémentaires consacrées à la

Lire page 14 l'article de GÉRARD COURTOIS

### Le retour de Ferrat

Un bon sourire d'artisan sous la moustache raide de mousquetaire, Jean Ferrat revient avec un nouvel album, et c'est comme s'il n'était jamais parti. Cela fait trente ans. Trente ans qu'il parle d'amour et de colère simultanément, imperturbablement, de la même voix paisible et tendre. Le monde change. Et Ferrat le voit changer surtout depuis qu'il s'en est éloigné, renoncé à la scène. Quatorze chansons nouvelles pour le dire, avec des musiques qui obéissent aux mots, sans idées préconçues, un peu jazzy s'il le faut, et même rock à la rigueur, ou comptine, ou menuet, peu importe. Jolies, en tout cas, et orchestrées à la perfection par Alain Goraguer, complice de toujours. Quatorze chansons pour affirmer qu'âtre fidèle à ses idées ne saurait empêcher un honnête homme de se réveiller.

Lire page 17 l'entretien avec DANIÈLE HEYMANN

A L'ETRANGER : Aigérie, 4,50 DA; Marce, 8 DH; Tunisie, 750 m; Asemagna, 2,50 DM; Asmicia, 25 SCA; Beiginas, 40 FB; Corada, 2,25 S CAN; Armica/Réspion, 8 F; Côte-d'Arcino, 485 F CFA; Decembert, 14 KRD; Espagna, 190 PTA; G.S., 25 D.; Portugel, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 S; USA (others), 2,50 S Grèce, 220 DR; Irlande, 1,20 S; Italie, 2 200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 PL; Portugel, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 S; USA (others), 2,50 S

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE, 76501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopleur : (1) 40-68-25-99 Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION:

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Télécopieur: (1) 49-60-30-10
Télex: 261.311 F

Edité par la SARL le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

« Les Rédacteurs du *Monde* ». « Association Hubert-Beuve-Méry ». Société anonyme des lecteurs du *Monde*.

Le Monde-Entreprises.

M. Jacques Lesourne, gérant.

PUBLICITE

Jacques Lesourne, président Françoise Huguet-Devallet, directeur généra Philippe Dupains, directeur commercial 15-17, rue du Colomel-Pierre-Avia 75902 PARIS CEDEX 15

Tél : (1) 46-62-72-72 ex MONDPUB 634 128 F léax : 46-62-98-73 - Société filiale le Monde et de Médias et Régles Europe

94852 IVRY Codex

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journa et publications, n° 57 437 ISSN : 0395-2037 PRINTED IN FRANCE

enseignements sur les microfilms e Index du Monde au (1) 40-65-29-33

TÉLÉMATIQUE

Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

**ABONNEMENTS** 

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél.: (1) 49-60-32-90

TARIF

3 mais .

FRANCE

460 F

890 F

1 620 F

BELGIQUE LUXEMB

PAYS-BAS

572 F

1 123 F

2 0% F

ETRANGER:

par voie aérienne

tarif sur demande.

pour vous abonner

renvoyez ce bulletin

accompagné

de votre règlement

à l'adresse ci-dessus

on par MINITEL

36-15 LEMONDE

code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou

provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indi-quant leur numéro d'abonné.

BULLETIN

D'ABONNEMENT

**DURÉE CHOISIE** 

Prénom

Adresse

Code postal

Localité : .

Pays:

PP Para RP

PAYS

CEE

790 F

1 560 F

2 968 2

111 MON C

Monde

Edice per la SARL Le Mond

Comité de directi ses Lasoume : gén teur de la publicatio Bruno Frappat

Principaux associés de la soci Société civile

## L'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE

ME soir-là, la Chambre des communes jouait à guichets fermés. Des six cent trente députés britanniques, un seul manquait à l'appel, absent pour cause de crise cardiaque. Toute la journée, la Strangers Gallery avait été envahie par les téméraires qui espéraient une place dans la tribune du public. Jean Monnet lui-même avait eu du mal à en obtenir une.

Jamais, depuis la guerre, Westminster n'avait connu telle affluence. Jamais un vote n'était venu clore un débat aussi long. Cent soixante seize députés avaient pris la parole, six journées avaient été consacrées au même sujet... Il est vrai qu'il n'en fallait pas moins pour voir aboutir dix années de tergiversations, de rebondissements qui avaient empoisonné la vie politique intérieure autant que les relations extérieures.

Quatre mois plus tôt, le gouvernement conservateur avait accepté l'entrée de la Grande-Bretagne au sein du Marché commun. Restait à ratifier cette décision de principe. Ce jeudi 28 octobre 1971, les élus du peuple sont appelés à se prononcer. Le peuple, lui, est contre. Mais - aucun doute - ses représentants sont pour. A quelle majorité? C'est là le suspense d'une soirée dont, en réalité, l'intérêt réside surtout dans la solennité.

«Assommé» pendant des années de statistiques, d'estimations contradictoires, d'arguments de circonstance, ie grand public, tout en étant réticent, a fini par se désintéresser de la question. Le dernier sondage du Daily Express en témoigne: 49 % des personnes interrogées sont hostiles à l'entrée de leur pays dans la CEE, 30 % y sont favorables et, surtout, 21 % n'ont pas d'opinion. La cause ne mobilise pas. Quatre jours avant le vote, ils étaient à peine cinq mille à participer à la manifestation organisée entre Hyde Park et Trafalgar Square par les «anti-européens».

La classe politique, en revanche, est fébrile. Car ce vote constitue un test vital, à la fois pour le gouvernement conservateur et pour l'opposition travailliste. Edward Heath, qui vient de subir un revers à l'occasion d'élections partielles, a besoin d'une majorité d'au moins cinquante voix. A défaut, son gouvernement serait privé de l'autorité nécessaire à la poursuite de sa politique.

#### «Le grand large »

Côté travaillistes, l'enjeu est encore plus important. Harold Wilson est sur des charbons ardents. Le dirigeant du Labour n'a pas su maintenir la cohésion de son parti : le débat sur l'Europe a exacerbé les divergences entre l'aile gauche, violemment anti-européenne, et la droite, dont on sait qu'elle votera avec les conservateurs. Environ un tiers du groupe parlementaire travailliste, une minorité prestigieuse - plusieurs ministres en font partie, - est favorable à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun.

Si, ce soir-là, les couloirs de la Chambre bruissent de rumeurs et de spéculations, c'est que, pour la première fois depuis la guerre, les députés (du moins côté conservateurs) sont appelés à se prononcer en arbitres suprêmes. Quarante-huit heures avant le début du débat, le gouvernement a décidé de ne pas imposer de discipline de vote. Sans doute Edward Heath espérait-il, en prenant cette décision, que le Labour « suivrait » en laissant lui-aussi le vote «libre». Mais le groupe parlementaire travailliste s'est finalement prononcé contre.

Les députés conservateurs vont donc pouvoir se prononcer en leur âme et conscience les poussera à soutenir le gouvernement. Mais ils devront le paver d'un peu de vague à l'âme... Car l'insularité reste une valeur sûre en Grande-Bretagne. Qui eût dit que Londres céderait un jour aux sirènes du continent? Churchill n'avait-il pas déclaré que la Grande-Bretagne choisirait toujours «le grand large»? Un ministre britannique n'avait-il pas affirmé que son pays n'avait « rien à faire avec cette Communauté européenne», « une association de pays battus»? Les dispositions n'étaient pas des meilleures...

La Grande-Bretagne avait été invitée aux premières négociations en vue de la réalisation du marché commun. Jean-François Deniau s'en souvient : «Jamais son aigne représentant n'ou-

conscience. Nui doute que leur tannique n'a demande au Parlement de prendre, comme ce soir, une décision d'une importance aussi capitale», lance solennellement celui qui a conduit le Royaume-Uni vers la Communauté européenne.

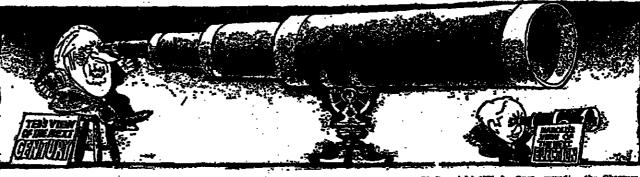
#### Le «cheval de Troie» de Washington

Arrivé au pouvoir en juin 1970, Edward Heath s'est employé à convaincre le président français, Georges Pompidou, d'adopter une voie différente de celle de son prédécesseur. En janvier 1963 et novembre 1967, les éclats du général de Gaulle avaient provoqué l'interruption des deux premières séries de négociations sur l'adhésion du Royaume-Uni. La préoccupation

ne peuvent admettre son ralliement à ! politique gouvernementale.

«On aurait ou faire tomber Heath!) Ainsi se résume la colère de la gauch travailliste. Le moins que l'on puiss dire, c'est que cet argument n'a pas ét suivi : pas moins de 69 députés travail listes ont défié les consignes de vote d Harold Wilson. Le dirigeant du Labour dont l'autorité a sombré dans la bataille, promet immédiatement si revanche en annonçant que, s'il revien au pouvoir, il renégociera les termes de l'adhésion.

Une heure après le vote, des feux de joie sont allumés sur la côte française, i côté de Boulogne et sur la falaise du cap Blanc-Nez, ainsi qu'en face, à Douvres. Malgré la brume qui enveloppe le Channel ce soir-là, un homme a fait le



(Desits de Trop. (C) Copyright 1971, by Opera

vrait la bouche, sinon pour y insérer sa pipe. Enfin, un jour, il demande la parole à la surprise générale. C'était pour tenir le discours d'adieu suivant : « Monsieur le président, messieurs. Je voulais vous remercier de votre hospitalité et vous indiquer qu'elle va cesser à partir d'aujourd'hui. En effet, je regagne Londres. Fonctionnaire sérieux, il me gêne de perdre mon temps et de ne pas justifier le modeste salaire que me verse mon gouvernement. J'ai suivi avec intérêt et sympathie vos travaux. Je dois vous dire que le futur traité dont vousparlez et que vous êtes chargés d'élaborer

» b) s'il est conclu, n'a aucune chance

» c) s'il est ratifié, n'a aucune chance d'être appliqué.

» Nota bene : S'il l'était, il serait d'ailleurs totalement inacceptable pour la Grande-Bretagne. On y parle d'agriculture, ce que nous n'aimons pas, de droits de douane, ce que nous récusons, et d'institutions, ce qui nous fait horreur. Monsieur le président, messieurs, au revoir et bonne chance (1). »

Quel cinglant désaveu la Chambre des communes s'apprête, une quinzaine d'années plus tard, à infliger à ce zélé fonctionnaire! En ce 28 octobre 1971. avant le vote final, restent deux temps forts, les discours de M. Wilson et de M. Heath. Le premier manque pour le moins de souffle. Mais personne, en réalité, ne s'étonne que la force de conviction fasse défaut au dirigeant travailliste : n'a-t-il pas retourné sa veste à deux reprises, se battant contre la demande d'adhésion de 1961, en déposant une lui-même en 1967 pour, cette fois, contester, si ce n'est l'adhésion elle-même, du moins les modalités selon lesquelles elle avait été négociée?

«Ce soir, le monde regarde Westminster! », s'exclame quant à lui le premier ministre, avec la foi qui l'habite depuis qu'en 1961 il a négocié à Bruxelles la première demande d'adhésion. Ted Heath est de ceux, pas si nombreux, qui admettent la perte de prestige de l'exempire et voient dans l'Europe la possibilité d'un renouveau. « Jamais, en temps de paix, un premier ministre brimajeure du général étant la redéfinition des liens entre l'Europe et les Etats-Unis - et Londres étant, vue de Paris, le «cheval de Troie» de Washington, - les laborieux pourparlers bruxellois de 1961-1963, puis de 1967, étaient apparus avant tout comme une confrontation franco-britannique. Ou, pour reprendre l'expression d'un auteur anglais, une « danse guerrière rituelle », stoppée net sous le coup du veto parisien.

Georges Pompidou, lui, voyait dans l'élargissement une bouée de sauvetage pour une Communauté européenne bien mal en point. Paris suggéra une réunion » a) n'a aucune chance d'être conclu; des Six au sommet. Et.c'est à La Haye, le 2 décembre 1969, que les membres fondateurs - Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas et RFA - lancèrent le signal de l'ouverture de la CEE aux quatre pays candidats: le Danemark, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Norvège (dont la population rejettera l'invite, par référendum, en septembre

> Le dossier avait trop traîné, les multiples débats avaient été trop fastidieux... A Londres, lorsque la Chambre des communes eut enfin à se prononcer, tout, de la politique agricole commune à la contribution britannique au budget communautaire, en passant par la sauvegarde des intérêts du Commonwealth, tout, avait été dit et redit. Inévitablement, le discours d'Edward Heath fut couvert par les clameurs des «anti-européens». Mais le spectacle fut sans surprises : chaque réplique était connue. A tei point que, selon la journaliste Anne Laurens, « on eut un débat sinistre et qui venait trop tard, suivi d'un vote triste et couronné par une manifestation lugubre de « joie spontanée (2). »

> Pour les conservateurs, le résultat est inespéré: 356 députés se sont prononcés pour l'adhésion, 244 ont voté contre. 22 se sont abstenus. La victoire d'Edward Heath dépasse toutes les prévisions. La majorité est de 112 voix alors que le gouvernement la situait dans une fourchette de 55 à 80! Sur les bancs travaillistes, M. Roy Jenkins, le chef de file des « pro-européens» du Labour, se fait invectiver: \* traître! traître!», crient ceux de son parti qui

déplacement, un homme amer qui célébre lui aussi l'événement autour du feu. Harold Macmillan, le pionnier, celui qui avait le premier essayé d' «accrocher» l'île au continent, est bien seul en ce 28 octobre 1971....

#### Macmillan le pionnier

L'ancien premier ministre avait su convaincre une partie de la City qu'une adhésion permettrait de donner au pays un rôle à l'intersection des trois cercles Europe-Etats-Unis-Commonwealth. Il avait fair le fortune politique de celui qui empochait seul le benéfice de plus de dix années d'efforts, Edward Heath. Il avait - de manière ambigue il est vrai - déposé en 1961, contre vents et marées, la première demande d'adhésion. Mais Harold Macmillan avait eu le tort d'avoir raison trop tôt. Ce jour-là, il resta dans l'oubli.

La ratification était acquise, mais les Britanniques n'avaient pas pour autant clos le dossier. Harold Wilson tint ses promesses : revenus au pouvoir en 1974, les travaillistes évoquèrent la renégociation du traité d'adhésion. A moins que le gouvernement n'ait recours au verdict populaire? En adoptant cette solution, le Labour dut faire face à une sentence sans appei : lors du référendum de juin 1975, les Britanniques se prononcèrent à 64,5 % en faveur du maintien de leur pays dans la Communauté.

L'affaire était enfin tranchée, mais une question restait sans réponse, celle que le Luxembourgeois Gaston Thorn, alors ministre des affaires étrangères, s'était posée en janvier 1972 au lendemain de la signature des traités d'adhésion : «On a parlé de trut avec les candidats, sauf de l'essi atlet; que sera l'Europe de demain, et que sont-ils prêts à en faire?»

MARIE-PIERRE SUBTIL

(1) L'Europe interdite, Jean-François Denian, éditions du Seuil, collection «L'histoire immédiate», 1977.

(2) L'Europe avec les Anglais, Anne Laurens, éditions Arthaud, collection «Notre temps», 1972.

"GRAND JURY" RTL - Le Monde dimanche 18h30 en direct sur BERNARD animé par Henri MARQUE avec André PASSERON et Jean-Pierre LANGELLIER (le Monde) Dominique PENNEQUIN et Pierre-Marie CHRISTIN (RTI

te 00 ]U De mi na en tio Fii VO l'aı frai par der affi ma lor M. 3,4 pro d'E ful coc for ma du ca: rev de ave taii Pai ca:

Сn étz élé le : ret par fra poi tre lle

le deputés bas

in recent de Late

....rdiatemen,

in on the sile

5 - 35 有所**现**2条

a an interest

or plant

## La conférence de La Haye sur la Yougoslavie marque le pas

Les présidents des six Républiques yougoslaves ont passé, vendredi 25 octobre, plus de temps dans l'avion qu'à la table des négociations : la septième session plénière de la Conférence de paix de La Haye n'a duré que trois heures, déjeuner compris. Aucun progrès n'a été accompli sur la voie d'une solution pacifique de la crise, le président serbe, M. Slobodan Milosevic, ayant de nouveau exprimé sa farouche opposition au modèle de règlement politique proposé par la présidence de la

LA HAYE

de notre correspondant

En dépit des quelques précisions et aménagements apportés à la première version de leur texte, présente la semaine dernière, les médiateurs européens envisagent mediateurs europeeus envisagent toujours de substituer une « association souplé de Républiques souveraines et indépendantes» à l'actuelle fédération yougoslave moribonde. Mais Belgrade ne veut pas en entendre parler, surtout si cette transformation est guidée despite l'étrepase.

M. Milosevic s'est, une nouvelle fois, posé à La Haye en « défen-seur de la Yougoslavie», déplorant notamment que le nom du pays ne soit pas une seule fois mentionné dans la version amendée du plan européen. Fort du rejet de ce dernier par les membres du «bloc serbe», qui a fait main basse, début octobre, sur la présidence fédérale, ainsi que par le Parle-ment de Belgrade, M. Milosevic a superbement ignoré la mise en-garde du président de la Confé-rence, Lord Carrington, qui s'était entretena avec ini en tête-à-tête

entretena avec un en teto-a-tete
pour souligner l'isolement de la
Serbie.

Le président serbe n'en a pas
moins campé sur la position. Estimant que la proposition euro-péenne comportait « peu de nouveautés, malheureusement », M. Milosevic a principalement repoussé les mesures du chapitre 2 consacré à l'épineuse question des minorités et des groupes ethniques. Les rédacteurs du texte ont

complété celui-ci en précisant que buer aucun statut spécial. D'autre dine ce qu'il exige pour les Serbes les régions jouissant d'un statut part il a jugé « inacceptable » la de Croatie. les régions jouissant d'un statut d'autonomie au sein d'une République seraient démilitarisées, le respect de leur statut relevant d'un contrôle international. De plus, ils ont supprimé la référence explicite initialement faite à la situation « des Serbes majoritaires dans cer-taines régions de Croatie ». M. Milosevic a estimé, en conséquence, que les Serbes de Slavonie et de Krajina ne se voyaient attri-

part, il a jugé « inacceptable » la disposition prévoyant implicitement la restauration de l'autonomie du Kosovo et de la Voivodine, provinces annexées de fait par la Serbie. M. Milosevic, en l'occurrence, a dénoncé « une immixtion dans les affaires intérieures de la République » sans craindre de donner l'impression de refuser au Kosovo et à la Voîvo-

déclaré que l'armée yougoslave

devait cesser ses attaques contre Dubrovnik et lever le blocus des

villes, ports et aéroports croates.

Des combats et bombardements

se sont toutefois poursuivis ven-dredi en Croatie, faisant dix morts et près de quatre-vingts blesses,

selon la radio croate. A Sisak, à

60 kilomètres au sud-est de Zagreb, les combats auraient fait cinq mosts: la ville a été bombar-

dée par l'artillerie lourde et des avions fédéraux ont lâché des

bombes à fragmentation, toujours selon la radio croate. Les antres combats se sont déroulés, de nou-

vean avec force, à Vukovar ainsi

qu'à Osijek et d'autres villes au sud de Zagreb.

Vendredi matin, les musulma

de la région montagneuse du Sandjak, dans le sud de la Serbie

et du Monténégro, ont commencé à se prononcer sur leur autonomie malgré l'interdiction des autorités serbes. Les opérations de vote,

organisées par le Parti musulman

de l'action démocratique, ont du être arrêtées vers midi, la police serbe ayant fermé des bureaux de

vote, alors que 60 % des électeurs

avaient déjà voté. Mais le scrutin, prévu pour durer trois jours,

devait se poursuivre clandestine-

ment. Quelque 440 000 personnes,

dont deux tiers de musulmans.

habitent le Sandiak, à cheval sur

la Serbie et le Monténégro. -

«Ils n'ont pas pu nous briser, mal-gré toutes les jorces à leur disposi-

tion», a-t-il affirmé.

Alors que les combats se poursuivent en Croatie

### Une trêve est intervenue à Dubrovnik

Une trêve est intervenue, vendredi 25 octobre, à Dubrovník, mais les combats se poursuivaient au sud de Zagreb. Les musulmans du sud de la Serbie et du Monténégro ont commencé à voter sur leur autonomie malgré l'interdiction des autorités serbes.

Les armes s'étaient tues, samedi matin 26 octobre, à Dubrovnik, selon la radio croate de ce port où cinquante mille personnes sont assiégées depuis plus de trois assegues depuis plus de trois semaines. L'armée yougoslave et les forces croates avaient conclu, vendredi après-midi, un nouveau cessez-le-feu dans la région. Le commandement militaire a appelé les habitants souhaitant quitter la ville à se déclarer à l'antenne locale de la Croix-Rouge ou à la Mission des observateurs de la CEE avant dimanche midi.

L'armée yougoslave avait annoncé, vendredi soir, la fin de ses opérations dans cette région en indiquant « avoir rempli ses objec-tifs », avec la « maîtrise des principaux points de résistance à Ivanice et Brata, près de Dubar, à quel-ques kilomètres au sud de Dubrovnik Elle annonce qu'elle attendra sur les positions acquises des décisions politiques et militaires, mais s'apprête à exiger « la reddition des unités paramilitaires et la remise de leurs armes».

A Zagreb, de retour de La Have. le président Franjo Tudjman a Lord Carrington pensait qu'un

accord sur la question des minori-tés faciliterait la discussion sur la future organisation constitutionnelle du pays. Il en a été réduit à constater que a des objections s subsistaient et que les groupes de travail allaient devoir remettre leur ouvrage sur le métier. « Ajour-ner la conférence serait pire », a fait valoir avec un certain fatafait valoir avec un certain fata-lisme l'ancien secrétaire au

#### Lassitude siovène

Mais son obstination n'est pas un gont de la Slovénie qui, selon son ministre des affaires étran-gères, M. Dimitrij Rupel, trouve que « la conférence commence à durer ». Lasse de participer à un processus qui ne la concerne pas du point de vue institutionnel et qui ne l'intérese d'une a vue a de libre. la création d'une zone de libre échange avec les autres Républi-ques yougoslaves, la Slovénie indépendante estime, selon M. Rupel, que les médiateurs européens font fausse route en voulant «imposer un modèle unique - l'association de Républiques indépendantes -alors que les væux sont variés. On ne pourra pas satisfaire tout le

M. Rupel a, en outre, l'impres sion que la présidence de la Conférence « écoutait la Serbie olus que auiconaue». Les représentants slovenes ont demande la création d'un groupe de travail sur la « succession ». En d'autres termes, employés par un diplomate qui a le sens de la formule : « Il s'agit de passer devant le notaire afin de régler le partage des biens du défunt ».

Contrairement à l'habitude. aucune date n'a été fixée pour la tenne d'une nouvelle séance plé nière. Lord Carrington a expliqué qu'il préférait attendre d'avoir ren-contre, lundi 28 octobre à New-York, le secrétaire général des Nations unies qui doit présenter, le même jour, son rapport sur la situation en Yougoslavie au Conseil de sécurité - ainsi que la réunion, également lundi, mais à Bruxelles, des ministres des affaires étrangères des Douze.

La Bulgarie venant d'établir des relations diplomatiques directes avec la Russie

### Le ministère soviétique des affaires étrangères bat de l'aile

La Russie a lancé une offensive contre les structures de la diplomatie soviétique et reçu le soutien de la Bulgarie, premier Etat à établir des relations diplomatiques avec la Fédération de M. Eltsine.

> MOSCOU de notre correspondant

L'événement n'a guère retenu l'attention, sauf celle de M. Gorbatchev, qui n'a pas du tout apprécié: la Bulgarie a établi des relations diplomatiques directes avec la Russie à l'occasion de la récente visite à Moscou du nouveau président bulgare, M. Jeliu Jelev. L'ex- « élève modèle » du camp socialiste a donc donné. cette fois, le mauvais exemple, puisque aucun autre pays étranger n'avait encore eu cette audace. exception faite du cas très particulier des pays baltes.

Sofia peut espérer que ce geste de pionnier hii permettra d'entrer dans les bonnes grâces de la Russie, même si, dans l'immédiat, les retombées économiques en sont modestes : la Bulgarie devrait obtenir un peu de pétrole russe (mais beaucoup moins qu'elle n'en souhaite) en échange de produits

Le prix a payer a été une réaction de mauvaise humeur de Mikhail Gorbatchev, dont l'emploi du temps s'est soudain trouvé trop chargé pour lui permettre de recevoir le président bulgare, qui pourtant venait pour la première fois à Moscou ès qualités.

Mais, bien plus que pour les Bulgares, apparemment fort satisfaits de l'accueil que leur a réservé Boris Eltsine, c'est pour le «centre», et tout particulièrement pour la diplomatie « soviétique », que l'incident paraît de manyais augure. Une semaine après que le président cusse eut donné un vigoureux coup de semonce en oubliant de mentionner le ministère des affaires étrangères (le « MID » en russe) dans la très courte liste des ministères « centraux» auxquels la Russie reconnaissait encore une utilité (le CHRISTIAN CHARTIER | Monde du 19 octobre), M. Andrei

Kozyrev, le ministre russe des affaires étrangères, est revenu à la charge vendredi 25 octobre, d'une façon moins brutale que son patron, mais plus explicite : « Le ministère des affaires étrangères de l'URSS dans sa forme actuelle ne répond ni aux intérêts de la Fédèration de Russie ni à ceux des autres Républiques, et ne sert pas non plus la constitution d'une Union renouvelée.»

#### Petite méchanceté

M. Kozyrev, qui, il y a une dizaine de jours encore, paraissai pourtant s'accommoder d'un partage des tâches entre son propre ministère et le « MID » de l'Union, envisage désormais un «MID» soviétique réduit à la portion congrue, un « département de politique étrangère » qui « ne devrait conserver qu'un rôle de coordination et de consultation dans le cudre d'une réduction sensible de l'appareil». Dans la foulée, le ministre russe annonce une diminution des effectifs des ambassades d'URSS et ajoute une petite méchanceté: « Nous n'allons pas seulement le faire pour des rai-sons économiques. Notre principe est que les ambassades devraient être dirigées par des diplomates. pas par les services secrets...»

Bref, les fonctionnaires du «MID», dans leur grand immeuble de style stalinien flamboyant désormais passablement décrépi, ont toutes les raisons d'être moroses et de lever les yeux an ciel quand on les interroge sur l'avenir de leur ministère. Que le ministre soviétique Boris Pankine parcoure le monde, que les dirigeants occidentaux fassent mine de le prendre très au sérieux ne sau-« Le sol se dérobe sous ses pas », pour reprendre l'expression atilisée par un haut fonctionnaire américam à propos de M. Gorbatchev hui-même. Et l'offensive déclenchée par la Russie contre le «MID» contribue, à son tour, à affaiblir la position du président soviétique à la veille de sa rencontre avec M. Bush à Madrid.

JAN KRAUZE

TURQUIE: après la mort de dix-sept soldats dans des attaques de postes-frontières

## L'armée reprend ses raids contre les séparatistes kurdes

ANKARA

de notre correspondante

La mort de dix-sept soldats tures, tués, jeudi 24 octobre, par les combattants séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), lors d'attaques contre trois postes-frontières près de Cukurca (province de Hakkari), a incité l'armée turque à effectuer une nouvelle incursion en territoire ira-kien, la troisième en trois mois, pour détruire les camps des mili-tants kurdes du PKK.

Scion le porte-parole du gouver-nement. M= Imren Aykut, quatre cents à cinq cents combattants du PKK ont participe aux attaques, parmi les plus meurtrières qu'ait connues le sud-est de la Turquie depuis le début du conflit armé entre séparatistes kurdes et forces armées turques, en 1984. L'inter-vention des forces armées, conduite avec des troupes terres-tres et le support aérien de chasseurs F-104 et d'hélicoptères, a

GRECE: violences à Athènes.

— Deux jeunes ont été blessés et vingt-cinq autres arrêtés par les brigades anti-émeutes qui ont pénétre, vendredi matin 25 octobre, dans l'Ecole polytechnique d'Athènes pour y déloger une quarantaine d'occupants, responsables du sacrage de nombreuses salles et d'un incendie qui a ravagé les locaux du rectorat. Jeudi soir, à l'issue d'une manifestation de trois mille collégiens, qui protestent, depuis deux semaines, contre le rétablissement des examens dans les collèges, quelque deux cents marginaux», seion la police, ont mencé à provoquer des incidents, avant qu'un gronpe de

D'autres événements sangiants avaient seconé la région dès mer-credi. Cinq autres soldats, au credi. Cinq autres soldats, au moins, ont trouvé la mort dans une embuscade près de Silopi. Le même soir, un train express a été intercepte par une vingtaine de militants du PKK près de Mus. Un homme a été tué et trois autres blessés lorsque les combattants kurdes ont ouvert le fen à l'arme automatique après avoir l'arme automatique après avoir «sermonné» les passagers.

Avec cette nouvelle escalade de la violence disparaissent les espoirs de voir le prochain gouver-nement adopter une politique de compromis à l'égard des douze millions de Kurdes de Turquie. Le président Ozal avait récemment tendu une main hesitante aux Kurdes en suggérant la possibilité

L'élection au Parlement, dimanche 20 octobre, de vingtdeux nationalistes kurdes du Parti populiste social-démocrate aurait

l'école en lançant des pierres et des cocktails Molotov en direction des policiers, qui ont répondu en utilisant des gaz lacrymogènes. -

G IRLANDE DU NORD : ER catholique tué. - Un catholique, Sean Anderson, âgé de trente-deux ans, a été tué, vendredi soir 25 octobre, par un tireur embusqué, sur une route déserte près du village de Pomeroy, à 64 km à l'ouest de Belfast, en Irlande du Nord. Des voisins de la victime attribuent ce nouveau meurtre sectaire aux loyalistes protestants de la province britannique. C'est le sixième catholique abattu en deux semaines en Irlande du Nord. -

causé de lourdes pertes aux pu permettre un réchaussement des rebelles, a déclaré Ma Aykut. relations entre les deux communautés, avec, notamment, une participation possible des députés kurdes à un gouvernement de coalition. Mais les récents combats risquent de renforcer l'opinion de M. Demirel (dirigeant du Parti de la juste voie) et des militaires, favorables à une attitude inflexible, et donc à une dure répression des séparatistes.

NICOLE POPE

## La Pologne et son église

Pourtant, comme l'Eglise polonaise semble bien peu sure d'elle! Comme si, après le combat clair et sans ambiguité contre le communisme elle paraissuit mai armée pour lutter contre ses nouveaux ennemis, beaucoup plus respecta-bles, à savoir les partisans d'un Etat démocratique et laïque. D'au-tant plus que ces derniers sont souvent des catholiques prati-quants et ont été de tous les combats contre la dictature.

Le vœu le plus cher de l'Eglise aurait été de porter sur les fonts baptismaux un « grand » parti démocrate-chrétien du type de la

## L'Autriche est-elle antisémite?

jours vivaces en Autriche? Une marche silencieuse contre l'antisémitisme a réuni environ huit mille personnes à Vienne, jeudi 24 octobre, le jour même où un sondage indiquait que la quasi-absence de juifs dans le pays n'empêche pas l'antisémitisme de continuer à sévir en Autriche. Le président Kurt Waldheim, le chanceller socialiste Franz Vranitzky at le vice-chancelier conservateur Erhard Busek avaient apporté leur soutien à la manifestation, organisée notamment par l'association des étuciants autrichiens à la suite de la récente profanation d'un grand nombre de tombes dans un cimetière juif de la capitale autrichienne lie Monde du 14 octobre). Toutefois, ni le président ni le chanceller n'étaient présents. Selon le sondage, réalisé par l'institut Gallup auprès de deux mille Autrichiens de plus de que-torze ans, entre 20 et 30 % des rents» - (AFP, Reuter)

Les vieux démons sont-ils tou-

attitude négative face aux juifs»; 31 % des Autrichiens ne voudraient pas cavoir un juif en tent que voisin»; 20 % pensent que les emplois de responsabilité devraient être interdits aux juifs; 13 % estiment qu'un propriétaire ou loueur d'un appartement devrait «avoir le droit de refuser un locataire juif »; 50 % estiment que «les juits sont eux-mêmes responsables de leur persécution dans le passé» et 20 % souhaiteraient ene pas avoir de juifs dans le pays» .

Néammoins, M. Simon Wiesenthal, le célèbre «chasseur de Nazis a affirme qu'il n'a eplus l'impression de vivre aujourd'hui en Autriche dans un pays antisemite ». M. Wiesenthal juge «qu'aujourd'hui, les jeunes gens, qui ont entre 18 et 30 ans, sont totalement différents de leurs parents et de leurs grands-pa-

CDU allemande ou de la DC italienne. Mais cet espoir n'a pu se réaliser en raison notamment de la dispersion des forces politiques polonaises, même de celles se réclamant ouvertement de l'Eglise.

La hiérarchie catholique s'est inquiétée de la progression dans les sondages de l'Union démocratique, le parti de Tadeusz Mazo-wiecski, qui constitue pour l'Eglise le vrai « danger laïque », en dépit de la foi déclarée de l'ancien pre-Elle s'est inquiétée aussi de la

popularité – notamment chez les jeunes – de l'actuel premier minis-tre Jan Krzysztof Bielecki, qui s'est prononcé pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Cela a obligé l'Eglise à intervenir de plus en plus directement dans la campagne électorale.

Après s'être contentés de lemander aux Polonais d'accomplir leur devoir électoral, les évêques ont précisé ensuite qu'il fallait éliminer les partis favora-bles à la liberté de l'avortement en fait, essentiellement, les anciens communistes. Ils ont fait ensuite savoir officiellement que seules les formations «se déclarant ouverte-ment pour le droit à la vie» devaient recueillir les voix des

#### «Un juif doit voter pour un juif»

Pour que les choses soient encore plus claires, pour que Dieu reconnaisse définitivement les sions, l'Eglise a fait circuler, sous le manteau cette fois, une liste des cinq ou six partis recommanda-bles. Parmi eux, l'Alliance du centre – parrainée initialement par le président Lech Walesa – et l'Action catholique, une nouvelle formation ouvertement integriste, dont le slogan est « Famille. nation. Ltat ...

Pour Wiodzimierz Dobrowolski, trente et un ans, un des responsa-

bles de ce parti, « le communisme a rejeté la famille et la gauche a rejeté la nation ». Il avoue que Mgr Jozef Michalic, l'évêque de Gorzow, a toute la sympathie de son mouvement, qu'il est difficile « de ne pas admirer le courage de ses opinions », qu'en plus, «il a passe de longs séjours au Vatican» et qu'il n'y a donc rien à redire aux récentes déclarations de l'évêque.

tout simplement assirmé: « Je le dis souvent et je le répeterai tou-jours : un catholique doit voter pour un catholique, un chrétien pour un chrétien, un musulman pour un musulman, un juif pour un juif, un communiste pour un communiste, un maçon pour un Le porte-parole de l'épiscopat. l'abbé Brunra, qui rappelle aussi

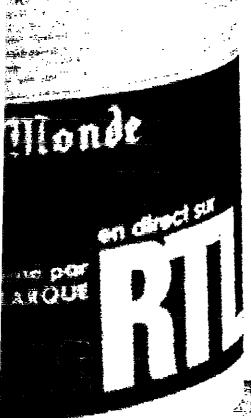
Le 29 septembre, celui-ci avait

que l'évêque Michalic « est très intelligent et a un grand avenir », a quelques difficultés, malgré tout, à justifier cette profession de foi bien peu œcuménique. Mais on sent qu'au fond de lui-même, cette déclaration ne l'a pas vraiment choqué.

Une des inconnues du scrutin de dimanche était donc de savoir quelle serait la portée réelle de cette offensive de l'Eglise, notamment dans les campagnes, où les curés jouent traditionnellement un

Si cette offensive devait échouer, c'est-à-dire si les partis se réclamant ouvertement de l'Église réalisaient des scores peu glorieux et si, en revanche, l'ennemi aujourd'hui déclaré de la hiérarchie - à savoir l'Union démocratique - confirmait la bonne position qu'elle a eu dans les sondages, alors les élections du 27 octobre pourraient marquer une date importante dans l'histoire de la Pologne. Elles pourraient, en effet, contribuer à la recomposition d'un paysage politique tout à la fois. débarrasse du spectre du communisme et allégé de l'emprise de

JOSÉ-ALAIN FRALON



4500

ுகள்

ig. ...≥3 · · · · · ·

Topic Control

Le gouvernement israélien a présenté, vendredi 25 octobre, la composition de sa délégation à la conférence de paix de Madrid. La plupart des membres de cette mission sont considérés comme des edurs». Cependant, au cours d'une conférence de presse, le président George Bush a parlé de « patience » et de « compréhension » mais a soigneusement évité les questions trop pressantes sur les chances de succès de la conférence. Il a notamment refusé de répondre à un journaliste qui lui demandait comment il serait possible d'espérer un déblocage de la situation quand Israël fait savoir qu'il refuse de rendre des territoires en échange de la paix, principe de base de la politique américaine au Proche-Orient. «Je ne répondrai pas à cette question, a-t-il dit. S'il y a une chose que je refuse de faire c'est de compliquer malencontreusement le processus. » M. Bush a souligné qu'il n'avait nullement l'intention de tenter d'imposer une solution aux participants. Par ailleurs. M. Yasser Arafat a affirmé vendredi qu'il accepterait tout ce que les délégués palestiniens à la conférence accepteraient, parce que « chaque Palestinien représente l'OLP ». Le président de l'organisation palestinienne a reconnu que la conférence ne serait « pas facile » et qu'il faudrait encore « plus d'efforts pour aboutir à une paix réelle ».

#### JÉRUSALEM

de notre correspondant

Comme prévu, le ton continue de monter en Israël avant la conférence de paix à Madrid. Le gouvernement de Jérusalem a mandé, vendredi 25 octobre, à Washington de retirer l'accrédita-tion d'un membre de la délégation palestinienne à Madrid, M. Saeb Erakat, qui avait proclamé la veille sur une chaîne de télévision américaine son appartenance virtuelle à l'OLP.

Les autorités israéliennes ont répété à l'envi qu'elles ne négocie-raient pas avec « l'organisation terroriste » de M. Yasser Arafat. M. Itzhak Shamir, le premier un entretien la veille avec le New York Times. Toutefois, il a déclaré ne vais pas à la conférence pour la faire exploser, mais pour y présen-ter les positions israéliennes.»

Faisant connaître la composition de la délégation qui l'accompagnera dans la capitale espagnole, le chef du gouvernement a confirmé que c'est lui, et personne d'autre, qui conduira les négociations.

## Les treize conseillers

Outre le premier ministre Itzhak Shamir, la délégation israélienne

- M. Yossi Ben Aharon, cinquante-neul ans, secrétaire général de la présidence du Conseil et principal conseiller de M. Shamir. il devrait être chargé des négocia-tions bilatérales avec la Syrie. Certains le considérent comme encore

plus «dur» que M. Shamir.
- M. Elyakim Rubinstein, quarante-quatre ans, secrétaire du cabinet et proche collaborateur de des négociations avec la délégation jordano-palestinienne. Il était membre de la délégation israélienne aux négociations de paix

avec l'Egypte.

- M. Benyamin Netanyahu, qua-rante-deux ans, vice-ministre des affaires étrangères et ancien ambassadeur à Washington. Il est député à la Knesset sous l'éti-

- M. Uzi Landau, quarante-huit ans, député du Likoud et partisan de la colonisation des territoires occupés de Cisjordanic et de la bande de Gaza. Il semble avoir été choisi en tant que représentant des 100 000 colons des territoires

- M. Eliahu ben Elissar, cinquante-neuf ans, député du Likoud. Il a été le premier ambassadeur d'Israël en Egypte après la signature du traité de paix en 1978. Président de la commission aux affaires étrangères et à la

défense de la Knesset. - M Sarah Doron, soixante-neuf ans, présidente du groupe parlementaire du Likoud à la

- M. Joseph Hadass, soixantetrois ans, directeur général du ministère des affaires étrangères. - M. Zalman Shoval, soixante et un ans, ambassadeur d'Israël aux

- M. Shlomo Ben Ami, ambassadeur d'israël en Espagne. - M. Eytan Bentsur, cinquantetrois ans, directeur général adjoint du ministère des affaires étran-

gères, chargé du département Amérique du Nord. - M. Salai Meridor, trente-six ans, conseiller du ministre de la

défense, M. Moshe Arens. - M. Yekutiel Mor, quarantecinq ans, général de brigade, mem-bre de l'état-major du ministère de

- M. Assad Assad, conseiller

M. Shamir a d'ailleurs rejeté la proposition d'un membre de l'entourage du ministre des affaires étrangères, qui lui suggérait de prononcer le discours d'ouverture, puis de laisser la place à M. David Lévy, cela afin de sortir de la «mini-crise» qui a agité le gouver-nement et la classe politique israélienne dans son ensemble.

S'estimant «humilié» par l'élimination de la délégation des hommes de son ministère. M. Lévy avait fait savoir mercredi soir qu'il ne se rendrait pas à Madrid. Samedi matin, il refusait toujours d'accompagner M. Shamii en Espagne, mais une dernière entrevue entre les deux hommes ayant été arrangée pour dimanche matin, avant le conseil des ministres, un changement de dernière minute n'était pas à

Les treize conseillers choisis par M. Shamir ont été recrutés, pour l'essentiel, dans les rangs les plus « durs » de son parti, le Likoud, et parmi les hauts fonctionnaires les moins suspects de libéralisme à l'égard de la question arabe. Pour faire bon poids, des sièges de délégue ont été offerts, d'une part, à un représentant des colons juis de Cisjordanie et de Gaza, d'autre

Le premier, M. Yisraël Harel, a décliné l'invitation, jugeant, à la suite d'un éditorialiste de Haaretz le matin même, que la conférence était une sorte « de viol collectif à

l'envers », l'administration américaine ayant plus ou moins contraint et les Arabes et les juiss à se retrouver pour négocier, « alors que ni les uns ni les autres n'en ont vraiment le désir ». Le second, le général de réserve BenElizaer, vice-président travail-liste de la commission parlemen-taire des affaires étrangères et de fense, a été évincé par le cabinet du premier ministre, après que le Parti travailliste ent fait savoir que ce représentant défen-drait à Madrid la position de sa formation et non celle de M. Sha-

#### Regain d'Intifada

Plusieurs élus du parti de M. Shimon Pérès se trouveront cependant dans la capitale espa-gnole mercredi prochain, à titre d'observateurs privés. D'autres encore devaient participer samedi soir à Tel-Aviv à une grande manifestation de soutien au processus de paix, convoquée par le mouvement La paix maintenant. Les organisateurs, soutenus par la plupart des partis de gauche, espé-raient plusieurs dizaines de milliers de personnes, mais la mobili-sation des Israéliens, en faveur ou en défaveur du processus lancé par les Américains, est apparue parti-culièrement difficile ces dernières

Ouerelles inter-israéliennes d'un côté, déchirements inter-palestiniens de l'autre. Des affrontements violents ont eu lieu ces derniers jours dans les territoires occupés entre partisans et adversaires de la conférence. On a pu noter, entre autres, que l'appel à la grève générale lancé pour le 24 octobre par le mouvement islamiste Hamas et ses alliés avait été assez largeme suivi un peu partout dans les régions palestiniennes, sans qu'on sache très bien le rôle joué dans cette affaire par les techniques habituelles d'intimidation et de palestiniens ont pris vendredi matin à Jérusalem l'autobus pour Amman et la cérémonie des adieux s'est déroulée dans un certain climat d'émotion. Quelques larmes, des poings levés, et deux ou trois «V» de la victoire sur fond d'hymne palestinien, en prin-

vée à Amman, Mas Hanane Ashraoui, porte-parole de la délégation palestinienne en route pour Madrid, a déclaré qu'à son avis l'Intifada allait s'intensifier dans les jours qui viennent, de manière, a-t-elle laissé entendre, à renforcer la légitimité de la délégation. Elle a ajouté que les négociateurs pales-tiniens abordaient le processus de paix avec un cruel handicap, « puisque notre peuple est retenu en ctage par un occupant». Dans heure qui a suivi cette déclaration, un ministre d'extrême droite du souvernement israélien, M. Rehavam Zeevi, a demandé « l'arrestation immédiate » de M∝ Ashraoui à son retour.

Saite de la première page

A quoi les Arabes répondent s Israël doit tout rendre, » Le Likoud et son chef Itzhak Shamir proposent « la paix contre la paix » à l'ennemi, qui exige « la terre», pour prix de cette même paix. Le désaccord est entier, la méliance épaisse, et l'objet initial d'un éven-tuel marchandage, infime.

Pour Israël, le dialogue doit se nouer sans condition préalable et sans qu'on préguge de l'épilogue; il faut laisser toutes ses chances à la négociation, qui sera souveraine. Ensuite, comme le disait David Lévy, ministre des affaires étrangères, « on fera travailler sa matière grise pour trouver une solution acceptable par tous». Pour les pays arabes – la Syrie en premier lieu, – l'Etat juif doit rapidement s'engager à des concessions territoriales. Ces professions de foi maximales n'ont rien pour sur-prendre, avant d'aussi cruciales

La terre contre la paix? Itzhak Shamir appartient à une famille politique pour qui cet échange est a priori impensable. C'est affaire, à ses yeux, de sécurité et d'idéologie. Ayant posé en postulat la haine arabe envers Israel, il attend de l'ennemi la preuve du génération, témoins ou victimes du génocide, demeure la tentation

de l'isolement altier face à un monde hostile.

Sûr du « bon droit » de son pays et peu enclin aux révisions déchirantes, M. Shamir brandit la sécu-rité comme un argument massue qui, au nom de l'impérative « profondeur stratégique», conjure la vicille « peur géographique», exclut le retour au passé, le repli sur la « ligne verte» d'avant 1967, mais aussi banalise la conquête et légi-

time l'appétit territorial. La vulnérabilité ressentie pen-dant la guerre du Golfe, les que les Scud tombaient sur Tel-Aviv et la dépendance économique accrue à l'égard des Etats-Unis n'ont fait que renforcer ce souci de sécurité, au sens étroit du terme. Le premier ministre oublie seulement que, la sécurité totale restant une illusion, le contrôle d'un surcroît de territoire n'est qu'un élément parmi d'autres de ala sécurité politique, d'un Etat où entrent aussi en jeu la solidité des institutions, la vigueur de l'économie, la cohésion nationale.

#### Pas de « nouveau Sadate»

Les soupcons du Likoud se nourrissent, il est vrai, de la denance arace. En acceptant, pour la première fois depuis sa défaite, l'idée d'une négociation directe avec l'Etat juif honni, la Syrie a, certes, accompli un geste décisif qu'Israël réclamant depuis toujours et auquel il se devait de donner une quite feuershle canf à une suite favorable, sauf à se renier sans vergogne. Pourtant, Hafez El Assad n'est pas un «nou-veau Sadaie», et Madrid ne sera pas Camp David.

On chercherait en vain dans le monde arabe les signes d'une volonté de réconciliation compara-ble à celle qui animait le président égyptien assassiné. Si le dialogue s'engage à Madrid, imposé par l'Amérique, c'est surtout parce qu'aucun des partenaires n'aura voulu déplaire à celle-ci, ni osé torpiller son initiative. Mais le chef de la diplomatie syrienne a refusé d'avance de serrer la main de n homologue israélien, et la propagande de Damas n'a en rien préparé l'opinion à une conversion des esprits. La paix des cœurs n'est pas pour demain.

La réprobation d'Israel reste vive et - pour prendre un seul exemple - le représentant de l'Ara-bie saoudite, fidèle à une vieille habitude, continue de quitter ostensiblement la saile lorsque le délégué juif monte à la tribune des Nations unies. L'état de guerre demeure le fondement juridique des relations entre Israël et ses voisins, Egypte exceptée. Presque autant qu'hier, Israël est en quête de légitimité. Aux yeux du monde arabe – et pour reprendre une distinction sartrienne - ce pays existe mais n'« est pas», faute de légitimité.

#### Une patiente conquête

Terre contre paix? Pareil com-promis contredirait surtout l'idéologie du « Grand Israël », chère aux héritiers du «révisionnisme » de Zeev Iabotinsky et Menahem Begin. Dans la trilogie judaïque terre-peuple-Bible, le Likoud privilégie résolument la terre, fidèle à une conception du sionisme exalsur la même terre qu'Israéliens et Palestiniens ont reçu de leur histoire commune, le Likoud oppose un droit total - et imaginaire - au bénéfice d'un seul des deux peuà partir des collines an chame biblique, l'occupant « maille » le sol de localités juives, isole les vilges arabes, fragmente la société palestinienne, contrôle les ressources en eau, étend son emprise sur l'économie locale.

Déjà cent cinquante implantations en Cisjordanie, une quinlors, si la majorité des quelque cent mille résidents juifs y sont indifférents à l'idéologie ambiante, si ces jeunes couples en quête d'air pur et d'un appartement bon marché se comportent plus en banlieusards qu'en colons. Ce qui compte aux yeux du pouvoir, c'est l'approche du point de non-retour, audelà duquel tout compromis terri-torial deviendra impossible, tout

projet d'autonomie vide de seus. L'irréversibilité de cette conquête patiente et minutieuse compromettrait la recherche d'un ment équitable du problème palestinien et, du même coup, les chances d'une paix véritable. C'est parce qu'elle a senti ce danger que l'administration Bush tient tant à un egel » des implantations. M. Shamir et ses amis rétorquent, avec un brin de cynisme, que la poursuite des implantations est favorable à la paix... puisqu'elle oblige les Arabes à négocier rapidement ce qui peut l'être encore.

Le Likoud justifie aussi le mainde ses principes. Quoi? « Geler » les implantations? Mais ce serait admettre aujourd'hui qu'on avait tort hier. Bien plus: ce serait déjà - accepter l'idée d'un possible partage du « Grand Israel », au nom d'une symétrie, toujours niée, entre deux nationalismes également légitimes; ce serait reconnaître la vraie nature du conflit israélo-palestinien : un choc entre deux peuples aux droits imprescriptibles.

En attendant, le Likoud s'est bien gardé d'annexer de jure la Cisjordanie et Gaza. D'abord parce que les accords de Camp David interdisent qu'on touche au statut « provisoire » des territoires. Mais, surtout, pour ne pas créer dans les frontières de l'ancienne Palestine mandataire une entité binationale où la présence de plus de deux millions de citoyens Arabes menacerait le caractère «juis» de l'Etat. Quant aux principes, M. Begin avait naguère tranché: «On n'annexe pas son propre

L'«après-Madrid» durera - s'il dure - plusieurs années. Maître d'œuvre de la négociation, le gouvernement américain détient, à terme, la clé de son succès. Pour un président des Etats-Unis, disait Jimmy Carter, le Proche-Orient est un « job à plein temps ». Beaucoup dépendra donc de la patience de l'Amérique et de son obstination.

L'inéluctable relève, au sein du Likoud, pourrait infléchir sa politique vers plus de pragmatisme. En tant que projet de peuplement, le sionisme s'était fixé deux objec-tifs : installer en Israël une majorité juive; y faire venir la majorité des Juis. Le premier objectif fut atteint, le second reste une chi-

## **AMÉRIQUES**

COLOMBIE : alors que le pays subit un regain de violence

## La campagne électorale s'est achevée dans le désenchantement

Seize millions d'électeurs étaient invités à désigner. dimanche 27 octobre, les cent sobante et un députés et les cent deux sénateurs du nouveau parlement colombien. Le précédent. élu en mars 1990, a été dissous par l'Assemblée constituante, qui a siégé de février à juillet 1991.

#### BOGOTA

de notre envoyé spécial

Scepticisme, désenchantement, confusion: l'ambiance n'était pas précisément à l'enthousiasme à la qui l'emporte dans la population, lassée sans doute par la multiplication des consultations - quatre pour la scule année 1990 - et peu séduite par une campagne sans vrais débats sur les questions essentielles: les conséquences de la poligouvernement, la montée du chômage, la hausse spectaculaire de la délinquance, le trafic de drogue toujours aussi vivace avec son cortège de corruption, et les lenteurs de la pacification.

La violence politique, qui a fait plus de vingt morts ces derniers jours, connaît un regain de vigueur. Accrochages entre militaires et qué rilleros, attentats, enlèvements et reglements de comptes sangiants sont le pain quotidien, «A Medellin et dans le département d'Antioquia, dit un général, il y aura encore plus d'homicides en 1991 que l'année dernière ». Le gouvernement a décidé de reprendre, tout de suite spécial de M. Shamir pour les après les élections, le dialogue de affaires druzes. - (Reuter.) paix, suspendu fin septembre, avec

les mouvements rebelles de la Coordination Simon-Bolivar, Ceux-ci rédigent des déclarations de bonnes intentions mais ne contrôlent manifestement pas les multiples bandes armées devenues autonomes, tout en se réclamant de l'idéologie de la guérilla.

Les électeurs, qui doivent aussi choisir, pour la première fois au scrutin direct, les vingt-sept gouverneurs du pays, n'ont que l'embarras du choix devant un trop-plein de candidats. Deux mille aspirants à un siège de député, quatre-vingtneuf listes libérales, cinquante-deux du Parti conservateur orthodoxe et 45 de l'Alliance démocratique M-19 (ex-guérilla légalisée en 1990) pour le Sénat! Meetings et fanfares n'ont certes pas manqué. Mais les bande-roles, innombrables, donnent aux capitales de province des allures de tête foraine désertée. Les candidats, sans distinction de couleur politi-que, se sont tous réclamés du « changement » et out promis une « nouvelle Colombie », dans la ligne de la Constituante, dont les travaux avaient seconé l'opinion avec ses perspectives de bouleversement du jeu politique traditionnel. Apparemment, la ferveur est retombée et les experts pronostiquent un taux

#### Confusion et divisions

D'autres arguments militent en faveur de l'abstention. D'abord, un système électoral compliqué, surtout pour les paysans : les photos et les numéros des candidats de toutes les listes concurrentes figurent sur le même bulletin de vote géant, le tar-jeton. Ensuite, le panachage presque général. Des personnalités libérales ou conservatrices très connues se

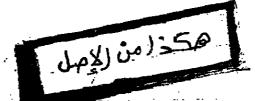
retrouvent sur des listes du M. 19 de M. Antonio Navarro ou du Mouvement de salut national (MSN) de M. Gomez Hurtado, conservateur dissident. De «jeunes loups» font, certes, leur apparition à gauche comme à droite, en parti-culier dans la Nouvelle force démocratique (NFS) dirigée avec brio par M. Andres Pastrana, ancien maire de Bogota et fils de l'ex-président conservateur Misael Pastrana. Mais l'impression globale est que les caci-ques et les vieux politiciens sont

revenus en force. Le parti libéral au pouvoir se pré-sente en ordre dispersé bien que l'ancien président Lopez Michelsen ait mené une campagne énergique en faveur de l'unité et du regroupe-ment postélectoral de tous les élus libéraux, pour reconquérir une majorité au moins relative dans le nouveau Congrès. Mais c'est le pré-sident Gaviria, dont la cote de popularité est encore très élevée. qui reste le vrai joker d'une forma-tion qui hésite à s'engager carré-ment sur la voie de la modernisa-

«En fait, commente le sociologue Fabio Sandoval, les vieux partis sont ratho Sandoval, les vieux paris sont morts et les nouveaux sont encore en gestation». L'ancien président libéral Carlos Lieras Restrepo, notable respecté, est plus sévere. « Je suis atterré, dit-il, je n'ai jamais vu une telle confusion». Et M. Carlos Lemos, libéral lui aussi et ancien ministre du gouvernement Barco, estime que le « grand problème du pays est éthique et non pas politi-que». Un sondage récent semble lui donner raison. Plus de 90 % des Colombiens n'accordent aucune crédibilité aux « politiciens » toutes tendances confondues...

mère. Il n'empêche : l'intégration du million de juifs soviétiques arrivés - ou attendus - en Israë sollicite toutes les énergies du pays tée et maximaliste. Il a comme axiome la primanté des droits et exige beaucoup d'argent... américain. Si les Etats-Unis maintienéternels du peuple juif « de la Méditerranée au Jourdain ». Aux droits partiels et concrets à vivre nent leur pression, la droite israélienne, une fois rajeunie, devra un jour choisir entre les territoires et. les dollars de l'Oncle Sam. D'ici là, Itzhak Shamir pourrait préparer, s'il le voulait, la tâche de ses successeurs. Car sans lui la négociation ne peut commencer, mais avec ini elle ne peut aboutit. Il en déceule une astratégie de MARCEL NIEDERGANG la pérennité e, au nom de laquelle, JEAN-PIERRE LANGELLIER

l'a: ma per lor M. 3,4 pro d'E fut



Le Monde e Dimanche 27 - Lundi 28 octobre 1991

## L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. A CONSOMMER AVEC MODÉRATION

TÊTE-A-TÊTE.



La France et la Belgique ont décidé, vendredi 25 octobre, le départ de leurs troupes stationnées au Zaïre depuis les émeutes de fin septembre (nos dernières éditions du 26 octobrel. « Notre action de coopération est interrompue» et « donc l'ensemble des coopérants civils et militaires quittent le Zaire», a déclaré le porte-parole du ministère français des affaires étrangères, en justifiant cette décision par « l'absence d'évolution » politique.

Les ressortissants étrangers restés au Zaïre après les émeutes et pillages des 23 et 24 septembre ont reçu ordre, vendredi 25 octo-bre, de quitter immédiatement le pays, où l'on craint de plus en plus une généralisation des vio-

Pour la cinquième journée consécutive, la ville minière de Lubumbashi, dans le Shaba, a été soumise à des pillages. Des émeutes ont éclaté dans la région

par der affi

per ior M. 3,4 pro d'E ful

ques, des soldats ont participé à des pillages à Moanda, Lukala, Inkisi, Boma et Mbanza-Ngungu. A Moanda, port sur l'Atlantique, des émeutiers ont mis le feu à des installations de la compagnie pétrolière Zairep, d'après une source contactée par téléphone. A Kinshasa, où des manifestations ont fait au moins cinq blessés jeudi, les domiciles de trois responsables de l'opposition ont été

Le plus important groupe d'op-position zaïrois a réclamé l'envoi d'une force internationale de maintien de la paix pour protéger la population après le départ des troupes françaises et belges. « Ces gouvernements [français et belge] devraient mettre sur pied une force d'intervention internationale au Zaire, en mesure d'assurer la pro-tection de la population sans dis-tinction», a déclaré l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) dans un communiqué mation de l'Union sacrée - la

kedi, que le président Mobutu a limogé, lundi, de son poste de pre-mier ministre, au profit de M. Mungul Diaka. L'Union sacrée a décidé d'ex-

est dirigée par M. Etienne Tshise

clure de ses rangs le nouveau pre-mier ministre et son parti, le Ras-semblement démocratique pour la République (RDR). Le mouvement République (RDR). Le intorentaire a également appelé à une grève générale. Son président a, par ailleurs, salué «l'arrivée des journalistes de l'Office zaïrois de radio-télévision (OZRT) dans la grande famille du changements. Le per-sonnel de l'OZRT a en effet décidé, lors d'une assemblée géné-rale, de « libérer l'information ».

Les ambassadeurs de la CEE à Kinshasa ont remis au président Mobutu un message selon lequel « la CEE et ses Etats membres considèrent que la mise en place d'un gouvernement qui ne correspondrait pas aux critères de pondratt pas dux criteres de consensus et de démocratisation déjà définis dans sa note du 21 octobre entraînerait de graves conséquences sur les plans diploma-tiques, politiques et économiques». — (AFP, Reuter.)

Avant de « lâcher » le président Mobutu

## La Belgique, les Etats-Unis et la France se sont concertés

BRUXELLES

de notre correspondant

L'époque où la Belgique soupconnait la France de jouer son propre jeu au Zaïre pour prendre la place de l'ancienne puissance coloniale dans ce pays est révolue. Les décisions d'évacuation annoncées, vendredi 25 octobre, par Paris et Bruxelles avaient été pré-cédées, la veille, dans la capitale belge, d'une réunion tripartite entre M. Mark Eyskens, ministre belge des affaires étrangères, le sous-directeur pour l'Afrique au Quai d'Orsay et un haut fonction-naire de l'administration amériattitude commune et d'évaluer ses

Les Belges poussaient beaucoup à l'accélération d'un processus de retrait, c'est-à-dire au «lâchage» complet de M. Mobutu. Ils n'avaient pas à prendre, comme l'ont fait les Français, la décision d'arrêter la coopération avec le Zaire, puisque celle-ci avait été suspendue après le massacre des

étudiants de Lubumbashi, en 1990. En revanche, ils devaient se C L'Ethiopie demande le soutien de la France. - La première délégation ministérielle éthiopienne à venir en France depuis la chute du président Mengistu en mai dernier a demandé, vendredi 25 octobre. le soutien « politique et économi-que » de Paris. Elle a rencontre plusieurs membres du gouverne-

industriels et a également transmis à M. Mitterrand un message du

président Meles Zenawi.

□ MAROC : violents affrontements entre étudiants. - A Fès, sur le campus universitaire, onze étu-diants ont été grièvement blessés, vendredi 25 octobre, lors de heurts entre partisans de différentes tendances, luttant pour le contrôle de l'Union nationale des étudiants marocains. Selon l'agence maro-caine MAP, la police a rétabli l'ordre et arrêté plusieurs personnes. Il y a trois semaines, des incidents similaires avaient éclaté à Oujda. - (AFP, Reuter.)

□ MALI: plainte des enfants de l'ancien président pour détention arbitraire. - Les cinq enfants et le petit-fils de l'ex-président Moussa Traoré ont porté plainte pour leur « détention arbitraire dans un camp militaire» depuis le 26 mars 1991, a indiqué, vendredi 25 octobre, le journal malien indépendant les Echos. Selon le quotidien offi-ciel l'Essor, ils « pourraient très prochainement retrouver leur liberté de mouvement » . - (AFP.)

□ NIGÉRIA : huit condamnations à mort. - L'Organisation des libertés civiques, organisme nigérian endredi 25 octobre, huit nouelles condamnations à mort, prononcées par le tribunal militaire qui jugeait des personnes accusées d'avoir participé à la tentative de coup d'Etat d'avril 1990 (le Monde du 26 octobre). Selon cette organisation, certains condamnés auraient déjà été exécutés. - (Ren-

décider au sujet du sort de leurs trois mille compatriotes restés au Zaïre – principalement à Kinshasa et dans le sud du pays — sur un total de quelque dix mille lors de l'envoi, fin septembre, d'un contingent qui s'élève maintenant à huit cents parachutistes. Les militaires étaient les premiers à réclamer l'évacuation totale en réclamer l'évacuation totale, en raison des difficultés de leur mis-

> Nouvelle démarche diplomatique

En pleine campagne électorale, face à la pression d'une partie des formations politiques flamandes qui n'ont jamais aimé le régime du maréchal-président, le gouvernement belge ne veut surtout pas de la mort d'un soldat ou d'un civil qui serait immédiatement exploitée par ses adversaires. A treint, vendredi, le premier ministre a été fort clair. Il « insiste vivement » pour que tout le monde parte «dans les plus brefs délais» sous « la protection ultime » des parachutistes. On estime cepen-dant à Bruxelles que de nombreux

religieux ne tiendront pas compte de cette invite. Des missionnaires ont déjà exprimé leur « stupé fac tion » devant la politique du pre-mier ministre. Pour sa part, l'émissaire américain ne pouvait donner qu'un avis, son pays n'ayant pas de nombreux ressortis-sants à protéger. Mais il avait son mot à dire, dans la mesure où les Etats-Unis pourraient être sollici-tés en matière de transport aérien. Le gouvernement de M. Martens tenait, en outre, à ce qu'une décision lourde de conséquences pour un pays qui a eu tant d'intérêts au Zaire ne soit pas prise après un seul tête à tête avec Paris.

être an delà du 7aïre et redoutent probablement les conséquences de la disparition de M. Mobutu sur la situation en Angola, ont obtenu qu'une dernière chance soit donnée au dictateur : les ambassaet de la Belgique feront très rapidement une nouvelle démarche en vue d'obtenir la mise en route d'un véritable processus démocra-tique, avec élections libres.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

### Paris était la dernière capitale à coopérer avec Kinshasa

En 1990, Bruxelles avait cessé toute coopération avec Kinshasa. La même année. pour cause de non-respect des droits de l'homme, Washington avait mis fin à son aide militaire. En revanche, Paris continuait d'aider l'ancien Congo beige : un budget de 100 millions de francs était prévu pour cette année. Mais l'ampleur du soutien français avait néanmoins beaucoup

Depuis 1984, Paris a accordé au total, un militard de francs à Kinshasa, au titre de l'aide civile. Au ministère de la coopération on prend soin de préciser qu'à aucun moment il ne s'est agi de versements directs aux autorités zatroises, mais d'assistance à des projets. De 1986 à 1988, le montant de cette assistance avait augmenté, à la suite de . l'élaboration d'un programme d'ajustement structurel économique et financier avec les organismes internationaux de crédit mais avait baissé depuis 1988-1989 quand ces organismes avaient jugé la cause zal-roise désespérée.

L'an passé, l'aide s'est élevée à 980 millions de francs, dont 596 millions de francs de remise de dettes - la France avait décidé au sommet de Dakar, en 1989, d'annuter 995 zaīroise. En 1991, il était prévu d'allouer 100 millions de francs et la Caisse centrale de coopération économique devait financer des projets pour 230 mitlions de francs. Une partie seulement de ces sommes a été

Près de custre mille Français vivaient au Zaīre avant les émeutes et pillages des 23 et 24 septembre. Il n'en restait plus, ces demiers jours, que six cents, auxquels Paris a demandé de quitter le pays. Se trouvaient parmi eux cent-quatre-vingts coopérants, dont quatre-vingt-

Ce chiffre n'inclut pas les quatre-vingt-seize militaires français qui jouaient le rôle de conseillers Kinshasa et dans une école de blindés en province, dans le cadre d'un accord d'assistance et de coopération technique lla France et le Zaïre ne sont pas liés par un accord de défense). Quelques semaines avant les troubles de la fin de septembre, c'était un Français qui commandait encore la trente et unième brigade, celle dont les soldats ont mis le feu aux poudres en se livrent, les premiers, aux pil-

L'essentiel des troupes francaises intervenues lors de ces émeutes, afin de protéger les ressortissants étrangers, a quitté le pays. Ne reste à Kinshesa qu'une compagnie de parachutistes, soit cent cinquente hommes, qui devraient partir dès que les opérations d'évacuation seront terminées.

## DIPLOMATIE

Au sommet de Madrid

## MM. Gonzalez et Mitterrand soulignent leur approche commune des questions européennes

MM. François Mitterrand et conforme à la souveraineté natio-Felipe Gonzalez ont souligne une fois de plus, jeudi 25 octobre à Madrid, la convergence de leurs analyses sur les principaux événements internationaux. Sur tous les sujets abordés. « nos pays sont sur des positions proches », a d'embiée souligné M. Gonzalez lors de la conférence de presse commune.

de notre correspondant

Sur l'épineuse question du terrorisme basque que la presse espasion de la visite présidentielle, le chef du gouvernement espagnol s'est déclaré satisfait de la coopération avec la France, qui «a été constante depuis 1983 », même « s'il faut redoubler d'efforts ». M. Mitterrand s'est dit prêt à « intensifier autant au'il le faudra les mesures de répression contre le terrorisme ». « La France, a-t-il ajouté, ne refuse rien à ce qui est nale espagnole et française. Nous sommes vraiment à la disposition pour faciliter le retour à la paix civile en Espagne.»

A propos de la conférence sur le Proche-Orient qui doit s'ouvrir le 30 octobre dans la capitale espagnole, aucun des deux dirigeants ne s'est risqué à faire le moindre pronostic sur ses résultats. M. Gonzalez s'est refusé à indi-quer si les travaux allaient se poursuivre à Madrid au-delà de quelques jours. M. Mitterrand, pour sa part, a estimé qu'e être parvenu à un accord sur les procédures, c'est déjà un résultat remarquable. Le fait que les adversaires en présence soient désormais face à face mais dans un dinlocus face mais dans un dialogue, c'est un grand progrès», a-t-il conclu.

L'essentiel des pourparlers a porté sur l'Europe et la réunion de Maastricht des 9 et 10 décembre an cours de laquelle une «union politique» pourrait être créée. «L'accord est total entre les deux parties, précise le communiqué commun, quant à la nécessité de développer une politique extérieure et de sécurité commune incluant, à

échéance fixe, l'objectif d'une défense européenne, élément subs-tantiel d'une véritable union politique. » Les difficultés, à Maastricht, ne viendront pas de l'Espagne. M. Mitterrand a fait remarquer que de toute façon il y avait « une infinité d'expressions diplomatiques » pour les résoudre.

Evoquant le prochain sommet de l'OTAN à Rome les 7 et 8 novembre, le chef de l'Etat a déclaré, sur un ton amusé: « La grande difficulté, c'est qu'il n'y a plus d'ennemis même s'il y a encore des armes. Je me demande s'il n'y en pas qui en cherchent désespérément. Cherche ennemis désespérément : ça vous rappelle quelque chose?» a lance M. Mitterrand, en ajoutant : « Plutôt que d'avoir l'esprit chagrin, plutôt que de ne rencontrer que des diplomates éplarés car c'est difficile de faire la guerre tout seul, je pense que l'on doit s'efforcer de bâtir des que nous faisons en Europe.»

MICHEL BOLE-RICHARD

Un «cadeau politique» à Pékin

## La CEE normalise ses relations avec la Chine

Les Douze ont décidé, plus de deux ans après la répression du « printemps de Pélán », de normaliser leurs relations avec la Chine, « ll est de notre intérêt que l'économie chinoise ne soit pas isolée», a déclaré le viceprésident de la Commission, M. Frans Andriessen.

PÉKIN

de notre correspondant Ils étaient trepte-deux pour for-mer la première haute délégation se rendre à Pékin depuis ce qui est maintenant pudiquement évoqué sous le nom d' « événements de 1989 ». A leur tête, M. Frans Andriessen (Pays-Bas), vice-président de la Commission.

But avoué de cette expédition : reprendre, maintenant que les pays de la CEE le font à titre bilatéral, les relations entre la CEE et la Chine en dépit, selon M. Andries-sen lui-même, des « forts sentiments des opinions d'Europe's sur la question des prisonniers politi-ques ou du Tibet. Il s'est livré à plusieurs variations sur la nécessité de ramener la Chine au sein de la communauté d'affaires mondiale, cat « il est de notre intérêt que l'économie chinoise ne soit pas iso-

Ce nouveau « cadeau politique »,

diplomates européens, est double-ment payant pour Pékin puisqu'à la gratification morale s'ajoute un constat de quasi-impuissance sur le problème de plus en plus pres-sant du déficit commercial européen avec la Chine. Il était, selon les chiffres européens, de 6,7 mil-liards de dollars en 1990, et leur oppose ses chiffres, qui feraient apparaître un déficit chi-nois de 2,3 milliards.

Simple « inconvénient » de ces « statistiques aux caractéristiques chinoises », elles omettent les exportations indirectes, via Hong-kong, soit 7,2 milliards de dollars américains en 1996. Pour les Européens, la cause de ce déficit est à rechercher dans une réduction des importations chinoises de haute technologie et un renforce-ment croissant des barrières douanières incluant une prolifération de tracasseries administratives.

La définition chinoise des droits de l'homme

Autre épine dans le pied européen, évoquée notamment avec le premier ministre M. Li Peng, les candidatures de la Chine et de Taiwan au GATT. L'économie continentale « n'est pas à propre-ment parler conforme aux critères du GATT», mais les Occidentaux ont besoin d'inclure la prospère île nationaliste dans le système. Pékin

ne s'y oppose pas si elle peut rejoindre le GATT avant Taiwan, qui serait considérée, comme aujourd'hui Hongkong, comme « territoire douanier séparé ».

Cette dispendieuse ambassade ration d'un centre de bio-technologie à Pékin dont le financement avait été bouclé avant la crise de 1989. Mais le Parlement européen semble peu disposé à rouvrir les crédits à la Chine en raison du problème des droits de l'homme. En guise de contre-attaque, à un moment où les Eints-unis s'effor-cent eux aussi de forcer les bar-cières douanières chinoises, le commission de l'ONU a appelé les nations industrialisées à ouvrir tations des pays en voie de développement au lieu de formuler « des propos superflus » sur leur

A Pékin, M. Li Langing, viceministre du commerce extérieur, a promis à M. Andriessen « non pas un document, mais plutôt un livre entier » sur la définition chinoise tendre tout de même rétorquer qu'il existait déjà sur ce sujet une déclaration universelle, à laquelle Pékin a souscrit. Le dialogue de sourds n'est pas près de prendre

FRANCIS DERON

Manœuvres pour la succession de M. Perez de Cuellar

## De nouveaux noms sont lancés pour faire échec aux candidats africains au poste de secrétaire général de l'ONU

Au cours des scrutins informels pour la succession de M. Javier Perez de Cuellar, dont le mandat expire le 31 décembre, le vice-premier ministre égyptien, M. Boutros Ghali, et le ministre des finances du Zimbabwe, M. Bernard Chidzero, ont obtenu chacun neuf des quinze voix (1).

> **NEW-YORK** (Nations unies)

de notre correspondante

Depuis dix jours, la course s'intensifie à New-York. Vendredi 25 octobre, les quinze membres du Conseil de sécurité ont procédé à un second « vote blanc», une procédure qui a valeur indicative et ne les engage pas formeliement, au cours de laquelle chacun vote pour autant de candidats qu'il le sou-

Lors d'une première consultation de ce genre mardi dernier, deux des six candidats africains, MM. Boutros Ghall et Chidzero, avaient obtenu dix voix chacun. Quelques délégations occidentales, dont les Américains et les Britanníques, ont alors introduit (appa-remment sans les consulter tous) cinq nouveaux « candidats » : le premier ministre norvégien, M= Gro Harlem Bruntland, le

premier ministre canadien. M. Brian Mulroney, le ministre des affaires étrangères norvégien, M. Thorvald Stoltenberg, le ministre des affaires étrangères nécrian-dais, M. Hans Van Den Broek, ainsi que le prince Saddrudine Aga-Khan, représentant spécial du secrétaire général pour les affaires humanitaires de la crise du Golfe.

Les représentants des pays non alignés au Conseil ont protesté contre ces nouvelles candidatures. M. Van Den Broek, ne savait apparemment pas que son nom avait été présenté. Quant à M. Mulroney, il a démenti être

Le président du Conseil de sécurité pour le mois d'octobre, l'am-bassadeur indien M. Gharekhan, a proposé une date limite pour l'introduction de nouveaux candidats. Proposition # catégoriquement » refusée par la délégation américaine qui a encore présenté un autre candidat vendredi après-midi en la personne de M. Krzysztof Skubiszewski, ministre polonais des affaires étrangères.

La tactique des Américains est d' «éparpiller les vaix», estime un diplomate occidental. Selon lui, les délégations opposées à la nomination d'un secrétaire général africain «continueront de présenter des candidats-surprises jusqu'à ce qu'elles réussissent à trouver un nom qui recueille un large sou-tien». Cette tentative n'a pas eu

raison pour l'instant de la détermination des non-alignés, soutenus par la France, en faveur d'un Afri-cain. MM. Boutros Ghali et Chidzero, ont toutefois, tous les deux, perdu une voix au cours du deuxième tour du vote blanc, ven-

Le futur élu doit recueillir neuf des quinze voix au Conseil de des guinze voix au Conseil de sécurité, mais les membres permanents de ce Conseil disposent chacun du droit de veto. Le candidat choisi par le Conseil de sécurité doit ensuite être étu par les cent soixante-six pays membres de l'Assemblée générale. Les consultations bilatérales es consultations bilatérales se poursuivront lundi. AFSANÉ BASSIR-POUR

Neuf voix: M. Boutros Ghali, Egypte M. Bornard Chidzero, Zimbabwe Sept voix: M. Olusegun Obasanjo,

Six volx : M. Nguema François M. James Jonah, Sierra-Leone

Cinq voix : prince Saddrudine Aga Khan, Iran M. Brian Mulroney, Canada M. Hans Van Den Brock, Pays-Bes M. Kenneth Dedzie, Ghana M. Michel Doo Kingue, Cameroun Quatre voix: M. Nsamze Terence.

Trois voix : M. Rani Manglapus, Philippines
Deux voix : M= Gro Harlem Brustland, Norvège
M. Thorvald Stottenberg, Norvège
Une voix: M. Krzysztof Skubiszewski,

## Demi-victoire pour l'enseignement privé

Depuis des mois l'enseigne-ment privé se plaint de ne pouvoir être aidé aussi largement que les écoles publiques par les collectivités locales. La droite est venue à son secours et exige du gouvernement qu'il revienne sur la réglementation mise en place par M. Jean-Pierre Chevènement, en 1985, pour mettre fin à la querelle scolaire, après que les socialistes eurent remoncé au projet Severy. Salsi per des gestion-naires de l'enseignement privé. en mai 1985, le Conseil d'Etat s'est prononcé, vendredi 25 octobre, sur une des circulaires contestées du ministre de l'éducation nationale. Il n'a donné aux requérants qu'une satisfaction juridique limitée, mais leur a fourni de solides arguments pour continuer leur

lectuand soulignent

européennes

1

TOTAL TIL EGGS TOP

avec la th

Si la loi du 31 décembre 1959, dite «loi Debré», a obligé l'Etat et les collectivités locales à fournir aux écoles privées ayant signé des « contrats d'association » les mêmes sommes que celles qui sont attri-buées aux établissements publics pour leurs frais de fonctionnement, elle n'a pas prévu d'aides aux dépenses d'investissement. aux dépenses d'investissement.
Aussi les gestionnaires de l'enseignement privé, faute d'obtenir une modification de la législation, espéraient-ils que le Conseil d'Etai en donnerait une interprétation moins restrictive que celle qu'avait retenue M. Jean-Pierre Chevènement, lorsque, ministre de l'éducation nationale, il avait, par trois circulaires du 13 mars 1985, mis circulaires du 13 mars 1985, mis fin à la guerre scolaire.

Pour l'essentiel, le Conseil adonné raison, vendredi 25 octobre, au gonvernement. Puisque les collectivités publiques sont lectivités publiques sont le le cité. Debres, de ne financer que les dépenses de fonctionnement du-« privé », celui-ci demandait que les frais de grosses réparations et les dépenses de location soient considérés comme du a fonctionnement » et non comme de « l'investissement ». Pour les premiers, les juges administratifs n'oat en aucun mai à répondre que c'était impos-

Pour les secondes, la question était plus ardue. M. Marcel Pochard, commissaire du gouvernement - qui, contrairement à ce que son titre indique, n'est pas chargé de défendre les positions ministérielles, - a expliqué que si les dépenses de location de les dépenses de location de bâtiments étaient bien, en termes

comptables, du fonctionnement, la loi de 1959 précisait que les dépenses de fonctionnement des classes sous contrat devaient être prises en charge «dans les mêmes conditions que celles des classes correspondantes de l'enseignement public».

Or les collectivités publiques Or les collectivités publiques étant, dans la plupart des cas, proporiétaires des bâtiments qu'elles mettent à la disposition de l'éducation nationale, «il n'y a pas véritablement » à leur charge des « dépenses de location des immeubles qui permettent de donner lieu à équivalent à verser à l'enseignement privé ». Le Conseil d'Etat a entièrement partagé cette analyse. ment partagé cette analyse.

#### **Traitements** différents

Les défenseurs du «privé» n'ont pas pour autant tout perdu. Loin s'en faut. D'abord parce que le Conseil a aussi suivi M. Pochard, lorsque celni-ci a expliqué que la liste, établie par une des circulaires de 1985, des dépenses de l'enseignement primaire qui pouvaient être couvertes par le remboursement des frais de fonctionnement ne pouvait en aucun cas être limitative, malgré sa « réduction très rigoureuse». Pour mettre les points sur les «i», le Conseil dans un de ses considérants a précisé que la circulaire contestée « ne fait pas par elle-même obstacle à la prise en compte des dépenses affe pau pas par eue-meme oustacte à la prise en compte des dépenses affèrentes au secrétariat et à l'administration des établissements privés à. Or les réquérants s'appuyaient justement sur une interprétation, jusqu'elos contraire pour prouver qu'alors contraire, pour prouver l'inégalité de traitement. S'il leur a donné juridiquement tort, l'arrêt leur a donné raison dans les faits. Un autre point de la décision ne

pent que les satisfaire. En intro-duction de sa circulaire, M. Che-venement affirmait : « Il convient vénement affirmati. en convient de rappeler que le concours financier apporté par les collectivités territoriales aux établissements d'enseignement priré qui concourent au service public ne peut porter, conformément à la loi du 31 décemire 1959, que sur les dépenses de jonctionnement, à l'ex-clusion de toutes dépenses d'inves-tissement » Or le Conseil d'Etat a estimé que le ministre se trompait dans son interprétation de la légis-lation. Il a donc annulé cette par-tie du texte ministériel.

La « loi Debré » effectivement n'a apporté qu'une dérogation par-tielle, et strictement limitée, à une loi du 30 octobre 1886 qui inter-dit d'accorder des fonds publics au bénéfice des écoles primaires privees. Pour l'enseigne ment secondaire il n'en va pas de même. Comme l'a fait remarquer M. Pochard, le Conseil d'Etat, le 6 avril 1990, a en l'occasion d'in-

A l'occasion de son congrès annuel

## Le RPR veut affirmer son unité et sa combativité

Le congrès du RPR, qui a ouvert encore été abordées, comme la ses travaux samedi 26 octobre à politique européeane. Le projet a été préparé par une consultation des fédérations entreprise au prindes discipanante du mouvement tache. les dirigeants du mouvement, tâche qui revient aux Assises nationales, réunies tous les trois ans.

Le congrès, qui siège tous les ans sur un ordre du jour fixé par le conseil national, doit approver le aprojets du RPR présenté sous le aprojets du RPR présenté sous le titre: «La France en mouvement; rassembler pour changers. Ce texte d'une centaine de pages, accompagné de dix solutions concrètes sur eles problèmes qui préoccupent le pius les Français» (le Monde du 23 octobre), constitue en réalité la contribution du RPR à un futur programme de gouvernement de l'opposition tout entière. En le présentant dès maintenant, M. Chirac et ses amis out d'abord voulu monet ses amis ont d'abord voulu mon-trer que leur parti-possédait déjà un projet complètement élaboré, met à l'usage, mais toujours sus-ceptible de s'intégrer dans un ensemble de propositions que pré-sentera l'Union pour la France au printemps prochain.

L'élaboration de ce texte a tenu déjà tirées par les états généraux de l'opposition pour les matières que ceux-ci ont traitées. Il en reste cependant d'autres qui n'ont pas

- Rectificatif. - Dans notre compte rendu d'une réunion du PCF à Lyon (le Monde du 26 octobre), une erreur de transmission nous a fait écrire que des militants reprochaient à M. Charles Fiterman de glisser vers le « socialisme démocratique ». Il fectorat.

des contributions qui représentent environ neuf cents pages. La syn-thèse a été faite par des groupes de

La première journée du congrès devait être occupée par les travaux de trois commissions, consacrés respectivement à l'autorité de l'Etat, la vie des Français et l'am-bition de la France.

An cours de la journée de dimanche, avant le discours de M. Chirac, les dirigeants du RPR devaient s'efforcer de montrer que cehi-ci ne connaît plus les divisions ni les luttes de conrants qui l'ont agité et que l'autorité de M. Junné comme secrétaire général M. Juppé comme secrétaire général
n'est plus contestée. Ils devaient
également accentuer leurs critiques
contre les socialistes afin de souligner le souci du mouvement d'être à la pointe de l'opposition contre le chef de l'Etat et contre le gou-

M. Chirac devait notamment demander une modification des-institutions, comme il l'a exposé dans le Monde du 24 octobre, et M. Balladur se démarquer nettement de la politique économique de M. Bérégovoy. Ce souci d'éviter toute confusion avec le gouvernement en matière économique se retrouvera encore dans d'autres domaines, notamment dans celui de l'immigration, pour lequel le RPR veut tenter de récupérer ou de détourner à son profit les séductions que les idées véhiculées par l'extrême droite exercent sur son

terpréter la loi du 15 mars 1850, la célèbre « loi Falloux », en expliquant qu'elle permettait aux collectivités locales qui le souhaitent de mettre à la disposition des établissements privés « un local existant », et même de leur accorder une subvention « n'excédant pas le dixième des dépenses annuelles de l'établissement non couvertes par les fonds publics versés au titre d'un contrat d'association ». Mieux même, le commissaire du gouvernement, qui a été suivi, sur ce point aussi, par le Conseil, a fait remarquer qu'aucune disposition législative n'exclusit ni ne plafonnait des subventions d'investisse-

nait des subventions d'investisse-ment aux établissements privés Curieusement, il apparaît que

les établissements privés ne peu-vent recevoir aucune aide des communes lorsqu'ils investissent pour leurs écoles primaires, mais qu'ils penvent bénéficier d'une subvention des départements ou des récions aux un plafond de des régions, sous un plafond de 10 %, lorsqu'ils se livrent aux nêmes opérations pour leurs lycts ou leurs collèges, et qu'il n'y a même aucune limite pour les éta-blissements techniques.

Le Conseil d'Etat n'a pu que faire appliquer la législation en vigueur. Mais en rappelant cette situation, qui n'est guère compréhensible, il a indirectement indiqué qu'il serait peut être raisonnable de modifier la loi. Les défenseurs de l'enerirement privé désenseurs de l'enseignement privé en espéraient-ils vraiment plus?

THIERRY BRÉHIER

### Le débat sur le mode de scrutin

## M. Mitterrand réfléchit...

MADRID

de notre envoyé spécial Au soir de sa brève visite officielle à Madrid, vendredi 25 octobre, M. François Mitterrand avait l'humeur malicieuse. Quand une journaliste française lui a demandé, à la fin de sa conférence de presse, ce qu'on pouvait lui souhaiter pour son soixante-quinzième anniversaire, qu'il devait célébrer le landemain, il a répondu en badinant : « D'y arriver i... 🕽

Quand un journaliste espagnol, moins amène, a estimé que la France manifestait aujourd'hui, dans sa contribution à la lutte contre les terroristes basques, moins de détermination qu'à l'époque du gouvernement de M. Jacques Chirac, il lui a simplement répliqué par une pirouette : «Moi je ne me mêle pas de vos problèmas de politique intérieure... » C'est le premier ministre espagnol, M. Felipe Gonzalez, qui a remis l'auteur de la question à sa place en affirmant que, sur ce terrain, le renforcement de la coopération entre la France et l'Espagne devait beaucoup, depuis 1981, à M. Mitterrand.

La veille au soir, déjà, en marge d'une réception à l'Elysée, le président de la République était apparu très guilleret à ses

rement satisfait de la poursuite des négociations entre les infirmières et le ministre de la santé et surtout de la détente enregistrée chez les agriculteurs à la suite de ses rappels à l'ordre, complétés par ses propos apaisants au Journal du Centre qu'avait inspirés sa conversation du mardi 22 octobre au matin avec le président de la FNSEA. Raymond Lacombe.

#### Chamboulement ou statu quo?

Il avait invité ses interlocuteurs à l'optimisme en affirmant sa propre sérénité tout en déployant déjà son ironie... au détriment des propositions de réforme constitutionnelle formulées par M. Jacques Chirac, le même jour, dans le Monde.

Selon certains de ses auditeurs, M. Mitterrand s'est réjoui de voir la révision de la Constitution de 1958 recommandée aujourd'hui par ceux-là mêmes qui se possient en gardiens intransigeants des tables de la Loi fondamentale quand il préconisait naguère, par exemple, d'élargir le recours au référendum. Mais le président de la République, en ce domaine, n'a pas l'intention, pour le moment, de « brusquer les choses ».

semble un peu plus pressé d'avancer dans sa réflexion sur les avantages et les inconvénients d'envisager une modification du mode de scrutin pour les prochaines élections avec retour partiel à la proportionnelle. Il en a beaucoup été question dans l'avion qui le transportait vendredi matin à Madrid en compagnie de MM. Roland Dumas, Pierre Joxe, Pierre Bérégovoy et M= Elisabeth Guigou.

Le ministre des relations avec le Parlement s'était joint à eux à la demande personnelle de M. Mitterrand. M. Jean Poperen n'avait pas grand-chose à faire en Espagne, vendredi, mais le chef de l'Etat souhaitait le consulter après avoir rendu hornmage, mardi, sur France-Inter, au mode de scrutin mixte (mi-majoritaire, mi-proportionnel) désormais appliqué aux élections municipales à partir de l'une de ses propositions.

Toutefois, à en juger par la moue qu'affichait, vendredi soir. M. Poperen avant son retour à Paris, rien n'est encore décidé. Compte tenu de la complexité du sujet, rien n'est exclu non plus. Ni un chamboulement total ni..

### Les querelles de courants au PS

## M. Mauroy estime que M. Chevènement est «perdant sur toute la ligne»

des candidats aux élections régionales. Pour le premier secrétaire du PS, qui s'exprimait dans les couloirs de l'Assemblée nationale, l'ancien ministre de la défense est « perdant sur toute la ligne». « Il parle de refonder la gauche, a-t-il observé. Qu'il refonde, déjà, son courant, qui est en grave difficulté!» « En 1982-1983, a contient M. Moures M. Chavingment. nué M. Mauroy, M. Chevènement n'étail pas d'accord avec la politique que je proposais. Il a quitté le gouvernement. Il a eu tort. Pendant la crise du Golfe, ministre de la défense, il était en désaccord, il est parti; à nouveau, il a eu tort. Et, maintenant, il a encore tori. C'est la troisième fois. Cela fait beaucoup. » Le premier secrétaire a affirmé que, dans la formation des listes de candidatures aux élections régionales, M. Chevenement a eu «son compte, pour ce qu'il repré-

Ouant a M. Poperen, M. Mauroy a déclare que, « lui aussi, il a des difficultés ». « Heureusement qu'il est ministre l, a-t-il ajouté. Mais son courant, c'est quoi? » Les membres du comité directeur et parlementaires de ce courant ont publié une déclaration appelant « tous ceux qui croient à un nouvel avenir pour le PS à se rassem-

> Dans un amendement au « projet » socialiste

#### M. Quilliot dénonce le rôle de la technocratie

M. Roger Quilliot, sénateur du Puy-de-Dôme, maire démissionnaire de Clermont-Ferrand, et M. André Bellon, député des Alpes-de-Haute-Provence, ont déposé un amendement au « projet» socialiste sur ele rôle el la place de la technocratie dans notre système politique». Les deux parlementaires estiment que la technocratic s'est constituée, « au travers des institutions de la V. République, en un système politique global, exerçant une influence déterminante sur les principaux instruments administratifs, sociaux, economiques et financiers»

Constatant que le débat est stérilise, ils jugent que «la politique se restreint de plus en plus à des débats parcellaires ou conjoncturels, ou à la recherche de la reconnaissance médiatique plus qu'à celle de la reconnaissance sociale ». Cet amendement a reçu le soutien d'une quinzaine de députés socia-ANDRÉ PASSERON listes de toutes tendances.

M. Pierre Mauroy a répondu, le 24 octobre, aux critiques de MM. Jean-Pierre Chevènement et Jean Poperen sur le sort réservé à les candidats des autres les candidats des candidats sensibilités ». « Où il faudrait ras-sembler, ils divisent, ils écartent, ils éliminent : vertige suicidaire où le PS risque d'être emporté», affirment les poperenistes.

Les responsables des élections au secrétariat national du PS, MM. Jean-Claude Petitdemange, rocardien, et Gérard Le Gall, jos-piniste, ont affirmé, de leur côté, que «nul n'est aujourd'hui spolié» dans la composition des listes pour les élections régionales. « Il ne saudrait pas qu'au nom d'insa-tisfactions locales, certains dirigeants du PS masquent mai des motivations plus stratégiques », soulignent les deux responsables, en ajoutant que « le travail collectif de la commission électorale est par-venu à une équitable représentation globale de chaque sensibilité».

de notre correspondant régional Premier accroc pour M. Bernard l'apie dans la constitution des listes

Le député des Bouches-du-Rhône avait désigné, jeudi 24 octobre, comme tête de liste dans le Var M. Marc Egloff, conseiller général (MRG) des Bouches-du-Rhone et adjoint su maine d'Aix-en-Provence (nos dernières éditions du 26 octo-Ce choix, a priori surprenant,

s'expliquait par le fait que M. Egloff est bien connu dans le département du Var, où il fut, de 1964 à 1979, directeur adjoint des services d'incendie et de secours avant de terminer sa carrière à la tête du Centre interrégional de

La préparation des élections régionales dans le Var

## Le PS rejette la tête de liste désignée par M. Tapie

de la majorité présidentielle en région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

coordination opérationnelle de la Sécurité civile (CIRCOSC), un orga-

nisme ayant compétence sur quinze départements du Sud-Est. Dans un communiqué, publié

vendredi 25 octobre, la fédération socialiste du Var a manifesté son «étonnement» au sujet de «la procédure utilisée », en rappelant qu'elle avait désigné, dès le 15 juin, les membres de sa liste, conduite par M. Maurice Janetti, ancien sénateur du Var, et que celle-ci avait été offi-ciellement ratifiée, le 13 octobre, par la convention nationale du PS. « La désignation unilatérale de "La désignation unilatérale de M. Egioff ne nous apporte aucun e plus » et apparaît inopportune, a expliqué M. Barthélémy Mariani, premier secrétaire du PS du Var. Sa personnalité n'est pas en cause mais il n'est pas élu du Var et n'a pas d'autre légitimité que celle que hai octrole M. Taple. S'il ve u constituer sa liste, qu'il le fasse. Pour notre part, nous maintenons celle qui a été approuvée par les militants et qui a été entérinée au plan national. »

Un colloque du Club Vauban sur « la modernité du politique »

## Réformer les institutions pour répondre au déficit démocratique

Depuis sa création, en 1984, par M. Antoine Veil, le Club . Vauban tente de révêler parmi les élus les «profondes convergences » qui, « sur les principaux sujets de société, transcendent la ligne de démarcation électorale ». Des consensus sont apparus, en effet, lors du colloque organisé le 24 octobre, à l'Assemblée nationale, sur le thème « la modernité du politique », et notamment celui-ci : pour répondre au déficit démocratique, il faut réformer les institutions.

Tous les intervenants au colloque du Club Vauban, parmi lesquels MM. Jacques Barrot, Alain Cari-gnon, Jean-Pierre Delalande, Jean-Pierre Fourcade, Yves Galland, Bernard Kouchner, Henri Nallet, Robert Savy, Jean-Pierre Soisson, Bernard Stasi, Dominique Strauss-Kahn, Jacques Toubon, Michel Kahn, Jacques Toubon, Michel Vanzelle et M. Simone Veil, ont constate aun malaise de notre société politique s et prêché pour «une réforme en profondeur de nos institutions s. M. Pierre Avril, pro-fesseur de droit, a dénoncé le déséquilibre institutionnel qui existe au détriment du Parlement ainsi que les transferts, de droit et de fait, de la souveraineté: avec l'af-firmation du rôle du Conseil constitutionnel, « la priorité absolue donnée à l'Etat de droit va à l'en-contre de la démocratie, de l'expres-sion populaire».

«reparlementarisation» du régime, tandis que M. Barrot a préconisé, an contraire, un changement radical. «Je suis pour la Ve République», a dit le président du groupe UDC de l'Assemblée nationale, c'est-à-dire nour le résime poésiden. c'est-à-dire pour le régime présiden-tiel. « Acruellement, 2-t-il ajouté, nes. a Actuellement, 2-t-il ajouté, nous sommes au temps de la démocratie indéchiffrable. (...) Le seul contre-pouvoir qui existe, face au président, est celui de la rue. » S'inscrivant en faux contre les criti-S'inscrivant en faux contre les critiques visant l'importance donnée à l'Etat de droit, M. Jacques Toubon, de Paris (PDD) de Paris a efferné. député (RPR) de Paris, a affirmé: « Il n'y a pas de démocratie sans Etat de droit ni même sans divinisation de l'Etat de droit.»

«Sortez nn реи»

M. Carignon a remis en cause, M. Carignon a remis en cause, hi aussi, le système politique. « La vie publique ne fonctionne plus, a affirmé le maire de Grenoble. C'est le cadre d'ensemble qu'il faut modi-fier. Les hommes sont bons, le sys-tème est marvais. » Selon M<sup>m</sup> Veil, le chargement le plus facile. le changement le plus facile, aujourd'hui, est le passage au régime présidentiel. «Note régime, dans sa logique et dans son évolu-tion, est beaucoup plus présidentiel que parlementaire», a-t-elle souli-gué.

éclairage différent, dénonçant le accepter de « ne pas nous occuper de « ne pas nous occuper de » et encourageant leur auditoire à s'ouvrir un peu sur l'extérieur. Le système français, selon M. Louis Les universitaires ont apporté un

M. Avril a plaidé pour une reparlementarisation » du régime, andis que M. Barrot a préconisé, u contraire, un changement radil. «Je suis pour la VI République » dit le président du groupe.

Aussi M. Georges Vedel a-t-il lancé cette exhortation « Surter un lancé cette exhoriation : «Sortez un peu à l'extérieur!» Pour M. Olivier Duhamel, «la révision radicale est inutile et impossible». «C'est un choc illusoire, a-t-il assuré. Le révi-sionnisme radical a été de tout stonnisme radical a ete de lout temps, en France, le refuge des poli-tiques. » Il a reconnu, néanmoins, qu'un consensus est en train de se dessiner sur certaines réformes dessuer sur certains d'ampleur, constitutionnelles d'ampleur, notamment la réduction du mandat présidentiel à cinq ans. Outre le débat sur les institu-

tions, l'interrogation a porté aussi sur la société française : « Est-il sur la société française : « Est-il possible de la réformer? », « Comment expliquer que 41 % des Français jugent la politique comme étant une activité peu honorable? » Selon M. Pascal Perrineau, nous sommes en pleine « crise d'adaptation, de transition. La société a changé, le système politique n'a pas changé au même rythme ».

M. Dominique Strauss-Kahn,

ministre délégué à l'industrie et au commerce extérieur, et M. Jean-Pierre Delalande, député (RPR) du Val-d'Oise, estiment que la société est atriple»: « Il v a convent sont sont est «triale»: «Il y a ceux qui sont dans le coup, ceux qui galerent et ceux qui sont exclus. » Pour M. Strauss-Kahn, nous devons

### Solidarité avec les anciens combattants d'Afrique du Nord

La question des anciens combattants d'Afrique du Nord en situation de chômage de longue durée a dominé, vendredi 25 octobre, l'examen du budget du secrétariat d'Etat aux anciens combattants.

M. Louis Mexandeau est un ministre que l'opposition ménage volontiers. Se faisant le porte-parole de ses amis politiques, M. François Rochebloine (UDC, Loire) a admis que la nomination de M. Mexandeau à la combattants avait « change le climat». «Le dialogue avec les associa-tions d'anciens combattants, 2-t-il pré-

Mais l'indulgence pour le ministre n'a guère valu pour les comptes que celui-ci a présentés au point que, privé de majorité, il a dû en réserva te vote. Le fonds de solidarité destiné aux anciens combattants d'Afrique du Nord âgés de plus de cinquante-sept ans et confrontés au chômage de longue durée fut parmi les disposi-tions les plus âprement discutées. Ce fonds a bénéficié d'une ralloge de 100 millions de fonces programment de 100 millions de francs provenant de l'enveloppe supplémentaire de 150 millions débloquée, jeudi 24 octobre, par le premier ministre.

Mais les députés de droite et du PC ont estimé que l'enjeu, pour

LIVRES POLITIQUES

la mettre, avec son rôle public. Il

au bon moment.

U soir de sa vie, un honnête

cette catégorie d'anciens combattants, n'était autre aujourd'hui que l'octroi d'une retraite anticipée à cinquante-cinq ans. M. Christian Cabal (RPR, Loire) n'a pas manqué d'établir un parallèle avec les promesses présiden-tielles aux agriculteurs.

L'autre motif d'inquiétude dans ce budget, dont le montant de 26,9 miliards de francs accuse une baisse de 1,08 % par rapport à 1991, est la réorganisation des services administratifs se traduisant par une suppression de quatre cents emplois. «Le fonctionnement du secrétarian d'Etnt et de l'Office national des anciens combattants [ONAC] en souffrira», a jugé M. Daniel Le Meur (PC, Aisne). D'une même voix, MM. Jean Laurain (PS, Moselle) et Jean Brocard (UDF, Haute-Savoie) ont aussi exprimé, sur ce sujet, leur «préoccu-L'autre motif d'inquiétude dans ce exprimé, sur ce sujet, leur «préoccu-pation» et leur «souci».

M. Mexandeau dut enfin s'expli-quer sur la baisse des crédits de fonc-tionnement affectés à la «politique de la mémoire», c'est-à-dire les céré-monies nationales et la documentation historique. Dans un vibrant plaidoyer, il s'est engagé à tout mettre en cuvre pour contrer «les tentatives de falsification de l'histoire qui se multi-plient» afin que «le socie des valeurs fondamentales de la République ne

## Bataille de chiffres sur le logement social Dans ce cadre général, si les crédits affectés au logement - d'un montant de 54,5 milliards de

francs – subissent une baisse de 9,53 % par rapport à 1991, le gon-vernement a cherché à privilégier le «secteur locatif social». Ainsi le

soutien aux prêts locatifs aidés (PLA) devrait-il porter sur quatrevingt mille logements supplémentaires, soit cinq mille de plus que les années précédentes.

petite remarque polémique », M. Quiès a rappelé que le gouver-nement de M. Jacques Chirac

n'avait prévu, en 1988, que cin-quante-cinq mille prêts locatifs

aidés. En outre, deux cent mille logements sociaux seront rénovés, conformément aux engagements du président de la République de réhabilitér un million de logements

A chacun ses chiffres. Ceux dont

dispose l'opposition ne sont pas moins éloquents. En recourant à

d'autres indicateurs, tels les préts d'accession à la propriété (PAP) et les aides personnalisées au loge-ment (APL), M. René Beaumont (UDF, Saône-et-Loire) aboutit à la

(UDF, Saone-et-Loire) aboutit à la conclusion suivante: «Sur l'ensemble du secteur social aidé, les chiffires sont édifiants: trois cent vingt et un mille logements en 1979, cent vingt-cinq mille à présent. Voilà ce qu'il faut dire pour rester fidèle à l'homèteté l'» De son côté, M. Jean Tibéri (RPR, Paris) a cherché à relativiser les mesures converne-

relativiser les mesures gouverne

mentales visant à stimuler la

construction privée. « Vous accor-

dez des dégrèvements, a-t-il expli-qué, mais, en même temps, vous créez un impôt, la « participation à la diversité de l'habitat» dont le mordant risque d'être supérieur aux aides nouvelles.»

Faute de majorité, le vote de ces crédits a été réservé. Toutefois, les députés ont voté à l'unanimité l'ar-

ticle 86 du projet de loi de finances, isolé pour la circonstance, relatif à l'allocation de logement social Jusqu'à présent, cette alloca-tion de logement social (ALS),

attribuée sous certaines conditions de ressources, ne bénéficiait qu'aux ménages résidant en lle-de-France

et dans les départements d'outre-

mer. Elle sera désormais étendue à

tous les ménages résidant dans des agglomérations de plus cent mille

habitants - ce oni representera cent

soixante-dix mille bénéficaires de

phis - en attendant sa généralisa-tion, en janvier 1993, à l'ensemble

du territoire. FRÉDÉRIC BOBIN

□ Une majorité de Français favo-

rable à un mandat présidentiel de

cinq ans. - Selon un sondage

IPSOS publié dans l'hebdoma-

daire *le Point* (daté

26 octobre-1st novembre), 75 %

des Français sont « très » ou « assez » favorables à la réduction

à cino ans de la durée du mandat

présidentiel et, parmi ceux-ci, 76 % pensent que, si une telle réforme était votée, M. Mitterrand

devrait se l'appliquer à lui-même, c'est-à-dire terminer son mandat en 1993 (sondage réalisé par télé-

phone les 17 et 18 octobre auprès d'un échantillon national de huit

cents personnes âgées de dix-huit

Tenante, quand on ne perd pas de

temps. Oui suffit pour passer. -

XII. Peut faire tache. Fournit de

I'huile. Mot qu'on ne prononce

qu'en parlant du maître. - XIII. Pro-nom. Dáchiffrée. Un animal très

mou. Possessif. - XIV. Qui a donc

été portée. Une maladie à laquelle

sont exposées des ouvrières. -

XV. Panier percé. Circule en

Extrême-Orient, Napperons.

Se permettant au pas

L'examen de la partie «urbanisme et logement» du budget du ministère de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace, a donné lieu, vendredi 25 octobre, à une bataille de chiffres entre le gouvernement et l'opposition sur la portée du soutien au logement

Construire trois cent mille logements par an : telle est l'ambition que poursuivent M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace, et M. Marcel Debarge, secretaire d'Etat an logement, afin de répon-dre en partie aux besoins du pays, estimés par l'INSEE à trois cent vingt mille logements neufs par an. A lui seul, espèrent-ils, ce projet de budget devrait, à travers un dis-

positif d'incitations à l'investissement, permettre la construction de vingt mille à trente mille logements suplémentaires dans les dix-huit mois. «La France, avec 5,5 logements pour mille habitants, continue à construire largement plus, exception faite de la Hollande, que les autres pays européens», a souli-F. B. gné M. Debarge.

ANDRÉ LAURENS

#### Un Européen homme politique se penche sur son passé. Né au début du siècle, il a vu succomber la Troisième République dans la tourmente dans le désastre de la seconde guerre mondiale et la Quatrième sous la menace d'une guerre civile. Il a contribué à l'installation nationale de la Cinquième, qui n'a pas exactement répondu à ses espoirs Pendant ce temps, il a rempli tuelle évolution, à terme, du statoutes sortes de mandats (locaux,

tut des départements français d'Algérie, que d'autres voulaient nationaux, internationaux), il a gouverné et présidé aux desticonserver tels quels dans la nées d'un des principaux courants République.

politiques du pays. On devine Pierre Pflimlin n'était ni un proou'il a des choses à dire. phète de l'émancipation des peu-Dans cette longue et riche ples colonisés ni un bradeur de l'empire : il es gie la dimension qui fut et qui dence, précautionneusement, de reste la plus tournée vers l'avenir préparer l'avenir, ce qui est le puisqu'il intitule son ouvrage minimum à attendre de la respon-Mémoires d'un Européen. Cepensabilité politique. Mais quand, sur dant, ses souvenirs les plus insfond de frustration et de crispatructifs, pour ses lecteurs, ont tion conservatrice, la passion s'en trait au passage de la Quatrième à mête, la moindre lueur de lucidité. la Cinquième République et aux la plus modeste innovation, s'indébuts de celle-ci. S'il les fait terorètent comme des signes de revivre, ce n'est point pour en faiblesse ou de trahison. En réatirer gloire ni pour régler des lité, on prêtait à Pierre Pflimlin comptes, mais pour apporter sa plus que ce qu'il disait touchant à contribution « à la recherche sur l'Algérie, en ce sens qu'à ses l'histoire de ce demi-siècle». veux l'urgence était ailleurs. L'ambition est modeste, le témoidonnait la priorité à la réforme de gnage précieux. l'Etat, aux moyens de gouverner Engagé dans l'action politique. plus qu'à l'action gouvernemenaux fonctions les plus hautes et à tale à entreprendre, tant le foncdes moments-clés, Pierre Pflimlir tionnement de la Quatrième Répua su garder la distance, et parfois blique lui paraissait inadapté aux

tâches à remplir. s'est pleinement engagé dans la camère sans s'y identifier totale-Pierre Pflimlin voyait juste et il fut de ceux œui demandaient des ment, au risque de ne pas toumodifications constitutionnelles. <del>jours</del> répondre à ce que l'on dont la suite montra œu'elles antiattendait de kii, de ne pas se coucipaient le régime de la Cinquième ler dans la stature que son par-République. L'histoire lui rend juscours, son personnage, son élotice sur ce point, mais elle a enrequence et certaines de ses prises gistré aussi qu'il se préoccupait de position, lui dessinaient et blaient lui destiner. Il y a une des movens de prévenir l'incendie alors que le feu était délà dans la part de mystère dans la politique, maison. De ce décalage historicomme dans toute aventure humaine, et une plus grande part que avec la réalité, il n'était ni le seul ni le plus responsable. Le encore de hasard et de malenten paradoxe est qu'il en fut la vicdus. Ceux qui s'y lancent ne sont pas soumis qu'aux ballottages time parce cu'il se trouvait le dernier détenteur d'un pouvoir à bout électoraux. Il est arrivé à Pierre Pffimlin. pris dans la tourmente, de souffie, alors qu'il se comptait ce qu'il est advenu à d'autres parmi ceux qui jugeaient le syshommes politiques dont la justème politique de l'époque avec le plus de lucidité et la question tesse des vues. la fermeté des engagements, ne furent pas en algérienne avec le moins d'aveuphase avec les nécessités imméalement. diates de l'histoire. Il ne suffit pas

S'agissant de l'Algérie, la plu d'avoir raison, il faut avoir raison part des dirigeants de l'époque préconisaient, dans le meilleu Ainsi, en mai 1958, à l'un des des cas, la temporisation là où il tournants de cette douloureuse eût fallu de l'audace et du cougestation qui conduisit les Franrage. Pierre Pflimlin raconte que cais à se résigner à la perte de Robert Lacoste, socialiste à leur empire colonial, au plus fort poigne - dont Guy Mollet, leader de la plus grave crise politique de du parti, se demandait s'il était la Quatrième République, Pierre socialiste - lui confiait en 1957. Pflimlin est appelé à prendre la alors qu'il avait en charge l'admidirection du gouvernement. Le nistration et la pacification de nouveau président du conseil cette colonie : ell se peut que avait la réputation d'un démol'Algérie devienne indépendante mais notre rôle d'homme politicrate-chrétien professant des vues libérales sur la question que est de faire en sorte que cela algérienne, ce qui n'était pas le n'arrive pas prématurément, que cas de tous ses amis. Libérales. des transitions soient assurées. > c'est-à-dire ouvertes à une éven-Il serait trop facile, sprès coup, de 391 pages, 150 F.

juger avec condescendance les acteurs de la Quatrième République. Ceux de la Cinquième, y compris le plus prestigieux d'entre eux qui ne manquait pas de lucidité, ont, tout autant, peiné à la tâche, avec les mêmes ambi-

Il serait trop facile aussi d'accuser les hommes politiques en général, comme cala se produit actuellement, car ils ne sont pas seuls à façonner l'esprit public. Pierre Pflimlin qui, toujours en 1957, craignait, la guerre se prolongeant, un retournement de l'opinion, note comme un fait naturel que la « bonne tenue » de celle-ci en faveur de l'action militaire s'expliquait alors par «l'optimisme officiel entretenu par la plus grande partie de la presse... Les médias feraient bien d'entretenir leur mémoire, en ce qui les concerne, lorsqu'ils s'érigent en luges.

A l'instar des autres caciques de la Quatrième, qui bien souvent l'avaient précédé, Pierre Pfilmlin s'est, sous la pression des cadres. de l'armée d'Algérie et de la population européenne de ces départements, rangé sous l'automai 1958. Tous ont contribué àl'élaboration d'un nouveau régime dans laquel le leader alsacien aurait pu, à l'évidence, retrouver d'aussi grandes responsabilités que dans le précédent. De Gaulle, seul grand homme » qu'il ait rencontré dans sa vie publique, lui en fait miroiter la possibilité à olusieurs reprises. Mais, si fortes qu'aient été les affinités et l'estime réciproques des deux protagonistes, leur collaboration a

tourné court. Elle a achoppé d'abord sur le désir de Pierre Pflimlin de prendre du champ, ensuite sur deux désaccords: I'un portant sur l'orientation présidentialiste du régime. auquel l'ancien maire de Strasbourg voulait préserver sa vocation parlementaire et l'autonomie du gouvernement ; l'autre, plus décisif, sur l'Europe, Européen d'avant la guerre, conforté dans ses convictions après le conflit. Pierre Pflimlin s'inscrit dans le sillage des pères fondateurs (Monnet, Schuman, Adenauer, De Gasperi) en faveur d'une entité supranationale. Il estime que l'attachement gaulliste à l'Etat-nation a retardé la construction euro-

L'histoire, comme on dit, tranchera. En attendant, elle dispose du témoignage d'un acteur de premier plan, interlocuteur appré-cié du général de Gaulle, qui livre des informations inédites et apporte un éclairage personnel sur la manière dont est née la Cinquième République et dont elle a évolué dans l'esprit de son fonda-

Mémoires d'un Européen, de la IV- à la V- République, de Pierre Pfilmin, Fayard.

## COMMUNICATION

Les dix ans de la FM

### M. Georges Kiejman prépare une réforme de la loi sur l'audiovisuel

M. François Mitterrand, président de la République, a ouvert vendredi 25 septembre à Paris le colloque « Vive la radio », destiné à célébrer les dix ans de la FM. « Sans la radio, la démocratie serait muette», a déclaré d'emblée le chef de l'Etat, rendant ainsi hommage à un secteur en pleine mutation et à l'essor duquel il a grandement contribué dès son arrivée au pouvoir en 1981. Ce colloque a surtout représenté une tribune pour les radios périphériques : elles commencent à faire pression sur un ministère de la communication qui prépare une réforme de la loi de 1986 sur, l'audiovisuel, et notamment de son chapitre sur les concentra-

« Enthousiasme et désordre » : c'est en ces termes que M= Michèle Cotta, directeur de l'information de TF I et ancienne présidente de feu la Hante Auto-rité de la communication audiovisuelle, a décrit au cours du colloque «Vive la radio», vendredi 25 et samedi 26 octobre à Paris, le paysage radiophonique du début des années 80. En 1991, l'enthousiasme ne s'est pas tari, mais le désordre n'a pas disparu.

En dix ans, le paysage radiopho-nique a connu une révolution qui a fait basculer définitivement les auditeurs du côté de la FM, vu l'apparition de nouvelles entreprises et de nouveaux réseaux, lesquels ont mis à mal l'assise des ' radios périphériques. D'où un cer-tain nombre de revendications pour un réaménagement de la loi

Malgré leurs intérêts souvent divergents, les radios privées sont parties à l'assant de la loi sur l'au-diovisuel de 1986, et notamment de son chanitre sur les concentraplus d'un réseau national (30 millions d'auditeurs potentiels). Le ministère de la communication a qui devrait déboncher sur nne

Ariane lancera le premier satellite américain de télévision directa. Le premier satellite américain de télévision directe, DIRECTV, de Hughes Communications Inc., sera mis sur orbite en déci 1993 par une fusée Ariane-4. La signature du contrat de lancement a eu lieu jeudi 24 octobre à Washington, annonce dans un communiqué la société Arianespace, chargée de la commercialisa tion de la fusée européenne. DIRECTV offrits aux Américains équipés de petites antennes de un large choix de programmes : information, sports, variétés,

modification de la loi sur l'audio

e casse-te

Profitant des « dix ans de la FM, les radios les plus anciennes en ont profité pour exprimer leur en ont profité pour exprimer leur mécontentement sur un certain nombre de points clés. Ainsi RTL et Europe 1 se sont associées, vendredi 25 octobre, pour une émission commune dans le but de profester contre le nombre insuffisant de fréquences FM qui leur sont attribuées. Comme les auditeurs sont de moins en moins sur les attribuees. Comme les auditeurs sont de moins en moins sur les ondes longues et de plus en plus sur la FM – en 1990, 59 % des auditeurs écontaient la FM contre 38 % les grandes ondes, – les deux radios périphériques s'inquietent d'être écartées de certaines por-

#### Couvrir tout le territoire

se voit fréquenment reprocher le nombre élevé de ses fréquences, elles demandent donc depuis 1990 de pouvoir couvrir tout le terri-toire. Même chose pour Radio-Monte-Carlo (RMC). Cantonnee an sud de la France, cette radio periphérique souhaite pouvoir s'étendre à tout l'Hexagone. Dans un livre blanc qui sera prochaine-ment rendu public, M. Jean-Noël Tassez, directeur général de RMC et président du Syndicat des radios généralistes, demande en outre que l'attribution des fré-quences se fasse sur appel d'offres et que leur durée d'attribution passe de cinq à dix ans.

Exigences qui n'ont pour l'ins-tant pas l'heur de plaire au CSA (Conseil supérieur de l'audiovisuel), qui se fait l'avocat de la diversité. M. Jacques Rigaud, PDG de RTL, s'est en outre inquiété d'une résurgence du *e dirigisme* ». Prenant à parti M. Jack Lang, ministre de la culture et de la communication, qu'il sompçonne de vouloir impo-ser des quotas de chansons fran-çaises sur les ondes, il a affirmé que ces normes étaient un acances qui rongeait la liberte».

Un debat déjà vif, mais qui rismesure que le ministère de la communication précisera sa volonté de réforme.

Market Market

\$ 10 m

----

No.

D Mort du créateur de la série télévisée Star Trek. - Gene Roddenberry, le créateur de la série-culte télévisée Star Trek, est mort d'une crise cardiaque, jeudi 24 octobre, à l'âge de soixante-dix ans, à Santa-Monica (Californie). Le premier des soixante-dix-neuf épisodes de Star Trek - tous réalisés par Paramount Pictures - avait été diffusé le 18 septembre 1966 diffusion en 1969, ce scuilleton de science-liction était devenu un véritable phénomène, avec sa ligne de produits dérivés (livres, jeux, vêtements) et ses clubs de fans (les trekkies). Une nouvelle série a été tournée en 1987.

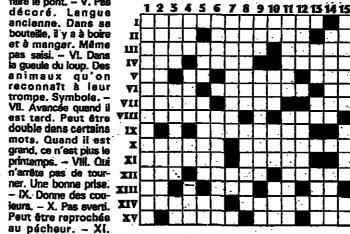
#### **MOTS CROISÉS**

ans et plus).

#### PROBLÈME Nº 5637

HORIZONTALEMENT

I. Peut vivre de ses vers. - II. Ne voit pes le soleil. Tout ce qui s'est accumulé. Préposition. - III. Se fait parfois dans les grandes largeurs. Petits pâtés. - IV. Vivait avec le premier venu. Au début de la portée. Civil, pour aire le pont. - V. Pas



VERTICALEMENT Celui qui monte plus haut. –
 Supprimer les barbes. Peuvent briller dans la nuit. - 3. Quand elle se dilate, il y a des éclats. Fait beaucoup de bruit quand il se lève. Partie d'un lustre. - 4. Mot qui peut faire croire qu'on parle à un chien. Donna des couleurs. Préposition. Légume, en Afrique. - 5. Peut être

plain de nœude. Les données du

problème. Partie d'Espagne. --6. Ville de Moldavie. Utiles quand on fait le mur. - 7. Des femmes qui « respirent » le grand air. Berceau pour des princes. - 8. Peut amener à prendre des mesures. Dialecte ancien. - 9. Reste au fond de la pièce. On les fait sauter pour qu'il n'y ait plus de poussières. Difficuité. - 10. Est souvent sur la planche. Peuvent courir dans les prés. Asile de nuit. Fétide, chez le pharmacien. – 11. Dresser. Un homme qu'on peut voir près du bal-ion. - 12. Coule en Afrique. Nom d'hôtel. - 13. Plus vieux que jamais. Champion. Auteur d'un Livre. - 14. Travail qu'on peut faire sur un banc. Un nez vulgaire. – 15. A qui on a peut-être feit le coup du lapin. Blanchit quand il est étendu. Conjonction.

Solution du problème nº 5636 -- Horizontalement

I. Réconfort. - II. Avere. Bue. -III. Daraise. - IV. Os. Ng. Set. -V. Tif. Elite. - VI. Eole. Etau, -VII. Unanime. - VIII. Ou. Es. -IX. Emma, Rat. - X. Aérienne. -XI. Bise. Seau.

Verticalement

Radoteuse. - 2. Evasion. Mai. - 3. Car. Flammes. - 4. Oran. En. Are. - 5. Neige. lo. - 6. Lémures. -7. Obésité. Ane. - 8, Ru. Eta. Etna. - 9. Testeurs. Eu.

**GUY BROUTY** 

le : reb par fra DO

## Le casse-tête des déchets ménagers

Chaque habitant produit entre 1 et 3 kilos d'ordures par jour. Une préoccupation pour les communes et les départements qui doivent gérer ces résidus par l'élimination ou, plus rarement, par la valorisation

PS déchets représentent-ils pour les collectivités locales ce cauchemar que l'on dit parfois? Si l'on se réfère aux batailles que livrent les riverains contre les projets d'implantation de décharges on d'usines d'incinération, on a l'impression que d'usines d'incineration, on à l'impression que nos communes vivent une véritable guerre. Si l'on en croit les résultats d'une anquête menée ces derniers mois auprès des maires par l'institut BVA, le problème des déchets n'est plus anssi crucial: 6 % d'entre eux seulement en font une priorité.

MUNICATION

Georges Kiejman

are une réforme

lei sur l'audiovisuel

Cependant, plus de la moitié des maires considérent les ordures ménagères comme « une préoccupation importante », qui repré-« une préoccupation importante », qui représente plus un « problème de gestion » qu'un problème d'environnement. Les communes ne se contentent plus d'enlever les poubelles de leurs administrés. Elles doivent « gérer les déchets ». Et cela leur coûte de plus en pins cher, car la quantité à traiter augmente sans cesse (entre l et 3 kilos par habitant et par jour, selon les communes) et les niveaux d'exigence monteat, tant de la part de l'opinion que de l'administration.

Pour les départements et les régions, la ges-tion des déchets apparaît encore plus difficile à régler, car il ne s'agit plus d'enlèvement des ordures, mais d'entreposage, d'élimination et, plus rarement, de valorisation. A cette diffi-culté s'ajoute l'étroite imbrication entre déchets domestiques et déchets industriels. culté s'ajoute l'étroite imbrication entre déchets domestiques et déchets industriels, dont les résides finaux (mâchefers et cendres d'incinération) aboutissent dans les mêmes sites d'enfonissement. C'est alors que resur-gissent les conflits du type Montchanin, cette commune de Saône-et-Loire empoisonnée par sa décharge, pourtant fermée depuis 1988

### Des produits difficiles

Malgré la construction de nombreuses usines d'incinération, qui traitent aujourd'hui le tiers des ordures ménagères en France, six en décharge pure et simple. Question de coût, bien sûr, puisque l'on trouve encore des sites d'enfouissement ruraux qui prennent des ordures à 50 F la tonne, alors que l'incinéra tion coûte couramment entre 200 F et 300 F

C'est pourquoi le ministère de l'environnement fait actuellement tout ce qu'il peut pour obtenir l'instauration d'une taxe à la mise en obtenir l'instauration d'une taxe à la mise en déchiarge. Selon le ministre, M. Brice Lalonde, qui a été jusqu'à mettre sa démission dans la balance, cette taxe aurait le double avantage de rapporter de l'argent pour la filière déchets (500 à 600 millions de francs) et d'encourager les communes à limiter au maximum le volume enfoui en décharge.

Au ministère de l'industrie et aux finances, on se montre plus que réservé à l'égard d'une formule qui transformerait les exploitants de décharges en percepteurs. On préfère donc parier d'une taxe sur les déchets eux-mêmes, modulée selon leur nature et leur quantité. Ce qui exclut d'emblée les ordures ménagères, pratiquement impossibles à identifier.



explique un inspecteur des finances. Mais on des cours du dollar, ce qui rene peut pas comptabiliser la production de déchets par les particuliers.»

Sans attendre une nouvelle réglementation ni d'éventuelles subventions fournies par une nouvelle taxe, beaucoup de collectivités territoriales se sont déjà lancées dans le traitement et la valorisation de leurs déchets. Les conteneurs à bouteilles installés sur la voie publique font anjourd'hui partie du mobilier arbain. Même si ces conteneurs ne récupèrent que 15 % du verre utilisé en France, c'est autant de moins qui va encombrer les décharges et les fours d'incinération. Et lorsque ce vieux verre ne trouve pas preneur cela arrive, - on peut toujours l'entreposer quelque part en attendant des jours meilleurs, sans préjudice pour l'environnement.

La collecte sélective des vieux papiers, elle, a en beaucoup plus de mai à se mettre en

e On peut faire payer une taxe sur les eaux place. Le prix du papier varie beaucoup en usées parce que chaque usager à un compteur, fonction de la conjoncture internationale et rentabilité de la récupération. Du coup, les récupérateurs exigent du papier prétrié (papier journal, papier magazine et carton), qu'ils trouvent généralement à meilleur compte aux Pays-Bas ou en Allemagne. Car la collecte, dans ces pays, se fait grâce à une plus grande discipline des citoyens et, souvent aussi, avec d'importantes subventions

#### La chasse aux vieux frigos

La Ville de Paris, par exemple, en est encore à l'expérimentation dans certains quartiers, en demandant aux résidents de léposer deux fois par mois leurs paquets ficelés sur le trottoir ou dans une deuxième poubelle. L'inconvénient, par rapport au conteneur fixe, c'est que les paquets laissés sur le

trottoir sont souvent éventrés par la pluie... ou les curieux qui viennent feuilleter les

Plusieurs agglomérations urbaines se sont dotées de « déchetteries », ces centres de récupération sélective des encombrants brevetés par l'ANRED (1). Mais le tonnage récupéré dans ces bennes reste bien modeste au regard des vieux frigos et des matelas qu'on retrouve appere sur les trottoirs on an coin d'un bois des vieux irigos et des maieras qu'on retrouve encore sur les trottoirs ou an coin d'un bois. Le développement de ces déchetteries, maigré leur succès amprès du public, est entravé par le manque de débouchés offerts à certains produits de récupération comme les batteries, les vieux mans on les déchets de bois

Si certaines villes comme Marseille ou Si certaines villes comme Marseille ou Montpellier n'ont toujours pas trouvé de formule alternative à leur vieille décharge, la plupart des grandes villes ont opté pour l'incinération. Certaines récupèrent la chaleur pour le réseau de chauffage urbain. Quelquesunes raffinent en se lançant dans la production de biogaz (Amiens) ou de compost (Bayonne). Mais toutes savent ce qu'il en coûte d'éliminer proprement leurs ordures (Bayonne). Mais toutes savent ce qu'un et coûte d'éliminer proprement leurs orderes ménagères, malgré les revenus d'une éventuelle valorisation. La revente des sous-produits ne paye pas le fonctionnement de l'usine, loin de là.

#### Collecte sélective

Pour tarir à la source le flot des ordures ménagères, quelques municipalités se sont lancées dans la collecte sélective et groupée lancées dans la collecte sélective et groupée des déchets récupérables : on demande aux résidents de placer dans un même conteneur (la « poubelle bleue » de Dunkerque et les bacs expérimentaux de Chambéry) des matériaux comme les vieux papiers, le verre, le material et les bouteilles plastiques. Le tri est effectué ensuite dans une usine, qui revend métal et les bouteilles plastiques. Le tri est effectué ensuite dans une usine, qui revend les matériaux à des industriels de la transformation. Jusqu'à présent, ces essais sont restés très timides, car les débouchés empêchent l'opération d'être immédiatement rentable. Mais qui peut quantifier les bénéfices engendrés par l'économie des ressources naturelles?

ROGER CANS

(1) Agence nationale pour la récupération et l'élimi-nation des déchets, qui va bientôt disparaître au pro-fit de la nouvelle Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEN).

#### Page 11, notre dossier :

■ MARSEILLE : les montagnes d'ordures envahissent les plaines de la Crau.

BREST : une usine d'incinération s'est édifiée sur l'ancienne décharge.

■ DUNKERQUE : la poubelle bleus, celle qui permet de « jeter intelligent », favorise le tri sélectif des déchets ménagers.

### Les maires refusent les factures de l'Etat

Pour M. Michel Giraud, pré-Pour M. Michel Girauo, pre-sident (RPR) de l'Association des maires de France (AMF), le 74- congrès, qui s'est achevé vendredi 25 octobre, a été un « succès», avec un record d'affluence (plus de quatre mille participants) et une large approbation du rap-port moral (90 % des suffrages exprimés, contre 87 % l'an demier).

Manifestement, l'appel lancé – au dernier moment, il est vrai – par la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESER), n'a quère été entendu. Pour protester contre la « trop lente » réforme des structures de l'AMF, la FNESER demandait à ses délégués de ne pas participer au vote. Résultat : 33 % d'abstentions, au lieu de 22 % l'an dernier.

Le point fort de ce congrès, où il a beaucoup été question de finances locales, a été la visite de M. Michel Charasse. Le ministre du budget s'est livré, non sans un certain courage, comme l'a souligné M. Giraud, et une maîtrise impressionnante de ses dossiers, à une séance de questions-réponses fort

A propos de l'« affaire des 4 miliards » sur la compensation de la taxe profession-nelle, M. Charasse a rappelé que les allègements fiscaux accordés aux entreprises ser-vaient l'intérêt de la nation tout entière. Dans la résolution finale, adoptée à l'unani-mité, M. Giraud a néanmoins insisté pour que l'Etat com-pense lui-même les exonérations qu'il décide, en vertu du principe selon lequel « qui commande paie ».

Ce congrès a mieux pris en compte les problèmes des maires des DOM-TOM, puisqu'il leur a consacré une journée entière. Pourtant, à l'appel des quatre maires des plus grandes villes de la Réu-nion, une cinquantaine d'élus (sur les deux cents qui étaient venus) ont refusé de se rendre à l'hôtel de ville de Paris. Ils tenaient ainsi à protester contre les propos de M. Chirac sur «l'odeur» des

## Une âme dans le béton

Les évêchés de la région parisienne, vingt-cinq ans après leur création, tentent de réconcilier l'Eglise et la banlieue

ME agglomération énorme et inhumaine de millions d'hommes et de femmes, qui vivent et meurent, s'aiment ou se combattent, prient ou se désepèrent »: ainsi s'exprimait en de la petite couronne – Saint-Denis, Créteil pour le Val-de-Marne, Nanterre pour les Hauts-de-Seine. Dans chacune de ces villes, l'église historique devient cathédrale et un nouvel évêque s'installe. femmes, qui vivent et meurent, s'al-ment ou se combattent: prient ou se désepèrent » : ainsi s'exprimait en désepèrent »: ainsi s'exprimait en 1940, découvrant son nouveau diocèse, l'archevêque de Paris, le futur cardinal Suhard. Jusqu'en 1966, l'Eglise ne comptait en région parisienne que deux diocèses, hérités de la Révolution : celui de Paris (Seine) et celui de Versailles (Seine-et-Oise). Leur inadaptation à la formidable expansion de la région parisienne était, depuis longtemps, évidente.

Après des atermoiements, l'Eglise décidait, il y a vingt-cinq ans, de decidait, il y a vingt-cinq ans, de

Apres des atermotements, l'Eginée décidait, il y a vingt-cinq ans, de procéder à son propre découpage et de faire coincider son territoire avec celui des nouveaux départeavec ceiui des nouveaux neparte-ments d'île-de France, créés deux ans plus tôt, en 1964. Pour Mgr Pierre Veuillot, archevêque de Paris et principal artisan de cette réforme, la taille du « département-dicate : a saille du « départementdiocèse», entré dans les mœurs depuis la Constitution civile du clergé (1790), correspondait bien à la mission et aux moyens de

l'Eglise. Le 9 octobre 1966, le pape Paul VI crée donc cinq nouveaux diocèses : aux diocèses de Paris et de Versailles qui sont découpés s'ajoutent les nouveaux évêchés de la grande couronne — Corbeil, pour le département de l'Essonne, Pon-

Depuis vingt-cinq ans, l'histoire Depuis vingt-cinq ans, l'histoire de ces jeunes diocèses, qui comptent parmi les dix plus grands de France, se confond avec celle de l'urbanisation de la région parisienne, de l'expansion de ses nouveaux pôles d'activité et de recherche, de ses migrations, de l'explosion de ses banlieues. La déchristianisation et l'indifférence religieuse y sont plus rapides qu'alidéchristianisation et l'indifference religieuse y sont plus rapides qu'ail-leurs. La mobilité de la population, la dislocation des familles, le nom-bre de situations d'exclusion, l'envi-ronnement anonyme sont autant de circonstances aggravantes.

## . fragilisés -

Le nombre de pratiquants se rétrécit, au point d'atteindre des pourcentages très inférieurs à la moyenne nationale de 10 % de fidèles du dimanche dans l'Esridetes du dimanche dans l'Essonne, le Val-de-Marne, le Val-d'Oise on la Seine-Saint-Denis, des départements de près d'un million et demi d'habitants. L'effectif du clergé atteint le seuil d'alerte : il est de mains de ileux cente matres en de moins de deux cents prêtres en activité dans des diocèses comme Corbeil, Créteil, Saint-Denis, soit près de deux prêtres pour quinze mille habitants. « Nos Eglises sont

fragilisées. L'indifférence interroge la foi des chrétiens et affecte nos communautés. Le nombre de prêtres diminue. La relève est insuffisante», écrivent, dans une déclaration commune, publiée à l'occasion du vingt-cinquième antiversaire de leur diocèse, Mgr Guy Deroubaix, Mgr François Frétellière, Mgr Francois Favreau, évêques respectivement de Saint-Denis, Créteil et Nanterre (1).

Nanterre (1).

Mais, ajoutent-ils, « cette banileue est noire terre, nous disons non aux ghettos, non à un développement à deux vitesses, non à toute forme d'enfermement dans le matérialisme». Les évêques de la région parisienne mettent ainsi en place les conditions d'une nouvelle a évangélisation de la ville». les conditions d'une nouvelle «évangélisation de la ville». Celle-ci passe d'abord par une plus grande «visibilité» de la présence chrétienne. Soit par les moyens de communication : dix ans après la création à Paris de Radio-Notrecreation à l'aris de Kadio-rodio-Dame, le diocèse des Yvelines étu-die, par exemple, le lancement d'un mensuel d'informations départe-mentales et religieuses. Soit par la construction d'édifices de culte adaptée any nouveaux encembles adaptés aux nouveaux ensembles

#### . HENRI TINCO

(1) Pour marquer le vingt-cinquième anniversaire de leur diocèse, les évêques de Saint-Denis, Créteil et Nanterre ont organisé une célébration, dimanche 6 octobre, avec le cardinal Lustiger à la cathédrale de Saint-Denis.

## Gazoduc contesté en Pays basque

Les défenseurs de l'environnement se mobilisent pour éviter l'installation d'une conduite reliant la France à l'Espagne

#### BAYONNE

#### de notre correspondant

IGNERA? Signera pas? Dans la petite province basque de Soule, au centre du département des Pyrénées-Atlantiques, on attendait, ces jours-ci, la décision du préfet, M. Jacques Andrieu, concernant le projet de gazoduc qui doit traverser cette vallée pyrénéenne. Comme pour la réalisation du tunnel par le col du Somport voisin, qui, par la vallée d'Aspe, en Béarn, doit relier l'Aquitaine et l'Aragon sur un axe de transit européen entre Valence (Espagne) et Bordeaux, le gazoduc franco-espagnol est une infrastruc-ture contestée au nom du respect de l'environnement.

Ce gazoduc doit renforcer les réseaux de distribution français et espagnol. Entre le gisement gazier de Lacq et Calahorra, dans la communauté espagnole de La Rioja, le tracé du gazoduc par la province de Soule, la chaîne pyrénéenne et la province espagnole de Navarra, constituera un point important du maillage énergétique européen.

Etablie à une profondeur moyenne d'un mètre, la conduite devrait être mise en service en 1993: alors, 4 600 m³ de gaz transiteront chaque minute. Sur un tracé global de 50 kilomètres dans tracé global de 50 kilomètres dans coopération entre villages, le syndi-Lire la suite page 10 la seule province de Soule, cent

vingt propriétés, dans leur grande majorité à vocation agricole, sont directement concernées par ce pas-sage. La première opposition vient ainsi d'agriculteurs inquiets. D'autres habitants attirent l'attention sur les travaux et l'atteinte au cadre de vie qu'ils risquent d'occasionner. Enfin, certains rappellent la sensibilité de ce secteur pyrénéen aux secousses sismiques. Et de citer la destruction du village d'Arette, en 1967, dans la vallée voisine, par un tremblement de terre qui bouscula jusqu'aux berges de l'Adour.

#### Sécurité · et fidélité

L'Association Gazpars tente de fédérer toutes ces oppositions jail-lies des cartons de la Société nationale des gaz du Sud-Ouest (SNGSO) liée au groupe Elf-Aquitaine. Le gazoduc doit traverser la vallée à la tradition industrielle centrée sur l'espadrille et l'article chaussant. Pour autant que les entreprises locales puissent en profiter, le passage de cette conduite de gaz devrait être une chance. Telle est du moins l'analyse des industriels, point de vue partagé par la plupart des élus de Soule, engagés depuis une quinzaine d'années dans un processus de développement

local digne de considération. Acteur d'une solide tradition de

sidé par M. François Dascon, a pris une part décisive dans les contrats de pays et la construction d'un lycée polyvalent professionnel, capables de dynamiser à nouveau le

Les discussions entre la SNGSO et les maires, alimentées par des expertises géologiques et écologiques (Haroun Tazieff est venu à la rescousse), se sont conclues sur un compromis. La SNGSO a fourni des garanties sur la sécurité et la remise en état des sites. Elf se serait engagée à participer à la « revitalisaprêts à taux réduits ou en collabo-rant avec le Comité d'expansion locale, ou encore en facilitant la création d'emplois.

Après l'enquête sur le terrain, les conclusions dont le préfet a pris connaissance inclinaient à ce qu'il appose son paraphe en bas de la déclaration d'utilité publique. Néanmoins, les animateurs de Gazpars ont averti : les garanties de la SNGSO ne leur paraissent pas crédibles et l'association pourrait contester devant la justice la régularité de la procédure. Des actions' sur le terrain sont possibles, à l'instar des écologistes bayonnais qui, par des occupations du site, tentent de faire entendre leurs raisons aux engins de terrassement sur la future entrée du tunnel du Somport.

l'a:

s'inquiète du «non-développement, voire de l'appauvrissement» de régions avec qui l'Aquitaine a choisi

de collaborer dans le cadre notam-ment de l'Association du Sud-Europe

REPERES

En 1990, les investissements directs étrangers en Espagne ont atteint 1 829,6 milliards de pesetas, soit 47 % de plus qu'en 1989, année qui avait elle-même enregistré une hausse de 48 %. Mais sur les 24 milliands de force investigant la la force de 1 liards de francs investis par la France, les dix-sept régions espa-gnoles n'ont pas bénéficié de la même manne. Madrid, la capitale, draine à elle seule 46 % des capitaux, et la Catalogne 30 %. L'Andalousie et l'Euskadi font pale figure avec respectivement 5,5 % et 2,8 %.

Réunies, la Cantabrie, les Asturies, la Galice et l'Euskadi ne drainent que 4 % des investissements étrangers. « Le Pays basque espagnol est en train de passer à côté du boom économique», constate la chambre régio-nale de commerce et d'industrie, qui pronostique une marginalisation accrue de la comiche cantabrique et du nord-ouest de l'Espagne. Selon la CRCI d'Aquitaine, ces déséquilibres ne présagent rien de bon et constituent « un facteur d'affaiblissement de l'ensemble de la façade atlantique

#### HAUTE-NORMANDIE

Le Tréport refait à neuf

E N pleine application du plan Mel-lick de réduction de la flotille de pêche française, la ville du Tréport, en Seine-Maritime, vient d'inaugurer son nouveau port. D'un coût de 71 millions de trancs (MF), cet équipement entièrement financé par le conseil général va permettre l'accueil cinquante-huit bateaux qui y débarquent régulièrement leur pêche.

Un bassin à flot (avec un niveau constant de l'eau) a été creusé spésité la construction d'une écluse et d'une échelle à poissons pour les truites de mer et saumons qui remontent la rivière la Bresle. Jusqu'à présent les pêcheurs atilisaient le bassin de commerce qui bénéficie aussi d'un programme de refonte

d'une valeur de 30 MF. La rénovation du port du Tréport. classé port départemental de Seine-Maritime avec Fécamp (Dieppe étant un port d'intérêt national, Le Havre et Rouen, ports autonomes), revêt un caractère très particulier puisqu'il se situe à l'extrême limite ententrionnale de la Haute-Normandie, une partie des équipements se trouvant même dans la Somme sur le territoire de la commune de Mersles-Bains. En Seine-Maritime, on ne craint donc pas d'affirmer qu'un département normand prend intégra-lement à sa charge le seul port de

#### LANGUEDOC-ROUSSILLON

Palavas retrouve son passé

PALAVAS n'avait qu'un seul monument historique, la Redoute, une petite tour de 12 mètres sur 12, datant du treizième siècle et invisible aux yeux du public. La Redoute avait en effet vu ses créneaux rasés et l'on avait construit autour d'elle l'immense château d'eau qui trône sur la ville. Le maire, M. Christian Jeanjean, a donc entrepris de la sor-tir de cet écrin peu reluisant en la démontant pierre à pierre pour la reconstruire hors de l'agglomération,

Une quarantaine de compagnons du devoir se sont rendus à Palavas afin de réaliser pour les pierres manquantes des blocs à l'ancienne. Ils ont travaillé en public, dans les arènes, avec l'aide de trente chômeurs recrutés pour l'occasion par la municipalité. En collaboration avec l'Association régionale paritaire pour la formation continue dans le BTP, ces jeunes ont pu ainsi suivre un stage pratique de trois semaines d'apprenti-tailleur de pierre. Une douzaine d'entre eux doivent être sélectionnés pour participer à la reconstruction de la tour, qui devrait être achevée pour le 14 millet 1992.

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de nos cor-respondants Etienne Banzet (Rouen), Ginette de Matha (Bordeaux) et Jacques Monin (Mout-

## **Construction : retour à la rigueur**

À Paris, comme dans d'autres grandes villes de France, la pratique des dérogations aux règles de l'urbanisme est condamnée par le Conseil d'Etat

projet de modification du POS de Paris est mis à l'enquête publique dans les mairies des vingt arrondisse-ments de Paris. Les Parisiens ont jusqu'au 9 novembre pour faire connaître leurs observations. Cette consultation inhabituelle est la conséquence d'une série de décisions du Conseil d'Etat d'abord. puis du tribunal administratif de la capitale, annulant plusieurs permis de construire et provoquant l'inquiétude chez les promoteurs (le Monde du 12 août 1991).

Saisis par des particuliers qui s'étonnaient de la hauteur de cer-tains immeubles, les juges ont estimé que l'article du POS sur leguel les services de la mairie s'étaient appuyés pour autoriser les constructeurs à dépasser le nombre de mètres carrés normalement prévu par l'application du coefficient d'occupation des sols était trop vague.

Les dépassements de COS, ou surdensité, motivés par la simple invocation d'une raison architecturale, étaient devenus monnaie courante. Les juridictions administratives ont voulu donner un coun d'arrêt à ce laxisme qui est loin d'être innocent. D'une part, il entraîne l'édification d'immeubles de plus en plus élevés qui masquent l'horizon et la lumière à des centaines de citadins mécontents, d'autre part, il est fort rémunérateur pour les promoteurs et pour les municipalités qui touchent une taxe de surdensité pour chaque mêtre carré supplémentaire. Ainsi les dépassements de COS accordés par la Ville de Paris en 1989 lui ont rapporté 1,169 milliard de francs.

Une âme

Suite de la page 9

dans le béton

Il y a vingt ans, le clergé du Val-d'Oise et de l'Essonne, par souci de discrétion, avait poliment refusé les

propositions des aménageurs. Aujourd'hui, l'heure est plutôt à l'af-

cathédrale futuriste à Evry commen-

cera à la prochaine fête de Pâques

(2). Le diocèse de Nanterre a égale-ment un projet ambitieux d'église à

Pour faire face à la pénurie.

l'Eglise tente de redistribuer ses

forces et de tronver de nouvelles

formes de collaboration. Ainsi le dio-

cèse de Nanterre, qui n'est pas le

nhis riche, compte-t-il quatre-vingts

a lettre de mission » de leur évêque.

Aux deux cent cinquante prêtres et

quatre cents religieux en activité, à la quinzaine de séminaristes en forma-

tion s'ajoutent huit diacres perma

nents (qui peuvent être mariés)

récemment ordonnés. Trois mille cinq cents bénévoles assurent l'ensei-

Compte tenu de la forte densité

hospitalière du Val-de-Marne (Cré-teil, Villejuif, Kremlin-Bicêtre, etc.),

le diocèse de Créteil investit, quant à lui, dans le secteur de la santé. Dans

lei, dans le secteur de la sante. Dans les trois établissements de Villejuif, dont l'Institut Gustave-Roussy, où passent chaque année quarante-cinq mille cancéreux, l'aumônerie catholi-

que compte une vingtaine de per-

sonnes. « Nous essayons, sans prosély-tisme, d'apporter aux malades une

présence et une écoute », explique Eliane Lambourion. Des chrétiens

sont présents dans le service des

gnement religioux des enfants.

cipaux, les juges administratifs les ont contraints à faire une nouvelle rédaction plus précise de l'article du POS sur lequel ils s'appuyaient jusqu'ici. La Ville de Paris est la première à se mettre en règle. C'est cette modification - en l'occurrence celle de l'article U 15 - qui est soumise à l'appréciation des citoyens. Aux quelques lignes assez suc-cinctes d'autrefois les services municipaux proposent de substituer un texte extrêmement détaillé, qui ne couvre pas moins de quatorze pages. Désormais les promoteurs ne pourront obtenir à Paris des mêtres carrés dépassant ceux prévus par le COS que dans sept cas précisément énumérés. Il faudra que leur immeuble assure «un front bâti cohérent » et masque les murspignons des bâtiments déjà construits de part et d'autre. Autrement dit, il devra remplir ce qu'on appelle en urbanisme une « dent

#### Un grand remue-ménage

Pour les terrains se trouvant à l'angle de deux rues, les volumes devront « s'harmoniser avec les constructions voisines ». Des dépassements pourront être également autorisés s'ils améliorent l'accessibilité et la sécurité des immeubles, par exemple dans le cas de l'adjonction d'un ascenseur à un bâtiment qui n'en possédait pas, si des commerces sont prévus au rez-de-chaus sée, s'il s'agit de fermer une loggia sur une HLM en réhabilitation, ou encore si le projet comporte un équipement public. Enfin, quel qu'en soit le motif, les surdensités seront limitées à un certain nombre de mètres carrés. Il est probable que, ainsi encadrées, les autorisa-

soins palliatifs de l'hôpital Paul-

Brousse et participent à la vie des équipes médicales. «La vie, la mort,

l'amour, le combat, c'est toute l'image de la société qui ici nous est révélée», dit le Père Léon Burdin,

Nombreux sont enfin les chrétiens

engagés dans les zones de pauvreté

de la région parisienne. Mal relié au

centre historique de Saint-Denis, le

quartier des Francs-Moisins 'tale des

facades déshéritées. Dans cet îlot, qui

est, selon la caricature, celui de «la

drogue et du crime», vivent discrète-

ment au milieu de huit mille habi-

tants majoritairement jeunes et

immigrés, une communauté de reli-

gieuses, des prêtres, des militants de l'Action catholique ouvrière, présents

dans les comités de quartier et les

tions de dépassement de COS vont se faire plus rares à Paris. Cela ne va pas manquer de chagriner nombre de promoteurs et de diminuer les recettes de la Ville. Autre conséquence: toutes les villes de France dont le POS comporte un article 15 aussi vague que l'était celui de la capitale vont devoir se mettre au diapason. C'est en prévision de cette vague de modifications que le ministère de l'équipement va, dans les semaines qui viennent et après avoir sans doute demandé l'avis du Conseil d'Etat, expédier des insdevront rappeler un certain nombre de principes aux municipalités qui vont modifier leur POS. Les dépas-sements de COS ne sont nullement laissés au bon plaisir des maires mais doivent obéir à des règles pré-cises. Ils doivent être plafonnés soit en mètres carrés, soit en volume. Ils ne neuvent être motivés que par des raisons d'architecture, d'urbanisme ou d'amélioration d'un ser-vice public, et sûrement pas par la nécessité d'alimenter le budget communal au moyen de la taxe de

Ce grand remue-ménage et ce retour à la rigueur provoqués par un arrêt du Conseil d'Etat ne sont pas les premiers du genre. Déjà, en 1973, une décision historique de la même juridiction – elle concernait alors la ville de Limoges – avait stoppe la pratique des dérogations systématiques aux règles de la construction. Une nouvelle fois les juges administratifs complètent donc le code de l'urbanisme, le rendant plus contraignant et, en somme, ils rappellent tous les responsables de la construction à la

MARC AMBROISE-RENDU

amicales de locataires, actifs pour la réalisation du programme de DSQ (Développement social de quartier). « Nous sommes là, dit une religieuse, pour entendre les cris, les rires, les armes de toute une cité.» Accusés d'avoir raté les grands rendez-vous de l'urbanisation et du développe ment universitaire et scientifique de la région parisienne, les évêques souhaitent prendre à temps la mesure des projets futuristes, comme celui de Roissy-2, de Seine-Amont dans le Val-de-Marne, de l'extension de la Défense, *« Le dévelont* 

là. Il faut y être», martèle Mgr Deroubaix, évêque de Saint-De-nis. Conscients du retard pris en vingt-cinq ans, ils veulent « sortir des circuits d'Eglise», encourager toutes les forces de proposition, voire de contestation, au nom d'une certaine idée de l'homme dans la ville.

HENRI TINCO

(2) La construction de la cathédrale d'Evry commencera cependant avec six mois de retard par rapport au calendries prévu, compte tenu de difficultés de finan-

### Une église à la Défense

€On ne construit pas à la Défense comme dans un champ de betteraves»: le Père Francis Deniau, vicaire général du diocèse de Nanterre, illustre par l'humour le bras-de-fer qui l'oppose - pacifiquement - à l'établissement public de la Défense. Un accord de principe exista pour la construction d'une église sur le parvis. Ouvert en 1977, le retais Jean-XXIII ~ 150 mètres carrés au pied des

et de tourisme, surtout depuis la construction de l'Arche et avant le projet d'extension de la Défense

A l'emplacement actuel du relais Jean-XXIII, sur trois étages, le pro-jet d'église Notre-Dame de Pentecôte est ambitieux. Il porte sur 1 600 mètres carrés, soit «la surface de deux tours de le pre-mière génération», dit-on à l'établissement public. Les négociations se poursuivent, avant que les architectes ne se mettent au travail.

### BIBLIOGRAPHIE

tours Atlantique et Crédit lyonnais

- n'est plus adapté à la taille prise

## L'Europe communautaire et les régions

■ NARQUE, diplomate de carrière, présentement en poste à la représentation permanente de la France auprès des Communautés européennes, M. Yves Doutriaux a une faculté rare à Bruxelles : il peut se mettre dans la tête que le jargon des curocrates, leurs sigles abscons, leurs concepts, ne font pas encore partie de la culture générale. Son langage pédagogique, son esorit clair, hi out permis d'écrire un petit ouvrage : la Politique regionale de la CEE, qui sans être plus hilarant que le sujet lui-même - sera une lecture facile et profitable pour tout élu, tout responsable local désireux de s'instruire sur la politique communautaire à l'égard des régions.

Comment est-on «éligible» au FEDER, au FEOGA et autres « fonds structurels »? Comment profiter du structurels sont appelés à compenser sais-je?

« programme ENVIREG » ou l'image parsois négative véhiculée «INTERREG»? A quoi se reconnaît-on comme « une région industrielle en déclin», ou «une région urbaine à problèmes», ou «une région ultra-périphérique»? Le livre apporte quelques-unes des réponses essentielles pour qui a médité sur ces chiffres : 420 milliards de francs sont prévus pour l'aide communantaire aux régions sur la période 1989-1993 et 42 % des ressortissants des Douze y ont droit à un titre ou à un autre. Encore faut-il connaître les moyens de s'attirer la manne quand on est un de ces conseils régionaux avec lesquels la Commission de Bruxelles souhaite développer le « partenariat », parfois – dans le cas du *« transfrontalier » –* par-dessus la tête des Etats.

dans les régions par les contrainte nées de la réforme de la politique agricole commune ». écrit diplomatiquement M. Yves Doutriaux. Il est bien placé pour avertir que l'après-1993 risque d'être moins faste pour nos entités locales, parce qu'il faudra bien prendre quelque part, dans le budget communantaire, tout l'argent nécessaire à l'Est. à commencer par l'ancienne RDA. Raison de plus pour ne pas perdre de temps, comme l'ont compris quelques régions françaises aussi actives que les Länder allemands dans le lobbying bruxel-

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

➤ La Politique régionale de la CEE, par Yves Doutriaux, 123 p., Presses universitaires «D'une certaine manière, les fonds de France, collection Que

ES Français ont-ils oublié leurs leçons d'instruction civique? Tel est la question qui vient à l'esprit à la lecture du sondage publié par l'hebdomadeire la Gazette des communes dans son numéro daté du 21 octobre (1). A quelques mois des élections régionales, on découvre ainsi que seulement 15 % des personnes interrogées savent comment sont élus les conseillers régionaux. Pour les élections cantonales, le niveau de connaissance est un peu plus élevé puisque 31 % connaissent l'existence des centons.

aux départements et aux régions, estiment 49 % des sondés, même s'ils sont 21 % à penser que les préfets ont plus de pouvoir grâce aux lois de 1972 et 1982. Comme l'écrivent les rédacteurs de *la* Gazette, « la décentralisation mérite encore quelques explications. Ces réponses devraient conduire les responsables politiques à être plus pédegogues».

(1) Sondage réalisé par CSA et la Gazette, du 27 septembre au 3 octobre auprès un échantillon représentatif de 1 000 personnes âgées de dix-huit ans et plus, selon la méthode des quotas.

#### BLOC-NOTES

#### **AGENDA**

développement régional. – Un atelier sur le rôle des technopôles dans le développement régional est organisé, mardi 29 octobre, au cours des quatrièmes Journées internationales d'Intelim (convention interprofessionnelle européenne de l'immobilier intelligent et des technopôles) qu Strasbourg.

▶ Réseaux. 21, rue Rollin. 75005 Paris. Tél. : 43-29-15-31.

pour la gestion des villes et des collectivités territoriales organise un colloque sur l'intéress un coloque sur i interessement di personnel et les perspectives du nouveau régime indennitaire; mercredi 30 octobre, à Paris.

#### (16-1) 42-56-39-70.

□ Congrès de l'Union des conseillers généraux de France. - Le sidème congrès national de l'Union des cons généraux de France, qui aura lieu à Colmar les mercredi 30 et jeudi 31 octobre, doit évoruer les questions du statut de l'élu loca de l'aménagement du territoire et de l'espece rural et de l'avenir des

Union des conseillers généraux de França, 109, boulevard d'Hau-sonville, 54041 Nancy Cedex.

□ Cartes thématiques. - Le

### **PUBLICATIONS**

service technique de l'urbanisme du ministère de l'équipement et du logement édite le premier ouvrage qui présente les cartes générales et thématiques sur les carectéristiques physiques d'un site, le milieu naturei ou l'occupation humaine. Ces cartes représentent une source d'information indispensable à toute étude d'environnement et d'aménagement.

▶ 176 pages, 320 francs. A commander au STU. Arche de la Défense. 92055 Paris la Défense Cedex 04. Tel : 40-81-15-82.

D. Culture et ruralité. – Les Editions municipales viennent de faire paraître un ouvrage intitulé l'Animetion culturelle en milieu rural, qui présente les partenaires concernés (mouvement associatif, ministères, collectivités) ainsi que les pratiques culturelles des ruraux, et notamment la lecture

>.214 p., 190 F. 4 ter, rue du Bou loi, 75001 Paris.

#### L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

« LE MONDE »/CRÉDIT LOCAL DE FRANCE

Chaque mois le Crédit local de France présente un thème

### Les dépenses d'investissement

ES dépenses d'investisselocales comprennent essentiellement les dépenses d'équipement (travaux et acquisitions réalisés en direct), les subventions d'intissement versées et les remboursements d'emprunts. La vernilation des dépenses d'investissement varie selon le type des collectivités. L'équipement domine pour les communes, alors que les subventions d'in-vestissement versées ont une importance relative plus forte pour les départements et surtout pour les régions.

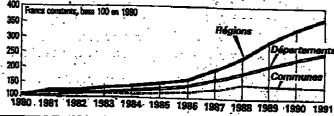
Las collectivités locales sont, en France, les principaux investis-seurs publics : leurs dépenses d'investissement (hors rembourtent, en 1990, un peu plus de 2,4 % du PIB et plus de 50 % des dépenses d'investissement publiques totales.

Les collectivités locales françaises assurent ainsi, plus que caises assurent sinsi, plus que leurs hornologues européennes, une part importante de l'investissement public – seule l'Italie, où les régions bénéficient depuis 1970 d'une autonomie très large, les dépasse. D'autre part, plus que dans la plupart des autres naux auronéens, alles tournent pays européens, elles tournent eurs activités vers l'investissement : en France, plus de 25 % des dénenses publiques locales sont constituées par des dépenses d'investiss

. L'analyse de la structure des budgets des collectivités locales montre que ce sont les régions qui consacrent la plus grande part de leurs dépenses totales à l'investissement (hors remboursements d'emprunts) : environ 60 %, contre quelque 25 % pour les communes et plus de 30 % pour les départements. Cependépenses d'investissement communales (hors remboursements d'emprunts) est plus élevé, avec près de 95 milliards de francs en 1991, contre 57 milliards pour les départements et environ 30 millards pour les régions.

Depuis 1980, les dépenses d'investissement (hors remboursements d'emprunts) des communes, départements et régions ont augmenté, en moyenne en ce qui concerne les lycées) et un doublement de leurs subventions versées en dix ans. Les départements ont également connu une croissance importante de leurs dépenses d'investissement (avec un taux de croissance s'explique largement par les efforts déployés en matière de voirie et d'équipements scolaires.

Evolution comparée des dépenses d'investissement



amontagne de Mars

والمروضة

\_

d X

The second

Le casse-tête des déchets ménagers

## La montagne d'ordures de Marseille

Chaque jour, quatre-vingts wagons emportent les déchets de la ville jusqu'à la plaine de la Crau, où ils sont entassés depuis 1912

de notre envoyé spécial

A décharge d'Entressen, la plus grande d'Europe, où la ville de Marseille déverse 1 000 de la complètement changé d'aspect en course des dire develères années de la complètement changé d'aspect en course des dire develères années de la complète de la complete de la complète de la complete de la complète de la complete de la complète de la complete de la complète d au cours des dix dernières années. Finies les images chocs : ces taureaux camargnais des mas environnants qui cherchaient désespérément à débarrasser leurs cornes d'oripeaux ridi-cules; ces arbres des alentours transformes en grotesques épouvantails de

Il est difficile d'imaginer que la bute du Ventoulet, qui domine de ses 30 mètres de haut les 145 hectares de le décharact de la décharge, est elle-même une montagne d'ordures. L'herbe et les nostaux s'y développent en harmonie, laissant à peine entrevoir au milieu de leurs tiges quelques morceaux de por-celaine ou de plastique. Seule une ceanne ou ce phasaique. Seine inte oden assez forte d'un gaz étrange se dégage des entrailles de la terre. Ce sommet domine quelques étanga pér-sibles où des pêcheurs lancent leurs bameçons. Tout autour s'étend la plaine alluvionnaire de la Cran.

garaine en

المناجب علان

الأراب والمحرب سيب

ing a per see

grading and a second se

er erene

المراجعين

E Var

market the second

All Control of the Co

and the second

⊈ ⊈ige − m · · ·

d was read

The second secon

S. September 1

The state of the s

Sealey Marie 198

A HARMAN

ع<u>مسيو</u>ن.

المعارة ويعام

Heregar p. A. J. Arris tigg Arrivance Arriva to Arriva (1988)

The second of the second of

தார் காரியி மது ஒன்ற 255 ஆம் இருந்திரு ஆரி **இரு இரு இரு** ஆய்கள்ளே முக்காக

NEW WORLD TO LOOK AT DRIVERS ON

Andrew Control of the State of

en Desemble - Alexandri den distribu

es dépenses

nvestissement

1941年 - 1955年東

Un nuage de plusieurs dizaines de milliers d'oiseaux blancs est là pour rappeler que la décharge est loujours en activité. Sur un «casier» d'environ 5 hectares, le spectacle est conforme à la légeade « dantesque » qui court depuis des années sur Entressen. Des grues pelleteuses arrachent d'une dizaine de wagons des tonnes d'immonde wagons des tonnes d'immon-dices dont s'échappent, surtout les jours de mistral, des sacs en plasti-que multicolores. Des bulldozers qui rugissent en crachant d'épais panaches de fumée réponssent ces nouveaux arrivages vers le sommet de la butte environ une dizaine de mètres plus hant. D'autres énormes engins aux roues dentées, dites à « pieds de mouton», tassent ces déchets. Tous autour, des grilles de plusieurs mêtres de bauteur des plusieurs mêtres de bauteur les sacs qui s'échappent. Au ment les sacs qui s'échappent. Au passens des pluyfiers nent les sacs qui s'échappent. Au pied des wagons, des ouvriers ramassent les envahissants plastiques. Des équipes doivent même aller les rechercher dans la campagne environnante lorsque le mistral les entraîne au-dessus des barrières. Derrière la butte où sont dépendent les outrons d'autres buildéversées les ordures, d'autres buil-dozers étalent de la terre. Plus loin, on extrait des « gadones », des couches de détritus antérieures à 1940 (avant l'arrivée des bas nylon et des sars poubelles). Elles serviront d'engrais aux plantations qui sont faites sur des coilines d'une dizaine de mètres de hauteur.

#### Des déchets en couches verticales

e Jusqu'en 1980, icl c'était un chantier. Aujourd'hui c'est une vraie décharge s, remarque avec fierté M. Roger Blanchet, responsable des lieux, devant ses bureaux ombragés de platanes et bordés de jardins, met de la voie ferrée on smène les près de la voie ferrée qui amène les wagons depuis la ligne Paris-Marseille. La ville de Marseille a effectivement compris depuis une dizaine vement compris depuis une dizaine d'années que laisser la décharge d'Entressen en l'état ne pouvait que contribuer à nuire à l'image, déjà passablement détériorée, de la cité. Jusqu'en 1966, les ordures étaient déposées en couches verticales. Une voie ferrée était construite au fur et à negure pour madriller les 45 hecvoie ferrée était construite an sur et à mesure pour quadriller les 45 hec-taires de terrains achetés par la ville en 1912. C'est d'ailleurs parce que les agricolteurs de la plaine de la Cran récupéraient depuis la fin du siècle dernier les ordures de la ville pour s'en servir d'engrais que les élus de Marseille ont eu l'idée d'im-planter leur décharge dans cette zone caillouteuse à 65 kilomètres de la ville.

En 1967, alors que la zone de décharge est portée à 80 hectares, on commence à étaler les déchets par couches de 2 mètres et à les par couches de 2 metres et à les arroser régulièrement au printemps et en été pour éviter les incendies. La voie ferrée trouve alors son trace définitif dans le vallon au milieu des collines de déchets anciens que les ouvriers appellent le « val d'en-fer ». Il fant attendre 1980 pour yoir apparaître la technique du your apparairre is technique du compactage, et quelques années plus tard le recouvrement des conches successives par de la terre.

La régularisation administrative a commencé il y a trois ans à l'incia commence u y a trois aus a i mer-tation du ministère de l'environne-ment. La décharge d'Entressen est en effet toujours considérée comme parfaitement illégale par les autorités : aucune autorisation n'a d'ailleurs été demandée depuis 1912. Il n'est bien sûr plus possible de pren-dre des précautions pour protéger le sous-soi mais la décharge ne poliue

phréatique. Les responsables locaux du Bureau de recherches géologi-ques et minières (BRGM) n'ont constaté qu'une concentration « modique » de sulfaires et de chlo-rures en aval de la décharge. La Société du canal de Provence est par ailleurs chargée de l'entreiten des zones qui ont déjà été réhabifi-tées et mises en culture, ce qui justées et mises en culture, ce qui jus-tifie sans doute la dénomination actuelle de la décharge : Centre de traitement biologique des résidus urbains.

#### Récupérer le biogaz

Certains habitants de Saint-Martin-de-Cran, commune sur laquelle se trouve Entressen, ne savent même pas que leur commune reçoit chaque jour les ordures de la ville de Marsaille. Il est vrai qu'avec ses 22 000 hectares Saint-Martin-de-Cran est une des communes les plus étendues de France et que la décharge se trouve à 9 kilomètres décharge se trouve à 9 kilomètres du centre-ville. « L'image d'une commune souveit présentée comme la plus polluée de France en raison de la présence de cette dècharge d'une ville de 800 000 habitants. à côté d'usines d'explosifs et de nombreux pipe-lines. a certainement conduit certains à refuser de s'y installer », reconnaît le maire. M. Claude Vulpian. Ardent défenseur du biotope de la Crau, il M. Claude Vulpian. Ardent deten-seur du biotope de la Crau, il regrette aussi que les émanations de gaz venant de la décharge rendent souvent l'atmosphère de la com-mune aussi polluée que celle de la zone de Fox.

Mais si le premier magistrat de Saint-Martin-de-Crau appréhende la fermeture d'une entreprise dont 45 des 60 employés pourraient s'ajonter aux 450 chômeurs de cette commune de 11 000-habitants, il sion de la ville à un syndicat inter-communal de traitement des ordures ménagères, puisqu'elle n'aura plus accès comme mainte-nant à la décharge d'Entressen. Par contre M. Vulpian apprécie les efforts de la ville de Marseille pour

mettre en place un système de récumettre en piace un systeme de récu-pération du biogaz qui s'échappe des millions de tonnes d'ordures entassées. Il pourrait servir pendant une quinzaine d'années à déshydrater ce fameux foin de la Crau dont on dit qu'il nourrit les chevaux de la reine d'Angleterre et de l'émir du Koweit. Une activité qui emploie

plus de cinq cents personnes. Les fancons de la base militaire d'Istres et de l'aérodrome de Marignane risquent aussi un jour de ne plus être assez efficaces pour chasser les monettes rieuses et les goé-lands argentés qui viennent pertur-ber les vols des avions au cours de leur périple entre les calanques, les îles du Frioul et le gigantesque « self-service » d'Entressen.

La ville de Marseille elle-même est confrontée à ces convois qui partent chaque jour de la gare d'Arene près du port et du centre d'Arene près du port et du centre souterrain du boulevard Bonnefoy au Prado. Quatre-vingts wagons recouverts de filets qui n'empèchent pas les gabians de les poursuivre en piaillant. Malgré la crise démographique que traverse la ville (10 000 habitants la quittent chaque appale) le tonnage de ces chaque année), le tonnage de ces déchets ne cesse d'augmenter: 80 000 tonnes en 1960, 300 000 en 1973, 400 000 en 1990. Les 300 hectares que possède la

cité phocéenne sur le site d'Entres-sen permettraient à Marseille de se débarrasser pendant au moins une quinzaine d'années encore de ses déchets sur un site qui a été amé. nagé avec une certaine réussite. nagé avec une certaine réussite.

Mais M. Robert Vigouroux sait trop que amême si la politique n'est pas que l'écologie», il lni faut faire quelque chose pour qu'on ne montre plus sa ville du doigt. Le plan écologique qu'il a présenté en début d'année l'annonçait : le conseit municipal a lancé en juillet un concours a nour la mise en œuvre de nouvelles filières comprenant deux usines de traitement des déchets ». Ainsi en 1995, on jouera pent-être sur une hauteur de 25 mètres. La au golf sur ce qui fut la plus grande décharge d'Europe.

CHRISTOPHE DE CHENAY un soulagement en raison des gent dans de micro-installations.

## **Brest choisit** l'incinération

Une usine vert et rouge est aujourd'hui installée sur l'ancienne décharge. Des milliers de goélands ont pris la fuite et les écologistes semblent satisfaits

de notre correspondant

NCINÉRATION ou méthanisation? La question avait été posée en 1984, au moment où la ville de Brest décidait de construire une usine de traitement des ordures ménagères sur le site de l'ancienne décharge. EDF-GDF voulait que Brest s'engage dans la voie du bio-gaz et devienne la vitrine nationale d'une technologie plus propre. Mais les responsables de la communauté urbaine avaient préféré un procédé ayant fait ses

Malgré la constitution d'un comité de défense, la communauté n'a pas eu de grandes difficultés à imposer la construction dans un quartier pourtant très urbanisé. L'espoir de voir disparaître la décharge l'a emporté, parmi la population, sur la crainte des fumées de l'incinération. Le feu vert des écologistes de la SEPNB (Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne) a facilité la procédure, ainsi qu'un travail d'information auprès des associations de quartier avec pour garantie de transparence, en ce qui concerne les rejets, la proposition d'installer un poste de mesures placé sous la responsabilité d'une association pour la prévention de la pollution atmosphérique.

Il est vrai que le Spernot, où trône aujourd'hui une grande usine vert et rouge, était devenu l'endroit le plus détestable de la ville. Dans ce qui fut autrefois un joli petit vallon dont de vieux Brestois se souviennent à saturation était attendue comme permis d'éviter un gaspillage d'ar-

odeurs, des poussières et des nuées de goélands venant se régaler dans ces lieux. Une étude lancée par la SEPNB avait permis d'établir un comptage relativement précis des hôtes de ces lieux : 40 000 à 50 000 oiseaux. Depuis, faute d'ordures à se mettre sous le bec, le nombre de ces éboueurs des mers a sérieusement diminué. Certains ont choisi le centre-ville pour fouiller dans les sacs poubelle lorsqu'ils ne sont pas assez vite collectés.

Le quartier n'en est pas pout autant réconcilié avec ses ordures. Car la plaie de la décharge ne s'est tonjours pas cicatrisée. D'autant que l'usine s'est avérée plus bruyante que prévu. Il a fallu faire des améliorations pour en réduire l'intensité sonore. La communauté urbaine, qui avait d'ailleurs émis des réserves quant au paiement de la facture (celles-ci sont à 95 % levées), souligne qu'il n'y a plus aujourd'hui de plaintes et estime donc que son contrat est rempli sur ce point.

#### Eviter les micro-installations

Mais le fait qu'on ait cessé d'empiler à ciel ouvert est déjà un grand pas vers la réhabilitation du site. Construite entre 1986 et 1988, l'usine d'incinération, qui a coûté 160 millions de francs hors taxes, traite 125 000 tonnes de déchets par an, provenant des huit villes de la communauté urbaine et de cinq SIVOM de la région de Brest. Après des réticences, l'intercommunalité a joué, elle a pris une forme très large pour résoudre un problème précis Des cantons ruraux croulaient aussi leurs ordures, ils ont ainsi lions de mètres cubes d'immondices, trouvé une solution économique. sur une hauteur de 25 mètres. La Cette solution unique a abouti à la fermeture de cette décharge arrivée fermeture de petites décharges et a

La «qualité» des ordures destinées à l'incinération augmente dans la mesure où se créent, sur toute la zone de collecte, des déchetteries modernes. Dans la seule communauté urbaine, ce dispositif de tri ajouté à la mise en place de conteneurs permet de récupérer 3 000 tonnes de verre, soit 5 % du tonnage recueilli, quantité appréciable, et 40 000 litres d'huile usagée.

En valorisant les ordures ménagères, cette usine permet de faire une économie d'environ 10 000 tonnes de pétrole. Les deux 10 000 tonnes de pétrole. Les deux fours, d'une capacité de combustion de 18 tonnes par heure, chauffent les bâtiments de la Sécurité sociale, six ensembles immobiliers, deux piscines, l'université, l'hôpital, cinq lycées, l'hôtel de ville, trois collèges ou groupes scolaires, une bibliothè-que un evennasse soit l'équivalent que, un gymnase, soit l'équivalent de 10 000 logements.

Ce réseau (un investissement de 70 millions de francs), qui s'étire sur 14 kilomètres, est concédé à la société UTEC (filiale de la Compagnie générale de chauffe). Celle-ci achète la chaleur à l'usine et la facture aux abonnés du réseau, à qui l'on garantit au moins un prix 5 % au-dessons de l'énergie conventionnelle. Autrement dit, les recettes varient en fonction des indices éner-gétiques. Et cela influe, par ricochet, sur le coût du traitement de la tonne d'ordures. De 100 francs annoncés lors du lancement de l'installation, on est passé à 150 francs car les dividendes de la chaleur sont tom-bés de 13 millions de francs à 5,5 millions de francs, pour un amortissement annuel de 12 millions de francs et des frais d'exploitation de 11.5 millions de francs.

#### **Epuration** des fumées

de l'environnement, la barre a été placée au niveau des normes européennes, plus draconiennes que les normes nationales. L'usine possède une installation d'épuration des fumées très sophistiquée, permettant leur refroidissement, leur déchloruration, la captation des métaux (mercure, cadmium), ainsi que leur dépoussiérage. Elle est en outre équipée d'un procédé «bio-stop», installé pour la première fois dans le monde selon la communauté urbaine. Il s'agit d'arrêter la fermentation des ordures par insufflation d'air chaud afin de rendre possible leur stockage.

A Brest, la capacité de « conserva-A DIESL, la capacité de «conserva-tion» est de 4 000 tonnes. L'intérêt d'un tel procédé est de n'avoir pas à répandre à l'air libre les ordures lors des arrêts techniques ou lors des pannes sur les fours. La mise au point du biostop s'avère cependant délicate. Des phénomènes d'auto-inflammation se sont déjà produits à l'intérieur du conteneur. Et quand, pendant le mois de septembre, l'usine a été en partie arrêtée, il a fallu recourir à la méthode ancienne de la décharge. Mais la parade est maintenant trouvée, assurent les res-ponsables de la communauté.

Usine pilote, l'installation du Spernot ne peut cependant «digé-rer» l'ensemble des déchets du rer» l'ensemble des déchets du Grand Brest. Il reste 35 000 tonnes de gravats et d'objets non incinérables, qu'il faut entreposer dans la décharge déjà saturée faute de trouver un autre lieu. Les projets de centre d'enfouissement à l'étude dans le département du Finistère suscitent à chaute fois de vives réactions parmi chaque fois de vives réactions parmi la population. D'où des retards pris quant à la réhabilitation du site de la décharge, qui doit devenir dans un avenir proche ou lointain un espace de sports et de loisirs.

M. Jean-Pierre Laizné, directeur du service d'hygiène de la communauté urbaine, estime qu'il faudra se fixer pour objectif de ne plus rien mettre en décharge. En attendant, il faut aussi entreposer les cendres provenant du traitement des fumées et dont le stockage nécessite quelques précautions de manière à éviter que par lessivage les métaux qu'elles contiennent soient entraînés vers les nappes. La communauté urbaine avait mené une expérience d' «iner-tage». Mais il n'existe pas encore de réglementation nationale sur ce point. Pour reprendre l'expression du maire et président de la communauté urbaine, M. Pierre Maille, « globalement, la situation s'est améliorée ». Un propos optimiste, qui prend en compte les problèmes non encore résolus, mais qui n'oublie pas qu'une plaie a disparu.

GABRIEL SIMON

## Collecte sélective à Dunkerque

Le mercredi est le jour des poubelles bleues pour les habitants de la communauté urbaine du Nord, qui ont appris à trier les matériaux récupérables

de notre correspondant

E tri sélectif, à Dunkerque, est d'abord une histoire d'hommes Celle de quatre militants, dont André Gabet, trois cadres d'entreprise et un médecin, tous les quatre habitant Hem, dans la banliene de Lille, qui se disent, an début des années 70, qu'on ne peut continuer à gaspiller et à polher impanement. lls lancent, avec toute la force du sigle choisi, les CRI (comités de recy-

clage par l'innovation). Une association se constime et commence à dis-poset, ici et là, dans les quartiers des communes voisines, puis dans la métropole lilloise tout entière, des bacs pour récupérer les bouteilles et les vieux papiers. Tout fonctionnair alors sur l'apport volontaire : les gens devaient se déplacer pour déposer verre et vieux papiers. « Nous avons appris, sans le savoir à cette époque, un nouveau mêtier, raconte André un nouveau meuer, ruconte Andre Gabet. On a découvert que la popu-lation était demandeux : qu'elle atten-dait qu'on l'aide à s'organiser. Mais on s'est rendu compte aussi que notre système servait d'ailbl et de bonne conscience aux collectivités et qu'il n'avait aucun avenir industriel, car la quantité des déchets récoltés, verre et popier-carton, était trop petite. »

#### Expérience . concluante

L'ingénieur métallurgiste s'aper-coit rapidement qu'il doit dévelop-per son pròjet. Grâce à l'audace d'un homme de quatre-vingt-sept ans, Albert Denvers, président de la communauté urbaine de Dunkerque, il se lance, avec l'appui de l'agence régionale de l'énergie et ragence regionale de l'energie et ceiui de l'agence pour la récupération des déchets, dans l'aventure de Triselec. « Vers 1985-1986, nous apons défini l'idée de la deuxième poubelle, du sijeter intelligent à la source». Nous avons essayé de la vendre, mais nous nous sommes heuries à de multiples obstacles lies aux mentalités, celle des élus, celle

des professionnels aussi bien du se succèdent à Dunkerque, comme ramassage des ordures ménagères que des industriels susceptibles de réintroduire les matériaux recyclés femmes.

dans leur production.» Pourtant, anjourd'hui, à Dunkerque, la poubelle bleue est entrée dans les mœurs. Trente-cinq mille foyers en sont équipés : d'ici à 1993, ce chiffre sera porté à cin-quante-six mille, soit les trois quarte six mine, son les trois quarts de la population. Resteront hors du jeu les immeubles collec-tifs, qui seront dotés de bacs spéciaux. La poubelle bleue est destinée à recevoir verre, papier-carton, métaux, plastique, etc., les déchets « propres et secs ». Les habitants font eux-mêmes le tri, et, au bout d'un an et demi d'expérience, force est de se rendre counte qu'ils suiest de se rendre compte qu'ils suivent plutôt bien les consignes. Mieux en tous les cas que ce qu'on espérait, puisque, sur les 16 000 tonnes collectées en poubelles blenes depuis un an, on est plus proche des 80 % que des 70 % effectivement recyclables.

Le dispositif de collecte ne s'est pas alourdi, même si, an moment de la mise en place, il a fallu négocier avec le syndicat CGT des éboueurs, ce qui a retardé sensible-ment la généralisation de l'opération. Le ramassage de la poubelle bleue s'est simplement substitué à l'une des trois collectes hebdoma-

Les produits collectés sont achevers Triselec, l'usine de tri située dans la zone industrielle de Petite-Synthe, à 8 kilomètres du retite-synthe, à s'étionettes du centre-ville. De l'extérieur, rien ne laisse supposer qu'il s'agit d'une usine de traitement d'ordures ménagères. Seuls les camions et les conteneurs des produits triés prêts à partir laissent deviner l'activité de l'entreprise. A l'intérieur, l'impression est la même. Les déchets sont déversés à l'abri. Un engin les dépose sur un tapis roulant, qui les monte à la salle de tri. Celui-ci est effectué, pour une grande part, manuellement. L'idée n'en est pas toujours bien acceptée par les visi-teurs ou les délégations d'élus qui

si, en quelque sorte, on avait mau-vaise conscience à faire trier nos déchets par des hommes et des

Mais, selon André Gabet, pour l'instant, il n'existe pas de machine adaptée, et lui-même paraît d'autant moins pressé de trouver la machine adequate que Triselec devient, en même temps, une entreprise de réinsertion. De chaque côté du tapis, le personnel saisit cartons, papiers, plastiques divers qui s'en vont dans un grand bac, où ils sont concassés et stockés. Même chose pour les métaux captés par des aimants et les verres cassés. Les bouteilles réutilisables sont triées et stockées séparément.

#### Les industriels longtemps réticents

Entrée en service en décembre 1989, Trisclec n'a pas encore équi-libré ses comptes - il fallait attendre la montée en charge, - mais cela devrait être le cas en 1991; amortissements compris, le coût de fonctionnement est estimé à fonctionnement est estimé à 300 francs la tonne pour 16 000 tonnes collectées et traitées. En 1990, l'entreprise a revendu les matériaux triés 240 francs la tonne et facturé 130 francs la tonne de produits collectés à la communauté urbaine. A titre de comparaison urbaine. A titre de comparaison, l'incinération est facturée 250 francs la tonne.

L'entreprise a le statut d'une société d'économie mixte, dans laquelle les concepteurs du projet ont voulu intégrer, outre les collec-tivités locales, les industriels. Mais verriers et papetiers se sont montrés, à l'époque, réticents, car cela entrait mal dans leur logique de grands monstres industriels soucieux de contrôler d'un bout à l'autre leur filière de production. Seuls à ce moment ont suivi les récupérateurs. Cependant, pour se mettre à l'abri des fluctuations de cours, Triselec a pu négocier à des prix garan-lis - entre 15 % et 20 % - l'achat de ces produits.

Aujourd'hui, les choses ont bien

changé. Des grands de l'industrie se sont regroupés au sein de ERRA European Recycling and Recovery Association), dont l'objectif est de développer la récupération des déchets ménagers recyclables. ERRA participe à dix projets pilotes en Europe, dont deux en France: Chambéry et... Dunker-que. Triselec, de son côté, se dit que son expérience est transposable dans d'autres sites, d'autres collectivités. Son coût relativement réduit (11 millions de francs pour une capacité de 16 000 tonnes), la réduction extrême des nuisances en font une unité de proximité pour une collectivité locale moyenne ou grande. Le détail est important, car qui dit proximité par rapport à la zone de ramassage dit coût réduit

de la collecte. L'idée fait son chemin. La com-L'idée fait son chemin. La com-munauté urbaine de Lille, dont la situation politique s'est éclaircie depuis les dernières municipales, a repris le problème de zéro et, là, on change d'échelle : de 80 000 tonnes à Dunkerque, on passe à 600 000 tonnes annuelles à Lille. Et la question est d'autant plus difficile mais plus saine à résoudre qu'on s'y est plus saine à résoudre qu'on s'y est donné pour principe la «territoria-lité», qui implique de traiter, de recycler et d'éliminer sur son pro-pre territoire les déchets produits. La méthode consistera à «jeter moins, trier plus et traiter micus».

D'ores et déjà, la métropole lilloise s'est engagée dans une expé-nence de collecte sélective en mettant à la disposition des habitants d'une dizaine de communes des poubelles à compartiments, qui ont l'avantage, par rapport à la poubeile bleue, d'éviter une collecte spécifique. Ét André Gabet d'espérer que i Lille se met « au traitement intelligent » des déchets domestiques et, après elle, peut-être les villes du bassin minier du Pas-de-Calais, il y aurait là un «gisement» qui pourrait amener à simplifier encore le processus Triselec et à inventer une activité nouvelle dans la région.

JEAN-RENÉ LORE

bas barticulièrement la nappe

Préfecture :

Côte-d'Or

Nièvre

Yonne

Départements :

(préfecture : Dijon)

(préfecture : Nevers)

(préfecture : Mâcon)

(préfecture : Auxerre)

1 609 653 habitants

(226 000 habitants)

Montceau-les-Mines (47 417 habitants)

(47 000 habitants)

(42 000 habitants)

Chalon-sur-Saône (77 000 habitants)

Saône-et-Loire

Superficie:

31 591 km2

Population:

**Principales** agglomérations:

Mácon

Auxerre

W

mo frai

par der affe

ma per lor M. 3,4 pro d'E fui

coc for ma du cas rev de ave tail Pai cas no de bri

Dijon

symbolise le bien-vivre, la tradition de l'accueil non sans truculence, c'est bien la Bourgogne. Les atouts que lui confère une réputation prestigieuse se heurtent à des handicaps dont le moindre n'est pas la coexistence de deux « petits » départements avec des voisins quiprétendent représenter à eux seuls l'entité régionale. Il lui manque un homme (ou une femme), à moins que ce ne soit un projet 

I la Bourgogne ne se pose plus la question de son éciatement, elle n'en subit pas moins les tiraillements d'une Yonne qui lorgne vers le grand Paris, d'une Saune-Loire qui regarde vers la plus méri-dionale Rhône-Alpes, d'une Nièvre toujours attirée par le Centre et d'une Côte-d'Or (Or comme grand Paris, d'une Saôn

présidé par le Parti socialiste, avait voté, à l'instigation de M. François L'affaire est entend nue la Nièvre est entrée à l'Elysée...

drographie l'atteste : les trois men qui baignent la France reçoivent toutes un peu d'eau de Bourgogne. Quatre villes (dont trois des quatre hefs-lieux de décarten sent les quatre coins de la forme de ud et Dijon à l'est. Cette dernière rille, excentrée par rapport à la égion et au département de la e voit même confron tinence de ceux qui s'interrogent sur sa capacité à remplir son rôle de capitale régionale pour mieux décréter que, désormais, elle joue en deuxième division.

Une étude d'orientation pour ment de la Bourgogne horizon 2015 conclut à une son rôle de métropole régionale



# Champions de l'ordre et champions du mouvement

Les partis conservateurs et ceux de gauche sont représentés presque à égalité dans une région qui, comme bien d'autres, est à la recherche des leaders dont elle a besoin

ÉDIANE», «modérée», « mesurée»:
la gauche comme
la droite empruntent ces adjectifs
pour qualifier la Bourgogne politique.
La précarité de l'équilibre de la toute jeune institution régionale leur donne raison. La droite détient la présidence de janvier 1974 à octobre 1979 d'abord pendant quatre ans avec M. Jean Chamant, élu indépendant de l'Yonne, puis avec M. Marcel Lucotte, élu indépendant de la Saôneet-Loire, qui ne la récupèrera qu'en avril 1985 pour la céder en avril 1989, en application de la législation anti-cumul, à M. Raymond lanot, UDF de l'Yonne. Encore ce dernier ne se reconnaît-il qu'une «majorité entre guillemets» puisqu'il n'est assuré que de vingt-sept voix sur un effectif de cinquante cinq conseil-

La gauche a eu son intermède avec deux socialistes de Saône-et-Loire : M. Pierre Joxe, élu en octobre 1979, laisse son fauteuil à M. André Billardon jusqu'en mai 1983. Cette alternance droite-gauche ira jusqu'à l'attri-bution, de mai 1983 à avril 1985, de la présidence au bénéfice de l'âge, c'est-à-dire de celui du doyen centriste, M. Frédéric Lescure, élu de la Côte-d'Or.

L'idée de région est récente, ici comme ailleurs, et elle a eu du mal à faire des adeptes. M. Robert Poujade s'amuse encore du souvenir de ses escapades avec M. François Mitter-rand, il y a une douzaine d'années. Tout deux oréféraient les balades dans le vieux Dijon à discuter histoire, littérature et poésie, aux débats avec leurs collègues. Quelque temps avant l'élection présidentielle de 1981, le maire de Dijon a même proposé à son compagnon de promenade de signer le Livre d'or de sa ville... doutant fort que l'occasion se repré-senterait quand le premier des socialistes serait devenu président de la

Certains présèrent insister sur le côté républicain de l'ancien duché. «La révolution de la conscience publi-que et la révolution du mépris» l'em-porteront sur le « juste milieu ».

Plutôt favorable à la gauche sous la III République avant de l'être à la pour composer sa liste. droite, au milien du siècle, la Bourgogne somme toute n'est pas très dif-férente de l'ensemble national. Nièvre

et Saône-et-Loire préfèrent le « mouvement », Côte-d'Or et Yonne se retrouvent dans la mouvance conservatrice. C'était déjà le cas en 1849 et en 1936 quand le scrutin impliquait mitterrandisme, plus large que le seul pS, suscite des vocations. Dans la Nièvre, la candidature du conseiller général (adhérent de France unie) de montsauche, canton qu'a représenté un choix de société.

La simultanéité des scrutins régio-naux et législatifs de 1986 a eu un double effet. Considérés comme lot de consolation pour les écartés des listes législatives, les candidats à la région se sont trouvés être souvent des semi-permanents, voire des quasipermanents de partis politiques. Réputés plus sectaires, ils se sont révélés moins politiques et plus amé-

> Un combat partisan

La droite, qui ne dispose que d'une majorité relative, a, nécessité faisant loi, fait en sorte de ne pas provoquer la minorité de gauche, elle-même soucieuse de ne pas se trouver prise au piège d'un appoint conjoncturel du Front national.

Le combat qui s'annonce promet d'être plus partisan que régional. Par crainte du désintérêt des électeurs, les conseillers sortants sont prêts, quand ils ne le souhaitent pas directement, à laisser aux vedettes régionales, le commandement de la bataille. C'est ainsi que M. Pierre Bérégovoy, fort d'un evodage attribuant un mieux au d'un evodage attribuent un mieux au d'un sondage attribuant un mieux au PS dès lors qu'il mènerait la liste, s'est décide, renonçant du même coup au conseil général (... où il avait été élu en 1985 avec six voix d'avance sur son adversaire, dans un canton de sa ville de Nevers) et releguant en deuxième position le régionaliste nivernais, M. Eugène Teisseire.

En Côte-d'Or, les socialistes n'en finissent pas de régler leurs conflits internes. Désigné par les militants, Roland Carraz a été désavoué par la convention nationale de son parti.

François Patriat reprendra-t-il ses idées? « Fanfan», mascotte pour une bonne frange de socialistes et d'électeurs de centre gauche, assure qu'il ne voulait pas être candidat. Quitte à « y aller », il réclame une totale liberté

proche pour qu'on ne distingue pas a avocat bourguignon et élu bourguientre PS et majorité présidentielle. Le gnon. Oni, ils y croient à ce région: son attachement à la région, beau-

François Mitterrand pendant trente-deux ans, est encouragée par le minis-tre d'ouverture, M. Jean-Pierre Sois-

Incontournable de l'échiquier bourguignon, le maire d'Auxerre discerne la réapparition de la «strate radicale» dans le paysage électoral, « le reflux du socialisme» et «l'émergence écolo-giste». Sa discrétion dans l'enceinte régionale depuis son ralliement au mitterrandisme en 1988 (lui et M. Pierre Rebourg, étu MRG de la Côte-d'Or, s'abstiennent dans les votes serrés qui remettraient en cause la majorité relative) fait même que ses anciens amis ont du mal à le diaboliser pour le faire passer pour un traître. M. Soisson conduira sa liste « pour le développement de l'Yonne à côté » de celle du PS. « Même si on souffre de la comparaison des scores des deux listes, on n'a pas vocation à perdre notre identité», estime M. Roger Lassalle, chef de file du PS dans l'Yonne. Quant à M. Henri Nal-let, qui préfère se réserver pour le conseil général, il répugnait à l'idée d'affronter son «collègue du gouverne-

Comment ne pas voir dans la com-plicité entre Nièvre et Yonne, entre François Mitterrand et Jean-Pierre Soisson, le symbole d'une alliance des petits départements? Comment expli-quer autrement que leur connivence résulte de leur vision commune du métier d'élu local? Ils sont l'un et l'antre de la race de ceux pour qui rien ne vaut la présence sur le terrain et le contact personnel avec les élec-teurs. Certes, leur cas n'est pas isolé : ceux dont la notoriété est la plus

Pourtant, certains conseillers régionaux y croient. Un Alain Suguenod, élu en 1986 dans la Nièvre, à qui le RPR a décidé de confier la mission de s'implanter dans le Beaunois, est catégorique : « Je me suis reconnu our composer sa liste. complètement dans rette entité nou-Décidément, le Morvan est trop velle.» Il se définit d'ailleurs comme nale, ne fait pas l'unanimité dans son

« Je reproche à la droite le choix des mesidents. Lucotte. Lescure, Janot, qui n'ont rien fait pour que la Bour-gogne transforme ce qu'elle compte comme prestige en une dynamique pour ceux qui y croient et y travail-lent »: le jugement de M. Billardon, qui sera tête de liste socialiste en Seône-et-Loire est assez partagé. M. Soisson réserve sa sévérité à a l'équipe actuelle qui n'est pas conforme à la spiendeur passée» de la Bourgogne. En se posant elle aussi la question de ses locomotives pour le scrutin de mars, la droite montre qu'elle n'est pas insensible à ces criti-ques. M. Philippe Auberger, député et maire RPR de Joigny (Yonne) reconnaît les efforts faits par la région pour les lycées, admet que « l'équipe en place est relativement soudée » mais regrette son « manque de noto-riété ». Tout en jugeant que les listes qui se préparent dans son camp « manquent de peps», il ne veut pas céder aux pressions qui le conduiraient à être lui-même candidat.

Le choix des hommes

Le RPR, jaugeant que le rapport de forces lui est désormais favorable, voudrait bien prendre la région. Pre-mier obstacle : l'attaque frontale contre le président somant est rendue d'autant pius impossible que M. Janot, membre honoraire du Conseil d'Etat, est un incontestable gaulliste (en 1958, il avait été appelé par l'homme du 18 juin, alors président du conseil, pour participer à l'élaboration de la Constitution de la V. République). Deuxième obstacle : le choix d'un successeur. M. Jean-François Bazin, actuel président de l'Union pour l'avenir de la Bourgogne (qui regoupe tous les conseillers régio-naux RPR, UDF et divers droite) et vice-président de l'assemblée régio-

La «sollicitude» du RPR laisse de marbre M. Ponjade, Reste M. Dominique Perben, maire de Chalon-sur-Saone et député, d'autant moins tenté qu'il est, comme M. Poujade, soumis à la législation anti-cumul. Estimant que, dans son propre département, le RPR est plus fort que l'UDF (les résultats de 1986 hii donnent raison), il revendique la tête de liste pour M= Madeleine Mazière. C'était sans compter avec le retour sur la scène régionale de M. Lucotte (UDF-PR), teur et maire d'Autum; dont la baisse démographique le dispense d'envisager l'abandon d'un mandat. La partie de bras de fer est engagée : et M. Mazière, si elle est toute dispo-sée à laisser la conduite de la liste à M. Perben, ne se fera pas hara-kiri pour M. Lucotte

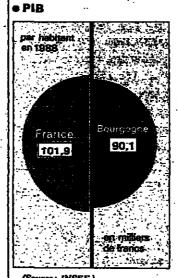
Ayant appliqué le principe que lui avait glissé dans le train Paris-Nevers un proche de M. Bérégovoy, Mª Simone Rignault (RPR) est

**TENDANCES** 

isme mais ils trépignent, surtout dans les rangs socialistes : «A force de vouloir tout faire, on perd l'efficacité », observe M. Vouillot, « la politique régionale manque de cohérence, d'esprit de planification », estime M. Teisseire. à elle que revient sans difficulté la tâche de tirer la liste d'union RPR-UDF, Il n'empêche, elle souhaite, son tempérament de battante aidant, que «les poids lourds aillent à l'assemblée régionale» où l'ambiance est «sympathique mais parfois trop consensuelle».

«Le consensus a ses limites», relève M. Pierre Jaboulet-Verchère. Ce grand nom du vignoble ne s'autorise aucune indulgence avec M. Janot dont l'hostilité manifeste et volontiers affichée au Front national est indénia affichee au Froat national est moenta-ble. Il salive d'avance à la perspective de l'élection du président de région. Ancien du RPR, qu'il a quitté en 1981, il juge que la droite ne pourra pas ne pas tenir compte des étus du Front dont il est la tête de pont en Bourgogne.

Plutôt que d'envisager une telle négociation, M. Perben rode son argumentaire pour se persuader que c'est plutôt du côté des écologistes qu'il faut chercher, si besoin est, un renfort. Voire. M. Thierry Grosjean, qui mêne la liste des Verts en Saône-et-Loire est formel : « Nous ferons tout pour que le FN n'ait pas de renorsapour que le FN n'ait pas de responsa-bilités.»



(Source: INSEE)

• Budgets régionaux Bourgogne 451

LES ACCOUNTS TO THE

at the of the second se

Maria de la Companya de la Companya

A STATE OF THE STA

Page 1

The state of the s

The second secon

Barry and Carry and

terms --

A. Perengal

ATANA A

4,70

Michael Comme

3215

The second second

And the state of t

33

Supre.

\$1.30m

10 mg

Frage State State

TOUR DE FRANCE DES REGIONS

The second second

Colora and the second

- in tair at

- 42.5 PM

to the state of th

o or trans, 🚗

- 14 (24 전함 - 14 (24 전함

- home

10.12 1. 10.22

.... 5 5.15

and the second

Les entreprises installées en Bourgogne appartiement, il est vrai, à des secteurs industriels qui ont connu de très grandes difficultés conjoncturelles, à quoi s'ajoute le fait qu'elles ont souffert des restructurations, dévoreuses d'emplois. Le secteur le plus dynamique est aussi le plus récent : pharmacie (à Dion) et para-chimie, comme Kodak (à Chalon-sur-Sadne), dont les effectils sont passes de 1900 en 1978 à 3200 en 1989.

> Une industrie variée . .

Atout ou inconvénient, les Bourgu gnons hésitent à trancher sur la variété de leur industrie, la plus diver-sifiée de France. Ce sont les activités métallurgiques, contrairement aux idées reçues citant prioritairement l'agroalimentaire, qui emploient le plus de main-d'œuvre. La tradition industrielle de la Bonrogne y trouve ses racines. Yonne et Côte-d'Or comptaient à elles deux, cent dix hauts fourneaux en 1789. Le travail du métal a été rendu rossible par le du métal a été rendu possible par le

COUP DE CŒUR

n'est pas efface. Malgré les succès du pôle de conversion, l'avenir s'assomirit dans cette zone, où le secteur non métallurgique est essentiellement textile. Quant au bassin minier, il vit l'agonie de ses puits. Restera – pour combien de temps encore? – l'exploitation de surface.

« Mon pays m'enchante d'une ivresse triste et passagère chaque fois que je le frôle, mais je n'oserais m'y arrêter. Peul-être n'est-il beau que parce que je l'ai perdus, écrit Colette dans la Vagabonde. Les dix-huit années qu'elle aura passées en Puisaye, dans l'Yonne, lui auront laissé accent rocailleux et expressions du ferroir, et comme un regret. Le constat vaut encore : les résultats du dernier recensement font insulte à la réputation du bien-vivre bourgniguon en révélant que les départs d'habi-tants sont plus nombreux que les arrivées. Avec à peine plus de 1 610 000 habitants (ce qui la place an dix-septième rang des régions franan dix-espireme superficie qui la hisse à la troisième place), le nombre de Rouguignons a augmenté quatre fois moins que l'ensemble national en huir ans. Seul l'excédent des naissances explique un gain de 13 000 habitants

La brutalité des chiffres recouvre, comme toujours, des réalités hétérogènes. La vitablé de l'arc Dijon-Beaune-Chalon ou de l'arc Sens-Amerie s'oppose à l'aridité de la diagonale accurate de l'arce Sens-Amerie s'oppose à l'aridité de la diagonale accurate de l'arce s'estate de la diagonale accurate de la diagonale de la diago gonale passant par le Châtillonnais, PAuxois, PAvalonnais et le Mozvan. A l'inquietant « moins de jeunes »

répond le préoccupant «moins d'emplois». Les disparitions d'emplois non salariés rencontrées en secteur agricole n'ont guère été compensées, loin s'en faut, par une progression des emplois salariés... qui sont surtout allés aux femmes et an tertiaire.

« Ce n'est pas le dynamisme qui manque, encore moins la qualité de vie ni les facilités de communication», Le tranmatisme causé par le dépôt observe Pierre Bodinean. Le président

ajoute : « Mais cela ne suffit pas. » Quiconque se mêle de parier de la Quiconque se meie de parier de la Bourgogne cite la phrase de l'abbé Maurice Chaume sur cette région qui ca un centre mais pas de frontières ». Cette absence fait de la Bourgogne me zone où l'on passe plus qu'on ne s'y arrête. Et beaucoup semble fait

pour encourager la tendance. Ainsi, le premier des atouts avancés pour « veadre» la région, c'est son réseau de transports : autoroutes,

listes... Mais les communistes s'insur-gent, tel M. Jean-Marie Langoureau, enseignant à Auxerre : « Il n'en sort que des petits boulots et, à terme, du chômage; la formation est devenue un lobby de marchands de soupe qui ven-dent des stages bidons.»

Même si elle compte plus de fonctionnaires que d'agriculteurs, la Bourgogne est terre agricole. La polyculture domine, avec des exploitations moyennes (environ 52 hectares), dans toute la partie septentrionale et à

SAONE-ET-LOIRE

Inscr., 394 255; abst., 24,45 %; suff. ex., 281 799.

LO: 2,16 %; PC: 9,36 %, 2 élus; PS: 31,60 %, 6 élus; MRG diss.: 3,18 %; RPR: 23,78 %, 5 élus; UDF:

22,83 %, 5 élus; FN : 7,06 %,

Inscr., 221 091; abst. 22,06 %; suff. ex., 164 674.

YONNE (11 sièges)

.(19 sièges)

Le conseil régional

Président : Raymond Janot (app. UDF); 5 PC; 17 PS; 2 MRG; 1 France-Unie; 1 UDF; 1 app. UDF; 8 UDF-PR; 12 RPR; 5 div. d.; 3 FN.

Résultats des élections de 1986 par département COTE-D'OR (16 sièges) Inscr., 309 877; abst., 22,80 %; suff. ex., 229 324.

LO: 1,87 %; PC: 5,75 %, 1 élu; PS : 28,17 %, 5 élus; MRG : 5,13 %, 1 élu; Un. opp. : 41,60 %, 8 élus; div. d. : 3,20 %; div . d. ; 2,55 %; FN : 9,16 %, 1 élu ; Verts : 2,51 % . NIEVRE (9 sièges)

Inscr., 177 376; abst., 22,07 %; suff., ex., 131 374.

PC: 14,71 %, 1 élu; PS: 41 %, 4 élus; Un. opp.: 37,23 %, 4 élus; FN: 7,05 %.

PC: 10,14 %, 1 élu; PS: 29,78 %, 3 élus; Un. opp.: 45,37 %, 6 élus; FN: 10,71 %, 1 élu; div. d.: 3,98 % l'extrême sud-est. La zone d'élevage est presque aussi vaste et occupe la partie centrale. Restent la production diversifiée de la vallée de Saône et le

La préfecture de Dijon porte encore les traces de jets de purin lan-cés lors d'une ancienne vague de mécontentement des agriculteurs. Une trentaine de cars sont «montés» pour la manifestation du

29 septembre. « Un Bourguignon ne se résigne pas », décrète un responsa-ble agricole. André Thomas, président région finance à 50 % les équipedépartemental de l'Yonne de la FDSEA le dit lors de la campagne de sensibilisation qu'il mène : «Il faudrait que nous ayons des hommes politiques suffisamment adroits pour transformer le mécontentement en lois. » Le maire d'une petite commune du Morvan est formel : «La colère s'explique parce que nos agricul-teurs ont peur. Quand ils se sont éner-vés au Mont-Beuvray [des incidents prévisibles avaient provoque l'annulation du rassemblement de jeunes

Européens conviés à visiter le site de Bibracte et empêché du même coup la venue de M. Mitterrand], c'est parce qu'ils se sentent oubliés, laissés pour comple.» Les vins constituent le fondement de la notoriété de la Bourgogne à tra-

oe la nouvielle de la boingogne a da-vers le monde et depuis longtemps. Le comité économique et social, fort d'une réalité qui pesait 4 milliards de francs de chiffre d'affaires réalisé directement par la commercialisation des vins de Bourgogne en 1989, est vigilant. Son président résume : « Attention à l'érosion des terres vineuses, à l'appropriation des vignes par des investisseurs qui profitent de successions difficiles ou des aléas financiers des producteurs, au développement à travers le monde des plantations de cépage pinot ou chardonnay» qui ont fait la réputation du Bourgogne.

Pierre Bodineau salue l'effort fait par les producteurs pour se rapprocher et donner un contenu à la promotion de leurs vins, concrétisé par l'intention des membres de l'associa-tion des professionnels d'organiser, du 20 au 29 mars, « Les grands jours de Bourgogne ». Et puis il y a le projet de la création d'un institut de la vigne et du vin. Si Maurice Yanelli, président du groupe communiste au conseil régional, est d'accord pour que la région finance cet investissement « spécifique », il n'en est que

sert anormal qui aboutit à ce que la ments».

> Réputation gastronomique

Le vin, la moutarde, le charolais, le poulet de Bresse, le pain d'épice... ont fait la réputation gastronomique bourguignonne. Mais, là aussi, «cela ne suffit pas!». Outre ses activités politiques, Jean-François Bazin a beaucoup écrit sur la Bourgogne. De ses réflexions, il tire une conclusion : « Elle est capable de faire, mais elle ne fait pas assez; il faut l'aider, l'inciter, la prendre par la main; les Bourguignons sont finalement très escargot : bien dans leur coquille, un peu lents, mais solides.»

Gondebaud, roi des Burgondes, avait reçu en 507 une lettre où, pour la première fois, apparaissaient les noms de Bourgogne et de Théodoric le Grand, roi des Ostrogoths et des Romains qui l'encourageait à ce que cette région « apprenne à considérer les sciences les plus subtiles et à louer les découvertes des Anciens». Leur devise, « Une tradition de progrès», montre que les Bourguignons d'aujourd'hui sont toujours à la recherche de cette conciliation.

ANNE CHAUSSEBOURG

La semaine prochaine : LA BRETAGNE

L'Alsace a été la première étape de ce tour de France des régions (le Monde daté 6-7 octobre), suivie par l'Aquitaine (le Monde daté 13-14 octobre) et l'Auvergne (le Monde daté 20-21 octobre).

mouvemen

## Les archivistes du Creusot

NTARISSABLE, Jacques de Masin commente chaque virtine tandis que la parquet de l'ancienne salla du Jeu de paume du château de la Verreie, au Creusot grince sous ses pas. La petite pièce de la demeure de la famille Schneider, mattresse du Creusot pendent plus d'un siècle, abrite tout ce qu'il y a de plus cher aux «anciens» : les œuvres des ingénieurs de l'école Schnelder, comme le prototype du marteeu-pilon, l'ancêtre de celui qui trône aujourd'hui à l'entrée de la ville. Son inventeur, François Bourdon, a légué son nom à l'association qui, toute l'année, ouvre son musée aux touristes.

Les maquettes de locomotives à vapeur, de structures métalliques de gares ou de ponts, ne sont que la vitrine de l'académie François-Bourdon, Comme Jacques de Masin, ancien cadre de Creusot-Loire, ils sont une trentaine de bénévoles qui, depuis 1985, occupent leurs loisirs à classer des documents et des objets dénichés dans les archives bicentenaires des ateliers Schnaider et, aujourd'hui, empilés dans deux immeubles cédés par Frametome et Schneider SA. «Les

repreneurs de Creusot-Loire ont compris l'importance que nous accordions à leurs archives, car alles sont la mémoire de plusieurs générations de Creusotins », affirme Jacques de Mesin.

« Tout le sens de notre travail a été récompensé, ajoute-t-li, lors-que le ministère de la culture les a classées archives historiques en mars 1989. Depuis, le parti pris scientifique l'a emporté. A pris scientifique l'a emporte. A feur tour, les archives départe-mentales de Saône-et-Loire leur ont confié une mission de gestion des archives industrielles. Une preuve de reconnaissance accompagnée de subventions qui ont permis l'acquisition d'un ord-

Les anciens de Creusot-Loire ont une passion coûteuse. Its le savent et, à travers une fondation, ils ont récemment lancé un appel aux mécènes : « Nous avons besoin de 4 à 5 millions de avons besoin de 4 à o millions de francs pour mener à bien notre travail et dégager un petit budget de fonctionnement pour le musée. » Ils sont 10 000 visiteurs à franchir son seul chaque armée. Surpris sans doute qu'en pleine Bourpogne les circuits ne passent nes tous par les viones. pas tous par les vignes.

CHRIS MAISIAT

TGV, plus de 1 000 kilomètres de canaux... La desserte aérienne reste modeste, un coup de fouet viendra peut-être à l'horizon 2015 quand les pistes de Dijon-Longvic seront à une heure de TGV du deuxième aéroport de fret après Paris, celui de Mui-

Il n'y a guère que les écologistes pour mettre un bémol à l'autosansfaction que provoque la contemplation, chez les décideurs bourguignons, de la toile d'araignée qui s'étend. La complicité qui lie le RPR Robert Poujade, maire de Dijon, au socialiste André Billardon, président de la communauté urbaine du Creusot-Montceau (CUCM), pour que le TGV dit RhinRhône passe par leurs fiefs est symbolique de cet appétit d'infrastructures. Si le consensus est tout autant de mise pour les autoroutes, il est moins Si le coasensus est tout autant de mise pour les autocoutes, il est moins évident sur l'achèvement du canal Rhin-Rhône. Les plus sceptiques se taisent, les autres parient sur le détournement du trafic autoroutier au bénéfice de la voie d'eau, l'argument ultime étant que, au vu des sommes déjà investies, mieux vant achever la lisieon permettant la navisation des déjà investies, mienz vant achever la liaison permettant la navigation des péniches à grand gabarit de la Méditerranée à la mer du Nord. Que la Bourgogne soit une «zone de passage» fait dire à Roger Lassalle (PS, Yonne) que «ce plus est aussi un moins car les gens s'arrêtent peu».

> Retenir les jeunes

Robert Chapuis, ancien secrétaire d'Etat de Michel Rocard, évalue que a moins d'un Bourguignon sur dix et un tertidire sur cinq environ vivent de ce rôle de carrefour ». Ancien profesce rôle de carrejour». Ancien professeur de géographie à Dijon, il constate que « les retombées les plus évidentes» de cette position de carrefour sont pour le tourisme. Encore faudrait-il qu'il ne se limite pas à un rapide transit sur la route des vacances I La colline inspirée de Vézelay les grandinses vestiess romains vacances! La colline inspirée de Véze-lay, les grandioses vestiges romains d'Autun, les majestuenses ruines de Cluny, la richesse de Beaune, les splendeurs ducales de Dijon, le charme des petites rues d'Auxerre, les forêts du Morvan, la préhistorique Solutré... ménitent mieux qu'une halte de quelones heures. de quelques heures.

Que faire? Les «politiques» ont Que faire? Les «politiques» ont une réponse : puisque les jeunes partent, il fant les retenir, d'où un effort particulier en faveur de l'éducation et de la formation. La moitié des crédits du conseil régional (555,6 millions de francs pour les lycées, 196,5 pour la formation professionnelle et 65 pour l'enseignement supérieur) y passent. Madeieine Mazières (RPR), qui a sous sa coupe le secteur des lycées, assure que l'implantation des huit lycées construits depuis 1986 s'est faite avec le souci de participer à faite avec le souci de participer à l'aménagement du territoire. Et d'iro-niser sur les arguments électoraux de la gauche qui, en 1986, prometraient la réalisation de quatre établissements du second degré.

Le conseil régional s'est voulu pré-curseur dans le domaine de la formation continue. Sous l'impulsion des deux Jean-Pierre, Soisson et Worms, le conseil régional finance des chéquiers formation. Les crédits à la formation sont approuvés par les sociaDIJON CRÉE LA SURPRISE!

 $\Box$ • □ Dijon prend son avenir en main. LE NOUVEAU COMPLEXE CITÉ DES AFFAIRES DE 50 000 AP

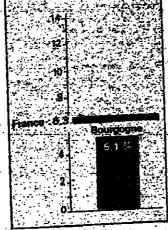
Aujourd'hui centre d'une agglomération de 230000 habitants, la capitale de la Bourgogne est au 3e rang des grandes villes pour sa croissance démographique. Demain, le TGV Rhin-Rhône passera par Dijon pour renforcer sa vocation de principal carrefour autoroutier et ferroviaire de

l'Europe continentale. Dijon a entrepris hier, sur 250 hectares et selon des conceptions neuves, l'urbanisation des Quartiers de Pouilly, la plus vaste

opération d'urbanisme que la ville ait jamais Elle engage aujourd'hui un autre chantier : la construction d'un grand complexe associant une Cité des Affaires, un Auditorium et la restructuration du Parc des Expositions et Objectif: inauguration en 1995. Pour être à l'heure au XXI siècle, Dijon a décidé de prendre de l'avance.

Chômage

Population étrangère



milysides for

ter

UĽ

Fra

i'aı

m o fra:

par der affe

per lop M. 3,4 prc d'E ful

for

tair Par

## M. Nallet a dialogué par satellite avec 2 000 magistrats et fonctionnaires

Le ministère de la justice a organisé, vendredi 25 octobre, une vidéoconférence nationale sur le thème de la départementalisation, au cours de laquelle MM. Henri Nailet et Michel Sapin ont répondu aux questions de près de 2 000 magistrats et fonctionnaires. Cette opération était boycottée par les deux principaux syndicats de magistrats, l'Union syndicale des magistrats (USM, modéré) et le Syndicat de la magistrature (SM, gauche). Ce dernier a dénoncé une « opération promotionnelle qui tient lieu de

de notre bureau régional « Monsieur le Garde des sceaux. sous prétexte de vouloir réformer

une institution aussi archaïque que la justice, n'allez-vous pas renforcer le pouvoir de petits potentats locaux aut se servent de l'indénendance comme d'un cache-sexe pour défendre leur autoritarisme quasi

Cette question-là était-elle, comme tellement d'autres, « une bonne question »? Le ministre de la iustice ne se risqua pas à le souligner, et la contourna même avec habileté, mais, sur l'écran, il ne cilla point. C'est avec une constante sérénité qu'il dialogua avec le greffier en chef, et néanmoins militant CGT, qui, depuis Lille, et grace au satellite Télécom 1, venait de l'interpeller avec une aussi singulière alacrité.

Cheveux longs cascadant sur les épaules, chemise largement ouverte, ce greffier griffeur mais courtois, se distinguait sans doute des quelques centaines de magis-

En marge de l'affaire des Irlandais de Vincennes

### M. Paul Barril et la procédure

Le procès en diffamation intenté au journal le Monde et à notre collaborateur Edwy Planel par l'ancien officier du GIGN, Paul Barril, a été renvoyé à une date sans doute fort lointaine à la demande des conseils du plaignant qui ont soulevé, vendredi 25 octobre, des incidents de procédure. La 17- chambre correctionnelle de Paris se prononcera le 22 novembre sur l'aspect procédural et le fond de l'affaire ne pourra être évoqué que lorsque toutes les voies de recours auront été épuisées.

« Vous êtes du mauvais côté de la barre... », remarque, sans malice, le président Jean-Yves Monfort, en constatant que les avocats de l'ancien capitaine Barril se sont installés à la place généracun ayant repris le banc qui lui est normalement destiné, c'est pourtant du côté du plaignant qu'une voix s'élève pour plaider des incidents de procédure. Mais qu'on ne s'y trompe pas, Me Scotti est formel : «Il ne s'agit pas de fuir le

L'avocat veut voir juger Edwy Plenel, qu'il accuse d'avoir gravement mis en cause le capitaine Barril dans un article publié dans le Monde du 21 avril 1991 sous le titre : « Irlandais de Vincennes : les cachoteries de l'Elysée ». Mª Scotti conteste seulement « l'offre de preuve de la vérité » faito par le journaliste, qui avait notamment cité comme témoin, l'ancien officier de gendarmerie Jean-Mi-

chel Beau et Bernard Jegat. Tous deux ont été condamnés le 24 septembre dans l'affaire des Irlandais de Vincennes, le premier

pour subornation de témoin. le second pour transport d'armes. Mais la cour d'appel ayant été saisie, ils ont toujours leur qualité d'inculpés qui ne leur permet pas de témoigner sous serment sans se priver des droits accordés à la défense. C'est l'argumentation classique du «*sursis à statuer*» que l'avocat ne demande pas explicitement, laissant ce soin au substitut

du procureur de la République. Me Scotti estime aussi que la défense du Monde ne peut pas évoquer des faits couverts par la prescription des délits, qui est de trois ans. Sur ce point, il n'est pas suivi par le substitut Marc Domingo. Lors du procès concernant les conditions de l'arrestation des trois Irlandais à Vincennes, le 28 août 1982, le magistrat n'avait pas caché sa conviction «à 95 %» sur le rôle joué par le capitaine témoin. Et aujourd'hui il n'est plus tout à fait sûr qu'il s'agisse seule ment d'un délit : « Ce type de faits aurait ou supporter une oualifica tion plus grave de nature criminelle dont la prescription atteint dix ans », souligne M. Domingo.

C'est aussi l'avis de Mª Yves Baudelot, défenseur du Monde. « M. Barril est soupçonné d'avoir place des armes chez les Irlandais. C'est là le vrai débat!» Et l'avocat évoque l'article 114 du code pénal qui prévoit la peine criminelle et la dégradation civique « lorsqu'un fonctionnaire public, un agent ou un préposé du gouvernement aura ordonne ou fait quelque acte arbitraire ou attentatoire soit à la liberté individuelle, soit aux droits civiques d'un ou plusieurs citoyens (...) ». Se tournant vers ses adversaires, Me Baudelot ajoute : « C'est ce débat-là que vous rejusez.»

**MAURICE PEYROT** 

Après un accident mortel

### Deux cadres de la SNCF sont inculpés pour avoir remis un rapport tronqué à la justice

Deux cadres de la SNCF, M. Pallac, directeur adjoint du service juridique à Paris, et M. Daniel Danis, chef de la division équipement à la direction régionale de Rennes, viennent d'être incuipés par M. Roucou, juge d'instruction à Rennes, « de faux et usage de faux ainsi que d'altération de documents privés de nature à faciliter la recherche d'un crime ou d'un délit ».

RENNES

de notre correspondant

Après la mort, le 15 juin 1989, à Messac (Ille-et-Vilaine), d'un ieune agriculteur de vingt-six ans, M. Jean-Luc Malary, dont l'autonobile est broyée - avant de prendre feu - par un wagon de 64 tonnes transportant des traverses en béton, un cheminot et son supérieur immédiat - celui-ci est défendu par l'avocat de la SNCF - sont inculpés d'homicide

rapport sur les circonstances de l'accident, les responsabilités retenues et les mesures à mettre en place à l'avenir pour éviter un tel

Mais c'est un condensé de ce rapport qui sera finalement remis au juge d'instruction. Les passages sur la non-qualification de l'agent qui a effectué la manœuvre, la non-conformité de la manœuvre au règlement interne, la réorganisation ultérieure des chantiers, les essais de freinage postérieurs à l'accident n'apparaissent pas dans la version officielle. Avec l'aide de la CGT, Me Claude Larzul, avocat au barreau de Rennes, entre en possession des deux rapports, le faux et le vrai et interpelle le tribunal correctionnel de Rennes sur les « anomalies » du dossier. Le 21 mai 1991, le tribunal correctionnel de Rennes avait décidé de surscoir à statuer « jusqu'à ce que la juridiction compétente se prononce sur le faux prétendu» par l'avocat du «lampiste».

trats, avocats ou auxiliaires de jus-tice venus « vidéodiscuter » avec leurs ministres de tutelle -MM. Nailet et Michel Sapin. ministre délégué - depuis cinq centres interactifs, à Lille, Lyon, Rennes, Strasbourg et Toulouse (1). Mais il donnait, anssi, tout son sens à «l'échange direct » par vidéotransmission

vendredi 25 octobre, plus de trois heures durant, sur le thème de la « départementalisation » judiciaire présentée, en juin, au conseil des ministres (le Monde du 14 juin). On en était aux questions diverses et les interrogations, les critiques, les suggestions, étaient

remontées, à un rythme soutenu, de la France judiciaire profonde, parmi laquelle les représentants de la hiérarchie et des syndicats dominaient nettement. « Pourquoi changer quelque chose qui marche si bien?», avait demandé d'entrée, et sans volonté de provocation, une greffière en chef de Lyon apparemment saisie par les veriges d'une « gestion financière léconcentrée ». Nous ne départementaliserons que les crédits qui euvent l'être, parce on ils ne sont pas « stratégiques », répondit en substance M. Nallet, qui avait insisté sur « le plus » en matière « d'efficacité, d'autorité et de collé-

> Hostile au changement

gialité » que devrait constituer la réforme projetée.

Malgré son engagement liminaire et solennel à « ne pas toucher à la carte judiciaire, à la répartides personnels ». le garde des sceaux dut constamment se replier sur cette position défensive. Et consacrer l'essentiel de ses propos rassurer les membres d'une institution plus que jamais rétive, voire hostile, en apparence en tout cas, à l'idée de changement.

« Pas auestion de supprimer des tribunaux d'instance, cela irait contre mes propres opinions et serait politiquement suicidaire », marte-lait ainsi M. Nallet, présentant la départementalisation de la gestion comme une « récupération » des pouvoirs des préfets ou des trésotiers payeurs généraux.

Dans l'esprit du ministre, les futurs « présidents départementaux» pourraient fort bien devenir les «ordonnateurs secondaires des dépenses » de justice. Cette nouvelle maîtrise de la trésorerie permettant de résoudre des problèmes quotidiens - le paiement d'heures supplémentaires aux greffiers, l'achat d'une photocopieuse, l'aménagement de locaux d'accueil. - évoqués au fil des débats.

A la crainte, exprimée par une responsable régionale de la CFDT, de voir les personnels « déplacés comme des pions » par les effets d'une « gestion déconcentrée des effectifs », M. Nallet opposa le « respect scrupuleux du statut géné-ral » et la répartition, au plus près, de « blocs de compétence ».

Beaucoup d'intervenants ayant plus ou moins vivement regretté une absence ou une insuffisance de concertation préalable, M. Nallet précisa que si les principes étaient arrêté; « pour les modalités», qu'examine encore un comité d'experts, la discussion restait ouverte. Avec ou sans le relais d'un satellite.

ROBERT BELLERET

 Outre ces cinq centres interactifs, quelque 170 points de réception, répartis permis à près de 2 000 membres des professions judiciaires de snivre ce débat avec la possibilité de poser des questions par télécopie. Le coût total de cette première » technique, évalué à

MÉDECINE

Une campagne publicitaire contre le tabac

## «Fumer, c'est pas ma nature»

sociales et del'intégration, le ministère de la Santé, la Caissenationale de l'assurance maladie et le Comitéfrançais d'éducation pour la santé ont lancé, samedi 26 octobre, une nouvelle campagne de prévention du tabagisme.

La poussière rouge de la Monument Valley, le galop des chevaux sauvages, les pantalons de cuir du cow-boy... La nouvelle campagne contre le tabac a un air de déjà vu. La fin du spot lève toute ambiguité : ∢Fumer, c'est pas ma nature», déclare avec un fort accent américain le héros au visage buriné, chassant d'une narine revêche un fîlet de fumée. Il ne s'agit donc pas du cow-boy Mariboro. Mais la ressemblance n'est ni fortuite, ni involontaire.

« Cette campagne ne s'attaque pas aux fumeurs mais au tabac, indique M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé. Les nonfurneurs doivent se réapproprier les valeurs d'aventure, d'espace et de nature. Elles ne sont pas la propriété extusive d'une marque ». Ce film publicitaire, diffusé sur les écrans de télévision et de cinéma du 26 octobre au 26 novembre, s'inscrit dans une nouvelle stratégie : valoriser les choix de vie sans tabac tout en soutenant une libre détermination face à la cigarette. Ne pas fumer n'est pas un renoncement mais un choix personnel.

Cette campagne est aussi le reflet de la volonté des pouvoirs publics d'être plus offensifs. Le spot s'attaque à un personnage égendaire, le cow-boy Mari-

Le ministère des affaires boro, né en 1954 à Chicago de l'imagination du publicitaire Leo Burnett. Le groupe Philip Morris, inquiet à l'idée de voir «son» cow-boy cracher ses poumons dans la prairie, avait demandé, le 21 octobre, au Comité francais d'éducation pour la santé (CFES) de visionner le film afin de « préserver les droits de la marque». En vain. Le refus du CFES est motivé par le fait qu'il n'y a là aucun « dénigrement envers les marques de ciga

> La société se réserve toutefois la possibilité de saisir la justice, notamment si elle considère que le film est discriminatoire. Les commanditaires de la campagne (le ministère des affaires sociales et de l'intégration, celui de la santé, la CNAM et le comité français d'éducation pour la santé) sont sereins. « Notre cible est constituée par les jeunes de seize à vingt-cinq ans. Nous ne faisons que nous placer sur le terrain des valeurs», indiquent-ils.

Cette publicité intervient au lendemain de l'interdiction d'une campagne «La pub tue» par le juge des référés du tribunal de grande instance de Paris (le Monde du 26 octobre). «Il ne s'agit pas d'un jugement sur le fond, commente M. Durieux. A Quimper, le tribunal de grande instance est revenu sur l'ordonnance du juge des référés dans le même dossier ». « Fumer, c'est pas me nature » s'inscrit, néanmoins, dans une offensive générale des pouvoirs publics

5 --- Tr

1 to 4 to 1

2 C. W. 19-3

**州江西州** 

10 - - 2 17

4.5

The state of the s

MICHÈLE AULAGNON

EDUCATION Devant le congrès des grandes écoles

## M. Jospin souhaite créer deux filières de formation d'ingénieurs

Le ministre de l'éducation nationale a réaffirmé à Toulouse, vendredi 25 octobre, devant le congrès de la Conférence des grandes écoles, sa volonté d'ouvrir le débat sur l'adaptation des formations d'ingénieurs. Il préconise, en particulier, la mise en place de deux filières, l'une en quatre ans et l'autre en six ans, au lieu de l'unique filière actuelle en cinq

TOULOUSE

de notre envoyé spécial Réunis à Toulouse les 24 et 25 octobre, les directeurs de grandes écoles d'ingénieurs et de managers attendaient M. Jospin de pied ferme. Non seulement, pour la première fois depuis 1988, le ministre venait s'exprimer devant eux. Mais, surtout, les cent cin-quante-huit écoles de la Conférence se sentaient menacées, voire agressées, par la volonté affichée par M. Jospin, au début de l'été, d'ouvrir le dossier des grands feeler de des la contra le cont écoles, de réduire à quatre ans la durée de formation des ingénieurs et à un an celle des classes prépa-ratoires (*le Monde* du 24 octobre).

Un diplôme d'ingénieur-docteur

Forts du soutien du conseil d'administration de l'Ecole poly-technique et de son président, M. Bernard Esambert, qui viennent de faire connaître leur oppo-sition à la réduction de la durée des prépas : également soutenus par le président de la commission éducation-formation du CNPF, M. Claude Michel - qui est venu leur dire combien cette mesure scrait inopportune, - les directeurs de grandes écoles l'ont donc rap-pele haut et fort pendant deux jours : le projet du ministère aurait des conséquences graves sur le niveau de qualification des ingénieurs et des cadres de l'économie française, ainsi que sur la crédibi lité internationale de leurs établissements. Et chacun de réclamer concertation et débat avec les pouvoirs publics.

Oubliant volontairement sa proposition iconoclaste de réduction à

M. Jospin a centré son analyse sur d'ingénieurs dans le paysage et la compétition internationale à la veille de 1993. Il a exprimé sa volonté, « à l'instar des grands pays industrialisés (Etats-Unis et Allemagne), d'instaurer deux niveaux d'ingénieurs: un niveau de référence à bac + 4 et un niveau supérieur à bac + 6, destiné à ceux qui auront su inventeret créer».

Le niveau de référence à bac - inférieur d'un an au standard actuel reconnu par la commission des titres d'ingénieurs – serait accessible soit par les écoles, soit par des formations universitaires et, en particulier, par les

année et qui sont précisément des formations conduisant en quatre ans au diplôme d'ingénieur maître. de recherche de deux ans, incluant « la participation active au dépôt d'un brevet ».

Autant de propositions qui ont fait monter d'un cran l'exaspération de la plupart des responsables d'écoles présents à Toulouse. Beaucoup, sans doute, sont d'ac-

nouveaux instituts universitaires cord sur la nécessité d'introduire professionnalisés (IUP) lancés cette au niveau bac + 4 un nouveau profil de formation de cadres techniques, intermédiaire entre les techniciens et les ingénieurs. Et Quant au niveau supérieur en six aucun ne voit d'inconvénient à ce ans, il serait validé par un nouveau diplôme « d'ingénieur-doc-teur », ouvert aux diplômés des écoles ou aux diplômés de l'uni-versité et reposerait sur un travail nieurs. Et pas davantage de voir les écoles placées sur le même plan que des formations universitaires encore embryonnaires et incertaines. « Rien ne sera décidé unilatéralement ni imposé », a précisé M. Jospin, ...

GÉRARD COURTOIS

Une « marche nationale » à Paris

## Les sourds réclament «le droit à une éducation bilingue»

Près de deux mille sourds ont affectué, vendredī 25 octobre, une « marche nationale » pour réclamer le décret d'application d'une loi de janvier 1991 feur accordant «le droit à une éducation bilingue – langue des signes et français ». Le secrétaire d'Etat aux handicapés, M. Michel Gillibert, qui a reçu une délégation, a précisé que ce décret faisait l'objet d'une étude interministérielle avant son examen per le Conseil d'Etat.

C'était un silence tout relatif. Partont des mains bavardes décrivaient des arabesques. Pantomimes volubiles d'un cortège enjoué. Des adultes et des enfants sourds, des parents, étaient venus manifester, à l'appei de la FNSF (Fédération nationale des sourds de France), pour réclamer le droit à une éducation bilingue, langue milieu du dix-huitième siècle pourtant, l'abbé de l'Epée avait donné aux sourds un langage gestuel. Mais, en 1880, au congrès de Milan, les partisans de la parole l'avaient emporté. La langue des signes devenait hors la loi supplantée par l'«oralisme». Les sourds devaient apprendre à parier. Ce n'est qu'en 1976 que le signe a retrouvé droit de cité.

En France, l'enseignement « bilingue » s'est principalement développé dans des établissements privés mis en place par des associations. «Nous manquons cruellement d'établissements bilingues, explique M. Guy Bouchauveau, vice-orésident de l'Académie de la langue des signes française. *Nous* ne sommes pas contre l'oralisme, mais nous voulons éviter l'intégration sawage. Nous souhaltons que l'enfant acquière, grâce à l'éducation bilingue, la connaissance de sa

Une mère raconte les difficultés rencontrées pour éduquer son fils. CHRISTIAN TUAL un an des aprépas» scientifiques, des signes et français. Dès le A cinq ans, alors qu'il était dans

toujours pas à la maison. Et puis une orthophoniste a créé une école maternelle avec un adulte sourd, et par le langage des signes l'enfant s'est épanoui. Aujourd'hui, elle s'inquiète pour l'avenir : « Les enfants sourds n'ont pas beaucoup de choix pour leur vie professionnelle. Ils s'orientent vers le tertiaire, la bureautique ou l'Informatique, ou vers des métiers manuels. comme la cordonnerie ou l'horticulture »

Chantal, vingt et un aus, a décidé, pour sa part, de faire des études universitaires et s'est inscrite en géographie à Paris-VII: « l'ai du me battre pour suivre les cours, explique t-elle. L'année desnière, j'ai finalement pu trouver un' interprète grâce à des financements du Lion's Club. L'Etat ne nous donne absolument rien. » Et do rêver d'une université pour les sourds, comme il en existe une aux Prats-Unis

**MARTINE LARONCHE** 

A STATE OF THE STA

### Un entretien avec le docteur Garretta

Suite de la première page

 L'un des points centraux de la polémique vous concernant porte sur votre attitude quant à la distribution de produits antihémophiliques potentiellement contaminés par le virus du sida.

- Ce qui s'est fait en France doit avant tout être situé dans le contexte des années 1984 et 1985. Il est indispensable de voir ce qui se faisait alors au niveau international. Je suis très surpris d'observer que, dans toutes les informations publiées sur ce sujet, on ne dit jamais ou presque que le pro-blème de la contamination via la transfusion sanguine est un problème mondial. Il s'est posé et se pose aujourd'hui, partout dans le monde, de la même manière. Or, quand on analyse objectivement ce que la France a pu réaliser, on constate que les décisions ont, au pire, été prises au même moment qu'à l'étranger, souvent avant. Lorsqu'on ne retient que la dimension nationale de ce problème, on a l'impression que la France a failli. Dès lors, la contamination post-transfusionnelle suscite une forme de culpabilité. Elle est vécue comme un péché. Il faut pourtant savoir qu'ailleurs les situations sont identiques, et souvent plus problématiques encore.

#### «Aucune ordonnance médicale n'a été refusée»

- Qu'avez-vous à répondre à ceux qui vous accusent d'être responsable de tout ou partie de la contamination des hémophiles français per le virus du sida?

- Durant les années 1980-1985, tous les gens qui se sont exprimés sur ce sujet se sont, sauf exception, exprimés dans le même sens. Toutes les décisions qui sont inter-venues dans ce domaine en France - c'est une des caractéristiques du système - ont été prises selon des nécanismes collectifs impliquant plasiencs dizaines de décidencs Toutes ces décisions ont été appliquées par plusieurs centaines d'acteurs indépendants. Je parle ici de individuelle ou collective, ont été amenés à exprimer des positions sur ces questions. Je pense aux personnes travaillant dans l'administration ou dans les systèmes politiques, dans la transfusion. Je pense aux scientifiques en dehors du système, aux cliniciens prescripteurs et aux associations de malades. Si, dans tous ces ensem-

– Votre propos est-il valable pour toute la période où les pro-blèmes se sont posés?

- Non. Mais bien jusqu'en mai-juin 1985. A partir de là, je suis d'accord pour dire que des avis différents ont commencé à s'exprimer,

- Le débat s'est ouvert en novembre 1984 avec les premières recommandations américaines concernant la chauffage des produits destinés aux hémophiles. Quel était le niveau exact d'information des différents acteurs français?

- Il faut relire ces documents de manière exhaustive et non retenir, comme cela a été fait à plusieurs reprises, une phrase parmi d'autres. Les quelques spécialistes scientifiques et médicaux de l'hé-mophilie sont très bien informés. Je ne voudrais pas qu'on continue à me présenter comme je ne sais quel super-grand chef!

- Les caractéristiques de la situation française, et notamment le monopole d'Importation dont jouit le Centre national de transfusion sanguine que vous dirigiez, ont-elles pu concourir à une éventuelle lenteur quant à l'utilisation des produits chauf-

Livres anciens

### PROVINCES **DE FRANCE**

2 catalogues par an fibratrie GUINEGADD 75006 Paris Tel.: 43-26-07-915.

**L**.

- Aucune ordonnance médicale de produits chauffés n'a été refu-sée. Quand un clinicien a une conviction vitale, il ne peut que faire l'ordonnance qui correspond... Dans un système différent, aux Etats-Unis par exemple, les médecins ont à cette époque pres-crit soit des produits chauffés, soit des produits non chauffés. Comme en France. Si quelqu'un avait eu la conviction qu'il fallait faire dif-féremment, tout se serait passé

- A cette époque, on com-mençait pourtant à séparer les hémophiles séropositifs des hémophiles séronégatifs, Pour-

- En 1983, j'ai créé auprès de moi un groupe d'experts cliniciens biologistes. Ce groupe fut reconnu par le gouvernement en 1985 et intégra le Comité national de l'hémophilie, qui avait été créé à ma demande. Ces experts bénéficiain alors d'une totale indépendence. Si alors d'une totale indépendance. Si ces gens-là avaient en des avis dif-férents de ce qui se faisait, ils devaient le dire. Aucun document n'existe sur le sujet. Des proto-coles thérapeutiques ont été mis en œuvre, impliquant une cinquantaine de scientifiques français de très hant niveau. Si, à l'époque, ils avaient eu des éléments récla-mant d'autres décisions, celles-ci auraient été prises. En France et ailleurs, ça n'a pas été le cas.

- Comment expliquer le glissement vers cette période de l'été et du début de l'automne 1985 au cours de laquelle vous continuez à écouler des stocks de produits dont vous saviez qu'ils étaient infectieux?

- A qui parlez-vous? Les choses sont différentes si vous pariez au docteur Michel Garretta, à la Transfusion sanguine ou à l'enable des acteurs concernés. En 1985, le problème de la contami-nation par le virus du sida n'était alors guère différent de celui de la contamination par les virus des hépatites. La première priorité était de faire en sorte que les malades hémophiles non contamines ne le soient pas. La seconde priorité, quantitativement plus importante, était de faire que les malades non hémophiles transfusés deux points, en juin 1985, nous avons, je vous l'assure, l'impres-sion d'avoir bien travaillé, en égard aux conditions de l'époque.

- Qu'en est-il des difficultés techniques du Centre national de transfusion sanguine concer-nant le chauffage des produits

- Nous avons certes eu des difbles, quelqu'un avait eu une ficultés de transfert de technologie, conviction différente, il l'aurait modifié pour le CNTS – qui n'est mais celles-ci n'ont pas du tout modifié pour le CNTS – qui n'est que l'un des centres de fractionne-ment français – les dates de distribution de produits inactivés. Quant à ceux qui disent aujour-d'hui avoir émis des avis notoire-ment différents de ce qui se faisait alors, il faut leur demander ce qu'ils ont écrit à l'époque sur leurs convictions. Et sinon pourquoi. Il est tout de même surprenant d'avoir une perte aussi systéma-tique d'archives. Ces questions seront d'ailleurs publiquement posées, puisque nous allons avoir un autre débat d'une autre nature, dans l'enceinte judiciaire.

> «Personne ne m'a demandé de me taire»

– Pourquoi ne pas avoir demandé la création, sur toutes ces questions, d'une sorte de jury d'honneur?

- La Fondation nationale a demandé, le 27 mai 1991, à la direction générale de la santé et aux ministères concernés de désigner des experts internationaux dont la mission aurait été de défidont la inission attant de de detri-nir à l'époque et aujourd'hui, sur les plans international et national, la réalité des problèmes, ce qui a été fait et ce qui pouvait l'être. Aucune suite n'a malheureusement été donnée à cette demande. l'ajonte que toutes les décisions que j'ai en à assumer ont toujours été prises, discutées et votées par notre conseil d'administration, et donc par le représentant des ministères de la santé, du budget ainsi que par le contrôleur d'Etat. On ne peut donc dire que les choses se sont faites sans que les diverses responsabilités se soient exprimées. Nous avons des tonnes de comptes rendus qui le démon-trent. Aujourd'hui, je réclame la constitution d'un jury d'honneur international

- Dans le compte rendu du Comité national de l'hémophilie daté du 30 octobre 1985, que vous signez, vous rappelez les positions prises par le Comité national de l'hémophilie et par

la Commission nationale consultative de la transfusion san-guine en juin 1985 à propos de l'utilisation des produits chauf-fés et non chauffés jusqu'en octobre de la même année, et vous déclarez : « Ces positions réalistes et responseositions réalistes et responsa positions realistes et responsa-bles ont été malheureusement bouleversées per des initiatives, certaines limitées à des cout-riers aux personnes concernées; d'autres réalisées par voie de presse, concernant un public plus large et syant un caractère publicitaire regrettable compte publicitaire regrettable compte tenu du sujet. Cela a abouti à une diminution beaucoup plus rapide que prévu de l'utilisation des fractions anti-hémophiliques VIII et IX non chauffées. Leur distribution est quasiment nulle au niveau du CNTS depuis le 5-8-1985, et la situation se retrouve identique dans de retrouve identique dans de nombreux centres. Les conséquences ont été doubles : recours aux importations pour le concentré chauffé, et stocks de produits français non utilisés importants. Les stocks actuels de facteur VIII concentré chauffé français sont nuls. 🛪 Pouvez-vous vous expliquer sur

- Ce compte rendu a été accepté par les vingt participants de cette réunion. Nous voulions dire sur ce point que l'événement de l'été concernant l'écoulement de produits non chanffés n'avait pas été conforme à la position col-lective qui s'était exprimée auparayant. J'avais d'ailleurs reçu à l'écoque une lettre du ministère de la santé m'interrogeant sur l'évolu-tion et les conséquences financières des importations de produits

#### «L'effet pervers du rapport Lucas»

- Y a-t-il eu, oul ou non, des écoulements de produits non chauffés après octobre 1985, comme le laisse entendre le rapport de M. Michel Lucas, directeur de l'inspection géné rale des affaires sociales?

- Pour ce qui concerne le CNTS, je confirme que l'arrêt de la distribution de ces produits s'est fait en juillet 1985. Je précise que l'effet pervers du rapport Lucas pour ce qui me concerne est dou-ble. D'abord, il est amputé de sa partie internationale. Ensuite, il ne se fonde que sur les pièces exis-tantes. Or celles qui existent n'y sont pas toutes. Et celles qui y sont ne sont pas toutes intégrale-

- Dans quelles conditions avez-vous démissionné de vos fonctions de directeur général du CNTS? A-t-on, comme car tains l'ont dit, acheté votre

- Lorsque j'ai pris la décision de cesser mes fonctions, mon avocat m'a accompagné dans tous mes rendez-vous. Personne ne m'avait alors demandé de partir, et personne ne m'a demandé de me taire. M. Bruno Diurieux, ministre délémé à la senté que l'ai procesdélégué à la santé, que j'ai rencon-tré durant deux heures le samedi le juin, souhaitait que je reste. Ma décision étant prise, M. Durienx n'a pas souhaité que je l'annonce devant les responsables des asso-ciations de donneurs de sang qui se réunissaient le lendemain à Paris. Mon départ étant dû à l'incapacité dans laquelle je me trou-vais d'exercer mes fonctions, je suis parti dans le cadre de la convention collective de la fondaconvention collective de la fonda-tion où je travaillais depuis dix-neuf ans [NDLR: c'est-à-dire avec des indemnités d'un montant de 3 millions de frança]. J'ajoute que le juge d'instruction avait antorisé mon avocat, Me François-Xavier Charvet, à m'annoncer que dans cette affaire je ne serais pas

Quel était votre salaire au

CNTS? - En 1990, mon salaire net a été de 899 540 francs, suxquels il faut rajouter environ 200 000 francs annuels au titre du holding Espace vie. Toutes ces sommes m'ont été allouées par le conseil d'administration et le

 A quoi serveit le compte bloqué dont parle le rapport sur le CNTS de l'IGAS de 1985?
 A-t-il blen été utilisé uniquement, comme vous le deman-dait le ministre de la santé en 1982, à des fins de recherche? - Je tiens avant tont à préciser

oue ce rapport, signé du docteur Broyelle et de M. A. Jeannet, rédigé durant le printemps 1985, ne fait aucme allusion aux problèmes de la contamination sanguine par le virus du sida. Je regrette vivement qu'un tel docu-ment, qui témoigne parfaitement de la perception des risques rela-tifs à l'époque, ne soit même pas cité dans le rapport de M. Michel

Avant 1982, ce compte n'exis-tait pas. C'est sur une initiative de ma part, en 1982, qu'ont été mises en œuvre à la fois les procédures techniques et les procédures financières relatives à ce compte. Ce compte bloqué a fait l'objet d'in-formations trimestrielles, signées par moi-même et adressées au ministre de la santé. Ces informa-tions portaient à la fois sur l'ap-provisionnement en fonds et sur leur utilisation. Les décisions d'utilisation définitive ont toutes été prises par le ministère de la santé, avec des documents écrits de sa part.

SOCIÉTÉ

» En ce qui concerne l'utilisa-tion de ces fonds, pour des ques-



tions de trésorerie, il fant savoir qu'elle s'est toujours faite après une délibération du conseil d'administration. Toutes ces délibérations ont fait l'objet de comptes rendus écrits. A toutes les réunions participaient les représentants des ministères concernés, ceux de la santé et des finances. On dispose aujourd'hui d'un rapport de synthèse sur les utilisations définitives de ces fonds, avec le détail des entrées et des sorties au centime

– Tous les fonds qui sont passés par ce compte ont-ils été utilisés à des fins de

- Tous les fonds ont été utilisés sur ordre du ministère de la senté. Une énorme partie a été utilisée pour des programmes de recherche. Une partie a été en outre utilisée pour indemniser des centres qui devaient détruire des stocks de produits non chauffés. Pour ce dernier point, aucune décision n'a été adoptée par le conseil d'administration. Toutes

ministère de la santé. J'ajouterai enfin que je n'ai été nommé direc-te ur général du CNTS qu'en décembre 1984 et que tout ce dont on vient de discuter s'est fait sous la direction du professeur Jean-Pierre Soulier et sous la pré-cidence du professeur Jean Rersidence du professeur Jean Ber-

- Qu'en est-il exactement de votre participation à la société américaine Haemonetics?

- Avant d'accepter d'entrer dans cette société non concurrentielle avec le CNTS, j'avais demandé l'avis du professeur Jean Loygue, avis du professeur Jean Loygue, ainsi que celui de mon avocat, Me Charvet

 » Mes indemnités se sont éle vées à 3 000 dollars par trimestre. En outre, j'ai eu la possibilité d'acquérir deux cents actions de cette société (sur un total de cent mille) moyennant la somme d'en-viron 240 000 francs, que j'ai d'ailleurs dû emprunter. Ces actions sont des stocks-options, c'est-a-dire mi'elles sont bloquées pour plusieurs années. Si elles pouvaient aujourd'hui être débloquées, leur valeur serait, après impôts américains, de l'ordre de 3 millions de francs. Toutefois, leur incessibilité a une incidence sur leur valeur réelle potentielle.

 Autre élément symbolique fort : on a appris que vous dis-tribuiez de substantiels jetons de présence – de l'ordre de 20 000 francs, selon nos informations - aux membres du conseil de surveillance d'Espace

- La position adoptée par le

conseil d'administration - y compris par les représentants des ministères – consistait à mettre en œuvre une politique entrepreneu riale. Alors, vous me parlez des jetons de présence... Mais demandez à des gens de qualité de pren-dre sur leur temps, sur leurs res-ponsabilités, pour conseiller et contrôler des structures aussi comxes! J'estime qu'il est légitime que, en contrepartie, ils soient

– Pourtant, de telles pratiques ne sont pas faciles à admettre pour les millions de donneurs bénévoles...

- Lorsque l'on gère une struc-ture qui emploie quinze cents per-sonnes et qui a un chiffre d'af-faires consolidé de 1,3 milliard de francs, vouloir faire croire que, dans un système qui va devenir totalement ouvert et compétitif. cela se fera uniquement en met-tant à sa tête un dirigeant paternaliste, je dis que ça n'est pas possible. Certes, ? est difficile à expliquer. Mais l'enjeu était justement cette revolution culturelle. Je pense que les valeurs qui tiennent au bénévolat et au non-profit du système sont essentielles. Et qu'il est fondamental de tenter de les défendre.

- On entend souvent parler, vous concernant, de vos supposées sympathies RPR ? Qu'en est-il exactement 7 Par votre intermédiaire, ce parti avait-il un contrôle sur le CNTS?

- Jamais à ma connaissance, depuis que je travaille au CNTS, il n'y a eu d'interférences politiques sons quelque forme que ce soit. Les seuls axes politiques qu'on ponrrait citer sont ceux cui ont trait au développement de la transfusion sanguine. Et cela va bien au-delà des clivages politiques traditionnels.

» D'autre part, en ce qui concerne Michel Garretta, il n'a aucune carte, d'aucun parti. Quand on a l'honneur de diriger des structures ayant une telle connotation nationale, il est à mon avis indispensable de ne pas faire valoir ses opinions politiques. Mais il est évident que, si l'on m'avait demandé d'appliquer une politique avec laquelle je n'étais pas d'accord, je ne l'aurais pas fait.

-- Reste le chapitre des relations que vous avez eues à partir de 1984 avec les différents cabinets ministériels, les différents ministres de tutelle.

- Chaque fois que j'ai estimé devoir le faire, j'ai transmis par écrit ou oralement toutes les informations dont je disposais. L'inculpation qui m'a été notifiée, si elle se situe dans un cadre de coresponsabilité, et si elle n'est que l'une des premières de l'ensemble des acteurs concernés, permettra sans doute un débat digne et capable d'éclairer le grand public. Si, à l'inverse, il s'agit d'une inculpation qui ne touche que quelques personnes, cela ne conduira qu'à jeter en pâture quelques têtes. Ce serait

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCH

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### Groupe Bolloré

#### RESULTATS SEMESTRIELS EN HAUSSE

(en millions de francs)	30.06.90	30.06.91	Variations	
Produits d'exploitation	8.821	9,428	+ 6,9 %	
Résultat d'exploitation	336	412	+ 22.6%	
Résultat courant	201	264	+ 31.3 %	•
Résultat net global (1)	248	323	+ 30,2 %	
Résultat net (part du groupe) (1)	166	<b>194</b>	+ 16,9 %	

Le Groupe a réalisé de très bonnes performances au cours du 1er semestre 1991 :

 le chiffre d'affaires a progressé de 6,9 % (+ 3,5 % à périmètre comparable). le bénéfice d'exploitation est en hausse de 22.6 % (+ 23.6 % à périmètre comparable).

Cette évolution résulte de:

☐ La bonne résistance de la partie industrielle avec en particulier une forte progression de la production de films plastiques. Les usines américaines ont bénéficie d'une forte demande.

☐ La poursuite de la progression du résultat d'exploitation des transports qui a augmenté de plus de 20 %. ☐ Les excellentes performances de la distribution de Pétroles et Plastiques ; la division Pétrole

ayant récolté le fruit des importants efforts de productivité réalisés depuis 2 ans. Au niveau global, le maintien du résultat financier à un niveau comparable à celui du 1e semestre

1990 a permis d'enregister une hausse sensible ( + 31 %) du bénéfice courant avant impôts. Compte tenu des éléments exceptionnels (F 192 millions contre F 171 millions au 30.06.90) et de l'amortissement des écarts d'acquisition (F 45 millions contre F 31 millions), le résultat net global s'inscrit à F 278 millions contre F 218 millions au 30.06.90. La part du groupe dans ce résultat s'élève à F 156 millions contre F 141 millions au 30.06.90.

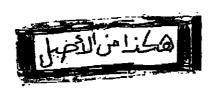
Les comptes du l'e semestre 1991 n'intègrent pas ceux de CFDV-Delmas, qui seront consolidés par intégration globale au 3LI29I.

L'activité du deuxième semestre s'annonce très soutenue, en particulier dans la partie industrielle historique du groupe (films et papiers), dont le bénéfice d'exploitation devrait fortement progresser par rapport à l'année précédente. La division Pétrole devrait, elle aussi, connaître une hausse

En ce qui concerne les activités Transports, le deuxième semestre devrait refléter les conséquences de la prise de contrôle majoritaire du groupe Delmas-Vieljeux, réalisée au cours de l'été et son rapprochement avec la SCAC, qui sera juridiquement accompl! le 31 décembre 1991. Sous le nom de SDV (SCAC-Delmas-Vieljeux) le nouvel ensemble; issu de la fusion des sociétés

SCAC et Delmas, se placera parmi les tous premiers groupes de transports européens avec un chiffre d'affaires de 14 milliards de francs et une position de leader mondial sur l'axe Nord/Sud. Les premiers éléments qui peuvent être donnés sur la situation de ce nouvel ensemble sont favorables, tant au plan de l'intégration des équipes qu'au plan des complémentarités d'activités et de la

progression des résultats. Toutefois les efforts consentis par le groupe Bolloré pour la prise de contrôle du groupe Delmas-Vielleux (qui représente un investissement de près de 2,5 milliards de francs) ne porteront pleinement leurs fruits qu'à moyen terme et pèseront dans un tout premier temps sur sa structure financière et ses résultats.



1

teı

00 00

mi

na

tio Fra

VO:

Par

mo frau par der affe ma peu lor M. 3,4

pro d'E fut

coc for

ma du

CBS rev de

ave tair Par

mС noi de bri

cor des

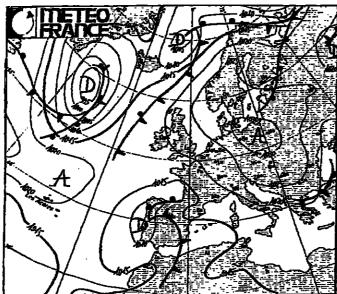
le •

ret

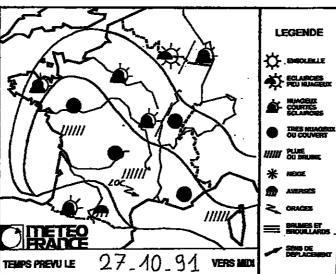
par fra

pol

tre ile eni



PRÉVISIONS POUR LE 27 OCTOBRE 1991



Dimanche: nuages et pluies pour de nombreuses régions. Beaucoup de nuages souvent accompagnés de pluie pour ce dernier dimanche du mois d'octobre.

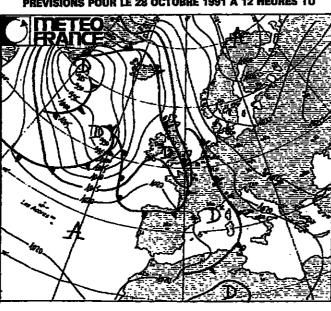
Ce temps maussade et souvent plu-vieux touchers au cours de la matinée la Bretagne, la Basse-Normandie, las Pays de Loire, le Centre, tout le Sud-Ouest, le Massif Central, les Alpes du Sud et les réglons les plus méridio-nales, et les pluies pourront être importantes. Retour des éclaircies sur la Bretagne au cours de l'après-midi.

Sur la Haute-Normandie, l'Île-de-France, la Bourgogne, la Franche-

l'Alsace et à la Lorraine, après la dissipation des brumes et brouillards mati-naux, les éclaircles seront belles. Mais, les ruages deviendront de plus en plus nombreux et annonceront la pluie pour

Au lever du jour, il fera froid du Nord au Nord-Est et au Centre-Est, avec des températures comprises entre 2 et 5 degrés, voire 0 degré. Ailleurs, elles oscilleront entre 5 et 9 degrés, mais avoisineront 10 degrés près de l'Atlantique et 12 près de la Méditérranée. Dans l'après-midi, le thermomètre sera le plus souvent compris entre 10 et 15 degrés. Au pied des Pyrénées et près de la Médi-térranée, on pourra atteindre les 17 ou

PRÉVISIONS POUR LE 28 OCTOBRE 1991 A 12 HEURES TU



Valeurs extrêmes relavées extre le 26-10-91 le 25-10-1991 à 18 haures TU et le 26-10-1991 à 6 heures TU					<b>)-91</b>	
FRANCE  AJACCIO 19 8JARRITZ 19 BURDEAUX 15 BUURGES 9 BERSY 11 CAEN 11 CAEN 11 CAEN 12 GERBOURG 15 DLION 12 GERBOURG 13 JILLE 11 LIMOGES 14 LYON 7 MARSEILLE 16 NANCY 11 NANTES 14 NICE 17 PARIS-MONTS 12 PAU 18	6 N TOO 9 P PON 6 C C AM 7 C C AM 7 C C AM 1 B BAI 1 B BAI 1 B BAI 1 C D DI	ETRAN ETRAN ETRAN ERR STERBAM EENES NEEROK GCELANE GRADE LIN INALES CARE ERR EENEAGUE LIN EERA EEYE EERA EERA	16 13 32 GEF 25 120 22 18 7 9 11 14 15 27 31 27 9 28 12 27 14	8 C 4 B 23 D	LOS ANGELES LUXEMEDURG MADRID MARRATECE MELICO MILAN MILAN MOSCOU MADRORI MONTRÉAL MOSCOU MADRORI MADR	9351695CA·NBCNNDDCB-CNKC

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France ; heure légale moins 2 heures en été; heure légale moins 1 heure en hiver.

N

0

OUTEE

P

T

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■ a lès pas manquer ; ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

### 26 octobre

	Samedi (
	TF 1
The Cart	20.45 Variétés : Succès fous. 22.35 Magazine : Ushuaïa. 23.35 Magazine : Formule sport.
	0.30 Journal, Météo et Trafic infos.
3	<u>A 2</u>
	20.45 Magazine :  La Nuit des héros. 22.30 Magazine : Double jeu.

FR 3 De 20.00 à 0.00 La SEPT 0.00 Magazine : L'Heure du golf.

**CANAL PLUS** 

1		AU1447 1 FOA
١	20.30	Téléfilm : Crimes et jardins.
1	22.00	Les Nuis l'émission.
ı	22.55	Flash d'informations.
,		Le Journal du cinéma.
	23.04	Cinéma :
ľ		Zombie 3.
l	0.30	Cinéma : Docteur Petiot. ■■

Magazine: 7 sur 7. Invité: Jacques Chirac.

20.00 Journal, Tiercé, Météo

et Tapis vert.

Le Grand Bleu.

Ciné dimanche

La Tête du client.

L'Equipe Cousteau à la redécouverte du monde.

20.40 Cinéma :

23.40 Cinéma:

A 2

13.20 Dimanche Martin.

14.55 Série: Mac Gyver.

17.40 Documentaire :

18.25 1. 2. 3. Théâtre.

19.30 Série : Maguy.

20.00 Journal et Météo.

23.50 Documentaire :

FR 3

13.20 Magazine:

13.50 Magazine:

14.45 Magazine:

0.45 Journal et Météo.

20.45 Série : Contre-jour. 22.25 Magazine:

Bouillon de culture

Demiers Far-West.

D'un soleil à l'autre

Faut pas rêver.

18.35 Magazine: Stade 2,

23.35 Magazine :

19.05

LA5	
20.50 Série : Perry Ma	son.
22.30 Feuilleton : Sho	
23.20 Magazine :	٠.
File en coulisse	
23.50 Journal de la nu	it.

M 6 20.40 Téléfilm: Un coup du sort. 22.20 Téléfilm : 0.00 Six minutes d'informations 0.05 Musique : Rapline. , 1.00 Boulevard des clips

LA SEPT

	20.00	DOCUMENT
		Le Rêve perdu de Nicolas Vassilievitch
		de Mississ Vascilievitch
- 1	· ·	CIG LAICONNO A BROOMCAICÓIL
		Kazakov.
	32 38	Le Courrier
	-	des téléspectateurs.
		Soir 3.
	<b>44.4</b> 3	20ft 2'
	273 KK	Salsa opus 4.
	23.50	Cinéma d'animation :
.		
		Images.
.	-0.00	Théâtre :
	0.00	THOUGH .
		Le Soulier de satin.

## Dimanche 27 octobre

Difficult at occorre				
TF 1	20.35 Cinéma : Le Mari de la coiffeuse. ##			
13.20 Série : Hooker. 14,15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.	21.50 Flash d'informations 22.00 L'Equipe du dimench 0.40 Cinéma :			
15.10 Série : Columbo. 16.50 Disney parade. 18.20 Magazine : Téléfoot. A 19.00, Loto sportif.	On n'enterre pas le dimanche. s			

	ı	
	13.20	Série : Inspecteur M
	15.00	Divertissement :
-		C'est pour rire.
		Tiercé à Longchamp.
		Série :
ì		Un privé nommé Str
	17,25	Divertissement :
	٠.	Dimanche et la Belle
	19.00	Magazine : Dimench
		19 heures Elkabbach
	40.00	P I . A BEFAF.

20.00 Journ 20:40 Journal des courses. 20.50 Cinéma :

22.50 Magazine : Reporters.

	13.00	Série :
		Mission impossible.
		vingt ans après.
		Musique : Flashback.
	14.50	Variétés : Multitop.
	16.20	Série : Clair de lune.
	17.15	Série : L'Homme de fer.
İ	18.05	Série :
-	· .	Les Routes du paradis.
1	19.54	Six minutes d'informations.
٠.	20.00	Série : Cosby Show.

M 6 express. 22.25 Capital. 22.35 Magazine:

Sports 3 dimanche 17.15 Magazine : Montagne. 17.45 Jef. 18.15 Magazine: A vos amours.

19.00 Le 19-20 de l'Information. Grand témoin : Jacques Attali. De 19.12 à 19.35, le journal 20.05 Série : Benny Hill.

20.40 Cirque: La Piste des clowns. 21.55 Magazine: Le Divan. 22.20 Journal et Météo. 22.40 Cinéma :

La Piste de Santa-Fe. ...

0.25 Musique: Camet de notes.

**CANAL PLUS** 15.30 Magazine; 24 heures 17.00 Les Nuls... l'émission. 17.56 Le Journal du cinéma. 18.00 Cinéma :

Grandview USA. a ---- En clair jusqu'à 20,35 -19.35 Flash d'informations. 19.40 Ca cartoon.

20.25 Dis Jérôme...? 20.30 Magazine: L'Equipe du dimanche.

	LAS	PEc
3.20	Série : Inspecteur Mo	chin
	Divertissement:	nobi
	C'est pour rire.	teur, de C
5.10	Tiercé à Longchamp.	de C
E EO	Sária .	

L'Inspecteur Harry. x s

23.50 Magazine : Top chrono. 0.40 Journal de la noit.

M6

14.50	Variétés : Multitop.	lent me
16.20	Série : Clair de lune.	mère,
17.15	Série : L'Homme de fer.	survent
18.05	Série :	dans sa
	Les Routes du paradis.	
	Six minutes	Les o
	d'informations,	du cim
	Série : Cosby Show.	du cim
	Téléfilm : Grace Kelly.	189, r
<b>22.20</b>	Informations :	75017

Sport 6 22.40 Cinéma : L'Enchaîné. D 0.25 Six minutes d'informations.

0.35 Magazine : Métal express.

LA SEPT

15.45 Documentaire: **Tambours** battants 16.35 Documentaire: Entre deux mondes.

17.40 Téléfilm : Une femme de lettres. 18.10 Téléfilm : Un lit dans les lentilles. 19.00 Documentaire :

L'Anthropographe.

20.00 Documentaire : L'Héritage de la chouette. 20.25 Le Courrier des téléspectateurs.

20.30 Cinéma : La Chant des strènes. Ka 21.50 Court-métrage : Apprends moi à dans 22.15 Court métrage :

La Confession. 22.30 Le Dessous des cartes. 22.40 Cinéma : lis étaient neuf célibataires. ###

0.40 Court-métrage :

## CARNET DU Monde

<u>Décès</u>

Jean Camus, Catherine Camus, icurs enfants. Martin, Voilley,

M= reuve Jacques CANDEAU, née Sazanae Faure,

urvem le 17 octobre 1991. du Montparnaise, dans la plus tricle intimité.

5, square Delormal, 75014 Paris.

- Françoise Duez, sa femme, Pascal et Julien Doez-Salafa.

Sophie, Manu et Lucile Due: ont l'immense tristesse de faire nart du

Jean-Pierre DUEZ, urveni le 20 octobre 1991.

Sujvant son désir, ses obsèques

12, bonlevard Pereire, 75017 Paris.

- Gérard Aujoiras, directeur du personnel et des relations sociales d'Electricité de France et de Gaz de France, Et son équipe,

ont le regret de faire part du décès de Jean-Pierre DUEZ, chef du service relations du travail et affaires sociales.

survenu le 20 octobre 1991. Les obsèques se sont déroulées le

Né en 1938 à Tourcoing, Jean-Pierre Duez est entré au centre de distribu-tion EDF-GDF de Nice et 1962, après avoir passé le diplôme d'ingénieur de

ole nationale supérieure d'électro nie et d'électrométallurgie de Gre our à tour distributeus et produc-r, il a notamment dirigé la centrale Cheviré, en Loire-Atlantique.

Sa carrière l'a égale: service de presse et à la direction du personel et des relations sociales, où it a participé activement à l'évolution du

Jean-Pierre Ducz était âgé de cin

 M. et M= Roger Schoukson Michael, Annie Rose et Daniel M. et M= Lucien Kalfon, M. et M= Lucien Kalfon,
Patrice et Thierry,
M. et M= Jean Benssid,
Yves, Bernard et Gilles,
M. et M= Hubert Kalfon;

Isabelle et Céline, Les familles Koubi, Lévy, Benguig vidai, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M= venve Makioup KALFON, nee Assa Lévy,

tre, grand-mère et arnère grandu le vendredi 25 octobre 1991

obsèques auront lieu le lund

obre Réunion porte principale netière parisien de Pantin, à

ore de Converlles

 M= Jacques Guillermain
M. et M= Philippe Guiller et leur fils, David, M. et M= Michel Harriague et leurs enfants, Julie et Emmanuel, M. et M= François Guillermain

et leurs enfants, Jean-Baptiste, Chris tophe et Pierre,
M= Raymond Nantille,
M. et M= Daniel Fournier
et leurs enfants,

M. et M= Jean Namille

et leurs fils,
M. et M. Boris Boher
et leurs fils,
Les familles perentes et alli

M. Jacques J. GUILLERMAIN, ingénieur conseil,

survenu le 23 octobre 1991, à l'âge de soixante-cinq aus.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 28 octobre, à 16 heures, en l'église Saint-Honoré d'Eylan, avenue Raymonsi-Poincaré, Paris-16.

Cet evis tient lieu de laire-part.

- Delohine Juillet M= Georges Hess,

sa mèse, M. Philippe Rougnon,

son père, M= Gisela Rougnon, Nathalie et Marc Luca Anne Gécile et Bruno Gibom, ses sœurs et besux-frèses, M. François Inillet,

Olivia JUILLET,

rucvena le 23 octobre 1991, à l'âge de

Les obsèques religieuses auront lieu lundi 28 octobre, à 14 heures, en l'église Saint-Romain, à Sèvres.

Le Grand Côté, 13106 Ben 110 bis, rue Brancas, 92310 Sèvres.

<u>Anniversaires</u> Pour le premier anniversaire de la disparition tragique de

2. C -16.

Damy CHAMOUN, - Lugrid CHAMOUN, née Abdelnour,

à l'âge de hoit ans.

une messe sera célébrée à leur intention le dimanche 27 octobre 1991, à

11 heures, en l'église Saint-Julien-le-Pauvre, 79, rue Galande, Paris-5. - Le 27 octobre 1987

Marie-Rose MAMELET

nous quittait. Noublions pas. CARNET DU MONDE

Renseignements: 40-65-29-94



Novembre 1991

Premier dossier 

L'ALLEMAGNE APRÈS LA RÉUNIFICATION

## La rue sans joie

Le défilé des collections du prêt-à-porter s'achève. Entre les recherches techniques et l'affolement des tendances, les « grands » nº décoivent pas

« Il y a un progrès technique, constatait déjà Cocteau, mais ce que je regrette dans notre époque, c'est que les choses ne nous viennent plus que par reflet. Il n'y a plus de pélerinage. » A Paris, dans la Cour Carrée du Louvre, notamment les défine du missempe 46 ment, les défilés du printemps-été des créateurs et couturiers viennent de s'achever dans une grande confusion. Sous l'apparente performance de nouveaux tissus, nylon métallisé, jersey laqué, matières thermosensitives qui changent de couleur en fonction de la chaleur c'est le corps tout entier qui disparaît, enseveli sous des images éphémères, mais entretenu par le tapage médiatique des tendances, l'imposture d'une certaine jeune création épuisée, le genre néo-sexy que se donne une fausse élite en hypnose collective.

Tout s'amplifie, tout se montre, tout se diffuse, et une fois de plus, les femmes achèteront les petits manière d'un monochrome de prix de Kookaï, les costumes-pantalons de Et vous, APC, Agnès B., Irié qui composent le passe-par-tout branché; les plus riches ose-ront les «basiques» d'Inès de la Fressange, l'ex-mannequin vedette de Chanel, qui a ouvert sa bouti-que avenue Matignon.

L'écart se creuse, l'air se raréfie. Comme les animateurs télé qui se reçoivent entre eux, les rédactrices défilent à côté des mannequins. A part cela, la mode de l'été 1992 se joue la comédie du grand message fin de siècle.

a Le non-fini, c'est ma manière d'exprimer l'ethnique», dit Rei Kawakubo (Comme des garcons). auteur d'une collection médiatiquement radicale, d'un travail pré-cis sur l'effiloché, l'arraché (des trenchs aux pans de doublure apparente), le découpé (robes en

Les princes de la dérision, les

modèles, c'était le Ridiculous

Theatre de Charles Ludiam et

John Vaccaro, troupe de travestis

goguenards, suprémement inso-

lents, qui avaient porté au som-

met l'élégance de la guenille, l'art

du grimage et de toutes les outrances. Ils connaissaient préci-

sément leurs cibles et visaient

juste, comme des blessés qui ne

veulent ni céder ni mourir. Ils ont

eu des disciples. Et puis le monde

est devenu si féroce que le me

**COLETTE GODARD** 

dentelle de papier chimique, vestes marine lacérées au couteau à la Le « camp » en V 0

> En organisant son défilé dans une bouche de métro désaffectée à Strasbourg-Saint-Denis, sur le thème «Circulez, il n'y a rien à voir», Martin Margiela, costumier d'une époque formidable, décline le thème « misère » de la saison, Il est sincère, entortille ses vieilles soies des Puces comme on essore son cœur. Pourtant, au-delà de cette « sausse crasse du naturalisme» dont parlait Jean Renoir, les portraits de l'été apparaissent ici et la, images européennes en noir et blanc, crayonnées de rouge à lèvres pour des silhouettes qui évoquent tour à tour Piaf, les scènes de maisons closes vues par Brassaï, les filles de joie, les tor-dues d'la musique, les démons aux

Lucio Fontana). Mais est-ce assez pour faire de l'art, aussi destructeur soit-il? Le coup de colère épargne, bien sûr, les séries com-merciales (montrées seulement aux place Vendôme) plus quelques modèles, pièces à conviction d'une très grande technicienne : carrés géants, cercles de gabardine ou de polyester chinois devenus, dans un jeu d'épingles, d'étonnants four-

Yohji Yamamoto met dans sa vérité un peu plus de fiction et d'amour : il y avait, dans son défilé, l'émotion du tissu pincé de toute part mais libre, l'éclat de ses robes en mousseline noire et blanche, hommage à Madeleine Vionnet et au corps des femmes Beau travail sur la limite, l'équilibre, d'un souple qui n'est jamais informe, d'un simple qui ne som-bre jamais dans l'ordinaire. Nuance difficile atteinte sinon par des puristes comme Marc Audibet, avec ses vêtements apparemmen

si simples qu'ils se font oublier.

La silhouette s'allonge, les coif-fures gonflent, les chaussures de létichistes sortent des garçonnières. de mode et de vêtements : en juillet dernier, Azzedine Alaïa, toujours en retard sur le calendrier des présentations mais, d'une certaine façon, toujours en avance, a donné le ton de cette mode inspi-rée des années 40, le fameux style rétro sorti par Yves Saint Laurent

On retrouve, cette saison, beau-coup de combinaisons lingerie, de peignoirs de soie dignes d'Arletty dans Hôtel du Nord, de déshabillés (Yves Saint Laurent, Jean-Paul Gaultier), de jeux autour de l'ouvert et du fermé, du long fendu (Montana, Christian Lacroix), du court érotiquement voilé. Voici le noir des reines de la nuit qui, dans la pénombre, s'habilient en hommes, plus fardées que jamais. Pendant une semaine, de défités en setes nocturnes, Paris a été le théâtre d'un spectacle camp, procès d'intention à l'égard de l'Amérique hygiénique et puritaine, magnifiquement orchestré par Thierry Mugler.

Diva de la nuit new-yorkaise, Susan Bartch était venue avec tout un aréopage de travestis finement habillés «couture». Voici, surgie des limbes une réaction au style naturel, à l'écran lisse de la bonne conscience. Après le minimalisme des années 80, la débauche d'artifices fixera peut-être les vraies images de cette fin de siècle tourmentée. Mais pour dire la vérite, l'artifice suppose force et rigueur. Dans l'affaissement général, les

grands, d'Yves Saint Laurent à Jean-Paul Gaultier, brillent d'autant plus qu'ils possèdent la mémoire et le métier. Quelles que soient les circonstances, il est bien ridicule celui qui ose, dans un cortège de veuves en stretch, faire défiler la naine de Twin Peaks, le feuilleton de David Lynch, sur un air de Marlène (Michel Klein).

Il y a des choses comme ça qu'il vaut mieux laisser à d'autres. A Josef Sternberg, par exemple, parce que les haillons, il savait les rendre sublimes. Un petit trou, juste au creux de l'épaule. Un bas filé, mais pas n'importe où Parce que c'était Mariène dans Blonde Vénus. Et qu'elle chantait : « Je suis une femme libre

**LAURENCE BENAIM** 

#### monde qui courait après ses centitudes. Ce n'était pes si simple à l'époque, il fallait de la bravoure.

Au Vietnam il y avait la guern à Cuba un paradis, les portraits du Che et d'Angela Davis s'étalaient sur les murs des chambres d'étudiants. On vovageait beaucoup en psychédélie. Alors il s'est trouvé des New-Yorkais qui ont toumé en dérision la bonne conscience forcenée des uns, la politisation béate des autres. Des gens qui tendaient à la société un misoir de sorcière. Ils en montraient les grimaces, les mensonges, les travestissements. C'est pour eux pour définir leur esprit que Susan Sontag a inventé le mot «camp».

Le travesti a acquis une vraie force de subversion. Parce qu'il ne se contentait pas d'intervertir les signes des sexes, mais dénonçait

Un papa

pour sourire

Une comédie sentimentale sur les tracas de la naternité

A quel age les filles quittent-

elles leur père pour suivre un autre homme? Véronique, dite

Véro (Marie Gillain), semble pré-

coce : elle a quatorze ans et demi.

Il est vrai qu'elle a déjà l'air d'une femme et que le divorce de ses

parents l'amène à prendre des

libertés. Mais Gérard Lauzier, scé-

pariste et réalisateur, a renoncé à

son humour noir de caricaturiste

(sauf dans quelques scènes, dont

l'apparition de la mère jouée par

Il a choisi la tendresse, et on ne

s'en plaindra pas, pour conter les

vacances à l'île Maurice de Véro

et de son père André - Gérard

Depardicu - fier de passer quelque temps avec cette adolescente mon-

tée en graine qui l'appelle par son

prénom et le traite plus en copain

qu'en papa. Naturellement, André est ialoux des hommes qui regar-

dent sa fille. Naturellement, elle

n'en fait qu'à sa tête. Et lorsqu'elle

jette son dévolu sur Benjamin

(Patrick Mille), elle s'invente une

liaison dangereuse avec cet André

qui, dit-elle, n'est pas son père,

mais un aventurier hérosque et

mystérieux. Le garçon marche, et

le père, d'abord, n'y comprend

A quelques gags superflus près (les scèncs de plage), c'est joliment observé côté psychologie et tracas

de la paternité. Le rythme de

comédie sentimentale rappelle par-fois Jacques Becker. Voilà donc

Lauzier transformé. Et concerné

sans doute, comme l'est Gérard Depardicu, colosse agile qui trouve

dans son texte de quoi jouer au naturel la vérité de sa vie affec-

En face de lui, Marie Gillain,

plus embarrassée de ses sentiments

que de son corps, exprime dans les jeux de l'imagination son amour filial répondant à un amour pater-

nel qu'elle souhaite plus exaltant.

C'est un film à deux, le film d'un

père et d'une fille qui deviennent

complices avant de se séparer sur

une note d'inévitable mélancolie.

Et de douceur.

•

Charlotte de Turckheim).

MON PÈRE, CE HÉROS

de Gérard Louzier

CINÉMA...

1

í

£.,

MUSIQUES

### Taj Mahal:-le blues comme iamais

Après une éclipse partielle

retour d'un érudit qui n'a jamais oublié de s'amuser

choses au point: ce n'est pas parce qu'on est resté sans nouvelles de lui ces dernières années qu'il avait pris sa retraite. Le grand homme (il aurait pu jouer au basket) a enregistré six albums depuis 1985. Il se trouve simplement que, contrairement à ses pré-décesseurs, *Like Never Before* (1) est correctement distribué en France.

On y retrouve ce qui a toujours fait l'originalité de Henry Saint Clair Fre-dericks, dit Taj Mahal, guitariste, auteur et chanteur : une connaissance encyclopédique du patrimoine musical afro-américam alliée à un goût infailli-ble et à une ouverture d'esprit éton-

Né dans l'Etat de New-York il y aura bientôt cinquante ans, Taj Mahal explique ainsi la formation de sa explique ainsi la formation de sa culture musicale: «Nous avions des cousins de Cuba, de Panama [son père était originaire de l'île de Saint-Kitts], j'ai toujours écouté de la musique jamaicaine, bien avant la naissance du reggue. Dans ma ville, il y avait un magasin de disques qui répondait aux besoins de la communauté noire. Tard le soir, on pouvait entendre à la radio des disques de Muddy Waters».

Plus tard, au milieu des années 60.

Mudaly Waters.

Plus tard, au milieu des années 60, on retrouve Taj Mahal sur la côte ouest. Le guitariste noir a formé un groupe avec deux autres virtuoses des six cordes, Ry Cooder et Jesse Ed Davis. Les Rising Sons sont devenus depuis une légende, et sur certains marchés, l'édition pirate des sessions que le trio euregistra alors atteint des sommets. Sous son nom, avec Jesse Ed Davis ou en solo, Taj Mahal enregistre alors pour CBS une série d'albums qui ouvrent des perspectives insoupconnées à la génération du flour power.

wer power.

Take A Giant Step/De Ole Folks
At Home (2), The Natch'l Blues
font découvrir le blues rural à
cette génération du flower power. Il
enregistre la bande originale de
Sounder, de Martin Ritt, et joue
dans le film. Mais au bout d'un
moment, la machine se met à
tourner à vide: «Je ne jouais que
dans des salles pleines et pourtant
je ne voyais jamais rien sur moi
dans les journaux. J'aurais pu
continuer à me tuer à la tûche; il
n'y rien de pire que la vie en tournée. » D'où une semi-retraite à la née. » D'où une semi-retraite à la lin des années 70.

Taj Mahal en est sorti discrète-JACQUES SICLIER ment, enregistrant de temps en

Taj Mahal voudrait mettre les temps, rapidement, pour de petits hoses au point : ce n'est pas parce labels. Il a également réalisé des disques pour enfants en se basant sur une idée simple : « Il faut que la musique soit accessible aux enfants tout en restant agréable pour les parents. » Comme, par ail-leurs, il se définit comme un mili-tant culturel, cette expérience lui a permis de propager la bonne parole de l'héritage afro-américain : « La communauté noire. amèricaine ne va plus au concert, tout est défini par les radios noires. Mais il faut bien se dire que la radio noire n'existe pas. La plupart d'entre elles apparliennent aux Blancs. Aux Etats-Unis, la part africaine de l'héritage culturelle est

ioviours aussi mėconnue». Finalement, Taj Mahal a trouvé refuge sur Private Records, un label originellement consacré à la music new age et qui a, ces temps derniers, élargi son catalogue avec Leon Redbone ou le guitariste Leo Kottke. « Pour la première fois, j'ai eu la possibilité de réaliser un disque vraiment bien produit. Jusqu'ici. j'enregistrais en direct. là nous avons pris le temps [avec le producteur Skip Drinkwater] de

trouver un son satisfaisant v. On retrouvers sur Like Never On retrouvera sur Like Never Before quelques contemporains de Taj Mahai comme le pianiste louisianais Dr John, le guitariste texan David Lindley, des cadets, comme Hall and Oates – «ils ont interrompu les sessions de leur propre album le temps de venir faire les cheurs sur le mien» – et des benjamis – le renner [azzz Jeff] jamins – le rapper Jazzy Jeff.

Taj Mahal ne s'écarte jamais beaucoup du blues, mais il garde un œil attentif sur l'évolution de la musique : « L'essentiel de ce qui se fait n'est qu'une histoire d'argent. Quoi qu'ils en disent, NWA [le groupe de rap «radical» califor-nien qui s'est récemment retrouvé en tête des hit-parades en glori-fiant les guerres de gangs] ne parle que d'argent. Le bien ne peut venir que de nos forces».

THOMAS SOTINEL ▶ Le 28 octobre à Bordeaux, le Cricketers. Le 29 à 19 h 30, Elysée-Monunartre, Paris.

(1) Private BMG. (2) On peut trouver en importation le double album Take I Gunt Stepfbe Ole Folke It Home réédité en un seul CD sous la référence Columbia CGK 18. **VARIÉTÉS** 

## Un entretien avec Jean Ferrat

Après six ans de silence, le chanteur revient avec un album de tendresse et de colère qui parle du monde

jurigie et dans le zoon, pourquoi /

- C'est le titre d'une chanson qui m'a été inspiré par le cinéaste Milos Forman. Vivant depuis des années en Amérique, il s'apprêtait à rentrer dans son pays, la Tchécoslovaquie et disait dans une interview à la radio : «Je vis désormais dans la jungle, je m'apprête à rentrer dans le zoon. La jungle et le zoo pour définir les régimes capitaliste et communiste m'ont semblé des termes exemplaires, impliquant que termes exemplaires, impliquant que les hommes redevenaient des animaux, bouffés par les prédateurs d'un côté, humiliés comme des chiourmes de l'autre, une alternative que je ne peux accepter.

- Loin de Paris, on voit mieux les choses, vos chansons polémi-ques ont été nouries par la télé-vision... Et vous dénoncez la télé elle-même : « Ce. soir ce soir/ Après la roue de la fortune/ Un PAF obscène un PAF obscène/ Est à la une» "

- Autrefois il n'y avait qu'une presse à scandale, maintenant, il y aussi une télévision à scandale, toutes chaînes confondues. Je pense en particulier à cette banalisation de la délation, à cette émission où des gens masqués sont encouragés à dénoncer leurs entrepression sels leurs contemporains, cela me donne envie de lancer une grenade dans le

- C'est aussi à travers la télévision que vous avez - mal - vécu le Bicentenaire : «A six piede sous terre/ Ton bicentenaire/ Ils l'ont enterré bel et bien/ Pauvre Martin pauvre misère/ C'est toujours le peuple qu'on craints ...

 Oni, pour célébrer cette Révolu-tion qui, à travers les siècles repré-sente toujours l'essentiel du prestige de la France, et sent de référence aux peuples qui continuent de se libérer, l'ai commencé par voir sur nos petits j'ai commencé par voir sur nos petits écrans le nouveau procès de corans le nouveau procès de Louis XVI et son acquittement. Puis un long plaidoyer en faveur des émi-grès de Cobience, puis une série sur les froufrous, ou les jupons, oui, c'est cela, les jupons de la Révolution... Avec, en apothéose, les représentants des sent nous les plus riches de des sept pays les plus riches du monde regardant la défilé d'un publi-citaire, Imposture significative.

- L'actualité ne vous a-t-elle pas retirapé dans votre refuge et même parfois dépassé, lorsque disque il y a plus de trois ans. Et que vous criez : « Haite aux armes nucléaires/ Haite à la course au loute première à s'imposer. Vous

«Votre disque s'intitule « Dans la grandes puissances commencent à longs silences, ils ne peuvent être jungle et dans le zoo», pourquoi? désarmer? longus que lorque j'ai quelque chose

Iongs silences, ils ne peuvent être rompus que lorque j'ai quelque chose à dire, quelque chose à dire, quelque chose qui m'indigne à nouveau, qui me replonge dans mes domaine et que l'on ne peut que anciennes révoltes. Très anciennes, puisque le monde m'est nombé dessus lorsque j'avais onze ans...

» Que vient faire Van Gogh dans tout ca? Et bien, il illustre un point crucial pour moi, les rapports de la culture et de l'arrente de

récents bouleversements à l'Est? - De façon contradictoire. Franchement j'ai cru au pari formidable de la perestroïka, à l'espoir que faisait lever Gorbatchev, et le plus dur est de voir que le chemin est encore bien long.

- On ne peut pas dire que le PCF ait été très en pointe. - Il y a dix ans, n'étant pas memtre du parti, je m'étais opposé dans une chanson à l'analyse officielle sur «le bilan globalement positif» que je trouvais très inadaptée à la réalité des choses. Ma chanson s'appelait le Bilan, elle a été tout de même publiée dans l'Humanité.

- Depuis combien de temps n'êtes-vous pes allé en URSS? - Je n'y suis jamais allé. - Ca alors i

- Pourquoi? Vous croyez vous aussi que je passais mes vacances dans que je passais mes vacances dans une somptueuse darcha au bord de la mer Noure? En 1966, je voudais ailer chanter en URSS. Mais ma venue a été «déconseillée». Je venais d'écrire Potembine. L'argument avancé était que mon répertoire était «trop intellectuel et difficile à comprendre pour le public d'Union. Soviétiques pour le public d'Union Soviétique». Je me suis alors demandé si la révolte contre l'injustice avait toujours cours là-bas. Puis quelques années ont passé. On m'a officiellement invité à Moscou. Mais c'était juste après l'invasion de la Tchécoslovaquie, une de mes chansons, Camarades, l'évoquait. On m'a laissé entendre que l'avais intérêt à ne pas la chanter. J'ai refusé l'invitation. En 1972, enfin, j'ai été convié sans conditions, mais j'avais du travail, je n'y suis pas allé non plus... pour le public d'Union Soviétique».

- Une de vos chansons parie des Tournesols, au moment où sort le Van Gogh de Pialat. Sample coïncidence?

néant», au moment où les savez, on me reproche souvent mes

» Que vient faire Van Gogh dans tout ca? Eh bien, il illustre un point crucial pour moi, les rapports de la culture et de l'argent. Alors, j'ai écrit : «Vincent ma fleur mon bel oiseau/Dans ce monthe aux valeurs croulantes/ Te voilà donc Eldorado / De la bourgeoisie triomphante...».

- Vous parlez de « peuples frères », de « monde à visage

- Je prends «peuples frères» dans une acception planétaire, je pense que les terminologies meurent, mais pas les mots. Surtout quand ils servent de

Propos recueillis par DANIELE HEYMANN





SAMEDI My Fair Lady (1984, v.o. s.t.f.), de George Cukor, 15 h ; l'Eventail de lady Windermere (1952), d'Ernst Lubitsch, 19 h ; Il importe d'être constant (1952, v.o. s.t.f.), de Anthony Asquith, 21 h. DIMANCHE .

Extérieur nuit (1979), de Jacques Bral, 15 h ; Jack l'éventreur (1947, v.o.), de John Brahm, 17 h ; la Nuit du carrefour (1332), de Jean Renoir, 19 h ; Quelque part dans la nuit (1945), de Joseph L. Mankiewicz, 21 h.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24) SAMEDI

Diamants sur canapé (1961), de Blake DIMANCHE Funny Face (1957), de Stanley Doner

18 h ; Au risque de se perdre (1959), de Fred Zinnemann, 20 h. **CENTRE GEORGES** 

POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29)

SAMEDI Hommage à la Warner Bros : l'Ennemi public (1931, v.o. s.t.f.), de William Wellman, 14 h 30; Mean Streets (1972, v.o. s.t.f.), de Martin Scorsese, 17 h 30 ; le Trésor de la Sierra Madre (1949, v.o. s.t.f.), de John Huston,

DIMANCHE

Hommage à la Warner Bros : le Faucon matais (1941, v.o. s.t.f.), de John Hus-ton, 14 h 30 ; le Gaucher (1958, v.o. s.t.f.), d'Arthur Penn, 17 h 30 ; Baby Doll (1956, v.o. s.t.f.), d'Elia Kazan

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eus-

(40-26-34-30) SAMEDI

L'Empire des media : Actualités cinéma et télévision : les Elections présidentielles 1965 (1965), les Elections prési tielles 1965 (1965), les Elections présidentielles 1969 à travers (1969), Election présidentielle 1974 (1974), Election présidentielle 10 mai 1981 (1981), Elections présidentielle 10 mai 1981 (1981), Election présidentielle tion presidentielle o mai 1992.

14 h 30: Rétrospective de magazines d'actualités: Cinq Colonnes à la Une, 16 h 30; Médias en question: Allô...

Mine Soleil (1970) de Luc Favory, Tout le monde il est beau... (1972) de Jean Yanne, 18 h 30 ; Quatrième Pouvoir ? : (1985) de Serge Leroy, l'il du maître tival cinéma express ; le Train dans le

L'Empire des media : Actualités cinéma et télévision : l'Investiture de François litterrand (1981), 14 h 30 ; Rétrospec tive de magazines d'actualités : Seize millions de jeunes (1964) d'Alain de Sédouy, les Femmes aussi (1970) d'Eliane Victor, 16 h 30 ; Quarrième Pouvoir ?: le Bon Plaisir (1983) de Francis Girod, 18 h 30 ; Agences photos : Sygma : une agence photo (1980) de Fernand Maszkowicz, Objectif une (1981) luties Clore absolute respire (1991), Julien Clerc chante respire (1985), Reporters (1981) de Raymon Depardon, 20 h 30 ; Festival cinéma express : le Train dans le film d'aven-

### LES EXCLUSIVITÉS

ALICE (A., v.o.) : Cinaches, 6- (46-33-

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : LES AMANYS DU PONT-NEUF (Fr.):
Gaumont Les Halles, 1• (40-26-12-12);
Gaumont Opéra, 2• (47-42-60-33);
Espace Saint-Michel, 5• (44-07-20-49);
14 Junilet Odéon, 6• (43-25-59-83);
Bretagne, 6• (42-22-57-97); La Pagode,
7• (47-05-12-15); Gaumont ChampsElysées, 8• (43-59-04-67); Saint-La-Elysées, 8- (43-59-04-67); Saint-La- | Lincoln, 8- (43-59-36-14); Grand zare-Pasquier, 8- (43-87-35-43); 14 | Pavois, 15- (45-54-46-85).

Juillet Bastille, 11- (43-57-90-81) ; Les Nation, 12: (43-43-04-67); Fauvette Bis, 13: (47-07-66-88); Gaumont Alé-sia, 14: (43-27-84-50); Sept Pamassiens, 14- (43-20-32-20); 14- Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79); Gau-mont Convention, 15- (48-28-42-27); Pathé Wepler, 18- (45-22-48-01).

AN ANGEL AT MY TABLE (néo-zélandais, v.o.) : Lucamaire, 6- (45-44-

ATLANTIS (Fr.): Gaumont Ambassada 8- (43-59-19-08); Gaumont Parnassa 14- (43-35-30-40). L'AUTRE (Fr.) : Pathé Hautefeuille, 6 (46-33-79-38) ; Elysées Lincoln, 8- (43-

59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14- (43-20-32-20). AY CARMELA ! (Esp., v.o.) : Latins, 4-(42-78-47-86) ; Gaumont Parnassa, 14-(43-35-30-40).

BACKDRAFT (A., v.o.) : Forum Orien Express, 1- (42-33-42-26); Gaumon Ambassade, 8- (43-59-19-08); George V, 8- (45-62-41-46); v.f.: Rex. 2- (42 36.83-93) : Paramount Opéra, 9- (47 36-8-93); Farantount Opera, 3- (47-07-42-56-31); Fauvette Bis. 13- (47-07-55-88); Gaumont Parnasse, 14- (43-35-30-40); Pathé Wepler II, 18- (45-22-47-94); Le Gambetta, 20- (46-36-

LA BANDE A PICSOU (A., v.f.) : Rex 2- (42-36-83-93); Cinoches, 8- (46-33-10-82); UGC Triomphe, 8- (45-74-93-50); Républic Cinémas, 11- (48-05-51-33); UGC Lyon Bestille, 12- (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13\* (45-61-94-95); Denfert, 14\* (43-21-41-01); Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68).

BARTON FINK (A., v.o.) : Forum Hori ron. 1• (45-08-57-57) : Pathé Impénal 2- (47-42-72-52) ; Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-36) ; UGC Danton, 6- (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8 (45-62-20-40) ; La Bastilla, 11 (43-07-48-60) ; Escurial, 13- (47-07-28-04) Mistral, 14- (45-39-52-43) ; Sept Par nassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juille Besugrenelle, 15 (45-75-79-79). LA BELLE NOISEUSE (Fr.) : Le Saint-

Germain-des-Prés, Salle G. de Beaure-gard, 6: (42-22-87-23) ; Les Trois Balac, 8• (45-61-10-60). BOYZ'N THE HOOD (\*) (A., v.o.) : Gau mont Las Halles, 1• (40-26-12-12); Gaumoni Opéra, 2• (47-42-60-33); Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08) ; v.f. : Miramar, 14- (43-20-89-52).

LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr.-Ind. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS

Grand Pavols. 15 (45-54-48-85). CHIENNE DE VIE (A., v.o.) : Cinoches 6- (46-33-10-82) ; Saint-Lambert, 15-(45-32-91-68).

LE CHOIX D'AIMER (A., v.o.) : George V, 8• (45-62-41-45) ; UGC Blarritz, 8• (45-62-20-40) ; v.f. : Pathé Impérial, 2-(47-42-72-52) ; UGC Montparnasse, 6-

CITY SLICKERS (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46). LES COMMITMENTS (irlandais, v.o.)

Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26); George V, 8- (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14- (43-20-32-20). CROC-BLANC (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1- (40-26-12-12); UGC Odéon, 6- (42-25-10-30); Publicis Champs-Bysées, 8 (47-20-76-23) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; v.f. ; Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Rex. 2 (42-36-83-93) : UGC Montpamasse, 6- (45-74-94-94); UGC Odéon, 6- (42-25-74-94-94); UGC Odeon, 6\* (42-2b-10-30); Publicis Champs-Elysées, 8\* (47-20-76-23); UGC Biarritz, 8\* (45-82-20-40); Paramount Opéra, 9\* (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12\* (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13\* (45-81-94-95); Gaumont Alésia, 14\* (43-27-48-26) 94-95); Gauriont Alesia, 14 (43-27-89-82); UGC Convention, 15- (45-74-93-40); UGC Maillot, 17- (40-68-00-16); Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01); Le Gam-

betta, 20- (46-36-10-96). CYRANO DE BERGERAC (Fr.): Elysées

#### **PARIS EN VISITES**

**LUNDI 28 OCTOBRE** 

« La maison de Nicolas Flame) (1407) et autres vieux logis parisiens », 10 h 30, métro Rambuteau, sortie rue du Grenier-Saint-Lazarre (Paris autrefois).

 ▼ Tombes célèbres du Père-Lachaise s. 10 h 30 et 14 h 45. porte principale, boulevard de Ménilmontant (V. de Langlade). Cités d'artistes et jardins secrets de Montmartre », 11 heures et

(Connaissance d'ici et d'ailleurs). La peinture de Watteau à David », 13 h 30 et 17 h 30, Grand Palais, entrée de l'exposition IM.-C. Lasnier).

« La maison Opéra » (carte d'iden-Lancereaux (Paris et son histoire). « Jardins secrets et chemins inconnus de la Butte-Montmar-tre », 14 h 15, métro Blanche

(C.-A. Messer). « Le Palais de justice en activité », 14 h 30, 4, boulevard du Palais (C. Merle).

 ← L'Opéra Garnier et les fastes du Second Empire », 14 h 30, en haut des marches, à l'extérieur

(Connaissance de Paris). « Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges », 14 h 40, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du

« Des bords de Seine à l'église Saint-Eustache en passant par les Halles », 14 h 30, métro Louvre (M. Rameng).

« La Seine et ses vieux ponts, les hautes, la batellerie », 14 h 30. place du Châtelet, devant la fon-taine (Paris autrefois). « Le quartier de la Défense, ses

galeries souterraines et ses sculp-tures », 15 heures, hall du RER, sortie K, devant la pharmacie (Monuments historiques). e Exposition Géricault ≥, 16 h 15, hall du Grand Palais (M→ Cazes). «De Watteau à David, les amours

entrée de l'exposition (Approche

### **CONFERENCES**

et technologie génétique », par J. Lejeune, membre de l'Institut (Académie des sciences morales et politiques).

30, avenue George-V, 16 heures:
« Toreo et costumes », par M, Charnbes: 20 heures: spectacle « Blessures mortelles », textes de

35, rue des Francs-Bourgeois, 18 h 30 : « Ecu, naissance d'une montaie », par P. Jurgensen (Maison

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.f.) : Lucernaire, 6- (45-44-57-34) ; Le Berry Zèbre, 11- (43-57-51-55); Denfert, 14 (43-21-41-01). DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80): Les Trois Baizac, 8 (45-81-10-80): v.f.: UGC Opéra, 9 (45-74-

DELICATESSEN (Fr.) : Ciné Be 3- (42-71-52-36); UGC Triomphe. 8- (46-74-93-50).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Epée de Bois, 5º (43-37-57-47). LES DOORS (A., v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-48-85).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6-(43-26-48-18) ; Denfert, 14- (43-21-

FISHER KING (A., v.o.): Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33); Action Rive Gauche, 5- (43-29-44-40); 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83) ; La Pagode, 7- (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade. 8 (43-59-19-08); George V, 8 (45-62-41-46); 14 Juillet Bastile, 11 (43-57-90-81); Gaumont Alásia, 14 (43-27-84-50); Bienvenüe Montparnasse, 15-(45-44-25-02); UGC Maillot, 17- (40-68-00-16); v.f.; Rex. 2- (42-36-83-93); Pathé Français, 9- (47-70-33-88); Fauvette, 13- (47-07-55-88); Pathé Montparnesse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27} ; Pathé Wepler II, 18- (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20- (46-36-10-96).

#### LES FILMS NOUVEAUX

A PROPOS D'HENRY. Film amé ncain de Mike Nichols, v.o.: Gau-mont Opéra, 2\* (47-42-60-33); Ciné Beaubourg, 3\* (42-71-52-36); UGC Danton, 6\* (42-25-10-30) : Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50); 14- Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79); Bienventle Montparnasse, 15- (45-44-25-02); UGC Melliot, 17- (40-68-00-16); v.f.: Rex, 2• (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6-(45-74-94-94) : Paramouni (45-74-94-94); Faramount Opéra, 9- (47-42-56-31); UGC Lyon Bastilla, 12- (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13- (46-81-94-95); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01).

L'AMOUR AVEC DES GANTS. 1'AMOUR AVEC DES GANTS. Film italien de Maurizio Nichetti et Guido Marruli, v.o.: Ciné Beau-bourg, 3: (42-71-52-36); 14 Juil-let Odéon, 6: (43-25-59-83); George V, 8: (45-62-41-45); UGC Triomphe, 8: (45-74-93-50); 14 Juillet Bastulle, 11: (43-57-90-81); Sept Parmassiens, 14: (43-20-32-20); v.f.: UGC Opéro, 9 (45-74-95-40); UGC Lyon Bas-tille, 12 (43-43-01-59); Fauvette, 13• (47-07-55-88) ; Les Montparnos, 14 (43-27-52-37); Mistral, 14 (45-39-52-43); Pathé

Clichy, 18 (45-22-46-01). FIERRO... L'ÉTÉ DES SECRETS. Film canadien d'André Melancon : Latina, 4 (42-78-47-86) ; Epée de Bois, 5 (43-37-57-47); Cosmos, 6 (45-44-28-80); George V, 8 (45-62-41-46).

JUSQU'AU BOUT DU MONDE. Film franco-germano-autralien de Wim Wenders, v.o. : Forum Hori-zon, 1- (45-08-57-57) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-48-18) UGC Danton, 6 (42-25-10-30) Gaumont Ambassade, 8 (43-59 19-08) : George V. 8\* (45-62-41-46) : Max Linder Panorama, 9\* (48-24-88-88) ; La Bastille, 11 3-07-48-60) ; Escurial, 13- (47-07-28-04) : Gaumont Parnasse. 14- (43-35-30-40) : Kinopand rama, 15. (43-06-50-50); v.f. Pathe Wepler II, 18 (45-22-

MON PÈRE CE HÉROS. Film français de Gérard Lauzier : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) : UGC Odéon, 6 2: (42-36-83-93): UGC Odéon, 6: (42-25-10-30): Pathé Marignan-Concorcte, 8: (43-59-92-82): Saint-Lazare-Pasquier, 8: (43-87-35-43): UGC Biarritz, 8: (45-62-20-40): Pathé Français, 9: (47-73-388): UGC Opéra, 9: (43-43-04-67): UGC Lyon Bastilla, 12: (43-43-01-59): Fauvette, 13: (47-07-55-88): Gaumont Alésia, 14: (43-27-84-50): Mirarnar, 14: (43-20-89-52): Pathé Montpernasse, 14: (43-20-12-06): 14. Juillet Boaugrenelle, 15: (45-75-79-79): Gaumont Convention, 15: (48-28-42-27): UGC Maillot, 17: (40-68-00-16): Pathé Cischy, (40-68-00-16) ; Pathé Clichy (45-22-46-01) ; Le Gambetta 20- (45-36-10-96)

GREEN CARD (A., v.o.) : Cinoches, 6-HALFAOUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Épée de Bois, 5- (43-37-57-47). HENRY V (Brit., v.o.) : Républic Ciné-

mas, 11 (49-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15- (45-HIDDEN AGENDA (Brit., v.o.) : Utopia.

5- (43-26<del>-84-65</del>). 'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ETRE (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-

J'ENTENDS PLUS LA GUITARE (Fr.) Epée de Bois, 5- (43-37-57-47) L'Entrepôt, 14- (45-43-41-63). JACQUOT DE NANTES (Fr.) : Lucernaire, 6- (45-44-67-34).

JAMAIS SANS MA FILLE (A., v.o.) : UGC Rotonde, 6- (45-74-94-94); George V, 8- (45-82-41-46); v.f. : Rex., 2- (42-36-83-93); Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31); Mistral, 14- (45-39-

LES LIAISONS DANGEREUSES IA. v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82) ; Grand Pavols, 15- (45-54-48-85). LIFE IS SWEET (Brit., v.o.) : Europa nthéon (ex-Reflet Panthéon), 5 (43-

MADAME BOVARY (Fr.): 14 Juillet MILLER'S CROSSING (\*) (A., v.o.) : Epée de Bols, 5- (43-37-57-47) ; Seint-Lambert, 15- (46-32-91-68).

MISERY (\*) (A., v.o.) : Choches, 6- (46-MISSISSIPPI MASALA (A., v.o.) Lucernaire, 6• (45-44-57-34); L'Entrepôt, 14• (45-43-41-63).

MOHAMED BERTRAND-DUVAL (Fr.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26); Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52).

LA MORT D'UN MAITRE DE THÉ (Jap., v.c.) : Espace Saint-Michel, 5 (44-NEUF SEMAINES ET DEMIE (") (A v.o.) : Studio Galanda, 5- (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15- (45-54-

46-85). NIKITA (Fr.) : Les Montparnos, 14 (43-27-52-37).

NUIT ET JOUR (Fr.-Bel.-Suis.) L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63). POINT BREAK (") (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8º (45-62-20-40) : v.f. : Pathé Franpais, 9 (47-70-33-88).

PRETTY WOMAN (A., v.o.) : Cinoches, PROSPERO'S BOOKS (Brit.-Ho v.o.) : Gaumont Les Halles, 1• (40-26-12-12) ; Racine Odéon, 6• (43-26-

19-68). RAGE IN HARLEM (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1. (42-33-42-26); Images d'ailleurs, 5. (45-87-18-09). RAOSAHEB (Ind., v.o.): Utopia, 5- (43-

ROBIN DES BOIS PRINCE DES VOLEURS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1• (42-33-42-26) : Gaumoni Opéra, 2• (47-42-60-33) : UGC Odéon, Opera, 2º (47-42-00-33); Vot. Ocean, 6º (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 8º (43-59-92-82); UGC Nor-mandie, 9º (45-63-16-16); v.f.: Rex, 2º (42-36-83-93); Bretagne, 6º (42-22-57-97); Pathé Français, 9º (47-70-33-88) : Fauvette, 13- (47-07-55-88) : Geumont Alésia, 14- (43-27-84-50) : Gaumont Alessa, 14 (43-27-84-90); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01); Le Gambetta, 20 (46-36-

LE ROI DES ROSES (All., v.o.) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47).

SAILOR ET LULA (\*) (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-38) ; Studio Galanda, 5• (43-54-72-71). SEXE, MENSONGES ET VIDÉO (A., v.o.) : Ciné Beaubourg. 3- (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5- (43-

LE SILENCE DES AGNEAUX (\*\*) (A. v.o.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) : Las Montparnos, 14 (43-27-52-37); Grand Pavois, 15. (45-54-

SIMPLE MORTEL (Fr.) : Lucemaire, 6-

LA TENTATION DE VENUS (Brit., v.o.): 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82); UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Gaumont Parnasse, 14- (43-

TERMINATOR 2 (\*) (A., v.o.) : Forum Horizon, 1: (45-08-57-57); Forum Horizon, 1: (45-08-57-57); UGC Odéon, 6-(42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 8: (43-59-92-82); UGC Nor-mandie, 8: (45-63-16-16); La Bastille, 11. (43-07-48-60) : Pathé Montpar nesse, 14- (43-20-12-06); 14 Juillet Beaugranelle, 15- (45-75-79-79) ; v.f. : Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26); Rex (le Grand Rex), 2: (42-36-83-93); UGC Montparnesse, 6: (45-74-94-94); UGC Montparnesse, 6: (45-74-94-94); Pathé Marignan-Concorde, 8: (43-59-92-82); Paramount Opéra, 9: (47-42-56-31); Paramount Opéra, 9: (47-42-56-(47-42-56-31) : Les Nation, 12- (43-43-(47-42-56-31); Les Nestion, 12-(43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12-(43-43-01-59); UGC Lyon Bastille, 12-(43-43-01-59); UGC Gobelins, 13-(45-61-94-95); UGC Gobelins, 13-(45-61-Mistral, 14 (45-39-52-43) : Pathé Mont permasse, 14- (43-20-12-06); UGC Convention, 15- (45-74-93-40) ; UGC Convention, 15- (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18- (45-22-46-01) ; Le Gam-

THE INDIAN RUNNER (\*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); UGC Rotonde, 6- (48-74-94-94); UGC Normandle, 8 (45-63-16-16); UGC on, 15. (45-74-93-40) ; v.f. : UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95). THE VOYAGER (All-fr.-Gr., v.o.) : UGC

Danton, 6- (42-25-10-30); Studio 28, 18- (48-06-36-07). THELMA ET LOUISE (A. v.o.) : Form Orient Express, 1- (42-33-42-26); George V, 8- (45-62-41-46). TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.)

Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Le Berry Zèbre, 1 (+ (43-57-51-55). LES TORTUES NINJA II (A., v.f.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8 (43-59-31-97); Saint-Lambert, 15 (45-32-

TOTO LE HÉROS (Bal.-Fr.-Ail.) : Ciné

Besubourg, 3- (42-71-52-36); UGC Rotonde, 8- (45-74-94-94). TROUBLES (A., v.o.): 14 Juillet Odéon, 8- (43-25-59-83) ; Gaumont Ambas-sade, 8- (43-59-19-08) ; UGC Blamitz, 8-

(45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle,

UNE ÉPOQUE FORMIDABLE... (Fr.) : George V, 8= (45-62-41-46).

15- (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Montpar-

(45-74-95-40).

nasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9

URGA (Fr.-Sov., v.o.): Gaumont Les Halles, 1. (40-26-12-12): Gaumont Opéra, 2. (47-42-60-33); Perhé Haute-feuille, 6. (46-33-79-38); Publicis feuille, 6• [46-33-79-38]; Publicate Champs-Elysées, 9• [47-20-76-23]; 14
Juillet Bastille, 11• (43-57-90-81); Les Nation, 12• (43-43-04-67); UGC Gobelins, 13• [45-81-94-95]; Geumont Alésia, 14• [43-27-84-50]; Les Montpernos, 14• [43-27-52-37]; Pathé Wepler H. 18. (45-22-47-94).

LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LA MER (Fr.): Forum Horizon, 1: (45-08-57-57); Pathé Hautefeuille, 6: (46-33-79-38): Pathé Marignan-Concorde, 8: 79-38); Pathé Manghan-Contactor, 0 (43-59-92-82); Pathé Françèis, 9-(47-70-33-88); UGC Lyon Bastille, 12-(43-43-01-59); Fauvette, 13-(47-07-55-98); Pathé Montparnasse, 14-(43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15-(48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18- (45-

22-46-01). LE VOLEUR D'ENFANTS (Fc.-tt.-Esp.) : Pathé Hauteleuille, 6- (46-33-79-38) ; George V, 8- (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14- (43-20-32-20). VOYAGE SUR JUPITER (Can.) Cinaxe, 19 (42-09-34-00).

Y A-T-IL UN FLIC POUR SAUVER LE PRÉSIDENT ? (A., v.o.): UGC Normandie, 8- (45-63-16-18); v.f.: UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95).

LES SÉANCES SPÉCIALES

A BOUT DE SOUFFLE (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6- (46-33-97-77) 12 h. ABYSS (A., v.o.) : Grand Pavois, 15-(45-54-46-85) 17 h 30. AKIRA (Jap., v.o.) : Grand Pavois, 15-(45-54-46-85) 15 h 30. ALLO MAMAN C'EST ENCORE MOI (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11• (48-06-51-33) 15 h 20.

L'APPROCHE FINALE (A., v.o.) : Grand Payois, 15- (45-54-46-85) 12 h. ASTÉRIX LE GAULOIS (Fr.) : Le Berry Zebre, 11 (43-57-51-55) 15 h. ATTACHE-MOI I (Esp., v.o.): Studio Galanda, 5- (43-54-72-71) 18 h 20. LE BAL DES SIRÈNES (A., v.o.): Mac-Mahon, 17- (43-29-79-89) 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h

LE BALLON ROUGE (Fr.) : Seint-Lam-bert, 15- (45-32-91-68) 13 h 30. BARRY LYNDON (Brit., v.o.): Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) 15 h 30. BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (ira-nian, v.o.) : Utopia, 5- (43-26-84-65) 16 h 10.

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5-(43-54-72-71) 16 h. LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09) 22 h 30. LA CHAIR (hz., v.o.) : Studio 28, 18-(46-06-36-07) 15 h, 17 h, 19 h, 21 h. CHAMBRE AVEC VUE ... (Brit., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 21 h. CHÈRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES.

(A., v.f.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 17 h. CRIN BLANC (Fr.) : Saint-Lambert, 15-DANCIN' THRU THE DARK (8rit., v.o.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36)

LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOLERAS PAS (Pol., v.o.) : Reflet Médicis Logos selle Louis-Jouvet, 5- (43-64-42-34) . LE DÉCALOGUE 8, TU NE MENTIRAS PAS (Pol., v.o.) : Reflet Médicis Logos

salle Louis-Jouver, 5- (43-54-42-34) 12 h. DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5- (45-87-18-09)

EXCAUBUR (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) 21 h. L'EXPÉRIENCE INTERDITE (\*) (A. v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85)

20 h. FANTASIA (A.) : Républic Cinémas, 11-(48-05-51-33) 17 h ; Saint-Lambert, 15-(45-32-91-68) 19 h. FASTER PUSSY CAT, KILL [ KILL [ 7"] (A., v.o.) : Ciné Sesubourg, 3- (42-71-52-36) 0 h 45.

FATAL GAMES (\*\*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) 13 h 45. LES FEEBLES (\*) (néo-zélandais, v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 12 h. LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fin., v.o.) : Le Berry Zebre, 11- (43-57-

51-55) 20 h 15. LE FLEUVE (Ind., v.c.) : Reflet Logos 1, 5- (43-54-42-34) 12 h. LA FLUTE A SIX SCHTROUMPFS (Bel.): Seint-Lambert, 15- (45-32-91-68)

13 h 30. FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09)

18 h 30. LES FRÈRES KRAYS (\*) (Brit., v.o.) : Grand Pavois, 15. (45-54-46-85) 20 h. LE GRAND BLEU (Fr.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 17 h 15.

LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 19 h 15. HAIRSPRAY (A., v.o.) : La Bastille, 11. 143-07-48-60) 0 h.

HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (\*\*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) 0 h 20. HOMICIDE (A., v.o.) : Studio des Ursu-lines, 5- (43-28-19-09) 12 h. HOT SPOT (\*) (A., v.o.) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47) 22 h. HUSBANDS (A., v.o.) : Accatone, 5-(46-33-86-86) 22 h. INDIA SONG (Fr.): Denfert, 14- (43-21-

200 ATA

777 (27) May 1

المراج النوبي

Harris St.

(12 )

اعياد ديجا الإ

200

-1.42 % %

25.55

接入量率 化基

gyr - m -

2 87 1 1 4

St. at 1 c.

Branch Commence

27. 7 4 4.

A .. . . . . .

Abr 21 . . .

 $\sigma_{2,2,2,n}$ 

71 20 July 18

73: . . .

The Family

· · · · · · ·

 $\sim_{\mathbb{R}^{n-1},n}$ 

Paragraphy.

32 2 1 to

Strate Contract

The state of the s

3.15 m

-

142

. . .

War in the

\* Stanta

....

িবা<sub>র</sub> - ক্র

AT ITS

4

235 m

The state of the

· 7:00

•

1.000

9.276

41-01) 17 h 10. JUNGLE FEVER (A., v.o.) : Images d'alleurs, 5- (45-87-18-09) 22 h. LOUTA (Brit., v.o.) : Républic Cinémas, 11- (48-05-51-33) 21 h. MARY POPPINS (A., v.f.) : Seint-Lambert, 15- (45-32-91-68) 16 h 45. MERCI LA VIE (Fr.) : Ciné Beaubourg.

3- (42-71-52-36) 10 h 40. METAL HURLANT (A., v.o.) : Grand Pavols, 15- (45-54-46-85) 0 h 30. MORT A VENISE (t., v.o.) : Escurial, 13- (47-07-28-04) 11.h 50. LE NARCISSE NOIR (Brit., v.o.) : Reflet Logos II, 5- (43-54-42-34) 12 h 10

PEAU D'ANE (Fr.): 14 Juillet Parnasse 6- (43-28-58-00) 14 h 05, 16 h 05. LE PORTEUR DE SERVIETTE (IL-Fr., v.o.) : Utopis,: 5: (43-26-84-65) 22 h 10. LA PREMIÈRE FOLIE DES MONTY PYTHON (Brit., v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) 10 h 45. OH A PETR OF VIRGINIA WOOLF?

26-19-09) 20 h 15. SALO, OU LES 120 JOURNÉES DE SODOME (\*\*) (h., v.o.) : Ciné Beau-bourg, 3 (42-71-52-36) 0 h 10. THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (\*) (A., v.o.) : Studio Galanda, 5-(43-54-72-71) 22 h 30. THELONIOUS MONK (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5- (45-87-18-09)

TOTAL RECALL (7 (A., v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) 22 h 15. VERAZ (Fr.-Esp.-It., v.o.) ; Le Berry Zebre, 11 (43-57-51-55) 16 h 30.

### THEATRES

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de relêche sont indiqués entre perenthèses.) MISERAE. Théâtre de Nesie (46-34-61-04) (dim.) 19 h (23). ONCLE VANIA, Lucernaire Forum. Centre national d'art et d'essal (45-44-57-34). Théâtre Rouge (dim.)

21 h 30 (23). LE BARBIER DE SÉVILLE, Salle Valhubert (45-84-30-60) (dim. solr, hun.) 20 h 30; sam. et dim. à 15 h (26). EXERCICES DE STYLE. Neutillus Bateau-Théâtre (40-51-84-53) (dim. soir, lun., mar.) vendredi, samedi 20 h 30; dimanche 15 h 30 (25).

LA VALSE AVANT LA NUIT. Arcane (43-38-19-70) (dim. soir, RÉGION PARISIENNE AUBERVILLIERS (THÉATRE DE LA COMMUNE) (48-34-67-87). La Nuit de juzane : 20 h 30, dim. (dernière) 16 h. AUBERVILLIERS (THÉATRE ÉQUESTRE ZINCA POL 142 de 24-24

TRE ZINGARO) (48-04-38-48). Opéra ouestre : 20 h 30, dim. 17 h 30 BOBIGNY (MAISON DE LA CULTURE) (48-31-11-45). Des babouins et des hommes : 21 h, dim, 16 h. CLICHY (THÉATRE RUTEBEUF) (47-39-28-58). Les Amenumes ; 21 h, dim. EXPOSITION-SPECTACLE SUR PLAN

D'EAU (05-00-92-00). Universeine : 17 h. 13 h 40, 20 h 20 et 18 h 40, ner., dim. 15 h 17 h, dim. 12 h et 13 h 40. FOSSES (SALLE JEAN-BAPTISTE DELAMBRE) (34-72-88-80). Roméo et kuliette : 21 h. GENNEVILLIERS (THÉATRE) (47-93-26-30). Salle I. As you like it, Featival d'autorine à Paris : 20 h 30, dim. 17 h.

Salle II. Ajax, Festival d'automne à Paris : 20 h 30, dim. 17 h. GRANDE ARCHE DE LA DÉFENSE (42-96-96-94). La Maison d'os, Festival d'automne à Paris : 20 h 45.

ieudīj 20 h 30 : dim. 17 h (25). AU-DELA DU VOILE. Beaumord-Cen-tre Wallonie-Bruxelles (42-71-26-16) mercredi, jeudi à 20 h 30 (26). L'ÉTRANGE OUVRAGE DES CIEUX. Roseau-Théatre (42-71-30-20) (dim. solr, lun.) 20 h 30; dim. - 17 h (29). POUR EN FINIR AVEC LE HARENG SAUR. Marie Stuart (45-08-17-80) (dim., lun.) 20 h 30 (29).

LÉO KRATZ ET SES ŒUVRES, Bar tille (43-57-42-14) 19 h 30 ; dim. 17 h (27). JUSQU'A LA PROCHAINE NUIT.

Essafon de Paris (42-78-46-42) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 16 h (29). IVRY-SUR-SEINE (ATELIER-THEA-

TREI (48-43-70-16). Les Couleurs du JUVISY-SUR-ORGE (THÉATRE DE L'ECLIPSE] (69-21-60-34). Les Morts d'Othello : 21 h, dim. 17 h. MALAKOFF (THEATRE EN APPAR-TEMENT) (46-55-43-45). Jeux de langues (théâtre en appartement) : 19 h. NANTERRE (THÉATRE PAR-LE-BAS) (47-78-70-88). La Famille Schroffenstein : 20 h 30. NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLÈTIC)

PANTIN (SALLE JACQUES-BREL) (49-15-41-70). Vous avez mis le monde en moi : 20 h 30, 1 PORT-MARLY (ESPACE TOUTAN-KHAMON) (47-52-05-68). Muriel

46-24-03-83). La Dernière Bande :

RUNGIS (ARC-EN-CIEL, THÉATRE DE RUNGIS) (46-60-54-33). Eté et futiée : 21 h, dim. 15 h, SAINT-CYR (CENTRE ELSA-TRIO-LET) (30-45-11-10). Welcome Mister Chaplin: 21 h. dim. (demière) 15 h. VINCENNES ITHÉATRE DANIEL-SO-

RANO) (48-08-60-83).Dim. La Face cachée d'Orion : 18 h.

te CO UE De na en tio Fre l'aı frai par der affe ma per lor M. 3,4

d'E

fut

coc for

ma du

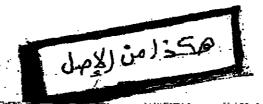
rev

caı

3

mc Сπ

élé: le :



Le Monde ● Dimanche 27 - Lundi 28 octobre 1991 19

### Le poisson sans passion

THE PARTY OF THE P

6.45

See Street

17 197813 ERANG = 1

Service Advanced Lag

5.1

人名英格兰人姓氏

14 1 3 mm

(日本) (100年) (10

ng pagaman mengangan kepada salah sebagai sebagai sebagai sebagai sebagai sebagai sebagai sebagai sebagai sebag Perseparah sebagai seba

· 多种的工作的工作的工作的工作。

Marie Action of

DOME PARTIES

STATE OF THE STATE

A CONTRACTOR OF THE CONTRACTOR

Application (Application of the Application of th

The second of the second of

The state of the s

PROFES SHEET ALES (177) (170) (170)

a 😅 jako 🚅 🧬

32 . . . -

STATE OF THE PARTY 
Son Surviva

D'Etaples à Concarneau et à La Rochelle, près de 1 000 bateaux de pêche - pinasses côtières et chalutiers hauturiers - aurontété en quelques mois envoyés à la casse, Bruxelles l'exigent. En effet de 1987 à 1990, la France a engagé un vigoureux programme de renouvellement. de sa flottille, notamment dans le secteur artisanal, mais en allant au-delà des règles et plafonds communautaires fixés dans le POP (plan d'organisation de la pêche). Il fallait donc faire marche arrière, d'autant que les ressources en poissons des eaux-européennes ont considérablement fléchi ces demières années, Lancé en mars demier par le ministre de la mer de l'époque, M. Jacques Mellick, le plan de « sorties de \_ flotte » aura atteint ses objectifs: 10 % de la capacité de capture en moins.

L'actuel secrétaire d'Etat à la mer, M. Jean-Yves Le Drian, par ailleurs maire de Lorient (dont le port de pêche va très mail s'est félicité de cet aboutissement. «Le plan demandé était sévère. mais indispensable dans une logique de protection de la ressource. Si nous ne l'avions pas appliqué, la France se serait. discréditée devant la Commission. » Contrairement à ce qu'on pouvait redouter, cet cautodafé maritime» n'a pas provoqué de tollé sur le littoral. les pécheurs sechant bien qu'à trop racier les fonds on hypothèque l'avenir. Il est vrai que le directeur des pêches, de quelque 300 millions de francs (v compris les aides européennes et celles des conseils régionaux concernés) a fait preuve de vigilance pour que le volet social du plan soit ricoureusement apoliqué.

Social et aussi cultural, car les anciens bateaux de pêche thoniers, langoustiers, et autres vieux gréements - font partie du patrimoine culturel. M. Jack Lang, ministre de la culture, a promis de soutenir leur acquisition par des musées et des associations.

C'est donc en relatif € bon élève » européen que la France aborde le 28 octobre à Luxembourg la réunion du conseil des ministres européens de la pêche. Outre des points techniques (taille minimale des poissons, mailles des chaluts). l'ordre du jour comprend un sujet chaud : le projet de limitation draconienne de la longueur des filets dérivants, utilisés pour la pêche au thon dans le golfe de Gascogne.

Cible d'une campagne écologiste musclée, la France est isolée. « Traitons l'ensemble des questions de la préservation des ressources sans idéologie et sans passion», a déclaré le 25 octobre M. Le Drian. L'ennui est que les écologistes comme les pêcheurs sont en général des gens passionnés...

FRANCOIS GROSRICHARD

### La France et l'Iran ont paraphé le texte

de leur accord Les négociateurs français et iranien, chargés de régler le conten-tieux financier qui oppose les deux pays depuis douze ans, ont para-phé vendredi 25 octobre à Paris le texte de leur accord conclu dans la journée (le Monde du 26 octobre). La signature officielle de cet accord par les ministres des affaires étrangères français et iranien ne devrait avoir lieu que dans quelques semaines, une fois que les deux négociateurs, le secrétaire général du Quai d'Orsay, M. François Scheer, et le vice-mi-nistre iranien des affaires étrangères, M. Mahmoud Vaczi, auront reçu l'aval de leur gouvernement. Les représentants du groupe des Sept à Moscou

## L'Europe et les Etats-Unis sont divisés sur le remboursement de la dette soviétique

Républiques n'ont apporté de

Les représentants des ministres des finances des sept pays industrialisés devaient se retrouver samed 26 et dimanche 27 octobre à Moscou, afin de discuter avec les dirigeants de Moscou et des Républiques de la situation financière de l'URSS. Depuis les réunions monétaires de Bangkok, Américains et Européens s'affrontent sur les conditions du remboursement de la dette extérieure de rurss.

La tâche des représentants des Sept n'est pas simple. Leurs gouver-nements les ont chargés, en pleine période de désintégration de l'autorité en URSS, de tenter d'éclairer la situation financière du pays. Qui détient encore l'autorité monétaire, quels sont les projets des Républi-ques dans ce domaine, quel est le montant exact de la dette extérieure ct comment sera-t-elle répartie?... Autant de questions essentielles pour les Sept, actuels créditeurs de l'URSS, amenés à parrainer la libéralisation économique de l'ancien géant communiste, questions auxquelles ni les contacts avec le Fonds monétaire international, ni les discussions en vue de la signature d'un pouveau traité économique entre

Le programme des privatisations a commencé

#### Le Brésil vend Usiminas aux enchères

**RIO-DE-JANEIRO** 

de notre correspondant Avec un mois de retard sur le vatisation du gouvernement brési-lien a débuté, le 24 octobre, avec la vente aux enchères de la compagnie sidérurgique Usiminas. Malgré quelques manifestations Maigre queiques mantestations hostiles, provoquant plusieurs dizaines de blessés à l'ouverture des enchères, la Bourse de Rio-de-Janeiro ainsi que celles de Sao-Paulo et de Belo-Horizonte ont réalisé l'opération conduite par la Banque du développement économique ct social (BNDES) en un peu plus de deux heures. Le prix plancher de 1 milliard de dollars (5,8 milliards de francs), fixé par la BNDES en accord avec le gouvernement, a été dépassé, pour attembre un montant de 1,17 mil-liard de dollars.

Usiminas, première entreprise sidérurgique du pays et septième du monde en matière de productivité, est considérée comme l'un des plus beaux fleurons des firmes nationales, parmi les deux cents que contrôle l'Etat brésilien. Loca-lisée dans l'Etat du Minas-Gerais, au sud du pays, elle emploie près de quatorze mille personnes, a réa-lisé un profit net de 239 millions de dollars en 1989 et exporte dans plusieurs pays, dont les Etats-Unis, le Canada et le Japon.

Un préalable aux négociations

Les acheteurs sont à 94 % des entreprises nationales, essentielle-ment la compagnie minière Valc do Rio Doce (15 %), et un fonds de placement de la Banque du Bresil pour un montant identique.
Plusieurs groupes étrangers, dont
les noms n'ont pas encore été
révélés, s'octroient le reste, alors que la loi leur permettait d'acquérir une participation maximale de 25 %. Une deuxième vente doit être réalisée le 10 novembre. Elle portera sur les 25 % d'actions sans droit de vote qu'il reste à attri-buer, essentiellement à destination buer, essentiellement à destination de petits investisseurs locaux. Le personnel de l'entreprise s'est pour sa part porté acquéreur des parts qui lui étaient réservées.

Cette première privatisation, après les difficultés juridiques un moment provoquées par les oppomoment provoquees par les oppo-sants politiques et syndicaux à ce programme (le Monde du 27 sep-tembre), constitue pour le gouver-nement la première étape satisfaisante d'un plan qui prévoit la vente d'une quarantaine d'entre-prises d'Etat dans les secteurs de la sidérurgie, de la petrochimie et des fertilisants, d'ici à la fin de 1992. Cette première phase devrait rapporter à l'État, selon le président de la BNDES, M. Eduardo Modiano, près de 17 miliards de dollars. La mise aux enchères d'Usiminas constituait aussi un préalable à la reprise des négociaticas sur la dette extérieure du

Si les Républiques soviétiques ne se privent pas d'exposer leurs diver-gences, les Sept non plus, notam-ment sur la question du rembourse-ment de la dette extérieure, évaluée à 65 milliards de dollars (377 mil-liards de francs). Depuis deux ans au moins, la communanté bancaire s'interroge sur les risques de cessation de paiement de l'URSS. Au cours des dernières semaines, si les versements ont continué à être assurés, la désorganisation croissante et les revendications des Républiques ont suscité de nouvelles inquiétudes.

#### Assistance financière

Aujourd'hui, les Etats-Unis pro-posent que les Sept accordent à l'URSS un délai de paiement de six mois à un an sur le remboursement du principal de la dette contractée à l'égard des gouvernements. Cette solution aurait l'avantage d'éviter une cessation de paiements brutale, qui achèverait de détruire la confiance des marchés financiers internationaux. Deux milliards de dollars environ bénéficieraient d'une

Les Européens, premiers créanciers de l'URSS, s'opposent vive-ment à la solution américaine, estimant que la poursuite de

un atout que l'URSS, quel que soit son degré de désintégration interne, son degre de desantegration interne, ne doît perdre à aucun prix. C'est pourquoi l'Allemagne ou la France – dont les banques se sont lourde-ment engagées à l'égard de l'URSS – préconisent des apports d'argent frais, répartis entre les Etats-Unis, la Communauté européenne et le Scion certaines informations, les

membres européens du groupe des Sept demanderaient la mise en place d'un plan d'assistance finan-cière aux filiales des autorités monétaires soviétiques implantées en Europe. Car ces filiales, la Ban-que Narodny de Londres, la Banque de l'Europe du Nord à Paris, cue des établissements de Européans que des établissements de Francfort, Zurich ou Luxembourg, souffrent depuis le mois d'août d'une grave crise de confiance de leur dépo-sants, qui se traduit par des problèmes de liquidités grandissants. Leur injecter de l'argent permettrait indirectement de venir en aide à leur actionnaire principal, la Voes-hekonombank de Moscou, qui assure le remboursement de la dette extérieure de l'URSS, « Ils savent qu'une défaillance de notre part pourrait entraîner celle de la maiso mère», expliquait un membre du réseau européen de la banque sovié-

### Le maintien d'une monnaie unique en URSS n'est pas souhaitable, estime la banque Paribas

Le maintien d'un système moné-taire unique pour l'ensemble des Républiques soviétiques pourrait aggraver une inflation dejà galo-pante, selon l'analyse présentée par la revue Conjoncture de Paribas, dans son numéro d'octobre.

Cette étude constate que le sysa actorint les membres de l'Unior soviétique à une spécialisation excessive, les empêchant d'accéder aujourd'hui à l'autosuffisance économique et nouant de forts liens d'interdépendance entre les Républiques. Le maintien d'une monnaie unique, dans le cadre d'une économie libre et décentralisée, ne peut, de ce fait, qu'aggraver les déséquilibres existants. Le rouble, utilisé pendant soixante-dix ans comme monnaie de récerve mais qui échappe aujourd'hui au contrôle de la Banque cent ale, ne peut assumer le rôle de « variable d'ajustement», comme le font les devises des économies de marché.

Si l'on tient compte à la fois de l'augmentation des prix de gros et des prix de détail (estimée à 100 % depuis le début de l'année), conséquence e d'une désorganisation anarchique du système de com-mandes, à laquelle s'ajoute le gon-flement excessif de la masse moné-taire, utilisé pour financer le déficit budgitaire, il apparaît néfaste de vouloir préserver une monnaie uni-que. Cela aboutirait de fait à

exporter l'inflation d'une République à une autre. En effet, les rela-tions commerciales qui unissent les Républiques entre elles tendent à propager l'inflation.

Si, comme l'explique le rapport la Russie connaissait, par exemple, un fort taux d'inflation se traduisant par des prix élevés, et que contrôler ses prix et sa masse monétaire, la demande russe se contaminerait l'Ukraine avec cette hausse des prix. Ce qui justifierait le recours à des mesures protec-tionnistes – déjà employées par la Biétorussie et l'Ukraine. Les différentes entités de l'Union ne pourraient donc accéder à une véritable autonomie économique et finan-cière qu'en abandonnant le système

Enfin, cette étude souligne les Enfin, cette etude soungne les ambiguités» de la position de la Fédération de Russie au sein de ce qui reste de l'Union. Avec 61 % du PNB (produit national brut) total de l'ex-URSS et 70 % de ses exportations, la Russie jouit d'une autonomie économique bien plus grande que les autres membres de l'Union; le maintien du rouble pourrait donc lui permettre de consolider son pouvoir monétaire, tandis que les relations commerciales à l'intérieur de l'Union. vitales pour les Républiques, s'en trouveraient sérieusement affectées. Pour creuser l'écart avec la concurrence

### Les constructeurs automobiles japonais parient sur la haute technologie

L'animation autour des stands japonais lors de la présentation à la presse des modèles du 29. Salon de l'automobile de Tokyo, qui s'est ouvert au public samedi 26 octobre, ne relève pas du simple chauvinisme. Les constructeurs nippons entendent démontrer avec ce salon - qui, pour la première fois, place côte à côte et non dans des halls différents les constructeurs japonais et étrangers - qu'ils sont à la pointe de la recherche technologique en matière automobile.

de notre correspondant

Le Salon automobile de Tokyo, qui a lieu tous les deux ans, a pour thème cette année «La nou-relle relation entre l'homme, la roiture et la Terre». Un thème pompeux signifiant plus prosaïquement que les préoccupations des constructeurs portent désormais plus que jamais sur la protection de l'environnement et les économies d'énergie, deux problèmes qu'ils estiment liés, ainsi que sur la sécurité.

Des « voitures concept » du futur aux automobiles électriques (aux-quelles était réservé un stand spécial) en passant par les moteurs rotatifs à hydrogène, les moteurs à méthanol et les coussins d'air protecteurs en cas de chocs montés en série sur certains véhicules, le Salon de Tokyo témoigne effecti-vement de l'avancée technologique nippone.

En matière d'innovation, Mazda Auto (qui à partir du le novembre prendra le nom de Anfini) presente le nouveau moteur rotatif (domaine où ce constructeur a été (domaine ou & constitution a si-un pionnier) à hydrogène qui équipe son prototype HR-X. L'uti-lisation de l'hydrogène, énergie non nolluante, n'a jamais été mise en pratique en raison de la chaleur que dégage sa combustion et des risques d'explosion. Selon M. Takanori Minami,

directeur du département de

recherches et développement chez Mazda, a nous sommes parvenus à remédier à ces risques et nous ché avant longtemps une voiture à che avant tongremps une voture a hydrogène ». « Cette fois, estime le président de la firme, M. Keuichi Yamamoto, qui a conservé un sou-venir amer du refus d'homologation par les Américains de son moteur rotatif, nous sommes à la pointe des technologies anti-pollu-tion ». Mazda, comme d'autres constructeurs, présente également des moteurs Diesel à méthanol montés sur des véhicules utilitaires. C'est aussi le cas du premier constructeur nippon, Toyota, qui expérimente sur route de tels

Les règlements anti-pollution, très stricts sur les gaz d'échappe-ment, mis en application par le Japon depuis 1973, furent le coup

de fouct qui lança les constructeurs dans la course aux améliora-tions technologiques. Ils ne concer-nent cependant pas encore les moteurs Diesel. Le moteur Diesel à méthanol devrait permettre de remédier à un problème de plus en plus urgent, le sursis accordé aux constructeurs par le ministère de l'industrie et du commerce

Nissan Motor présente pour sa part un coupé, TRI-X, équipé d'un moteur utilisant une mélange d'es-sence et de méthanol. Fuji Heavy Industrie mettra prochainement sur le marché un modèle compact, Rioma, utilisant ce même mélange. En matière de sécurité, les constructeurs japonais ont modèles haut de gamme des sys-tèmes électroniques donnant des indications supplémentaires au conducteur. C'est le cas de Nissan sur sa TRÍ-X équipé d'un radar, qui avertit de la proximité excessive d'un autre vénicule (lorsque la labilité est invénicule (lorsque la labilité est est la labilité est invénicule (lorsque la labilité est est la labilité est la labilité est est la labilité est la labili visibilité est insuffisante : dans un tournant per exemple).

#### Le retour des « compacts »

Même système sur le prototype de Toyota, AXV-III, qui permet en outre de contrôler les accéléra-tions et avertit le conducteur s'il change de direction sans mettre son clignotant. L'ATV-X est en outre équipé d'une caméra qui interprète les signes sur le sol du parking et se gare automatiquement, sans l'intervention du chauf-feur. Des coussins d'air protecteurs sur les côtés de la voiture protègent des chocs latéraux. La AVX-III comporte enfin un système de orales au conducteur. Le premier constructeur japonais consacre annuellement quelque 400 mil-liards de yens (environ 17 mil-liards de francs) à la recherche et au développement.

La conservation de l'énergie est que la NS-X). Selon les directives du ministère de l'industrie et du commerce international, d'ici la fin du siècle, les constructeurs doirapport existant entre la consommation d'énergie et la distance

Après avoir mis l'accent sur les voitures haut de gamme, lors du dernier salon en 1989, les constructeurs japonais présentent cette fois des modèles qu'ils estiment micux adaptés à un marché morose Les voitures « compact ». de petite cylindrée, répondant à des préoccupations de conservation de l'énergie comme de protection de l'environnement sont ainsi fortement représentées. Pour le quotidien Asahi Shimbun, ce 29 salon automobile japonais est révélateur de « la compétition pour la survieu dans laquelle sont engagés non seulement les construc-

aussi ces derniers entre eux. PHILIPPE PONS

Le 36° congrès du SNAV

## Les agents de voyage jouent la France

Pour ∉être présents en 1993», les agents de voyages cherchent de nouvelles clientèles. Au cours du 36º congrès du Syndicat national des agents de voyages (SNAV), réuni du 24 au 26 octobre à Montpellier, il a été beaucoup question de cette ouverture qui amènera les professionnels à vendre à leurs clients la France comme le Maroc ou la Kériva.

La profession était vouée, depuis sa fondation, à faire voyager des gens fortunés à l'autre bout du monde. A partir de 1945, les agents de voyages ont contribué à démocratiser l'avion et l'exotisme, mais ils ont continué à vendre exclusivement les destinations lointaines. Le client poussait la porte de l'agence pour acheter «du Venise» ou «du camaval de Rio», pas pour réserver un château-hôtei près de Concarneau, il estimait pouvoir se debrouiller tout seul.

ouvert beaucoup d'agences dans les banlieues, mais nous n'avons pas auire de nouvelles clientèles, analyse M. Jean Perrin, président du SNAV. Depuis dix ans, nous vendons chaque année quatre millions de forfaits, soit 7 % ou 8 % des départs en vacances, et ce chiffre ne pays. D. H.-G. bouge plus. Depuis peu, nous anons

« Dans les années 80, nous avons

noté des transformations dans le dans le Sud-Ouest. On a connecté comportement des Français qui se les banques de données permettant mettent à vouloir découvrir la aux agents de voyages de connaître France. On a vu apparaître un l'état des réservations des hébergeimmobilier de loisirs de aualité avec Pierre et vacances, Bouygues ou Maeva - qui nous a permis de construire de véritables produits avec

Une loi-cadre avant 1993 ll a failu que les agents de

voyages discutent avec les centrales « Loisirs accueil », qui étaient les bras commerciaux des départements fallu vaincre les réticences des agents de voyages locaux, qui redoutaient qu'on leur vole leur clientèle, et celles des départements qui craignaient que le secteur privé ne serve que ses intérêts. Aujourd'hui, le partenariat semble possible entre professionnels publics et privés, mais à certaines conditions : «Il faut disposer de logements standards et connaître le nombre de teurs lits, par exemple, pour que le client puisse comparer les produits offerts, explique M. Perrin. Il faut que le client soit accueilli et qu'il trouve la clè focilement. Il faut enfin que l'agent de voyages qui vendra ce sejour en gite rural soit correctement

Des expériences ont été menées

ments sur le système informatique Esterel et, à partir du printemps 1992, les premières réservations pourront être faites pour l'Aveyron ou le Lot de la même façon que pour le Maroc ou le Kénya.

Le SNAV n'est pas pour antant rassuré sur l'avenir, que la perspec-tive de la disparition des frontières intra-européennes en 1993 rend aléatoire. Il y a les systèmes de réservation informatisés comme Amadeus ou Sabre, qui se font une guerre commerciale sans merci. mais dont les agents de voyages ne vondraient pas être les prisonniers.

il y a l'absence de projet touristique européen, puisqu'à Bruxelles on se préoccupe plus de protéger le consommateur que de préciser les règles du jeu professionnel. Il y 2, enfin, le grouillement des organismes dans le domaine du tourisme national, qui fait dire à M. Perrin qu'il est temps pour la France d'élaborer une loi-cadre pour clarifier les responsabilités et permettre aux collectivités locales, aux professionnels de tous ordres et aux pouvoirs publics d'aborder, enfin, le marché européen de façon harmonicuse et selon un ordre de batzille cobérent.

#### Plan de redressement pour Nicolas Schlumberger

Le fabricant de machines textiles Nicolas Schlumberger et Cie (NSC) a convoqué un comité d'entreprise extraordinaire, mardi-29 octobre, pour l'examen d'un plan de redressement prévoyant 127 suppressions d'emplois dans son usine de Guebwiller (Haut-Rhin), qui compte 1 050 salariés. Le groupe alsacien, qui a réalisé lors de son dernier exercice un chiffre d'affaires de 826 millions de francs, en baisse de 50 %, justifie ce plan par la « conjoncture défavorable » frappant le secteur textile. Les suppressions d'emplois se décomposeront entre 60 mises en préretraite et 67 licenciements secs. Estimant que ce plan ne repose pas sur des « critères économiques légitimes ». l'intersyndicale CGT, CFDT, CFTC et FO a déjà sait connaître son refus de tout licenciement

A-340. - L'A-340, dernier né de la familie Airbus, a décollé, vendredi 25 octobre à 11 houres, des pistes de l'Aérospatiale à Colomiers, près de Toulouse, pour un premier vol d'essai qui a duré plusieurs heures. Ce futur concurrent de Boeing dans les très longs courriers, qui avait à son bord cinq personnes, deux pilotes et trois ingénieurs navigants, avait été présenté officiellement le 4 octobre à Colomiers (le Monde du 5 octobre et ALAIN FAUJAS | date 6-7 octobre).

bre

ter

UĽ

Đ€

na

en

tio

Fra

l'ai

m o frai par der affe

ma per lor M. 3,4 pro d'E

fut

tor

ma du

ca:

noi de bri

étε

ie o

ret

par fra

poi tre He

Ce n'était donc INDICE CAC 40 qu'une embellie I Le vert qui s'était installé la semaine dernière Rue Vivienne n'est décidément pas à la mode en ce moment. Les cinq

séances écoulées se soldent par une perte de 1,57 % de l'indice CAC 40, qui efface ainsi à quel-ques fractions près les gains de la semaine précédente. Lundi, mardi et mercredi, joui

de la liquidation du terme d'octobre, mirent à mal l'indicateur de la place de près de 2 %. La liquidation, quant à elle, se solda par un bilan négatif de 2,92 % et porta sinsi à quatre le nombre d'échéances mensuelles perdantes depuis début de l'année. Paradoxalement, la journée la plus noire, socialement s'entend, mit modestement fin à la glissade. Jeudi, en effet, les valeurs françaises s'apprécièrent en moyenne de 0,07 %. Cette hausse reste marginale car les débuts de mois boursiers sont en général propices au gamis-sage des portefeuilles. Toutefois, vendredi, tout en restant fragile, le coup d'arrêt à la sse se confirmait (+ 0,17 %) après bien des hésitations et autres renversements de tendance qui laissèrent plus d'un opérateur pantois...

Reprise et baisse des taux sont les deux maîtres mots du marché, qui n'y croit cependant plus trop. Le petit geste de la Banque de France, la semaine passée, était tellement anticipé qu'il n'a eu qu'un impact mesuré. La faiblesse du franc

au plus bas depuis le mois de décembre demier - si l'on ne tenait compte que de cet élément, repousse la possibilité d'une détente du loyer de l'ar-gent à longtemps. D'autre part, la nancies elle aussi semble difreprise, elle aussi, semble différée. Dans sa demière note de conjoncture publiée vendredi 25 octobre, l'Institut national de la statistique et des études éco-nomiques (INSEE) confirme qu'un rattrapage en forme de reprise s'est bien produit en France après la guerre du Golfe mais que le mouvement est en train de se tasser. Pour l'année en cours, l'institut prévoit une croissance de l'ordre de 1,5 %, soit la moitié moins qu'en 1990.

#### Innovation et nouveaux produits

La France devra attendre une nette reprise mondiale, et américaine en particulier, pour retrouver une forte activité. Et les signes de croissance outre-Atlantique ne sont pas très patents. Les dernières statistiques publiées en font foi. Ainsi la chute des commandes de biens durables pour le mois de septembre, et a contrario la nette augmentation des demandes d'allocations de chômage, sont la démonstration que la reprise se fait attendre.

Alors que les intervenants continuent de s'interroger sur la place parisienne, celle-ci va de l'avant, certes pas comme ils l'aimeraient, mais techniquement. Cette semaine, Rellt, système informatisé de règlement-livraison de titres, a fêté son premier anniversaire et a tout le mois

pour faire preuve de sa précoce meturité. La totalité des valeurs règiement mensuel a, depuis jeudi dernier, premier jour du nouveau terme boursier, intégré le système. Appliqué aux valeurs du comptant depuis la mois de juin demier, le système a eu un comportement plutôt apprécié par les boursiers. Appliqué aux valeurs à règlement mensuel. Il devrait ramener le délai entre le règlement et la livraison du titre à cinq jours dans un premier temps, puis trois jours au début de l'année prochaine. Il fallait initialement jusqu'à treîze jours pour effectuer cette opération. Un délai qui était alors beaucoup trop long, compte tenu de l'importance des sommes en jeu.

Toujours dans le chapitre € innovation et nouveaux produits », la Société de compensa-tion des marchés conditionnels (SCMC) vient d'annoncer le lancement d'une action longue sur l'indice CAC 40, sur le marché des options négociables de Paris (MONEP) de type « européen », c'est-à-dire exerçable uniquement à l'échéance, par opposition aux options de type «américain > exercables à n'importe quel moment, comme le sont les lifférentes classes d'options sur ie MONEP.

Ce type d'option longue n'est pas une nouveauté en soi, mais, selon la SCMC, il répond à la demande des investisseurs. Ces derniers, en quête d'une couverture ou d'une stratégie à long terme, se voyaient dans l'obligation de « rouler » leur position d'une échéance à l'autre, faute d'échéances supérieures à six mois sur le CAC 40. Le bilan

Produits chimiques

Mines d'or, diamants

Inst. Mérieux ..... Roussel-Uclaf ..... Synthélabo ....... BASF

Amgold...... Buf. Gold M.

Drief, Cons....

25-10-91

4430

405 69 173

25-10-91 Diff.

+ 1.20

+ 8 + 1,10 + 0,30

70 + 1,10 24 + 0,30 36,65 + 2,30 26,30 + 1,70 43,10 - 0,10 220,10 + 4,50

Diff.

des cinq premières séances fait ressortir une moyenne de 1 500 contrats environ par

Du côté des valeurs, Total qui a introduit son titre à Wall Street le 25 octobre - aura été le titre vedette de le semaine en terminant celle-ci en hausse de 4,6 % avec, pour la seule séance de vendredi, une progression de 2,6 % pour 484 000 titres, soit à peu près le quart des transactions effectuées sur le règlement mensuel. D'un vendredi sur l'autre, 1,2 million de titres ont changé de

Notons encore, pour cette semaine, un appel de M. Joseph Thouvenel, président de la CFTC-Bourse, à M. Michel Cherasse, ministre délégué chargé du budget, en faveur de la suppression de l'impôt de Bourse. Cet appel, comme tous ceux qui l'ont précédé, risque, compte tenu de la conjoncture, d'être difficilement entendu. Rappelons que la suppression de cet impôt, qui «ne rapporte plus» qu'environ 2 milliards de francs par an, est un vieux serpent de mer et ressort de temps à autre. Sa suppression permettrait, selon M. Thouvenel, de rapetrier nombre de transactions s'effectuant à Londres pour échapper au fisc. De retour à Paris, elles permettraient selon lui de contribuer à la préservation de l'emploi et d'assurer la « survie » de la

de beaux jours devant lui. FRANÇOIS BOSTNAVARON

Auxil, d'entr.

Immob. Phénix ...

Total cat. B..... Alcatel ...... ELF Aquitaine.

Eaux (Gén.)....

Eurotuanel .... 8478 974 Crédit lyonnais 406 927 Lyonn. Eaux .... 644 054 BSN ...... 318 281

LVMH.

Carrefour. Oréal (L')...

Havas .

\ccor..

Daman S.I..... Meland Bank... Der Sud-Est....

ज्यां द्याः 🗓

barreno (NF.,

place. Mais selon toute vraisem-

blance, ce serpent-là a encore

Bâtiment, travaux publics

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM.(\*)

110 525 174 100

(\*) Du vendredi 18 octobre 1991 an jeudi 3 octobre 1991 melus.

LES PLUS FORTES VARIATIONS

DE COURS HEBDOMADAIRES

4.6 | C.VP Gensi 4.5 Bancaire (C·) \_\_\_ 4.4 Succe (C· de) \_\_\_ 4.2 Balip. \_\_\_\_ 4.3 Paribas act. A.\_\_

Nbre de titres cap. (F)
715 086 660 488 886
1 034 588 621 741 494
1 412 270 564 140 364
1 10 525 467 385 843

286 823 547 263 379 678 246 767 333 245 616 017

338 455 242 042 509

25-10-91

1-052 -

582 281

D<del>iff</del>,

+ 122 - 22 + 13

- 10,60 - 13

#### **NEW-YORK**

### La déprime

dette semaine. déprimée par la publication of tistiques économiques et de résultats trimestriels decou-

par un bond des taux d'intérêt américains. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé vendredi à 3 004,92, en baisse de 72,22 points, soit un recut de 2,35 % par rapport à la semaine

La chute des commandes de hiens durables en sentembre, le recul des reventes de logements durant la même période et le bond des demandes d'allocationschômage à la mi-octobre sont venus confirmer que la reprise économique continue de se faire attendre aux Etats-Unis.

Le marché a aussi été déprimé par la médiocrité des résultats trimestriels des entreprises américaines, et a souffert du transfert de capitaux vers le marché obligataire, où les taux d'intérêt à long terme ont enregistre une très nette progression en cours de semaine. Selon un responsable de Goldman Sachs, de nombreux investisseurs commencent à réaliser que les prochains résultats trimestriels ne plus encourageants que ceux

publiés depuis deux semaines. Cer-Wall Street a publiés depuis deux semannes. Cerune correction à la baisse de 10 % des cours à Wali Street.

Enfin, un grand nombre d'investisseurs comptent tonjours sur un assouplissement de la politique de crédit de la Réserve fédérale (Fed), qui ne devrait pas être écarté par la forte hausse des prix de détail en septembre aux Etats-Unis, qualifiée par beaucoup d'aberration.

indiquent des experts. Indice Dow Jones du 25 octobre: 3 004,92 (contre 3 077,14).

	Cours 18 oct.	Cours 25 oct,
Alcon	64 39	61 7/8 38
Soeing	58 18 1/2	48 3/4 18 7/8
Du Pont de Nemoors Eastman Kodak Exxoq	46 3/8 45 5/8 61 1/2	46 45 7/8 60 5/8
Ford	29 1/4 71 3/8	27.5/8 69
General Motors GoodyearBM	37 7/8 44 3/8 100 3/8	35 5/8 46 3/4 98
TT	58 71 3/8	55 1/2 70 5/8
PfizerSchlumberger	68 3/4 69 65 7/8	67 3/4 68 3/4
Pexaco UAL Corp. (ex-Allegia). Union Carbide	134 1/2 20 1/8	63 3/8 . 131 3/8 18 7/8
United Tech	47 1/8 16 3/4 62 1/8	47 1/4 16 3/8 61 1/8
veries representations	47 110	פענע

#### **TOKYO**

#### **Pause**

La Bourse de NOICE NACE Tokyo a fait une pause cette semaine, le Nikkei terminant celle-ci en modeste hausse de 11.61 points à 24 906,43 points,

nal d'une semaine sur l'antre de 0,05 %. Les échanges, bien que supérieurs à ceux de la sen précédente, ont été modérés. Il s'est échangé quotidiennement en contre 357,3 millions lors de la

précédente période. Pourtant le marché avait entamé la semaine avec fermeté. Dès la première séance, le Nikkei se his-sait au-dessus de la barre des 25 000 points qu'il avait délaissée le 14 juin deraier. A la clôture, il s'inscrivait en haussse de 0,49 %. Des rumeurs, selon lesqueiles la Banque du Japon baisserait son taux officiel d'escompte avant la

fin du mois, avaient encouragé les

investisseurs. Toutefois, des mard l'indice repassait de nouveau sot ce même seuil et cédait 0,25 ? Mercredi, des prises de bénéfic continuèrent de l'affaibl (- 0,62 %). Après deux joud'ajustement, il devait rebond jeudi, marquant une avance ( 0,6 %. La dernière séance de semaine fut terne et l'indicateur : la place abandonnait modesteme

0,17 %. Indices 24 906,43 (c.24 894,82); Top

	ours	A
	oct.	Cour. 25 oc
Bridgestone 1 Canon 1 Fuji Bank 2 Honda Motors 1 Matsushita Electric 1 Mitsubishi Heavy	050 190 540 790 600 530 748 280	1 10t 1 16t 1 49t 2 82t 1 53t 1 52t 72t 5 16

## Le cuivre ner

	18 oct	25 oc
Akai Bridgestone Canon Fuji Bank Honda Motor Matsushita Electric Mitsushita Heavy Sony Corp Toyota Motors	1 050 1 190 1 540 2 790 1 600 1 539 748 5 280 1 600	1 10t 1 16t 1 49t 2 82t 1 53t 1 52t 72t 5 16 1 57

## LONDRES

#### Morosité - 3,3 %

Une profonde morosité s'est abattue sur le Stock Exchange au cours de la semaine écoulée à Londres, ramenant la cotte à son niveau le plus bas depuis la mi-juillet, sous la pression de séries de rumeurs et en l'absence de signes concrets de reprise. La sta-bilité des ventes de détail et le recul des exportations en septem-bre a inquiété le marché. Celui-ci bre a inquiété le marché. Celui-ci s'interrogeait serieusement sur la reprise économique promise par le gouvernement pour la fin de l'année. Des spéculations sur la vente de la participation de 2,8 % du conglomérat Hanson dans Imperial Chemical Industries (ICI) ont provoqué une nette baisse du titre qui a ainsi perdu 3,9 %.

Des analystes londoniens ont estimé cette semaine que le marché aurait du mal à se maintenir au-dessus de la barre des 2 500 et qu'il pourrait même encore perdre

qu'il pourrait même encore perdre une centaine de points d'ici le

mois prochain.
Indices «FT» du 25 octobre:
100 valeurs, 2 514,7 (c. 2 601,1);
30 valeurs, 1 929,3 (c. 1 968,8);
fonds d'Etat, 86,40 (c. 86,46);
mines d'or, 172,6 (c. 165,9).

acs 0 bi, 172,6 (c. 163,9).					
	Cours 18 oct.	Cours 25 oct			
arter arter arterids Beers axo US uners	6,90 3,52 5,33 4,86 18,25 14,41 18,50 12,87 9,11 5,34	6,83 3,30 5,38 4,81 17,15 14,56 19 12,43 9,25 5,08			
kers	7,91 1.68	7,90 1,56			

### Faible mais résistant + 0,5 %

**FRANCFORT** 

tance, la Bourse de Francfort s montrée encore résistante el Dax s'est maintenu dans une fe chette comprise entre 1 560 l 580 points, conformément analyses graphiques.

Les sommets de hausse atte à Wall Street et le retour du l kei vers les 25 000 points Kabuto-cho ont donné aux pl financières allemandes une rele stabilité mais sans pour autant la cote reparte à la hausse. « bonnes dispositions de New Yor Tokyo oni surtout empêché que mauvaise orientation du ma obligataire ne pèse sur celui actions », commentait un analy

Reste que les conjonctur Reste que les conjoncturatablent sur un ralentissement en reprise tant en Allemagne que tetats-Unis et que ces don entraînent des révisions en te des performances des entreprises de la material de la contra de la material de la contra del la contra del la contra del la contra de la contra d qui ne sont pas de nature à r rer les investisseurs pou semaines à venir.

Indices du 25 octobre : 1 572,03 (c. 1 563,25); Combank, 1 826 (c. 1 802,30).

	_
Cours 18 oct.	2
AEG	1 2 2 2 6 2 6 3 6 3

Banques, assurances, Diff. | 25-10-91 |

487 898 111,20 501 637 AXA (ex-Cie Midi).. Rad Equipement .... Bancaire (C\*)...... Cetelem 170 1 007 305 984 273 Euratrance GAN..... 75,90 - 44 805 - 57 75,90 + 5,40 418,80 - 14,20 662 - 12 461,90 - 4 Midland Bank ... Société générale 770 + 313.10 -515 -Sovac...... Socz (C\* fin.)...

Filatures, textiles

	25-10-91	Diff.
Agache (Fin.)	1 100	inch,
BILY	750	-
Damart	2 190	+ 170
DMC	306	- 24
(ial, Lafayette	1 430	_ 200
Nonv. Giderie	450	- 25
Printemps	827	- IS
La Redoute	4 885	+ 61
S(1).1	28,80	4,20

Métallurgie

25-10-91 Diff. 331 356 360 335 424 599 Dassault Aviation - 12 - 10 De Dierneh + 4,50 + 11 - 13 - 15 - 22 - 4 Peugeot .. SAGEM..

Mines, caoutchouc

	25-10-91	Diff,
Cicophysique	773 263,90 71 133,60 54,10 1,65	+ 44 + 11,40 - 1,65 - 0,70 - 1,30 inch.

(1) Coupon de 0,60 F. Valeurs diverses

Y aleuis Give.	1262		
	25-10-91		Diff.
Accor	721	+	6
Air liquide	670	<b> -</b>	4
Arjoman	2 376	<b>!</b> -	3 2 5
Sic	705	+	3
Bis	313	<b>!</b> -	2
CGIP	1: 600	+	
Club Méd	440	l+	2,60
Essilor	331	+	Ł
EuroDisacy	135,10	<b>i</b> -	2,10
Europe i	1 010	+	[1
Etarotupnel	42,10	-	0,40
Groupe Cité		<b>[</b> –	5,20
Hachette,	173	+	9
Havas	462,10	-	5,90
Marine Wendel	307	-	2
Navigation inixte		-	5Q
L'Orisi	678	+	7
Saint-Gobain	440	-	16,80
Sanofi	1 015	+	14
Saulnes Châtilion	235	+	3
Skis Rossignol	780	+	4

Matériel électrique

	25-10-91	Diff.
Alcatel-Alsthom	599	- 4
CSEE	220	1 12
Générale des eaux	2 396	- 2
Intertechnique	819	, ē
Labinal	750	<u>.</u> 2
Legrand	3 935	- 25
Lyon, des eaux	528	- 22
	180.50	_ i.40
Matra		
Merlin-Gerin	525	- 3_
Moulinex	147,50	- 1,50
Radiotechnique	530	- 12
SEB	1 685	- 12
SextAvionique	258	+ 4.40
Thomson-CSF	150,40	+ 5,50
IBM	575	- 3
FTT	320,70	- 8,80
Schlumberger	40 L	_ 3
Siemens	2 110	- 10

<u>Alimentation</u>

•	25-10-91	Diff.	
Beghin-Say Bongrain	600 257! 965	- 15 + 71 - 8	<u>Pétroles</u>
Carrefour	2016 153,20 1 285	- 4 - 0,30 - 35	BP-France ELF-Aquitain
LVMH	4201	- 2	Primagaz Sogerap
Olipar	190	inch.	
Pernod-Ricard	1170	- 48	
Promodès	2 502	- 88	Total
Saint-Louis	1 308	- 19	
Source Perrier	1312	- 36	Royal Dutch
Nestlé	32800	inch.	

<u>_</u>	11671	l+ 7	71				
ngrain N	965	ľ '	8		25-10-91	Г	Diff,
rrefour sino G., Per. ryenne-Giase. ryenne-G	2016 153,20 1 285 4 201 190 1170 2 502 1 308 1 312 32 800	- inc - 4 - 8	18 18 19 16	BP-France ELF-Aquitaine Esso Primagaz Sogrrap Total Exton Petrofina Royal Dutch	134 395 625 560 375 963 351 1 831	+++-+	24 14 15 46 0, 1
			M	ATIF			
	• = ~					-	

Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 25 octobre 1991 Nombre de contrats: 84 224

COURS	ÉCHÉANCES					
	DÉC. 91	MARS 92	JUIN 92	SEPT 92		
Premier	-	-	-	-		
+ haut	106,92	106,98	107,28			
+ b25	106,68	106,74	107,10			
Dernier	106,78	196,74	107,10	-		
Compensation	106,78	106,82	107,14	106,94		

			<del>-</del>				
LE VOL	JME DES	TRANSAC	TIONS (er	n milliers o	de francs)		
	18-10-91	21-10-91	22-10-91	23-10-91	24-10-91		
RM	2 114 056	1 971 499	2 002 835	2 441 532	2 951 194		
R. ct obl. Actions	10 131 283 134 362	9 879 819 63 579	9 498 605 122 957	7 478 027 176 667	8 273 056 116 671		
Total	12 379 701	11 914 897	11 624 397	10 096 226	11 340 921		
INDICE	INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1990)						
Françaises . Étrangères .	121 116	119.9 117	119,4 116,6	119,3 117,1	119,2 117,6		
	INDICES CAC (du lundi au vendredi)						

	INDI	CES CAC	da lundi su ve	endredi)	
	21-10-91	22-10-91	23-10-91	24-10-91	25-10-91
	(ba	se 100, 28 i	lécembre 19	90)	-
Général[	493,8	488	488,4	489,3	488,1
	(ba	se 1 000, 31	décembre 19	187)	
CAC 40	1 845,97	1 836,79	1 830,36	1 831,61	1 834,80

MARCHÉ LIBRE DE L'OR Cours Cours 18-10-9125-10-9 87 500 67 750 386 380 396 386 375 493 490 398 2 075 Pièce trançaise (20 fr.)

Pièce trançaise (10 fr.)

Pièce trançaise (10 fr.)

Pièce transe (20 fr.)

Pièce transe (20 fr.) 383 366 383 384 377 490 491 466 2070 Pièce de 20 defes 1 060 586 2 510 475 401 271 1 852 50 570 2495 480 402 271

Pause

FRANCES

12.5

and the second second

inger in de la company de la c

A white

Mary Mary

Specifically Assessed

Market Market

the James To

Mark Service

A SECTION OF THE PARTY OF THE P

FORF 5

AND STATES OF THE STATES OF

1 排放

## Solide appétit pour le franc

Malgré l'affaiblissement récent du franc sur les marchés des changes (lire ci-contre), les plus belles réussites de ces derniers jours sur l'euromarché des capitanx out été enregistrées dans le com-partiment français, qui attire en foule les investisseurs internationant Leur préférence pour des pla-cements en francs s'explique aisément. Le franc reste parmi les grandes devises celle qui rapporte effectivement le plus, déduction faite de l'inflation. D'une façon générale, maintenant que la rému-nération servie sur les titres en dollars est tombée à un niveau très bas, et qu'on se donte qu'elle dimimera encore, nombreux sont ceux qui redécouvrent l'attrait des obli-gations libellées dans des monnaies

Il y a encore queiques semaines, une telle attitude aurait conduit à privilégier l'écu, considéré comme une sorte de moyenne européenne. Cela n'est pas possible actuellement car le marché des titres en écus est livré à la spéculation la plus effrénée. Le mair allemand, quant à lui, est vu avec suspicion. On est à la veille d'importantes négociations salariales outre-Rhin; susceptibles d'attiser l'imflation et. d'autre part. d'attiser l'inflation et, d'autre part, les autorités de Bonn tardent à faire connaître leur réponse aux nelle de Karkruhe qui, en juin, les a sommées de revoir les conditions d'imposition des revenus des place-ments de capitaux. Il faudra vraisemblablement attendre le

En comparaison, le franc français a bien des mérites aux yeux des étrangers, que les tensions sociales du pays ne parviennent pas à effayer. Certes la devise est faible, car le loyer de l'argent au jour le jour est maintenant inférieur en pour ce oui est des titrés à moyenne et à longue échéance, les rendements sont toujours supé-rieus à ceux qui sont associés au gression des prix ait diminué. En termes réels, un peut tabler sur un revenu de l'ordre de 6 % en francs pour une durée de dix ans alois teurs, la Caisse nationale des auto-

que le taux correspondant pour un placement en marks est inférieur à 5 %.

Deux emprunteurs de premier plan ont profité de cette conjonc-ture pour solliciter l'euromarché. La Caisse nationale des autoroutes offrait mercredi des obligations d'une durée très tare, cinq ans, pour un montant total de 1,7 mil-liard de francs. Elle proposait an départ une rémunération supérieure de 34 points de base (ou centièmes de points de poncentage) à celle des fonds d'Etat. Les titres ont mis moins d'une heure à trouver pre-neurs. Le succès a été tel qu'en fin de semaine les obligations ne rap-portaient plus à leurs détenteurs que 28 points de base de plus que les titres du Trésoc,

L'accueil fait à la seconde trans action, pour le compte du Crédit foncier de France, a certes été très bon, mais beancoup plus mesuré. Cela tient à sa longue durée, supérieure à douze ans. L'opération est intéressante d'un point de vue technique, son volume n'est pas fixé d'avance. Il sera de 2 milliards de francs au minimum et pourra aller jusqu'à 2,5 milliards.

#### Spéculation effrénée sur l'écu

Ce seront les investisseurs eux-mêmes qui décideront de l'augmentation. Ils ont insqu'au 4 novembre pour le faire, et s'il le veulent ils pourront accroître de 25 % le montant de leur investissement, aux conditions initiales, même si, entretemps, les cours avaient monté. C'est la première fois qu'une telle formule est utilisée sur l'euromarché. Il s'agit d'une technique éprouvée sur le marché national des obligations en francs et qui a été mise au point par la SNCF. Autre particularité de l'euro-emprunt du Crédit foncier, son échéance est exactement la même que celle d'une série d'obligations du Trésor, auxquelles il peut donc se mesurer directement. À son lancement il rapportant 43 points de

routes et le Crédit soncier, sur le marché de l'eurofranc sans la garantie de l'Etat qui, jusqu'à la fin de l'année dernière, leur était systématiquement accordée. Dans les deux cas, le Crédit lyonnais assure

Les perturbations du marché de l'écu sont directement liées au débat en cours sur la valeur de ce panier de devises européennes. On devrait en redéfinir la composition au mois de décembre. La question a un aspect très politique puisque de sa solution peut dépendre la naissance d'une véritable monnaie commune à l'Europe. Ces dernières semaines, au gré de diverses déclarations et interprétations, les cours ont fluctué de façon très pronon-cée, et depuis-plus de quinze jours nui ne s'est hasandé à offrir des obligations en souscription publi-que. Il est grand temps qu'un débiteur de tout premier plan se présente dans ce compartiment et affiche aux yeux de tous son sou-tien au marché de l'écu, qui, sinon, risque de s'étioler rapidement.

Les seules opérations récentes libellées en écus ont été émises de façon privée, comme celle de 50 millions lancée jeudi pour le compte du Crédit local de France. Le coût de cette transaction, d'une durée de cinq ans, était de l'ordre de 8,90 % l'an. En fait c'était pour le débiteur un moyen détourné de se procurer des fonds en une autre monnaie. Il en a échangé le produit contre des dollars qu'il aura à conditions très intéressantes.

Parmi les emprants internationaux annoncés pour ces prochains jours figurent plusieurs opérations pour le compte de pays d'Améri-que latine, l'Argentine en dollars, le Venezuela en marks. Plusieurs spécialistes attendent également une émission pour le compte du Koweit et parient d'un emprunt convertible en actions de Daimler-Benz, société dans laquelle ce pays détient une participation. Il ne s'agit que de romeurs, mais elles ont eu une forte influence en Bourse.

CHRISTOPHE VETTER

#### **DEVISES ET OR**

## La peseta pousse le mark

Sur des marchés des changes rela-tivement calmes, le franc a continué de reculer par rapport au deutschede reculer par rapport au dentsche-mark, dont le cours à Paris a dépassé 3,41 francs, s'établissant à 3,4130 francs, au plus haut depuis le 19 décembre 1990, soit depuis dix mois. Cet affaiblissement est dû à l'agitation sociale, qui inquiète un peu les milieux financiers internatio-naux, au moment même où la Ban-one de l'irance abaisse ses teux direcque de France abaisse ses taux directeurs. S'y ajoute la reprise de la peseta espagnole, au plus haut depuis cinq semaines, à 5,42 centimes, par rapport à une monnaie française qui se situe en queue du

système monétaire europé Cette reprise de la devise espagnole a d'ailleurs pour effet de pous-ser le mark à la bausse, notamment vis-à-vis du franc. La Banque de France n'est pas intervenue, laissant passer l'orage. On sait qu'elle n'est pas tenue de le faire avant que le cours du mark à Paris n'atteigne son plafond réglementaire, 3,4305 francs,

mais il est probable qu'elle se manialors que l'on s'attendait à 0.8 % par exemple, ou même moins, il est certain que la disparition progressive de la prime qu'offraient aux déten-teurs de capitaux les intérêts prati-qués sur placements en francs rend en septembre, et les commandes de biens d'équipement civil ont pronotre momaie plus fragile : sur un mois, le rendement de l'eurofranc est inférieur d'un quart de point à celui de l'euromark même si, à plus long terme, l'écart demeure important.

Sur le front du dollar, aucune activité notable n'a été enregistrée, sauf de faibles variations autour du cours de 1,70 deutschemark. Certes, le billet vert ne baisse plus, avec une solide ligne de résistance aux alen-tours de 1,67 DM, et les analystes estiment que les cours actuels constituent une bonne ligne de départ pour une remontée du dollar\_ si la reprise de l'économie américaine s'affirme. Or ce n'est manifestement pas le cas, comme le montrent les derniers chiffres connus : une baisse, inattendue, de 3,2 % des commandes

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 21 OCTOBRE AU 25 OCTOBRE

PLACE	Livre	S E.U.	Franc français	Franc suisse	D.mark	Franc beige	Florin	Lire italienne
New-York	(,7126	-	17,2414	67,1817	58,525	2,8596	52,2050	0,6787
	1,7280		17,3220	67,5219	59,0493	2,8653	52,3834	0,0789
Paris	9,9296	5,8000		389,65	341,1765	16,5856	302,79	4,5668
	9,9295	5,7736	-	389,804	348,89	16,5415	382,4096	4,5600
Zurich	2,5483	1,4885	25,6638	-	87,5588	4,2565	77,7082	1,1720
	2,5473	1,4810	25,6539	-	87,4520	4,2435	71,5798	1,1698
Franciort	2,9104	1,7900	29,3103	114,20		48613	88,7497	1,3385
	2,9128	1,6935	29,3348	114,348		4,8524	88,7113	1,3376
Bruxelles	59,3686	34,97	6,9293	23,4934	20,5786		18,2563	2,7535
	68,828	34,50	6,0453	23,5651	20,6082		18,2818	2,7567
Ameterdam	3,2793	1,9155	33,8268	1,2869	112,6765	5,4775	Į	1,5083
	3,2834	1,5890	33,0677	1,2889	112,7251	5,4699	-	1,5078
Milen	2174,24	1278	218,97	853,21	747,86	36,3168	663,BI	-
	2(77,52	1266	219,296	854,827	747,564	36,2750	663,174	_
Tokyo	224,95	131,40	22,6552	88,2769	77,2941	3,7575	68,5983	9,1034
	223,256	129,80	22,4839	87,6434	76,6459	3,7191	67,9937	0,1825

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 25 octobre, 4,4140 F contre 4,4476 F le vendredi 18 octobre 1991.

F. R. SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN

de biens durables en septembre

seulement. Certes, les commandes

transport ont lourdement chuté

des chefs d'entreprises industrielles,

tout en estimant que la récession es

terminée, s'attendent à une reprise

mois, pas plus de 2 % de croissance de l'économie. En outre, les ana-

lystes s'inquiètent de la forte hausse

des demandes d'indemnités de

chômage, qui ne plaide pas en

faveur d'une reprise.

### MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

## Peu engageant

Le ciel se couvre un peu sur l'Europe, où les perspectives de baisse des taux paraissent avoir du plomb dans l'aile, que ce soit en France, en Allemagne ou en Espagne. Dans notre pays, l'affaiblissement du franc, les troubles sociaux et le malaise politique se sont conjugués pour assombrir le climat et déclencher une vague de ventes bénéfi-ciaires sur le MATIF, où le cours de l'échéance décembre, après avoir 106.75 à la veille du week-end, ce ment des taxes d'Etat (tabac et redequi a rehaussé le rendement de 1'OAT 10 ans à 8,84 % contre 8,75 % il y a huit jours et 8,70 %, an plus bas, vers le 15 octobre. Surtout, la plupart des opérateurs estiment qu'après avoir abaissé d'un quart de point ses taux directeurs, la Banque de France attendra un certain temps avant de récidiver, ce qui

rogne les ailes à la spéculation. En Allemagne, quelques nuages s'amassent à l'horizon, notamment dans le secteur social. La première séance de négociations entre le patronat et les syndicats d'une partie de la métallurgie a tourné court, les syndicats réclamant une augmentation de 10,50 % en 1992, rejetée immédiatement par le patronat. Le ministre allemand de l'économie, M. Jurgen Möllemann, a déclaré que les hausses de salaires devraient être PATRICK SERVAIN inférieures à 5 %: elles avaient été

de 7 % l'an dernier. Pour la Bundesbank, on le sait, il n'est pas question que les augmentations de salaires France. dépassent 5 %, sinon elle maniera le bâton, c'est-à-dire qu'elle relèvera ses taux directeurs, au grand dam des partenaires européens de l'Allemagne, la France en premier lieu. Sur le front de l'inflation outre-Rhin. les pronostics ne sont pas roses. Certains économistes voient la hausse des prix domestiques passer à 4,3 % atteint 107,60 au début de la en décembre, et peut-être à 4,8 % ou semaine dernière, s'est retrouvé à 5 % en mars 1992 après le relève-

#### Incertitude américaine

vance de télévision, notamment).

Mars devrait être le mois critique pour la Bundesbank, estime M. Dieter Wermuth, directeur de l'antenne de la Caisse des dépôts française à Francfort, cité par le Wall Street Journal. A ce moment-là, la poussée d'inflation coïncidera avec les négociations salariales dans la métallurgie, dont le syndicat, IG Metall, est réputé pour sa combativité. «Si l'inflation s'établit au-dessus de 4,2 % en rythme annuel, la Bundesbank agira», estime M. Wermuth.

En Espagne, le gouverneur de la banque centrale, M. Mariano Rubio, a déclaré que la politique monétaire resterait restrictive pour le moment, ce qui éloigne les espoirs d'assouplissement qui s'étalent levés après

Aux Etats-Unis, enfin, l'incertitude règne sur les intentions de la Réserve fédérale, qui a stoppé à 5 1/8 % le repli des taux à court terme. Les propositions d'allègements fiscaux, qui font craindre un alourdissement des déficits budgétaires, et, donc, un recours accru du Trésor aux emprunts sur le marché, ont dénoimé les cours des obligations d'Etat, le rendement du «30 ans» ayant fait un bond à 8,10 % avant de terminer la semaine à 8,03 % contre 7,96 % huit jours auparavant.

Au Japon, en revanche, il est possible que la Banque centrale aba son taux d'escompte, actuellement fixé à 5,5 %, dès que le nouveau

Sur le marché obligataire, le vif repli des cours sur le MATIF a un peu alourdi l'atmosphère. L'emprunt de 2 milliards de francs lancé, sous l'égide de la Société générale, par la banque européenne d'investissement (BEI), à 9 % nominal, a reçu un accueil assez moven, le coupon ayant été jugé un peu maigre.

Le GOBTP, groupement professionnel du bâtiment et des travaux publics, a levé un milliard de francs. sous la houlette de la BNP, avec im grand succes, grâce à son rendement de 9,40 %, bien accueilli dans les guichets des réseaux. Le GOBTP qui, autrefois, avait une cote assez. exécrable, lorsque certaines sociétés de BTP, membres du groupe, battaient de l'aile, a reconquis ses galons, son papier devenant du fond de portefeuille.

Le plafond des émissions d'obligations assimilables au Trésor (OAT) pour 1991, fixé initialement à 100 nilliards de francs, sera porté à 115 milliards de francs, a annoncé M. Pierre Bérégovoy, ministre des finances, décision fort logique puisque le déficit commercial va augmenter, que les remboursements d'emprunts s'élèvent déjà à 27 milliards de francs cette année, et que le Trésor a déjà levé 97,5 milliards de francs depuis janvier.

Il convient encore de signaler que les achats étrangers de titres de l'Etat français n'ont atteint que 20 milliards de francs au premier estre 1991 : ils avaient atteint 114 milliards de francs en 1990. 108,3 milliards en 1989 et 16,7 milliards de francs en 1988. Le raientissement très net signifie que le soutien apporté au franc par ces achais est moindre, phénomène à mettre en rapport avec l'affaiblissement actuel de notre monnaie sur le marché des changes.

FRANCOIS BENARD

### **MATIÈRES PREMIÈRES**

### Le cuivre nerveux

De tous les métaux non ferreux. le cuivre est sans doute l'un de ceux dont l'évolution des prix resiète le mieux les anticipations économiques. La taille même de ce marché explique ce phénomène: le pétrole mis à part, le métal rouge arrive en tête des exportations mondiales de ressources naturelles, devançant tout juste, en valeur, l'autre grand marché celui de l'aluminium. A cela s'ajoute l'existence d'un vaste marché dit dérivé, sur lequel se négocient des contrats à terme et d'op-tions servant de support privilégié aux opérations d'arbitrage des tisseurs internationaux. Il est courant, en effet, pour un grand gestionnaire de fonds, d'arbitres du « cuivre-papier » contre des obligations du Trésor ou des actions, cela l'est moins sur les autres produits dérivés de matières

temp rate crown to v Or on constate depuis le printemps que ce vaste marché, généralement bon baromètre de la croissance economique, n'annouce toujours pas de reprise mondiale. Certes, le prix du métal rouge a enregistré depuis la mi-septembre un parcours honorable, s'élevant d'un peu plus de 1 300 livres stering la tonne à un peu moins de l 400 livres cette semaine. Mais il est trop tôt, de l'avis des opérateurs et industriels consommateurs

PRODUITS	COURS DU 25-10
Cuivre à. g. (Louise)	1 363 (- 1)
Trois mois	Livrentonne
Alsoninium (Louke)	I 295 (- 22)
Trois mois	Dollarstonae
Nickel (Louiss)	7 460 (~ 48)
Trois mois	Dellacs/tonce
Sucre (Paris) Decembre	– 284 (– 1) Dollan/tome
Café (Loades)	537 (- 6)
Novembre	Livres/tonne
Cieso (Res-York)	1 186 (- 15)
Décembre	Dollars/tonne
Blå (Chicago)	364 (+ 7)
Décembre	Cents/boisseau
Mails (Cacapt)	259 (- 1)
Décembre	Cents/bosszeni
Seja (Catego)	178,8 (- <b>66)</b>
Décembre	Dollars/t. courts

de métal ronge, pour en conclure que la reprise est « au coin de la rue ». Car cette hausse de cinq semaines nesaurait masquer la tendance fondamentale du marché qui n'a jamais franchi le seuil de I 400 livres la tonne depuis le mois d'avril, si l'on excepte une pointe à ce niveau début juillet lors des grèves dans les mines du

Comme au mois de juillet, ce sont avant tout des raisons conjoncturelles qui expliquent la remontée des cours. Celles-ci, il est vrai, ne manquent pas. Une cer-taine nervosité s'est propagée dans le marché à l'occasion de la reprise des émentes au Zaire, notamment dans la région productrice de Shaba. Les opérateurs nourrissent également des inquié-tudes au sujet des installations zambiennes, qui souffrent de plus en plus du manque d'investissements. Or, à eux deux, ces pays africains voisins tirent de leur sous-sol 11 % de la production mondiale de cuivre.

Les cours ont également évolué ces derniers jours au rythme du conflit social qui perturbe la pro-duction de la mine canadienne de Highland Valley. Les discussions entre les représentants des mineurs et la direction portent sur le renouvellement d'un accord sala-rial pour trois ans qui expirait au mois de septembre. D'abord rom-pues en début de semaine, les negociations out repris jeudi soir dans un climat toniours tendu. La mine de Highland Valley produit environ 180 000 tonnes de métal

Autant d'éléments qui expliquent la nervosité actuelle du marché. À cet égard, un phénomène bien connu des opérateurs s'est produit voici quelques jours au London Metal Exchange (LME), la grande Bourse des métaux de London des la pourse au comptant est dres : le cours au comptant est repassé au-dessus du cours à terme. Autrement dit, les opérateurs préfèrent payer un peu plus cher le métal immédiatement dis-pomble. Signe qu'ils redoutent la poursuite du mouvement de hausse. Les stocks de métal rouge entreposés au LME ont d'ailleurs diminué cette semaine de 6 075 tonnes, à 294 050 tonnes.

Décembre Dollars't course | A plus long terme, en revanche, de 19,48 dollars par ADS fixé les analystes restent très prudents.

Le chiffre entre parenthères indique la Car le marché du métal rouge est sion d'une offre publique nortant

équilibré, voire légèrement excédentaire. Selon les dernières estimations de la maison de courtage britannique Rudolf Wolf, la production mondiale devrait atteindre 8,78 millions de tonnes cette année (contre 8,6 millions de tonnes en 1990), et la consomma-tion s'établir à 8,8 millions de tonnes (contre 8.91 millions de tonnes en 1990). Compte tenu de la production issue du recyclage de métal de « seconde main », le courtier londonien table sur un excédent de 230 000 tonnes cette année et prévoit une réduction de ce surplus autour de 50 000 tounes en 1992, « Le marche étant pratiquement équilibre, l'orientation des cours dépendra avant tout de la réalité de la reprise économique », explique-t-on chez Brandeis, le courtier de Pechiney sur le marché de Londres. Or la hausse de ces demières semaines, alimentée surtout par des facteurs conjoncturels, interdit toute conclusion hâtive.

A l'occasion de son introduction au New York Stock Exchange

### Total est coté à 21 1/8 dollars

NEW-YORK

-de notre correspondant

L'action Total SA, qui faisait son apparition pour la première fois, vendredi 25 octobre, à la cote du New York Stock Exchange sous forme d'American Depositary Shares (ADS), a figuré en tête des valeurs les plus actives de la séance avec 7,7 millions de titres échangés, loin devant American Express (5.1 millions). Le cours s'est établi à 21 1/8 points (après un plus-haut de 21 1/4 et un plus-bas de 20 3/8) par rapport à un prix initial de 19,48 dollars par ADS fixé

#### La Commission européenne autorise Thomson-CSF à entrer à hauteur de 49,99% dans Pilkington Optronic La Commission curopéenne a

donné, vendredi 25 octobre, son sur 12 millions d'ADS représenaccord pour l'entrée à hauteur de tant 1,5 million d'actions B de la 49,99 % de Thomson UK, filiale société. Chaque ADS représente britannique de Thomson-CSF, dans le capital de la société anglaise Pil-1/8 d'action B. kington Optronic, filiale de la Cette introduction à Wall société britannique Pilkington, spé-cialisée dans les systèmes optiques et électroniques utilisés pour les Street, menée par Lehman Brothers avec l'appui de Goldman Sachs et de Morgan Stanley, lasers et la vision infra-rouge. s'inscrit dans le cadre d'une aug-Grand spécialiste de l'électronique mentation de capital de 2,9 milmilitaire, Thomson-CSF, dont le lions d'actions, dont la moitié a chiffre d'affaires annuel dépasse 76 été réservé au marché américain milliards de francs, est surtout présent sur les marchés français et (le Monde du 5 octobre). Le solde correspond à 800 000 proche-orientaux, quand Pilkington actions B pour la partie française Optronic a pour marché le Royaume-Uni, les pays du Com-(menée par Paribas) el 600 000 monwealth et les États-Unis. La actions B pour le placement en Commission européenne a considéré dehors des Etats-Unis et de la que le nouvel ensemble n'aura pas de position dominante, les seuls clients pour ces produits étant les ministères de la défense France (sous l'égide de First Boston Ltd).

Il y a quelques jours, dans un entretien accordé au Monde. M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie. déclarait, « qu'à la lumière de ce que l'on suit aujourd'hui », l'accord franco-américain de 1987 fixant la répartition des bénéfices provenant la commercialisation des tests de dépistage du virus du sida était u anormalement savorable aux intérêts américains» (le Monde du

Ces déclarations intervenaient deux jours seulement après la publication d'une enquête du Chicago Tribune tendant à démontrer que le virus découvert par l'équipe du professeur Luc Montagnier, à l'Institut Pasteur de Paris, aurait servi à la mise au point du test américain de dépistage du virus

L'ESSENTIEL

**DATES** 

Il y a dix ans, l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE .......

**ÉTRANGER** 

La préparation de la conférence de paix à Madrid...... 4

Echec à La Haye, accalmie

Violence et désenchantement . 4

POLITIQUE

Le Conseil d'Etat donne partielle-

ment raison à l'enseignement

M. Kiejman prépare un projet .. 8

La rubrique d'André Laurens ... 8

HEURES LOCALES

Le casse-tête des déchets ména-

gers • Une ême dans le béton

Gazoduc contesté en Pavs bas

que . Construction : retour à le

rigueur e Bourgogne : un carrefour au bord des vignes........ 9 à 13

SOCIÉTÉ

MM. Nallet et Sapin dialoguent

CULTURE

Le guitariste entamme une tour-née à travers la France............ 17

ÉCONOMIE

L'Europe et les Etats-Unis divisés

sur le remboursement de la dette

Les constructeurs japonais met-

tent en avant leurs progrès

Services

Marchés financiers ..... 20-21

Météorologie ...... 16

Mots croisés...... 18

Radio-Télévision ........... 16

La télématique du Monde :

3615 LEMONDE

3615 LM

Le numéro du « Monde »

i été tiré à 489 112 exemplaires.

Mode : prêt-ă-porter

Musiques : Tai Mahal

Le G 7 à Moscou

Le Salon automobile

de Tokyo

Abonnements.

La départementalisation

de la justice

La crise yougoslave

Elections en Colombie

du mode de scrutin

La querelle scolaire

M. Mitterrand réfléchit

Réforme de la loi

sur l'audiovisuel

Livres politiques

Proche-Orient

La réforme

Maxime Schwartz, directeur de l'Institut Pasteur, était à Washington. « Au cours de mon séjour, nous a-t-il déclaré, j'ai rencontré M. James O. Mason, l'Assistant secretary of Health (sous-secrétaire d'Etat à la santé-NDLR), et M= Bernadine Healy, la directrice du NIII. Deux points essentiels me paraissaient devoir être abordés au cours de nos discussions : d'une part, avoir une idée sur la date finale de remise du rapport de l'Of-fice pour l'intégrité scientifique (OSI); d'autre part, examiner les nouveaux faits apparus au cours des derniers mois.»

a Pour ce qui est du rapport, déclare le professeur Schwartz, je ne suis pas parvenu à obtenir une date ferme et définitive dans la

Après la plainte

de l'ancien premier ministre

Le professeur Roux

précise ses griefs

contre M. Laurent Fabius

Le professeur Jacques Roux,

ancien directeur général de la santé, réplique, dans les colonnes de France-Soir, du Quotidien de Paris et de l'Ilumanité à la plainte pour

diffarnation déposé contre lui par M. Laurent Fabius. Il précise que, sur les 200 millions de francs que le

gouvernement avait décidé d'allouer au dépistage systématique du virus du sida dans les dons de sang en

1985, 113 millions seulement ont été dépensés : «82 millions pour les

tests, 31 pour le chauffage des pro-

duits. C'était nettement insuffisant. D'autre part, plusieurs spécialistes

de la transfusion sanguine ont « dés-

avoué » publiquement, vendredí 25 octobre, la lettre adressée au pré-sident de la République par trois

responsables de la transfusion san-

guine (le Monde du 24 octobre) par

l'Etat de leur dire s'il est aujour-

d'hui possible de « distribuer des

produits sanguins». Ces médecins.

parmi lesquels les docteurs Jean-Jac-

ques Fournel, Claire Gazenge

(Paris), Deny Houssay (Annecy),

Daniel Richard (Montpellier) et

François Pinon estiment les termes de cette lettre « indignes de l'éthique

et des missions transfusionnelles».

début de l'affaire de la contamina-

tion des hémophiles par le virus du sida, le premier ministre, M= Edith Cresson, a déclaré jeudi 24 octobre,

justice soit «*terrible* » et «*frappe qui* 

D Le tribunal correctionnel de

Versailles annule les interpellations de ouze immigrés «claudestins» de

la Sonacotra. - Le tribunal correc-

tionnel de Versailles a annulé,

vendredi 25 octobre, les procès

verbaux et la procédure d'interpel-lation de 11 des 134 personnes

interpellées le 24 septembre à

l'aube lors d'une opération de

dents irréguliers des foyers Sona-cotra de La Verrière et d'Elan-

court (Yvelines) (le Monde du

26 septembre). Le procureur de la République a fait appel de cette

décision. Les onze personnes

concernées, huit Sénégalais, un

Zaīrois, un Gambien et une Béninoise, qui étaient poursuivis pour

séjour irrégulier, et restoient déte-nus depuis les faits, ont été remis en liberté.

□ La brigade criminelle dément les rumeurs faisant état de viols en

série de femmes journalistes à

Paris. - Rendue publique par le Parisien dans son édition du ven-

dredi 25 octobre, l'enquête sur une

série de dix viols, commis dans des circonstances identiques dans

le quartier de la Bourse à Paris, no

concernerait pas seulement des femmes journalistes, anciennes

élèves du Centre de formation et

de perfectionnement des journa-

listes (CFPJ) comme l'affirmait le

quotidien. Trois des victimes sont

bien journalistes issues de cette

ecole, a precisé la brigade crimi-

nelle, les autres n'ont aucune rela-

tion avec le monde de la commu-nication. Le CFPI, de son côté,

faisait savoir dans un communiqué

que la police ou la justice ne

s'était jamais manifestée auprès du

centre dans le cadre de cette

que ce soit qui soit visé».

Pour la première fois depuis le

aquelle ils demandaient au chef de

cains ne veulent pas, en quoi que ce soit, exercer de pressions sur l'OSI. Mon impression est qu'ils n'ont aucune intention d'enterrer l'affaire. Je pense que le rapport de l'OSI devrait être disponible d'ici quatre à six mois.»

« Notre position, poursuit-il, a toujours été de dire que cette raquête concernait avant tout les Américains. Dernièrement, nous avons été amenés à infléchir notre position pour deux raisons : d'une part, la date de parution du rapport nous paraissait reculer chaque jour davantage et on pouvait se demander s'il serait un jour rendu public: d'autre part, de nouveaux rus au point qu'aujourd'hui plus personne ne doute du fait que le virus utilisé par le professeur Gallo

était le virus qui lui avait été adressé par l'Institut Pasteur, à la condition qu'il ne soit pas utilisé à des fins industrielles. J'ai donc fait valoir ces points à mes interiocu-

« Les autorités américaines, conclut le professeur Schwartz, ont cussions-sur l'accord franco-américain de 1987 de façon à évaluer l'impact de ces nouveaux éléments sur cet accord et sur les termes de son application. Sans que l'on nuisse encore parler de renégociations, nous allons donc entamer cette phase de discussions avec les responsables du NIH et du ministère américain de la santé.»

Propos recueillis par FRANCK NOUCHI

JAPON : le départ de M. Kaifu

La fin d'une parenthèse dans la vie politique nippone

C'est dimanche 27 octobre que le Parti libéral-démocrate (PLD) doit se doter d'un nouveau président, qui deviendra le prochain premier ministre, en remplacement de M. Toshiki Kaifu., Il est pratiquement acquis que M. Kiichi Miyazawa lui suc-

de notre correspondant M. Toshiki Kaifu quitte le devant de la scène politique comme il y est sortie, qui revient à une sorte de « limogeage » par ses mentors, est révélaire de la marge de manœuvre limités des ministre au cours de son mandat. Membre du plus petit clan du PLD, celui de M. Komoto, M. Kaifu n'avait pas derrière lui la carrière qui conduit traditionnellement au poste de chef du gouvernement. Il avait mplement été deux fois ministre de l'éducation.

Les fonctions de premier ministre lui échurent à l'été 1989 alors que le PLD était dans la tourmente : M. Takeshita avait dû démissionner à la suite du scandale Recruit, et son successeur, M. Uno, emporté par une affaire d'alcôve, venait de faire un bref passage à la tête du gouverne-ment. La popularité de Mª Takako Doi, présidente du Parti socialiste était en revanche grandissante.

dtait en revanche grandissante.

M. Kaifu fut choisi après plusieurs tours de table infructueux. Jeune pour les critères japonais (cinquante-huit ans à l'époque), épargné par les scandales, il passait pour l'héritier de l'alco Miki, l'homme intègre de la politique nippone, qui succèda en

point que nippone, qui succeda en 1974 au premier ministre Kakuei Tanaka, impliqué entre autres dans le scandale Lockhecd.

M. Kaifu a rempli son rôle. On doit mettre à son crédit la restauration de l'image du parti gouvernemental dans l'opinion publique, comme en témoiene la victoire du comme en témoigne la victoire du PLD aux élections de février 1990. Il réussira moins bien sur le plan diplomatique. S'il sut désamotrer par sa bonhomie les offensives du Congrès américain, il n'a pas été en mesure d'affirmer la place du Japon sur la scene internationale. Non par manque de jugement mais parce qu'il n'a jamais disposé du pouvoir de déci-sion que réclamaient les circons-

par les siens

indécis lors de la guerre du Golfe, hésitant au moment du coup d'Etat en URSS, le Japon de M. Kaifu apparut très en retrait de de ses responsabilités internationales. M. Kaifu ne réussit pas à faire adopter par le Parlement son projet de loi sur la création d'un corps de maintien de la paix sous l'égide des Nations unies, ni la réforme politique pour laquelle

il avait été placé au pouvoir. Cette réforme politique, qui, par un changement du système électoral. doit conduire à une redistribution des équilibres entre circonscriptions rurales sur-représentées et circonscriptions urbaines, est à l'origine de jugements pour le moins contrastés sur M. Kaifu. Vu de l'étranger « Mr. Clean» («M. Propre») paraît avoir cte renverse par les «corrompus» du PLD opposés à la réforme. Un manichéisme qui ne correspond guère aux

Car la réforme électorale sert les sous les outérêts du PLD, et notamment de Loridon.

hita. En revanche, l'opposition n'en veut à aucun prix. Ce que ses men-tors ont reproché à M. Kaifu, c'est de ne pas l'avoir suffisamment fait avancer. Argument quelque peu spé-cieux, car ce sont aussi eux qui n'ont pas donné au premier ministre l'auto-nié suffisante pour y parvenir. Le coup de force in extremis que tenta M. Kaifu en menaçant de dissoudre le Parlement fut en tout cas perçu ceux-ci comme une erreur, et ils ui retirèrent leur soutien.

Aucun commentateur politique japonais n'a exprimé sou regret ou sa déception à propos du «limograge» de M. Kaifu. Le quotidien des milieux d'affaires, Nihon Keizzi, est, pour sa part, venimeux: «Un Pinoc-

Le cabinet de M. Kaifu n'aura été qu'une parenthèse dans la vie politi-que nippone : un intervalle décent entre une période de scandales et la reprise du jeu traditionnel de pouvoir du camp conservateur. Seule faille dans le calcul des caciques du PLD: des bouleversements internationaux se sont produits au cours de cette période de vide politique, auxquels le lapon n'a pas été en mesure de faire

PHILIPPE PONS

#### Accord sur l'installation du Conseil national suprême

CAMBODGE

Réuni le vendredi 25 octobre à Paris sous la présidence du prince Sihanouk, le Conseil national suprême du Cambodge a mis au point ( «à l'initiative et sur proposition de la France») les conditions de son propre fonctionnement.

it a été décidé que ses douze membres devront résider en permanence à Pnomh-Penh, où des habitations en préfabriqué seront construites à leur intention. Les Khmers rouges avaient d'abord demandé, pour des raisons de sécurité, la délimitation d'une sorte d'enclave «extraterritoriale» - ironiquement qualifiée par le prince Sihanouk de «Vatican, ou plutôt unti-Vatican»: et la plupart des autres membres du CNS avaient laissé entendre qu'ils entendaient s'installer à Bangkok.

Chacune des douze personnalités pourra disposer d'un maximum de dix gardes du corps, munis sculoment, durant leur service, d'armes légères : seuls trois d'entre eux pourront l'escorter dans ses déplacements. Enfin, aucun garde du corps ne sera admis aux réunions du Conseil suprême.

Par ailleurs, le ministère français de la défense a confirmé, le 25 octobre, que Paris mettrait à la disposition de la Mission des Nations unies au Cambodge (MIPRONUC) quatre hélicoptères Puma, et deux avions de transport : un C-130 Hercules et un C-160 Transall. La mission de l'ONU, qui comportera progres vement plusieurs milliers d'hommes, comptera environ six cents militaires français, et sera sous les ordres du général Michel

1 % supplémentaire en septembre

### Le chômage augmente malgré une légère reprise des embauches

d'août, le chômage a de nouveau progressé en septembre. La heusse de 1 % en données comgées des variations saisonnières. selon les statistiques mensuelles publiées dans l'après-midi du 25 octobre par le ministère du travail, correspond à 26 500 chômeurs de plus en un mois, soit un total de 2 772 000 demandeurs d'emploi.

En données brutes, la hausse est encore plus importante; 79 300 chômeurs supplémentaires (+ 2.9 %) et 2 831 800 inscrits en fin de mois à l'ANPE, l'Agence natio-nale pour l'emploi. Une nouvelle fois, un record historique est battu

En données brutes comme en données brites between de données corrigées, l'augmentation annuelle du chômage est identique: 10,9 %. Le taux de chômage par rapport à la population active, qui avait à peine bassé, revient à 9,6 %, à comparer aux 8,9 % de l'an passé. En appliquant les définitions du BIT (Bureau international du travail), il n'y aurait, cependant, que 2 361 100 personnes privées d'emploi. Une différence technique désormais établie définitivement par le rapport de MM. Paul Dubois et Michel Lucas, largement commenté depuis que son chiffrage est utilisé (le Monde du 27 juillet) et qui est enfin rendu public le même jour que les chiffres du chômage. A ce sujet, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économic, et M. Martine Aubry, ministre du travail; ont décidé de saisir le Conseil national de l'information

En tout état de cause, ce débat de spécialistes ne change nen à la réa-lité. Le chômage s'est bel et bien aggravé en septembre, et l'explica-tion qui avait été fournie lors de la diminution imprévue du mois d'août (- 0,6 % en données corrigées) reste la bonne. Sortant du système scolaire, les jeunes - qui s'étaient davantage inscrits à l'ANPE en juil-

Hilton contre Hilton

Rien ne va plus chez les héritiers de Conrad Hilton, qui créa dans les années 30 les hôtels qui portent son nom. Le groupe britannique Ladbroke (bureaux de paris, hôtels, magasins, immobilier), qui a racheté en 1987 la chaîne Hiton Internationai, comprenant les 91 hôtels (aujourd'hui 150) de la marque situés hors des Etats-Unis, vient en effet de déposer une plainte contre Hilton Hotels Corp, qui gère toujours les 270 sements américains. Il lui regroche d'avoir ouvert à l'étranger une nouvelle chaîne cinq étoiles baptisée Conrad (dix hôtels), en se référant explicitement dans le publicité au «père fondateur» et de feire ainsi une concurrence déloyale.

L'offensive a surpris, car les deux groupes ont encore un système de réservation commun. Pour sa part, Hilton Corp. a répliqué en qualifiant de «frivole » l'accusation et en faisant remarquer que le premier Conrad en date, celui d'Australie, avait été ouvert en 1985, bien avant le rachat de Hilton

Après une accalmie au mois let qu'au cœur de l'été - s'y son présentés en plus grande masse à la rentrée. En conséquence, 97 500, contre 85 600 l'an passé se sont ins-crits en septembre, entraînant au issage une augmentation de 2,3 % un mois du chômage des moins

Ce mouvement différé dans le temps, ajouté aux phénomènes saisonniers ordinaires, n'à per que provoquer une dégradation. Supérieur de 6,6 % à l'an passé, e l'aux des nouvelles entrées au chômage est dil, comme d'habitude à cette époque, à la fin des contraits à durée déterminée (+64,3 % en un mois) et de contraits d'infériur (+15,6 % en un mois). Mais, mauvaise conjoncture économique aidant, il est également d'û à l'augmentation des licenciements économiques (+24,2 % en un mois, +14,8 % en un an), ainsi qu'à la croissance des démissions et des autres ruptures de contraits de tra-Ce mouvement différé dans le autres ruptures de contrats de tra-vail. A noter, as passage, que les emplois des settems tertaires ou de services sout maintenant ceux où l'augmentation du chômage est la plus importante, alors que, les mois précédents, les pertes étaient surtout le fait de l'industrie.

Tottefois, la forte poussée qui anrait l'ogquement pu défeder, pour toutes ces raisons, a été plus limitée que prévu, contrebalancée, par un volume élevé des sorties des listes du chômage. Celles-ci out en effet augmenté de 74,6 % en un mois et de 6,7 % en un an, en données brutes; ce qui semblerait indiquer, ainsi que le souligne M= Aubry dans son communiqué, que le mar-ché du travail earegistre quelques frémissements positifs. Il faut cependant rester prodent

Les reprises d'un emploi ont certes progressé, mais seulement de 0,7 % en un an et, en cumulé, il y en a eu 157 000 de moins qu'an coars des renf premiers mois de 1990. Les entrées en stage sont plus nombrenses mais, parallèlement, le nom-bre des annulations d'inscription à PANPE a été impressionnant, à la suite d'absences à un contrôle ou simplement sur inventaire. Peut être logique des opérations de radiation administrative qui out touché 3 602 personnes, officiellement dénombrées sujet, on peut voir la réminiscence du débat sur les faux chômeurs, aussi bien que la traduction, dans les faits, de la volonté du ministre du travail de procéder à un certain net-toyage dans les listes de l'agence...

Quand bien même, le chiffre de septembre ne peut pes rassurer. Il montre que la tendance demeure manyaise. Et ne fait que confirmer les prévisions pessimistes de l'INSEE pour l'ensemble de l'armée 1991 qui tablent sur 10 % de chômeurs et un flirt avec la barre des trois millions. ALAIN LERAURE

o La FEN signera l'accord salarial dans la fonction publique. - Le bureau fédéral de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) a annonce vendredi 25 octobre sa décision de signer le protocole salarial négocié mardi et prévoyant une hausse générale de 6,5 % des traitements des fonctionnaires jusqu'en février 1993. « Le mandat (...) de maintenir le pouvoir d'achat pour la période 1991-1992 est totalement remoli », indique un communiqué de la FEN. Parmi les vingt-sept syndicats nationaux qui composent la fédération, dix-neuf ont voté pour la signature et six s'y sont opposés; deux ne se sont

### CASSER LA CRISE C'EST CASSER .ES PRIX

SUPER 100 5500F

**VESTE PUR** CACHEMIRE 7500F 2500F

Du samedi 26 Oct. au dimanche 3 Nov.

2 PULLS 200K CACHEMIRE 3500F PARAS 990F, VESTES 990F, ET DES REMISES DE RO : 70K SUR

DAVID SHIFF

PARIS 8º: 13 RUE ROYALE - de 10h à 18h